

ADOLF HITLER

MA DOCTRINE

LES GRANDES ÉTUDES HISTORIQUES

- Louis BERTRAND**,
de l'Académie Française.
Louis XIV (131^e édition).
Histoire d'Espagne (54^e éd.).
Jacques BAINVILLE,
de l'Académie Française.
Histoire de France (394^e éd.).
Napoléon (226^e édition).
Histoire de deux peuples
(138^e édition).
Histoire de trois générations
(68^e édition).
La Troisième République
(108^e édition).
Frantz FUNCK - BRENTANO,
de l'Institut.
L'ancien Régime (64^e éd.).
La Renaissance (50^e édition).
Pierre GAXOTTE
La Révolution Française
(130^e édition).
Le siècle de Louis XV (102^e
édition).
Frédéric II (83^e édition).
Pierre de VAISSIÈRE
Henri IV (46^e édition).
N. BRIAN-CHANINOV
Histoire de Russie (32^e éd.).
Firmin ROZ, de l'Institut.
Histoire des États-Unis (36^e
édition).
M^{re} de ROUX
La Restauration (28^e éd.).
MERMEIX
Histoire Romaine (34^e éd.).
Auguste BAILLY
Jules César (26^e édition).
Richelieu (58^e édition).
Mazarin (50^e édition).
Louis XI (68^e édition).
Byzance (46^e édition).
Octave AUBRY
Le Roi de Rome (180^e éd.).
Le Second Empire (46^e éd.).
Pierre DAYE
Léopold II (27^e édition).
Robert COHEN
Athènes (30^e édition).
Jules BERTAUT
1848 et la Seconde Répu-
blique (22^e édition).
J. LUCAS-DUBRETON
Louis-Philippe (32^e édition).
Jean HÉRITIER
Catherine de Médicis (26^e éd.).

LES GRANDES ÉTUDES POLITIQUES & SOCIALES

- Charles MAURRAS**,
de l'Académie Française
Mes Idées Politiques (38^e éd.).
Adolf HITLER
Ma Doctrine (60^e édition).
NAPOLEON
Vues Politiques (12^e éd.).
Léon DAUDET
de l'Académie Goncourt
Mes Idées Esthétiques (20^e éd.).
Paul MARION
Leur Combat (12^e édition).
Joseph de MAISTRE
Une Politique expérimen-
tales (8^e édition).

L'HOMME ET SON ŒUVRE

- Auguste BAILLY**
La Fontaine (22^e édition).
Alfred FABRE-LUCE
Benjamin Constant (14^e éd.).
Robert BRASILLACH
Corneille (22^e édition).
Bertrand de LA SALLE
Alfred de Vigny (16^e éd.).
Henri TROYAT
Dostoïevsky (16^e édition).
Louis BERTRAND
Lamartine (16^e édition).

LES GRANDES ÉTUDES POLITIQUES ET SOCIALES
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD, PARIS

685

Le présent volume est publié avec l'autorisation de Verlag Franz Eher Nachf. G.m.b.H., München-Berlin, Deutschland.

F. 2042
50 €
A 1339

ADOLF HITLER

MA DOCTRINE

TEXTE TRADUIT ET ÉTABLI PAR
FRANÇOIS DAUTURE ET GEORGES BLOND

PARIS
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD
18-20, RUE DU SAINT-GOTHARD, 18-20

Il a été tiré de cet ouvrage :

Vingt-cinq exemplaires
sur papier vélin pur fil des Papeteries Lafuma,
numérotés de 1 à 25

L'édition originale a été imprimée sur papier alfa
des Papeteries Navarre

Copyright by F. Brouty, J. Fayard et C^{ie} 1938.
Tous droits de traduction, reproduction et
adaptation réservés pour tous pays, y compris
la Russie.

*Aucun Français n'a le droit d'ignorer
le « phénomène Hitler », phénomène
qui subordonne soixante-dix millions
d'hommes à la volonté d'un seul.*

*Or, Hitler est pratiquement un in-
connu pour la France. Mein Kampf, son
livre de base, n'y est pas vendu. Il im-
porte, quelque position sentimentale
que l'on prenne à l'égard du chancelier
allemand, que l'on connaisse claire-
ment ses idées, grâce à un livre com-
posé avec un souci d'impartialité abso-
lue et dont l'auteur a officiellement
autorisé la publication.*

*Nous avons considéré comme notre
devoir, plus encore comme notre devoir
de Français que d'éditeur, de combler
une immense lacune.*

L'EDITEUR.

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement	1
---------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Critique du Libéralisme bourgeois et du Socialisme marxiste.

CHAPITRE I. — Le Libéralisme bourgeois et parlementaire, expressions de la Démocratie	3
--	---

La Démocratie fondée sur l'autorité du nombre supprime la responsabilité des chefs.

Avilissement des caractères par la Démocratie.

Les programmes de tous les partis politiques d'un régime démocratique sont une duperie.

Fausseté essentielle du régime parlementaire.

L'information de l'opinion en régime démocratique est abandonnée à la presse qui est elle-même dans la main des Juifs.

La Démocratie est l'instrument de la domination juive.

La véritable Démocratie allemande.

CHAPITRE II. — Exploitation du Prolétariat
par le Socialisme marxiste 17

- Naissance du prolétariat.*
- L'insécurité du salaire quotidien : une des plus graves plaies sociales. Son exploitation par le marxisme.*
- La bourgeoisie libérale et démocrate a, par ses fautes, conduit les ouvriers au socialisme marxiste.*
- Méthodes d'action du socialisme*marxiste : intolérance, terrorisme sur la masse, terrorisme intellectuel sur la bourgeoisie.*
- Le Marxisme et la Démocratie.*

CHAPITRE III. — L'Ennemi du genre humain. 28

- De la tolérance à l'antisémitisme.*
- Le Juif corrupteur du goût et des mœurs.*
- Le Juif bacille dissolvant de l'humanité.*
- Le Marxisme juif destructeur de la civilisation.*

DEUXIÈME PARTIE

Les moyens de la Révolution nationale-socialiste

CHAPITRE I. — Nécessité d'une doctrine 41

- La force n'obtient de résultats durables que si elle est au service d'une idée.*
- Echec des mouvements antimarxistes purement négatif.*

CHAPITRE II. — La conquête du Peuple 47

- Un parti national doit d'abord gagner les travailleurs.*
- Il est inutile d'attirer à soi le bétail électoral bourgeois.*

CHAPITRE III. — La Propagande 55

- La propagande est un art, elle doit toujours et uniquement s'adresser aux masses.*

- Psychologie de la propagande.*
- Répéter constamment un petit nombre d'idées.*
- La parole est un moyen de propagande supérieur à l'écrit. C'est par la parole que se déclenchent les révolutions.*
- C'est par la propagande parlée et par les grandes réunions populaires que des millions d'ouvriers ont été amenés au Marxisme.*
- Psychologie de l'organisation des réunions politiques.*
- La technique des réunions marxistes.*
- Le service d'ordre chez les nationaux-socialistes.*
- La presse.*

CHAPITRE IV. — L'organisation 80

- Rédaction du dogme.*
- Devoir et obéissance.*
- La lutte concrète.*
- Adhérents et militants.*
- Limitation de l'admission des membres.*
- Le mal nécessaire de l'organisation.*

TROISIÈME PARTIE

La Race, le Sol et le Sang

CHAPITRE I. — La question de la race est la
clef de l'histoire du monde 91

- Des lois qui régissent le développement des races.*
- De l'existence des races supérieures.*
- L'Aryen est le fondateur de la civilisation.*
- L'idéalisme, faculté maîtresse qui explique la prédominance de l'Aryen.*
- Le Juif forme le contraste le plus marquant avec l'Aryen.*
- Les Juifs ne sont pas des nomades mais des parasites.*
- La conservation de la race, but suprême de l'existence.*
- La paysannerie, réservoir de la race.*

CHAPITRE II. — Aperçu historique de l'envahissement des nations occidentales par les Juifs 115

- A) Arrivée du Juif, marchand étranger.
- B) Le Juif intermédiaire et prêteur d'argent.
- C) Le Juif se fixe dans l'Etat.
- D) Il absorbe toutes les richesses du pays.
- E et F) Avec son argent, le Juif achète les dignités sociales.
- G) Le dernier droit de cité est enfin acquis par le Juif, grâce au baptême.
- H) Le Juif n'a plus qu'à se faire reconnaître Allemand.
- I) Le Juif parvenu essaye de faire oublier ses exactions en se présentant comme bienfaiteur de l'humanité. Cependant il détruit l'économie saine. Le Juif champion de la Démocratie par la franc-maçonnerie et la presse.
- J) Le Juif dirige l'ouvrier vers la lutte des classes. Le Juif champion de la doctrine marxiste. Comment le Juif prend la tête du mouvement syndical. Le syndicat devient un instrument d'action politique.
- K) Le triomphe du Juif.
- L) La dernière révolution.

QUATRIÈME PARTIE

L'Etat national-socialiste

CHAPITRE I. — Conception de l'Etat 139

- La conception judéo-marxiste et démocratique de l'Etat ignore la race et la personnalité.
- Au contraire la conception raciste voit dans l'Etat le moyen de conserver la suprématie de la race aryenne dispensatrice de la civilisation.

- Mission humaine de l'Etat germanique.
- La conception raciste de l'Etat comporte l'existence du chef et de l'élite.
- Conseils et chefs responsables.
- Fondements historiques de l'autorité de l'Etat.
- Les habitants de l'Etat raciste, citoyen, ressortissant, étranger.

CHAPITRE II. — La protection de la race 154

- Les péchés contre le sang : le métissage.
- La syphilis; comment la combattre : campagne morale, mariage précoce, stérilisation.
- La limitation des naissances conduit à sauver à tout prix les malingres.
- L'Etat raciste et l'hygiène de la race.

CHAPITRE III. — L'Education 166

- Le libéralisme bourgeois n'a poursuivi que le développement intellectuel de l'individu.
- Première conséquence de cette éducation : l'intelligence perd sa vigueur.
- Deuxième conséquence : le jeune homme ne résiste pas à la corruption morale.
- L'éducation dans l'Etat raciste.
- Nécessité d'un développement harmonieux de l'enfant : la force physique, le caractère, l'intelligence.
- Des exercices physiques.
- Apprentissage de la discrétion.
- Développer l'esprit de décision.
- Principes pour l'instruction.
- L'enseignement de l'histoire.
- Les humanités.
- Eveiller la fierté nationale.
- La formation d'une élite qui a pour contre-partie la réhabilitation du travail manuel.
- L'armée école irremplaçable.

CHAPITRE IV. — L'Economie 191

- Faire passer au premier plan la question économique c'est aller à la ruine :

exemple de l'Allemagne d'avant-guerre.
L'économie n'est qu'un des nombreux moyens par lesquels l'Etat assure le maintien et le développement de la race. Prédominance des vertus héroïques.
Le rôle du capital.
Le capital international de spéculation destructeur d'une économie saine.
Le III^e Reich et sa lutte pour l'indépendance économique de l'Allemagne; l'économie dirigée n'est pas un dogme, mais une nécessité.
Difficultés économiques de l'Allemagne.
Ajustement des salaires à la production.
L'économie nationale doit tendre à libérer l'Allemagne de l'étranger.

CHAPITRE V. — La vie sociale 214

Les syndicats sont indispensables dans un Etat où la classe ouvrière n'est pas protégée contre la cupidité des employeurs.
La corporation supprime la lutte des classes.
Patrons et ouvriers sont les artisans de la grandeur allemande.

CHAPITRE VI. — Religion et Fédéralisme .. 223

Les dogmes religieux, bases morales de la vie des peuples.
Protestantisme et catholicisme dans leurs rapports avec la nation allemande.
Il ne faut pas refaire l'erreur du Kultur-Kampf : le national-socialisme n'est pas une religion.
Le national-socialisme n'est pas antireligieux.
Le fédéralisme allemand n'a plus de raison d'être, ni en droit, ni en fait.
Tendance générale à la centralisation; la centralisation subordonnée aux besoins de la nation.
Rôle culturel des Etats.

CHAPITRE VII. — La politique étrangère .. 237

Critique de la politique étrangère de l'Allemagne d'avant-guerre.
Le national-socialisme dans sa tâche de libération de l'Allemagne vaincue.
Allemagne et Angleterre.
Possibilités d'alliance avec l'Angleterre.
Possibilités d'alliance avec l'Italie.
Allemagne et Autriche : l'Autriche allemande doit revenir à la grande patrie allemande.
Allemagne et France. — 1924 : La France, nation impérialiste est l'ennemi mortel de l'Allemagne.
1924 : La France empêchera l'Allemagne dans sa politique de l'Est.
1924 : La France instrument des Juifs.
1935 : Depuis le retour de la Sarre au Reich il n'y a plus de différend possible entre la France et l'Allemagne.
1936 : Bilan des efforts pour créer en Allemagne une atmosphère de détente et de sympathie à l'égard de la France.
1936 : L'accord franco-soviétique, menace permanente contre l'Allemagne.
1936 : Réponse au pacte franco-soviétique : projet de paix du gouvernement allemand.
1938 : La frontière entre l'Allemagne et la France est définitivement fixée.
Les peuples français et allemands égaux en droit ne doivent plus se considérer comme ennemis héréditaires mais se respecter réciproquement.
Union nécessaire de tous les peuples aryens contre l'ennemi commun : les Juifs.

CHAPITRE VIII. — Territoire et espace 283

La liberté d'existence n'est assurée que par la possession d'un territoire suffisant.

- Vouloir rétablir les frontières de 1914
 serait une insanité politique et un
 crime.
 La marche des Germains vers l'Est dans
 l'Histoire.
 Reprise de la politique de l'Est.
 Allemagne et Russie.
 La Russie et les Juifs : pas de possibilité
 d'entente avec la Russie.

CHAPITRE IX. — Les théories esthétiques du
 national-socialisme 292

- L'art bolchéviste renie le passé et con-
 duit au chaos.
 L'art véritable se rattache au passé.
 Le Juif destructeur de la culture.
 Politique et culture sont intimement liées.
 L'Etat, condition première de l'art, non
 l'Economie.
 Le XIX^e siècle, asservi à l'Economie, avait
 perdu le sens de l'art.
 La tâche artistique du national-socia-
 lisme.

APPENDICE

L'homme devant la vie

- La maison familiale.
 Comment Hitler devient nationaliste alle-
 mand.
 Années d'études et de souffrances à
 Vienne.
 Premiers contacts avec les socialistes-
 marxistes.
 La guerre mondiale. Hitler s'engage dans
 un régiment allemand.
 Hitler et la révolution de 1918.
 Naissance du Parti.
 Premières réunions.
 La première grande assemblée populaire :
 24 février 1920.

Bibliographie 345

AVERTISSEMENT

Le présent ouvrage est destiné à donner une idée exacte et complète de l'état actuel de la doctrine nationale-socialiste élaborée et appliquée par le chancelier Adolf Hitler. Aucun Français ne songerait aujourd'hui à discuter l'utilité d'une telle publication.

Il ne nous appartient pas ici de revenir sur les raisons qui ont empêché la publication en France de « Mein Kampf », ni d'insister sur l'insuffisance de certaines brochures tronquées, de caractère pamphlétaire, qui ont été répandues à la suite de cette interdiction. Le présent ouvrage est le premier qui porte à la connaissance du public français, avec l'accord de l'auteur, la doctrine nationale-socialiste dans son état actuel.

Il a été composé entièrement d'écrits, de proclamations et de discours officiels du chancelier Hitler. Quantitativement, la partie la plus importante a été prise dans « Mein Kampf ». Rien n'est plus normal puisque, con-

trairement à une idée assez répandue qui représente le national-socialisme comme une construction de caractère affectif et empirique, la révolution hitlérienne est, entre les révolutions antidémocratiques, celle où l'on a vu appliquer le plus exactement, même dans le détail, les principes posés par le chef du mouvement révolutionnaire. L'essentiel de l'Etat national-socialiste actuel se trouvait préfiguré dans « *Mein Kampf* ».

Toutefois, « *Mein Kampf* » a été composé entre 1924 et 1926. Depuis cette époque, dans de nombreux discours et proclamations, le chancelier Hitler, tenant compte de l'évolution des forces économiques et politiques dans le monde, a introduit dans la doctrine nationale-socialiste des éléments qui complètent ou modifient certaines affirmations doctrinales de « *Mein Kampf* », ou même les infirment et les remplacent. Ces éléments nouveaux sont tous compris dans le présent ouvrage. On ajoutera que les parties qu'ils modifiaient ou rendaient caduques ont été conservées lorsque cela était nécessaire à l'intelligence de l'ensemble.

Cela est apparent en particulier dans le chapitre de politique extérieure sur les Relations franco-allemandes. Cette partie est celle que le lecteur français consulte en premier lieu et avec le plus d'intérêt. On a pensé que l'ob-

jectivité historique consistait à publier les passages de « *Mein Kampf* » où la France est représentée comme l'ennemi le plus irréductible et le plus dangereux de l'Allemagne, en les faisant suivre des déclarations ultérieures sur le même sujet, dans lesquelles le chancelier Hitler a officiellement proclamé qu'aucun sujet de contestation territoriale ne subsistait entre l'Allemagne et la France, et qu'il garantissait la frontière française autant que celle de l'Italie.

La connaissance d'un certain nombre de constantes doctrinales du national-socialisme, explicitement définies et vigoureusement affirmées, est absolument nécessaire pour comprendre l'action du chef du III^e Reich en Europe.

G. B. et F. D.

PREMIERE PARTIE
CRITIQUE
DU LIBÉRALISME BOURGEOIS

CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET PARLEMENTAIRE

LA DÉMOCRATIE FONDÉE SUR L'AUTORITÉ DU NOMBRE SUPPRIME LA RESPONSABILITÉ DES CHEFS

Voici le caractère le plus remarquable du parlementarisme : on élit un certain nombre d'hommes (de femmes aussi depuis quelque temps), par exemple cinq cents; et à partir de cet instant, c'est à eux de prendre en tout des décisions définitives. Ils sont donc, en pratique, le seul gouvernement. Ils nomment bien un cabinet qui a l'air de diriger les affaires de l'Etat, mais ce n'est là qu'une apparence. En réalité, ce prétendu gouvernement ne peut faire un pas sans être allé d'abord mendier l'assentiment de toute l'assemblée. Ainsi, on ne pourra le rendre responsable de rien, la décision finale étant toujours celle du Parle-

ment, jamais la sienne. Il n'est jamais que l'exécuteur de toutes les volontés de la majorité. On ne saurait estimer justement sa capacité politique que d'après l'art avec lequel il sait s'ajuster à l'opinion de la majorité, ou amener la majorité à son opinion. Mais il déchoit ainsi du rang de véritable gouvernement à celui de mendiant auprès de chaque majorité. Il n'a pas désormais de tâche plus urgente que de gagner de temps à autre l'approbation de la majorité existante, ou bien d'essayer d'en susciter une nouvelle mieux orientée. S'il y réussit, il pourra « gouverner » encore quelque temps, sinon il n'a plus qu'à s'en aller. La justesse de ses vues ne joue là dedans aucun rôle. Ainsi toute notion de responsabilité est-elle pratiquement abolie.

*
*
*

Le Parlement prend une décision : aussi catastrophiques que puissent en être les conséquences, personne n'en sera responsable, personne ne peut être appelé à rendre des comptes. Car peut-on parler de prise de responsabilités lorsque, après un désastre sans précédent, le gouvernement coupable se retire, ou que la majorité change, ou que le Parlement est dissous ? Une majorité flottante d'individus peut-elle jamais être rendue responsable ? L'idée de responsabilité signifie-

t-elle quelque chose, si la responsabilité n'est pas encourue par une personne déterminée ? Peut-on pratiquement faire porter à un chef de gouvernement la responsabilité d'actes dont l'origine et la réalisation découlent de la volonté et de l'inclination d'une multitude d'individus ?

La tâche d'un dirigeant parlementaire ne réside-t-elle pas moins dans la conception d'un plan que dans l'art de faire comprendre la valeur de ce plan à un troupeau de moutons à têtes vides, pour ensuite solliciter leur bienveillante approbation ?

Le critérium de l'homme d'Etat est-il de posséder au même degré l'art de convaincre et l'intelligence nécessaire pour distinguer les grandes lignes et prendre les grandes décisions ?

L'inaptitude d'un chef est-elle prouvée par le fait qu'il ne réussisse pas à convaincre la majorité d'une assemblée, véritable tumeur ayant envahi l'organisme dans des conditions plus ou moins propres ? A-t-on d'ailleurs vu une seule fois une multitude comprendre une idée avant que le succès en ait révélé la grandeur ? Toute action de génie n'est-elle pas ici-bas une offensive du génie contre l'inertie de la masse ?

Ainsi, que doit faire l'homme politique qui ne réussit pas à gagner par des flatteries la faveur de cette foule ? Doit-il la stipendier ? Ou bien, devant la stupidité de ses concitoyens, doit-il renoncer à entreprendre les tâ-

ches dont il a reconnu la nécessité vitale? Doit-il se retirer? Doit-il rester? Comment un homme digne de ce nom peut-il résoudre ce problème: accepter une pareille situation tout en respectant la décence, ou plus exactement l'honnêteté? Où est ici la limite entre le devoir envers la communauté, et les obligations de l'honneur? Le véritable chef ne doit-il pas s'interdire des méthodes de gouvernement qui l'abaissent au rang de politicien de canton?

Et, inversement, un politicien de canton ne se sentira-t-il pas enclin à faire de la politique, du fait que ce ne sera jamais lui-même, mais une insaisissable multitude qui finalement portera le poids des responsabilités?

Notre principe parlementaire de la majorité ne doit-il pas amener la destruction de la notion de commandement? Peut-on encore croire que le progrès humain vienne, si peu que ce soit, du cerveau d'une majorité, et non de la tête d'un homme?



AVILISSEMENT DES CARACTÈRES PAR LA DÉMOCRATIE

Une chambre de députés médiocres trouve toujours une grande satisfaction à se sentir guidée par un chef dont la valeur ne dépasse pas la sienne: chacun a ainsi la satisfaction de pouvoir se faire remarquer de temps à

autre et surtout de se dire: puisque Jean peut être le chef, pourquoi pas Jacques un jour?

Au fond de cette admirable invention de la démocratie, on peut observer un phénomène qui se manifeste de nos jours¹ scandaleusement avec de plus en plus d'intensité: la lâcheté de la plupart de nos prétendus dirigeants. Quelle chance, lorsqu'ils ont à prendre des décisions importantes, de pouvoir s'abriter sous le parapluie d'une majorité! Il faut avoir vu une fois un de ces bandits de la politique mendier humblement, avant chacune de ses décisions l'approbation de la majorité, s'assurer ainsi les complicités nécessaires et pouvoir dans tous les cas se dégager de toute responsabilité! Un homme d'honneur, un homme de cœur ne peuvent éprouver que haine et dégoût pour de pareilles méthodes d'activité politique: mais elles attireront tous les caractères médiocres.



On aurait tort de croire que chaque député d'un tel Parlement prend toujours ses responsabilités d'un cœur aussi léger.

Certes non. Mais certains députés, obligés de prendre position sur des questions qui leur échappent deviennent peu à peu faibles et sans caractère. Car aucun n'aura le courage de déclarer: « Messieurs, je crois que

1. En 1924 (N. d. T.).

nous ne comprenons rien à cette affaire. C'est du moins la vérité en ce qui me concerne. » Du reste, cela ne changerait rien, en premier lieu parce que cette droiture ne serait pas comprise, ensuite parce qu'on saurait bien empêcher cet âne de « gâcher le métier » avec son honnêteté. Lorsqu'on connaît les hommes, il est facile de comprendre que, dans une société aussi choisie, chacun ne tient pas à être le plus bête, et que, dans ce milieu, loyauté est synonyme de bêtise. Ainsi un député qui aura commencé par être à peu près honnête sera fatalement engagé dans la voie du mensonge et de la tromperie.



*LES PROGRAMMES DE TOUS
LES PARTIS POLITIQUES D'UN
RÉGIME DÉMOCRATIQUE SONT
UNE DUPERIE*

L'unique souci qui détermine fatalement, soit l'établissement d'un programme nouveau, soit la modification du précédent, est le souci des prochaines élections. Aussitôt que dans la cervelle de ces artistes ès politique parlementaire commence à germer le soupçon que le bon peuple peut se révolter et s'évader des harnais du vieux char des partis, les voilà qui se mettent à repeindre le timon. Alors apparaissent ceux qui lisent dans les étoiles, les astrologues des partis, « les gens d'expé-

rience » et les « experts » ; ce sont le plus souvent de vieux parlementaires qui se ressouviennent des cas analogues qui se présentaient au temps « riche en enseignement de leur apprentissage politique », des cas où la patience du bon peuple était à bout et brisait les harnais ; ils sentent de nouveau se rapprocher de l'attelage une semblable menace. Alors, ils font appel aux vieilles formules, ils forment une « commission », écoutent partout ce que dit le bon peuple, flairant les articles de presse et reniflant longuement afin de savoir ce qu'aimerait le cher grand public, ce qui lui déplaît et ce qu'il espère. On étudie très soigneusement chaque groupe professionnel, chaque classe d'employés et on recherche leurs désirs les plus intimes. Alors les « formules » de la dangereuse opposition deviennent soudain, elles aussi, mûres pour un examen sérieux. La plupart du temps, d'ailleurs, ce fragment du trésor de sciences des vieux partis se révèle tout à fait pitoyable, au grand étonnement de ceux qui l'ont découvert et fait connaître. Et les commissions se réunissent pour travailler à revoir l'ancien programme (ces messieurs changent de conviction exactement comme les soldats en campagne changent de chemise lorsque la précédente tombe en morceaux). Elles en créent un nouveau dans lequel chacun reçoit ce qui lui est dû. Le paysan la protection de son agriculture, l'industriel la protection de ses produits, le consommateur la protection de

ce qu'il achète; les traitements des instituteurs sont relevés, les pensions des fonctionnaires augmentées, l'Etat doit, dans une large mesure, offrir des situations aux veuves et aux orphelins, le trafic sera favorisé, les tarifs abaissés et les impôts eux-mêmes doivent être, sinon complètement, du moins en grande partie, supprimés. Il arrive souvent que l'on ait oublié une corporation ou que l'on n'ait pas eu connaissance d'une exigence familière au peuple. Alors, précipitamment, on ajoute de nouvelles pièces, jusqu'à ce que l'on puisse justement espérer avoir enfin calmé et complètement contenté l'armée des bourgeois « moyens » et de leurs épouses. Tout le monde ainsi réconforté, on peut commencer, se fiant à Dieu et en l'inaltérable sottise du citoyen électeur, à lutter pour la « réforme de l'Etat » selon la formule consacrée.

La date des élections passée, lorsque les parlementaires ont tenu la dernière de leurs réunions populaires pour cinq ans, ils passent de ce dressage de la plèbe à l'accomplissement de devoirs plus élevés et plus agréables. La commission du programme est dissoute et la lutte pour le renouvellement des choses redevient la lutte pour le bon pain quotidien, ce qui signifie, pour un député, l'indemnité parlementaire.

FAUSSETÉ ESSENTIELLE DU PRINCIPE PARLEMENTAIRE

Ne croyez pas que ces élus de la nation soient aussi des élus de l'esprit ou de la raison! On ne prétendra pas, j'espère, que des hommes d'Etat peuvent naître par centaines des bulletins de vote, les électeurs n'étant rien moins qu'intelligents. On ne saurait assez s'élever contre l'idée stupide que le génie pourrait être le résultat du suffrage universel. D'abord une nation ne produit un véritable homme d'Etat qu'à certains jours bénis, et non pas cent et plus d'un seul coup; ensuite, la masse est d'instinct hostile au génie singulier qui la dépasse. On a plus de chances de voir un chameau passer par le trou d'une aiguille que de découvrir un grand homme par le moyen d'une élection. Tout ce qui a été réalisé d'extraordinaire depuis que le monde existe l'a été par des actions individuelles.

Considéré objectivement, il n'est pas de principe qui soit aussi faux que le principe parlementaire. Passons sur la façon dont a lieu l'élection de MM. les représentants du peuple, sur la façon surtout dont ils gagnent leur siège et leur nouvelle dignité. Il est évident que le succès de chacun d'eux ne satis-

fait que dans une proportion absolument minime les aspirations et les besoins de tout un peuple : il faut s'en rendre compte, l'intelligence politique de la masse n'est pas assez développée pour atteindre d'elle-même à des conceptions politiques générales et précises, ni pour trouver elle-même des hommes qui soient capables de les réaliser. Ce que nous appelons toujours *opinion publique* ne repose que pour une part infime sur l'expérience personnelle et sur les connaissances des individus. Elle est, au contraire, fabriquée en majeure partie — et cela, avec une persévérance, une force de persuasion souvent remarquables — par ce qu'on appelle *l'information*. De même que les convictions religieuses de chacun naissent de l'éducation, et qu'il n'y a, sommeillant au cœur de l'homme, que des aspirations religieuses, de même l'opinion politique de la masse résulte d'une préparation obstinée et profonde de l'âme et de l'esprit.

*
**

*L'INFORMATION DE L'OPINION
EN RÉGIME DÉMOCRATIQUE EST
ABANDONNÉE A LA PRESSE
QUI EST ELLE-MÊME AUX MAINS
DES JUIFS*

La part de beaucoup la plus grande prise dans l'éducation politique revient à la presse. On l'appelle alors la propagande. Elle

entreprend tout d'abord le travail d'information et devient comme une école pour adultes. Seulement cet enseignement n'appartient pas à l'Etat, mais à des puissances qui sont, en général, absolument néfastes. Dans ma jeunesse, à Vienne précisément, j'eus l'occasion de voir de près les propriétaires et les fabricants d'idées de cette machine à éduquer le peuple. Mon premier sujet d'étonnement fut le peu de temps que cette puissance, la plus néfaste de l'Etat, mettait à créer une opinion déterminée, même si celle-ci est contraire aux idées et aux aspirations les plus profondes et les plus certaines de la communauté. En quelques jours, d'un petit détail ridicule, la presse fait une importante affaire d'Etat, et par contre, en aussi peu de temps, elle fait tomber dans l'oubli des problèmes vitaux, jusqu'à les faire complètement disparaître de la pensée et de la mémoire du peuple.

C'est ainsi qu'en quelques semaines on faisait, magiquement, sortir certains noms du néant, on les entourait, grâce à une large publicité, d'espérances magnifiques, on leur créait enfin une popularité telle qu'un homme de valeur véritable ne peut, sa vie durant, espérer la pareille; des noms, qu'un mois auparavant, personne n'avait jamais entendus, étaient lancés partout, alors qu'au même instant, des faits connus depuis longtemps, qui touchaient à la vie de l'Etat et à la vie publique étaient enterrés en pleine vigueur;

parfois même ces noms avaient été associés à des turpitudes si grandes qu'il semblait qu'ils n'eussent jamais pu être séparés de telle bassesse ou de telle filouterie. Il faut étudier, chez les Juifs en particulier, l'infamie qui consiste à déverser de cent poubelles à la fois, comme à l'aide d'une baguette magique, les plus viles et les plus honteuses calomnies sur le vêtement sans tache d'un homme d'honneur : alors on pourra honorer comme ils le méritent ces dangereux voyous des journaux...

Voilà la bande qui fabrique « l'opinion publique », d'où naîtront par la suite les parlementaires, comme Vénus est née de l'écume des flots.



LA DÉMOCRATIE EST L'INSTRUMENT DE LA DOMINATION JUIVE

Notre parlementarisme démocratique ne veut aucunement recruter une assemblée de sages, mais réunir une troupe de zéros intellectuels, d'autant plus faciles à conduire dans une direction déterminée que chaque individu sera plus borné. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut conduire une « politique de partis », au mauvais sens pris aujourd'hui par cette expression. Mais c'est aussi le seul moyen pour que celui qui tire les ficelles puisse rester prudemment à l'abri, sans être jamais con-

traint de prendre ses responsabilités. Ainsi, jamais aucune décision néfaste au pays ne sera mise sur le compte d'un coquin connu de tous, mais sur le dos de tout un parti. Ainsi disparaît, en réalité, toute responsabilité : car on peut bien rendre responsable une personne déterminée, mais non pas un groupe parlementaire de bavards. Par conséquent, le régime parlementaire ne peut satisfaire que des esprits dissimulés, qui redoutent par-dessus tout d'agir au grand jour; mais il sera toujours en horreur à tout homme honnête et droit, qui a le goût des responsabilités.

Cette forme de la démocratie est donc devenue l'instrument cher à cette race qui nourrit constamment des projets cachés, et qui a, de tout temps, le plus de raisons de craindre la lumière. Seul le Juif peut aimer une institution aussi sale et aussi fourbe que lui-même.



LA VÉRITABLE DÉMOCRATIE ALLEMANDE

A cette conception s'oppose celle de la véritable démocratie allemande : le chef librement choisi doit réclamer la responsabilité entière de toutes ses actions. Cette démocratie n'admet pas que tous les problèmes soient résolus par le vote d'une majorité. Un seul décide, et il est responsable ensuite de sa décision sur ses biens et sur sa vie.

Si on objecte qu'alors il est difficile de trouver un homme décidé à se consacrer à une tâche aussi dangereuse, il n'y a qu'une seule réponse à faire : c'est justement là, Dieu merci, la vraie signification d'une démocratie allemande, qui n'admet pas que le premier arriviste venu puisse parvenir, par des voies tortueuses, à gouverner ses compatriotes. La crainte des responsabilités écarte les incapables et les faibles. Si pourtant un tel individu s'efforce de se glisser au pouvoir, il est facile de le démasquer et de lui crier hardiment :

— Arrière, lâche voyou ! Retire ton pied, tu salis les marches ! Seuls entrent au Panthéon de l'Histoire les héros, non les intrigants !

II

L'EXPLOITATION DU PROLÉTARIAT PAR LE SOCIALISME MARXISTE

NAISSANCE DU PROLÉTARIAT

De nouvelles masses d'hommes, comptant des millions d'individus, ont quitté la campagne pour les grandes villes afin de gagner leur vie en qualité d'ouvriers de fabrique dans les industries nouvellement créées. Cette nouvelle classe a vécu et travaillé dans des conditions plus que misérables. Une adaptation plus ou moins automatique des anciennes méthodes de travail de l'artisan et du cultivateur était impossible. L'activité de l'un comme de l'autre n'était pas comparable aux efforts imposés à l'ouvrier d'usine. Dans les anciens métiers, le rôle du temps est secondaire ; il est de premier plan dans les méthodes modernes de travail. Le transfert de l'ancienne durée du travail dans la grande industrie eut un effet désastreux. Le rendement du travail était faible autrefois, car on

n'employait pas les méthodes actuelles de travail intensif. Une journée de travail de quatorze ou quinze heures était alors supportable, mais à une époque où chaque minute est utilisée au maximum, personne ne pouvait y résister. Cet absurde transfert de l'ancienne durée du travail dans l'industrie nouvelle fut fatal de deux manières : il ruina la santé des ouvriers et détruisit leur foi en un droit supérieur. Il faut joindre à ces fautes, d'une part, la lamentable insuffisance des salaires et, de l'autre, la prospérité d'autant plus frappante des employeurs.

*
**

L'INSÉCURITÉ DU SALAIRE QUOTIDIEN, UNE DES PLUS GRAVES PLAIES SOCIALES. SON EXPLOITATION PAR LES MARXISTES

L'insécurité du pain quotidien m'apparut comme un des côtés les plus noirs de cette vie nouvelle.

Il est vrai que le travailleur spécialisé n'est pas jeté à la rue aussi souvent que le manœuvre; cependant il ne peut compter sur aucune certitude. S'il a moins à redouter la famine par manque de travail, il lui reste à craindre le *lock out* ou la grève. L'insécurité du salaire est une des plaies les plus profondes de l'économie sociale.

Le jeune paysan part pour la ville, attiré

par un travail qu'on lui dit plus facile — qui l'est peut-être, en réalité — et dont la durée est plus courte. Il est surtout fasciné par la lumière éblouissante qui rayonne des grandes villes... Il est prêt à courir les chances d'un destin incertain. Le plus souvent il arrive à la ville avec un petit pécule et ne se décourage pas si, les premiers jours, la malchance fait qu'il ne trouve pas immédiatement du travail. Mais, s'il perd la place trouvée au bout de peu de temps, c'est plus grave. Il est très difficile, sinon impossible, d'en trouver une nouvelle, surtout en hiver. Les premières semaines, il tient encore; il touche l'indemnité de chômage de son syndicat et se débrouille comme il le peut. Cependant, une fois le dernier denier et le dernier pfennig dépensés, lorsque la caisse de chômage cesse, à la longue, de payer le secours, c'est la grande misère. Il traîne, maintenant affamé, tantôt ici, tantôt là. Il vend ou porte au prêteur sur gages ce qui lui reste. Par son costume et ses fréquentations il en arrive ainsi à une déchéance totale du corps et de l'esprit. S'il ne possède plus de logement, et si cela arrive l'hiver, comme c'est fréquemment le cas, sa détresse est complète. Il trouve enfin quelque travail. Mais la même histoire recommence. Une seconde fois ce sera pareil. Une troisième fois ce sera pire, jusqu'à ce qu'il apprenne petit à petit à subir avec indifférence cette existence éternellement incertaine. La répétition a créé l'habitude. Ainsi

l'homme qui fut travailleur se laisse aller sur tous les points et finit par être un simple instrument dans les mains de gens poursuivant de basses fins égoïstes... D'un seul coup, il lui devient indifférent de combattre pour des revendications économiques ou d'anéantir les valeurs de l'Etat, de la société ou de la civilisation. Il devient gréviste, peut-être sans joie, mais avec indifférence.

J'ai pu suivre cette évolution sur des milliers d'exemples.



**LA BOURGEOISIE LIBÉRALE ET
DÉMOCRATE A, PAR SES FAUTES,
CONDUIT LES OUVRIERS AU
SOCIALISME MARXISTE**

Si je m'appliquais à peindre en quelques traits l'âme de ces classes inférieures, mon tableau ne serait pas fidèle si je n'affirmais pas que, dans ces bas-fonds, je retrouvais encore la lumière; j'y ai rencontré de rares sentiments de sacrifice, de fidèle camaraderie, une modération étonnante et une réserve faite de modestie, surtout chez des ouvriers d'un certain âge. Et, quoique ces vertus s'affaiblissent de plus en plus dans les nouvelles générations, surtout sous l'influence de la grande ville, on y trouve encore de nombreux jeunes gens dont la nature essentiellement saine, triomphe des bassesses habituelles de

la vie. Donc si ces braves gens pleins de cœur mettent leur activité politique au service des mortels ennemis de notre peuple, c'est qu'ils ne comprennent pas et ne peuvent pas comprendre toute la bassesse de la doctrine de ces ennemis; en effet, personne ne s'est jamais soucié d'eux, et finalement les courants sociaux ont été plus forts que leur première volonté de ne pas se laisser emporter. La misère s'abattant sur eux, un jour ou l'autre, les a poussés dans le camp de la Social-Démocratie. Voilà la coupable.

La bourgeoisie s'étant dressée d'innombrables fois de la façon la plus maladroite et la plus immorale contre les exigences les plus légitimes, les plus humaines, des travailleurs, sans d'ailleurs pouvoir espérer tirer un profit quelconque d'une semblable attitude, le travailleur honnête s'est trouvé poussé de l'organisation syndicale vers la politique.

A l'origine, des millions de travailleurs étaient certainement au fond d'eux-mêmes adversaires de la Social-Démocratie, mais leur résistance fut vaincue maintes fois, dans des circonstances inouïes, alors que les partis bourgeois prenaient position contre toute revendication sociale. Ce refus borné de ne rien essayer pour améliorer la condition ouvrière : refus d'installer des dispositifs de sécurité sur les machines, refus de réglementer le travail des enfants et de la femme, — tout au moins pendant les mois de grossesse, — ce refus ne fit pas peu pour jeter les masses

dans les filets de la Social-Démocratie qui s'emparait avec reconnaissance de chacun de ces exemples révélateurs d'une si pauvre pensée politique. Les partis bourgeois ne pourront jamais réparer les erreurs commises à cette époque. En effet, en combattant toutes les réformes sociales, ils ont semé la haine; et ils ont donné une apparence de raison aux affirmations de l'ennemi mortel du peuple, à savoir que seul le parti social-démocrate défendait les intérêts du monde des travailleurs.

Voilà quelle fut l'unique origine des bases morales qui permirent aux syndicats de prendre de la réalité. Cette organisation devait dès lors former le principal réservoir du parti politique social-démocrate.



MÉTHODES D'ACTION DU SOCIALISME MARXISTE

Seule la connaissance de ce que sont les Juifs donne le secret des buts cachés, donc véritablement visés, par la Social-Démocratie. Connaître ce peuple, c'est quitter le bandeau d'idées fausses qui nous aveugle quant aux buts et aux intentions de ce parti. Au delà de ses déclamations nuageuses et confuses sur la question sociale, on distingue la figure grotesque et ricanante du marxisme.



Je retrouvai mon peuple en approfondissant la littérature et la presse de la doctrine social-démocrate. Et ce qui autrefois m'était apparu comme un abîme infranchissable me devint l'occasion d'un plus grand amour. Un sot seul pourrait, en effet, après avoir connu cet immense travail d'empoisonnement, en condamner la victime. Plus mon indépendance s'affermait dans les années qui suivirent, mieux je compris les causes profondes des succès de la Social-Démocratie.

Intolérance. — Je compris alors le sens de l'ordre formel de ne lire que des journaux rouges, des livres rouges, de n'assister qu'à des réunions rouges. J'apercevais les résultats évidents de cette doctrine de l'intolérance, avec une impitoyable lucidité.

Terrorisme sur la masse. — Le cœur de la masse n'est touché que par tout ce qui est entier et fort. De même que la femme est peu sensible au raisonnement abstrait, qu'elle ressent un indéfinissable attrait sentimental pour une attitude nette, de même qu'elle obéit au fort et qu'elle fait obéir le faible, de même la masse préfère le maître à l'esclave et se sent plus rassurée par une doctrine qui ne tolère aucune compromission que par une large tolérance. La tolérance lui donne l'impression qu'on l'abandonne. Mais si l'on exerce sur elle un audacieux terrorisme in-

tellectuel, si l'on dispose de sa liberté, elle ne s'en soucie aucunement et ne devine rien de toute l'erreur d'une doctrine. Elle ne voit que les manifestations extérieures d'une force résolue et d'une brutalité auxquelles elle se soumet toujours...

Terrorisme intellectuel sur la bourgeoisie.

— En moins de deux ans, j'avais compris à la fois la doctrine de la Social-Démocratie et son instrument. Je compris l'ignoble terrorisme intellectuel qu'exerce ce mouvement, sur la bourgeoisie surtout, car moralement ou physiquement, celle-ci n'est pas de taille.

La Social-Démocratie a pour tactique de faire pleuvoir, à un signal donné, une véritable pluie de mensonges et de calomnies sur les adversaires qu'elle juge les plus redoutables, jusqu'à ce que leurs nerfs soient épuisés et qu'ils acceptent l'inacceptable avec le fol espoir de retrouver leur tranquillité.

Mais il s'agit bien là seulement d'un fol espoir. Et le jeu recommence jusqu'à ce que les victimes soient paralysées par la crainte du roquet furieux. Par expérience personnelle, la Social-Démocratie connaît admirablement la valeur de la force. Aussi s'acharne-t-elle surtout contre ceux en qui elle a deviné quelque valeur. Au contraire, les êtres faibles du parti adverse reçoivent ses louanges plus ou moins discrètes selon l'idée qu'elle se fait de la valeur de leur intelligence.

Elle a moins peur d'un homme de génie à qui manque la volonté que d'une nature vi-

goureuse à l'intelligence moyenne. Quant à ceux qui n'ont ni intelligence ni volonté, elle les exalte sans mesure.

Hypocrisie. — Elle s'entend à donner l'apparence qu'elle seule sait faire régner la tranquillité, cependant que, avec prudence, mais sans perdre de vue les buts poursuivis, elle conquiert successivement ses objectifs : tantôt elle s'y installe furtivement, tantôt elle l'atteint d'un bond au grand jour, profitant de ce que l'attention générale s'est portée vers d'autres sujets dont elle ne veut pas être détournée, ou de ce que le larcin est jugé trop insignifiant pour provoquer un scandale et faire rendre gorge à l'adversaire.

Cette méthode, fondée sur une juste appréciation des faiblesses humaines, doit conduire presque automatiquement au succès, si le parti adverse n'apprend pas à combattre les gaz asphyxiants par les gaz asphyxiants.

Il faut dire aux natures faibles qu'il s'agit en la circonstance d'être ou de ne pas être.

Je compris la terreur physique que la masse impose à l'individu... Ici encore la psychologie est juste!

La terreur, sur le chantier, à l'usine, aux lieux de réunion et dans les meetings, aura toujours un succès complet tant qu'une terreur égale ne s'opposera pas à elle...

Plus j'apprends à connaître les méthodes de la terreur physique, plus grandit mon indulgence à l'égard de la multitude qui subissait son joug.



LE MARXISME ET LA DÉMOCRATIE

Pour le marxisme, tout le système démocratique n'est, en mettant les choses au mieux, qu'un moyen d'arriver à ses fins : il s'en sert pour paralyser l'adversaire et libérer son champ d'action...

Le marxisme soutiendra la démocratie aussi longtemps qu'il ne sera pas parvenu à gagner, poursuivant tortueusement ses desseins destructeurs, la confiance de l'esprit national qu'il veut détruire.

Mais, s'il était convaincu aujourd'hui que, dans le chaudron de sorcières de notre démocratie parlementaire, ou seulement dans le corps législatif, on peut cuisiner, tout à coup, une majorité capable de s'attaquer sérieusement au marxisme, alors le jeu de prestidigitation parlementaire serait bientôt terminé. Les porte-drapeaux de l'internationale rouge entonneraient alors, à la place d'une invocation à la conscience démocratique, un appel ardent aux masses prolétariennes et le combat serait soudain transporté des salles des Parlements à l'atmosphère empuantie, dans les usines et dans la rue. Ainsi la démocratie serait immédiatement liquidée; et ce que la souplesse d'esprit de ces apôtres du peuple n'a pu mener à bien dans les Parlements serait réalisé avec la rapidité de l'éclair

par les pinces et les marteaux de forge des masses prolétariennes soulevées. Exactement comme en automne 1918, elles montreraient de façon éclatante au monde bourgeois qu'il est insensé d'espérer arrêter la conquête mondiale juive avec les moyens dont dispose la démocratie occidentale.

III

LE JUIF, ENNEMI DU GENRE HUMAIN

*PRISE DE CONTACT AVEC LES JUIFS
DE LA TOLÉRANCE A L'ANTISÉMITISME*

Il m'est bien difficile aujourd'hui, voire impossible, de dire à quel moment de ma vie le nom de *Juif* éveilla en moi pour la première fois une idée particulière. Je ne me rappelle pas avoir entendu prononcer ce mot dans la maison paternelle alors que mon père vivait. Il me semble que ce digne homme aurait tenu pour arriérés ceux qui auraient prononcé ce nom sur un certain ton...

A l'école, rien ne m'incita à modifier les idées que j'avais prises à la maison.

Ce fut seulement vers l'âge de quatorze ou quinze ans que, dans la conversation, j'entendis fréquemment le mot de Juif, surtout s'il s'agissait de politique. Ces propos me causaient un léger dégoût et je ne pouvais m'empêcher d'éprouver le sentiment désagréable qui naissait en moi lorsque j'assistais à des

querelles au sujet de confessions religieuses. A cette époque la question ne se présentait pas à moi sous un autre aspect...

Je voyais, avec certitude, les Juifs persécutés à cause de leurs croyances; les propos malveillants tenus à leur sujet m'inspiraient une antipathie qui allait parfois presque jusqu'à l'horreur... J'arrivai ainsi à Vienne.

Assailli par une multitude de sensations dans le domaine de l'architecture, pliant sous le fardeau de mon propre sort, je ne sus pas, dans les premiers temps, accorder le moindre coup d'œil aux différentes couches qui formaient la population de cette énorme ville. Bien que Vienne comptât alors près de deux cent mille Juifs sur deux millions d'âmes, je ne les remarquais pas. Mes yeux et mon esprit ne purent, durant les premières semaines, supporter l'assaut que leur livraient tant de valeurs et de conceptions nouvelles. Lorsque, peu à peu, le calme se fit en moi, que ces images fiévreuses commencèrent à s'éclaircir, alors, je pus songer à observer avec plus d'attention le monde nouveau qui m'entourait et, entre autres choses, je butai sur la question juive.

Je ne fis pas sa connaissance d'une façon qui m'ait semblé particulièrement agréable. Le Juif n'était encore pour moi qu'un homme d'une confession différente, et je continuais à réprouver, au nom de la tolérance et de l'humanité, toute hostilité d'origine religieuse. Le ton de la presse antisémite de Vienne, en

particulier, me paraissait indigne des traditions d'un grand peuple civilisé. Le souvenir de certains faits remontant au moyen âge m'obsédait, et je n'aurais pas voulu les voir se renouveler. Les journaux dont je viens de parler n'étaient pas considérés comme des organes de premier ordre. Pourquoi? Je l'ignorais encore. Ils me parurent être plutôt les fruits de la colère et de l'envie que les organes d'une position de principe bien arrêtée, fût-elle fausse.

Cette idée s'accrédita en moi lorsque je considérai la forme infiniment plus convenable, à mon sens, que la véritable grande presse avait adoptée pour répondre à ces attaques, à moins que, ce qui me paraissait encore plus méritoire, elle ne se contentât de les tuer par le silence, n'y faisant pas la moindre allusion.

Je lus régulièrement ce qu'on appelait la presse mondiale (la *Neue Freie Presse*, le *Wiener Tageblatt*, etc.); je fus stupéfait de voir l'abondance avec laquelle elle renseignait ses lecteurs, et l'impartialité qui la guidait pour traiter toutes les questions. Son ton distingué me plaisait; seul son style redondant ne me plaisait pas toujours et même quelquefois m'affectait désagréablement. Mais enfin ce travers pouvait être causé par la vie trépidante qui animait cette grande ville cosmopolite.

Mais, ce qui me choquait souvent, c'était la cour indécente que cette presse faisait au

gouvernement. Le moindre événement qui se passait à la Hofburg était rapporté aux lecteurs avec un enthousiasme délirant ou une affliction consternée. Affectation évidente qui, surtout s'il était question du plus sage monarque de tous les temps, faisait presque penser à la danse du coq de bruyère devant sa femelle à l'époque du rut. Tout cela me parut n'être qu'une parade. Cette constatation jeta quelques ombres sur l'idée que je me faisais de la démocratie libérale.

**

Un grand mouvement qui se dessina parmi les Juifs et qui prit à Vienne une certaine ampleur, mit en relief d'une façon particulièrement frappante le caractère ethnique des Juifs : je veux nommer le sionisme.

Il semblait bien, en vérité, qu'une minorité seule approuvât la position ainsi prise, tandis que la majorité des Juifs la condamnait et en rejetait le principe. Mais, si l'on y regardait de plus près, on voyait s'évanouir cette apparence, elle n'était plus qu'un brouillard de mauvaises raisons inventées pour les besoins de la cause, pour ne pas dire des mensonges.

Ceux qu'on appelait Juifs libéraux ne désavouaient pas, en effet, les Juifs sionistes parce qu'ils n'étaient pas leurs frères de race, mais seulement parce que, en confessant publiquement leur judaïsme, ils faisaient preuve d'un

manque de sens pratique qui risquait d'être dangereux. Cela n'entamait en rien la solidarité qui les unissait tous. Ce combat fictif entre Juifs sionistes et Juifs libéraux me dégouta bientôt; il ne correspondait à aucune réalité, n'était qu'un pur mensonge indigne de la noblesse et de la propreté morale dont ce peuple ne cessait de se faire gloire.



LE JUIF CORRUPTEUR DU GOUT ET DES MŒURS

La propreté, morale ou physique, de ce peuple était, du reste, quelque chose de bien spécial. Les Juifs n'avaient que très peu de goût pour l'eau. On pouvait s'en persuader en les regardant et même, hélas! en fermant les yeux. Il m'arriva d'avoir des haut-le-cœur en sentant l'odeur de ces porteurs de caftans. De plus, leurs vêtements étaient sales et leur extérieur fort peu héroïque. Tous ces détails étaient déjà peu attrayants; mais on éprouvait une véritable répugnance lorsqu'on découvrait brusquement la saleté morale du peuple élu. Ce qui me donna bientôt le plus à réfléchir, ce fut la nature de l'activité des Juifs dans certains domaines, mystères que j'arrivai peu à peu à pénétrer.

Y avait-il une saleté quelconque, une infamie quelconque, particulièrement dans la vie sociale, à laquelle au moins un Juif n'avait pas

pris part? Dès qu'on portait le scalpel dans un abcès de ce genre, on découvrait, comme un ver dans un corps en putréfaction, un petit youtre aveuglé par cette brusque lumière.

Les griefs contre la juiverie s'accumulèrent à mes yeux dès que j'observai son activité dans la presse, dans l'art, la littérature et le théâtre.

Il suffisait de jeter les yeux sur une colonne de spectacles, de lire les noms des auteurs de ces ignobles fabrications pour le cinéma ou le théâtre, dont on lisait la louange sur les affiches, et l'on se sentait devenir pour longtemps l'ennemi impitoyable des Juifs. C'était une peste, pire que la peste noire des temps passés, qui, en ces lieux, empoisonnait le peuple.

Il est certain que les neuf dixièmes de toutes les ordures littéraires, de l'artifice dans les arts, des niaiseries théâtrales, doivent être portés au débit d'un peuple qui représente à peine le centième de la population du pays. Il n'y a pas à protester, c'est ainsi...



LE JUIF, BACILLE DISSOLVANT DE L'HUMANITÉ

Je me mis à examiner de ce point de vue la « presse mondiale ». Plus j'approfondissais mon examen, plus diminuait mon ancienne

admiration. Le style m'était toujours insupportable et je ne pouvais en retenir les idées, aussi superficielles que platement exprimées; l'impartialité apparente des exposés m'apparaissait maintenant comme un mensonge : les collaborateurs étaient des Juifs...

Je voyais maintenant sous une autre lumière les opinions libérales de cette presse; la civilité de son ton quand elle répondait aux polémiques de ses adversaires ou son silence complet m'apparaissaient comme des procédés aussi habiles que méprisables; ses critiques dramatiques n'étaient jamais favorables qu'aux Juifs, et ne condamnaient jamais que des Allemands. Les pointes sournoises qu'elle portait à Guillaume II étaient si fréquentes qu'elles trahissaient un système, ainsi que les éloges prodigués à la culture et à la civilisation françaises; la sottise des feuilletons devenait pornographie, et le langage de ces journaux avait à mes oreilles un accent étranger. L'inspiration générale des articles était si évidemment anti-allemande qu'il fallait que cela fût intentionnel.

...Lorsque je découvris que le Juif était le chef de la Social-Démocratie, les écailles me tombèrent des yeux...

...Quand mes camarades n'étaient pas satisfaits de leur sort, quand ils maudissaient le destin qui les accablait souvent si cruellement, quand ils détestaient les patrons dans lesquels ils voyaient les exécuteurs brutaux de leur pénible destinée, lorsqu'ils insultaient

les autorités qui, à leur avis, n'éprouvaient aucune pitié pour leur situation, ou encore quand ils manifestaient contre le prix des vivres et défilaient dans la rue pour défendre leurs revendications, tout cela, je pouvais l'admettre sans douter de leur raison. Mais ce que je ne pouvais comprendre, c'était la haine qu'ils manifestaient sans mesure à l'égard de leur propre peuple, avec laquelle ils dénigraient tout ce qui faisait sa grandeur, méprisaient son histoire, et traînaient dans la boue ses grands hommes. Cette haine contre leur propre espèce, leur propre foyer, contre leur pays natal, était aussi absurde qu'incompréhensible. Elle était contre nature.

...Je réunis alors toutes les brochures social-démocrates que je pus me procurer, et je cherchai les signatures : des Juifs! Je notai le nom de presque tous les chefs : c'étaient également presque tous des membres du « peuple élu », qu'il s'agit de députés au Reichstag, de secrétaires de syndicats, de présidents des organisations du parti ou des agitateurs de rues. C'était toujours le même tableau inquiétant. Je n'oublierai jamais les noms des Austerlitz, David, Adler, Ellenbogen, etc.

Il devint alors évident pour moi que le parti dont les membres les plus modestes étaient depuis des mois mes adversaires, se trouvait presque entièrement par ses chefs dans les mains d'un peuple étranger; car un Juif n'est pas un Allemand, je l'avais appris

définitivement pour la tranquillité de mon esprit.

Enfin, je connaissais le mauvais génie de notre peuple.



LE MARXISME JUIF, DESTRUCTEUR DE LA CIVILISATION

Alors que j'étudiais l'influence exercée par le peuple juif à travers de longues périodes de l'histoire, je me demandai soudain avec angoisse, si le destin, dont les buts sont inexplicables, ne voulait pas, pour des raisons que nous ignorons, nous autres pauvres hommes, et en vertu d'une décision immuable, la victoire de ce petit peuple?

Est-ce que cette terre aurait été promise comme récompense à ce peuple qui n'a toujours vécu que pour la terre? Le destin me donna lui-même la réponse alors que j'étais plongé dans l'étude de la doctrine marxiste et que j'observais sans partialité et sans précipitation l'action du peuple juif.

La doctrine juive du marxisme rejette le principe aristocratique observé par la nature, et remplace le privilège éternel de la force et de l'énergie par la domination du nombre. Elle nie la valeur personnelle de l'homme, conteste l'importance de l'entité ethnique, de la race, prive ainsi l'humanité de la condition indispensable de son existence et de sa civi-

lisation. Elle entraînerait la fin de tout ordre humain si on l'acceptait comme base de la vie universelle. Une pareille loi conduirait au chaos le monde que l'intelligence peut concevoir. Et son triomphe signifierait ici-bas la disparition de la population terrestre.

Si le Juif, apôtre du marxisme, devient le vainqueur des peuples de ce monde, sa couronne sera la couronne mortuaire de l'humanité. Alors notre planète parcourra sa route dans l'éther dans l'état même où elle se trouvait il y a des milliers d'années : les hommes auront disparu de sa surface.

La Nature éternelle se venge sans pitié lorsqu'on transgresse ses commandements.

C'est pourquoi je crois agir selon l'esprit du Tout-puissant, notre créateur, car :

En me défendant contre le Juif, je combats pour défendre l'œuvre du Seigneur.

DEUXIEME PARTIE

LES MOYENS DE LA RÉVOLUTION
NATIONALE-SOCIALISTE

I

NECESSITE D'UNE DOCTRINE

LA FORCE N'OBTIENT DE RÉSULTATS DURABLES QUE SI ELLE EST AU SERVICE D'UNE IDÉE

Peut-on, par l'emploi de la force brutale, lutter contre des « idées philosophiques » ? En réfléchissant à des cas analogues que nous fournit l'histoire, en particulier lorsqu'il s'agit de questions religieuses, on aboutit à la notion fondamentale suivante :

Les théories et les idées philosophiques, comme tous les mouvements engendrés par des tendances spirituelles, qu'ils soient fondés sur la vérité ou sur l'erreur, ne peuvent plus, à partir d'un moment déterminé, être anéantis par la force matérielle qu'à une condition : il faut que cette force matérielle soit au service d'une idée ou théorie philosophique nouvelle, allumant un nouveau flambeau.

La force physique employée seule sans l'aide d'une force morale appuyée sur une conception spirituelle, ne peut jamais détruire une idée ni arrêter sa propagation, sauf si l'on a recours à une extermination impitoyable des derniers partisans de cette idée et à la destruction des dernières traditions. On aboutit alors, dans la plupart des cas, à barrer l'Etat en question du nombre des puissances politiquement fortes pour une période indéfinie, souvent pour toujours; car une semblable saignée atteint, comme le prouve l'expérience, la meilleure partie de la population. En effet, toute persécution qui n'a point de fondement spirituel semble moralement injuste et agit comme un coup de fouet sur les meilleurs éléments d'un peuple; il proteste en s'attachant davantage à la tendance spirituelle persécutée. Chez de nombreux individus, cette protestation traduit simplement leur répulsion à voir la force brutale essayer d'écraser une idée.

Ainsi le nombre des partisans convaincus augmente dans la mesure même où s'accroît la persécution. Si bien qu'une conception philosophique ne pourra être détruite que par l'extermination progressive et complète de tous les individus de valeur réelle. Mais ceux-ci se trouvent vengés au cas d'une épuration « intérieure » complète par l'impuissance générale où se trouve alors réduit le pays. Par contre, une pareille méthode est d'avance condamnée à l'inefficacité lorsque la doctrine

combattue a franchi les limites d'un petit cercle.

C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit de la vie des doctrines, comme dans toutes les croissances, l'enfance est exposée à la possibilité d'une destruction rapide, tandis qu'avec les années la force de résistance s'accroît pour céder la place, lorsque approche la faiblesse sénile, à une jeunesse nouvelle. L'expérience prouve que presque toutes les tentatives qui ont été faites pour détruire, sans l'aide d'un fondement spirituel, une doctrine et les diverses organisations qui sont nées d'elle, ont abouti à un échec, et se sont plusieurs fois terminées d'une façon exactement contraire à celle que l'on désirait pour la raison suivante: la première de toute les conditions, lorsqu'on adopte la force seule comme arme de combat, c'est toujours la persévérance. La réussite est uniquement conditionnée par l'application prolongée et constante des méthodes d'étouffement d'une doctrine. Mais, si la force vient à alterner avec l'indulgence, non seulement la doctrine que l'on veut écraser reprendra constamment de la vigueur, mais encore elle pourra tirer de nouveaux avantages de chaque persécution, lorsque, après le passage d'une pareille vague d'oppression, la révolte contre les souffrances éprouvées donnera de nouveaux adeptes à la vieille doctrine, vaincra les anciens d'y adhérer avec un entêtement plus fort et une plus profonde haine, et enfin ramènera, une fois le danger écarté,

les transfuges à leurs convictions premières. C'est uniquement dans l'application perpétuelle et uniforme de la violence que réside la première condition de la réussite. Mais cette opiniâtreté ne peut être que la conséquence d'une conviction spirituelle précise. Une violence qui n'est pas née d'une solide croyance spirituelle sera tâtonnante et mal assurée. Il lui manque la stabilité qui ne peut reposer que sur des conceptions philosophiques marquées de fanatisme. En elle s'exprime la persévérance énergique et la résolution brutale d'un seul individu, mais elle dépend d'autre part du changement des personnalités, de leur nature et de leur puissance.

**

ÉCHEC DES MOUVEMENTS ANTIMARXISTES PUREMENT NÉGATIFS

Toute doctrine philosophique, qu'elle soit religieuse ou politique, — il est souvent difficile de tracer entre les deux une frontière, — combat moins pour détruire les théories adverses, ce qui est uniquement négatif, que pour imposer d'une façon positive les siennes propres. Ainsi sa lutte est moins une défense qu'une attaque. Elle a donc avantage à poursuivre un but bien déterminé qui n'est autre que la victoire de ses propres idées, plutôt qu'à rechercher un but négatif, en l'espèce la

destruction de la doctrine ennemie, dont il est bien difficile de décider quand il est atteint. Pour cette raison déjà, l'attaque fondée sur une doctrine philosophique sera plus rationnelle, et aussi plus puissante que l'action défensive de cette dernière : car, en somme, ici aussi, c'est l'attaque qui décide et non la défense. Or la lutte par la force contre une puissance spirituelle présente un caractère défensif aussi longtemps que le glaive lui-même ne se présente pas comme porteur, annonciateur et préparateur d'une nouvelle doctrine spirituelle.

En résumé, nous constatons ceci :

Toute tentative pour combattre par la force matérielle un système d'ordre moral finit toujours par échouer à moins que le combat ne prenne la forme d'une attaque en faveur d'une nouvelle conception spirituelle. C'est seulement lorsque deux doctrines philosophiques s'affrontent que la force brutale, employée avec opiniâtreté et d'une façon impitoyable, peut incliner la décision en faveur du parti qu'elle soutient.

C'est pourquoi la lutte contre le marxisme a toujours échoué¹.

Ceci fut aussi la raison pour laquelle la législation de Bismarck contre les socialistes avait malgré tout fini par faire long feu — et il devait en être ainsi. Ce qui manquait, c'était le tremplin d'une nouvelle doctrine philoso-

1. Écrit en 1924 (note du traducteur).

phique pour le triomphe de laquelle il eût fallu mener la lutte. Car, pour s'imaginer que les radotages sur « l'autorité de l'Etat » ou le « calme et l'ordre » pussent donner aux esprits l'impulsion nécessaire à une lutte pour la vie et la mort, il fallait la légendaire sagesse des hauts fonctionnaires ministériels...

Qu'allait-on donner en pâture aux masses, à supposer que le marxisme pût être brisé? Il n'existait aucun mouvement d'opinion dont on pût espérer qu'il réussît à enrôler parmi ses partisans les nombreuses troupes d'ouvriers ayant plus ou moins perdu leurs chefs. C'est folie et stupidité de s'imaginer qu'un internationaliste fanatique, après avoir abandonné le parti de la lutte des classes, irait s'enrôler immédiatement dans un parti bourgeois, c'est-à-dire dans une nouvelle organisation de classe. Pour aussi désagréable que cela puisse paraître aux diverses organisations, on ne peut cependant pas nier que, pour un très grand nombre de politiciens bourgeois, la distance qui sépare les classes apparaîtra comme fort naturelle tout autant qu'elle ne commencera pas à les défavoriser...

Il est bien possible qu'on songeât en 1914 à une lutte contre le marxisme, mais il est permis de douter que cette attitude eût eu quelque chance de durer à cause du manque de ce qui pouvait, pratiquement, le remplacer.

II

LA CONQUETE DU PEUPLE

UN PARTI NATIONAL DOIT D'ABORD
GAGNER LES TRAVAILLEURS

Pour nationaliser les masses, on doit suivre une série d'obligations.

Pour faire adhérer la masse à un programme de relèvement national, aucun sacrifice n'est trop grand.

Quelles que soient les concessions d'ordre économique que l'on accorderait sans cesse aux ouvriers, peut-on vraiment les comparer au bénéfice retiré par la nation tout entière, si elles servaient à intégrer les grandes couches populaires à la société dont elles font partie? Seuls des esprits myopes et bornés peuvent méconnaître qu'à la longue, aucun essor économique ne sera possible, et par conséquent profitable, tant qu'une solidarité profonde n'aura pas été rétablie entre le peuple et la nation.

Si, pendant la guerre, les syndicats avaient

protégé avec ardeur les intérêts des travailleurs, si, bien que ce fût la guerre, ils avaient eux-mêmes imposé mille fois, au moyen de la grève, aux entrepreneurs, tous avides de dividendes, d'accepter toutes les revendications des ouvriers qu'ils opprimaient, s'ils avaient proclamé avec le même fanatisme leur culte pour l'idée allemande et poursuivi l'œuvre de défense nationale, s'ils avaient, avec une ardeur poussée au paroxysme, donné à la patrie tout ce qu'il lui fallait, la guerre n'aurait pas été perdue. Quelle aurait été alors l'insignifiance des concessions économiques, même les plus grandes, en comparaison de l'importance de la victoire!...

L'éducation nationale de la masse ne peut être réalisée qu'indirectement, grâce au relèvement social; il n'y a en effet que ce moyen pour obtenir une base économique permettant à chacun de profiter des biens culturels de la nation.

La nationalisation de la masse ne peut, en aucun cas, être atteinte par des demi-mesures ou un apostolat timide; il faut concentrer ses efforts et les pousser avec fanatisme jusqu'au but que l'on a décidé d'atteindre...

Le poison n'est vaincu que par le contre-poison, et il n'y a que de fades bourgeois pour s'imaginer que des procédés de juste milieu les conduiront au royaume des cieux...

La grande masse d'un peuple n'est formée ni de professeurs ni de diplomates. Elle ne comprend pas grand'chose aux idées

abstraites. Par contre, on l'empoignera plus facilement en faisant appel aux sentiments qui commandent aux ressorts secrets de ses réactions, soit positives, soit négatives. Elle ne réagit d'ailleurs bien que s'il s'agit d'une force orientée nettement dans une direction ou dans la direction opposée, jamais s'il s'agit d'une demi-mesure hésitante.

On ne peut conquérir l'âme du peuple que si, tout en luttant pour atteindre le but que l'on s'est fixé, on veille à détruire tout ennemi qui cherche à nous barrer la route. De tous temps, le peuple a pensé que celui qui attaquait sans merci ses adversaires faisait la preuve de son bon droit; pour lui, renoncer à détruire ses ennemis, c'est douter de ce bon droit; c'est même nier qu'il existe...

Tous les grands problèmes de notre temps sont des problèmes d'actualité, ils sont les conséquences de causes déterminées.

Une cause entre toutes offre pourtant, à elle seule, une importance primordiale : celle du maintien de l'intégrité de la race dans l'organisme social. C'est dans le sang seul que réside la force ou la faiblesse de l'homme...

Faire entrer dans une communauté nationale la grande masse de notre peuple qui est aujourd'hui¹ dans le camp de l'internationalisme n'oblige pas à renoncer à l'idée chacun défende les intérêts légitimes des gens de sa condition. Tous ces intérêts particuliers

1. En 1924 (N. d. T.).

aux différentes conditions ou professions ne nécessitent d'aucune façon une séparation des classes : il ne faut voir dans ces phénomènes que les conséquences normales des différentes formes de notre vie économique.

L'incorporation d'une catégorie sociale, devenue une classe, dans la communauté populaire ne doit pas être obtenue en abaissant les classes supérieures, mais en relevant le niveau des classes inférieures.

Un mouvement qui se fixe un pareil but devra chercher ses adhérents d'abord dans le camp des travailleurs. Il ne doit s'adresser à la classes des intellectuels que lorsque vraiment celle-ci aura parfaitement compris le but à atteindre. L'ampleur de ce mouvement de transformations et de rapprochement des classes n'est pas une affaire de dix ou vingt ans : l'expérience donne à penser qu'il embrassera de nombreuses générations...

Un mouvement qui a pour but de rendre par des moyens honorables l'ouvrier allemand à son peuple et de l'arracher à l'utopie internationaliste, doit s'attaquer tout d'abord avec la plus grande énergie à certaines conceptions qui ont cours dans les milieux patronaux : celle-ci d'abord : une fois entrée dans la communauté nationale l'ouvrier perdrait, au point de vue économique, ses moyens de défense contre son employeur; ensuite, que la plus légère tentative de défense des intérêts économiques vitaux, même les plus légitimes, des

ouvriers est une attaque contre les intérêts de la collectivité.

Sans doute, un ouvrier manque à l'esprit d'une collectivité populaire digne de ce nom lorsque, sans se soucier du bien public et du maintien de la force économique nationale, il se livre à des revendications excessives. Mais un entrepreneur ne lèse pas moins cette communauté si, par une exploitation inhumaine et de véritables extorsions, il fait un usage pernicieux de la force de travail de la nation et, sans plus de conscience qu'un usurier, s'attribue des millions gagnés par la sueur de ses ouvriers.

Le réservoir dans lequel notre mouvement devra puiser en premier lieu sera donc la masse de nos ouvriers. Cette masse, il faut l'arracher à l'utopie internationaliste, à sa misère sociale, la sortir de sa pauvreté intellectuelle pour en faire une partie intégrante de notre communauté nationale, partie décidée, courageuse, animée de sentiments nationaux.

IL EST INUTILE D'ATTIRER A SOI LE BÉTAIL ÉLECTORAL BOURGEOIS

Si, dans les milieux nationaux éclairés, il se trouve des hommes attachés passionnément à leur peuple et à son avenir, s'ils ont pris conscience de l'importance du combat dont

l'âme de cette masse est le prix, ces hommes seront les bienvenus dans nos rangs. Ils nous seront utiles pour constituer la charpente spirituelle de notre mouvement. Ceci dit, nous ne cherchons pas à attirer le bétail électoral bourgeois. Car nous prendrions à notre charge une masse qui écarterait plutôt de nous des couches sociales beaucoup plus vastes.

Certes, c'est très beau en théorie de vouloir réunir à l'intérieur d'un même mouvement le plus grand nombre de gens possible venus d'en haut comme d'en bas. Mais il ne faut pas oublier ceci : il est peut-être possible d'exercer sur la classe bourgeoise une influence intellectuelle suffisante pour lui inculquer des opinions nouvelles ou même une saine compréhension des choses; mais on ne peut espérer faire disparaître des caractéristiques, ou, pour mieux dire, des imperfections dont l'origine et le développement sont vieux de plusieurs siècles. Enfin, nous ne cherchons pas à changer les esprits dans un camp déjà national, nous voulons amener à nous le camp des anti-nationaux.

Ce point de vue doit orienter toute la tactique du mouvement.

Cette prise de position unilatérale, et par ce fait même très claire, doit se retrouver dans notre propagande, et en retour, notre propagande doit s'appliquer à la développer à son tour. En effet, pour que la propagande de notre mouvement soit efficace, elle ne doit s'exercer que dans une seule direction, sinon,

en raison de la différence de formation intellectuelle des deux camps en présence, cette propagande ne serait pas comprise par l'un, alors que l'autre la repousserait, n'y trouvant que des vérités évidentes et par conséquent sans intérêt...

Si la propagande renonce à une certaine naïveté d'expression, elle n'arrivera pas à toucher la sensibilité populaire. Si, au contraire, elle reflète dans ses paroles et dans ses gestes toute la rudesse des sentiments populaires, elle ne portera pas sur les milieux dits « intellectuels »...

Le secret de la réussite pour un mouvement de réforme politique ce n'est pas d'éclairer ou d'influencer les forces dirigeantes : son seul but sera de conquérir la puissance politique. Une idée qui doit bouleverser le monde a non seulement le droit, mais le devoir de s'assurer les moyens qui rendent possible son avènement. Le succès est ici-bas le seul juge pour décider de la justice ou de l'injustice d'une telle entreprise, et par le mot succès je n'entends pas, comme cela se passa en 1918, la conquête du pouvoir, mais l'action bienfaisante sur le peuple entier...

Le mouvement nouveau est, dans son essence et dans son organisation profonde, anti-parlementaire. Ceci signifie qu'il rejette, d'une manière générale comme dans sa propre organisation intérieure, le principe d'une souveraineté de la majorité en vertu de laquelle le chef du gouvernement est rabaissé au rang de simple exécutant de la volonté d'autrui. Le mou-

vement pose en principe que, qu'il s'agisse de grands ou de petits problèmes, le chef détient une autorité incontestée, engageant sa responsabilité tout entière...

III

LA PROPAGANDE

*LA PROPAGANDE EST UN ART.
ELLE DOIT TOUJOURS ET UNI-
QUEMENT S'ADRESSER A LA
MASSE*

En suivant avec attention tous les événements politiques, je m'étais toujours très vivement intéressé à l'activité de la propagande. Je voyais en elle un instrument que les organisations socialo-marxistes, précisément, possédaient à fond et savaient employer magistralement. Par elles j'appris très vite que l'emploi sagace de la propagande constitue un art que les partis bourgeois ignoraient presque complètement...

La première question à se poser est celle-ci : la propagande est-elle un moyen ou un but ? Elle est un moyen et doit par conséquent être jugée par rapport à son but. De ce fait, sa

forme doit être judicieusement choisie pour servir d'appui au but qu'elle poursuit...

**

La deuxième question, d'une importance capitale, est celle-ci : *A qui doit s'adresser la propagande?* Aux intellectuels ou à la masse moins instruite?

Elle doit toujours et uniquement s'adresser à la masse!

Aux intellectuels, ou tout au moins à ceux qu'on nomme ainsi, est destinée, non la propagande, mais l'explication scientifique; quant à la propagande, elle ne contient pas plus de science qu'une affiche ne contient d'art dans la forme sous laquelle elle se présente. L'art de l'affiche consiste dans le talent du dessinateur à attirer l'attention de la foule par la forme et les couleurs. L'affiche d'une exposition d'art n'a d'autre but que de faire apparaître l'art de cette exposition, plus elle y réussit, plus grand est l'art de l'affiche elle-même. En outre, l'affiche est destinée à donner aux masses une idée du sens de l'exposition, mais elle ne peut remplacer dans cette exposition le grand art qui est bien différent. C'est pourquoi celui qui veut étudier par lui-même l'art ne doit pas s'égarer à l'étude de l'affiche, et, de plus, il ne lui suffit pas de parcourir simplement l'exposition. Il faut qu'il se plonge dans un examen approfondi de chacun des objets pris séparément et qu'il se forme ensuite lentement

et judicieusement une opinion. La situation est la même en ce qui concerne le fait que nous avons l'habitude de désigner aujourd'hui par le mot de propagande. La tâche de la propagande n'est pas d'instruire scientifiquement chaque individu pris à part, mais d'attirer l'attention des masses sur des faits, événements, nécessités, etc..., déterminés, et dont on ne peut expliquer l'importance aux masses que par ce moyen.

Ici l'art consiste uniquement à traiter le sujet d'une façon tellement supérieure, que la conviction de la masse sur la réalité d'un fait, la nécessité d'un événement, la justice d'une nécessité, est créée. L'art de la propagande n'a pas en lui-même un caractère de nécessité, mais son objet consiste, exactement comme l'affiche prise en exemple, à attirer l'attention de la foule, et non pas à instruire ceux qui ont des connaissances scientifiques ou qui veulent apprendre et se cultiver. Son action doit donc toujours s'appuyer sur le sentiment, très peu sur la raison.

Toute propagande doit être populaire et abaisser son niveau intellectuel jusqu'à la limite des facultés d'assimilation du plus borné de ceux auxquels elle doit s'adresser. Dans ces conditions, son niveau intellectuel doit être d'autant plus bas que la masse des hommes à toucher est plus nombreuse...

Plus sa teneur scientifique est modeste, plus elle s'adresse exclusivement aux sens de la masse, plus son succès sera décisif. Et le suc-

cès est la meilleure preuve de la valeur d'une propagande, bien plus que ne le serait l'approbation de quelques cerveaux cultivés ou de quelques jeunes esthètes...



PSYCHOLOGIE DE LA PROPAGANDE

Si la faculté d'assimilation de la grande masse est très faible, son entendement petit, par contre son manque de mémoire est grand. Toute propagande effective doit donc se limiter à des données peu nombreuses et les mettre en valeur à coups de formules toutes faites aussi longtemps qu'il le faudra, afin que le dernier des auditeurs puisse en saisir la portée. Ne pas savoir se limiter à ce principe et chercher à être universel, c'est diminuer l'action de la propagande, car la multitude ne pourra ni digérer ni retenir ce qu'on lui présentera. Le succès sera ainsi amoindri et, en fin de compte détruit. Donc, plus le contenu de l'exposé doit être vaste, plus il faut déterminer avec justesse la tactique à employer :

Il était par exemple, pendant la guerre, complètement stupide de ridiculiser l'adversaire comme s'y employaient les journaux satiriques autrichiens et allemands qui en faisaient leur principal but. Complètement stupide, car le lecteur rencontrant l'adversaire au front devait immédiatement en prendre une tout autre opinion; et le soldat allemand,

faisant immédiatement connaissance avec la résistance de l'adversaire, se sentait trompé par ceux qui jusqu'ici avaient pour charge de le renseigner, et au lieu d'accroître son désir de combattre ou simplement sa résistance, on atteignait le résultat contraire : l'homme se laissait aller au découragement.

Au contraire, la propagande de guerre des Anglais et des Américains était psychologique et rationnelle. En représentant à leur peuple les Allemands comme des barbares et des Huns, elle préparait chaque soldat à résister aux horreurs de la guerre et l'empêchait ainsi de connaître la désillusion. Dans l'arme terrifiante employée contre lui, il voyait la confirmation de ce qu'on lui avait appris et cela renforçait en lui, avec la croyance en la justesse des affirmations de son gouvernement, sa rage et sa haine contre l'infâme ennemi. Car la force terrifiante des armes ennemies, qu'il apprenait maintenant à connaître par lui-même, lui prouvait bien l'existence de cette brutalité de « Hun », de l'ennemi barbare, brutalité qu'on lui avait déjà fait connaître, et il ne pensait pas un seul instant que ses armes à lui pouvaient avoir des effets encore plus terrifiants...

La chose la plus mal comprise représentait la première de toutes les conditions nécessaires à n'importe quelle propagande en général : c'est-à-dire la position systématiquement unilatérale à l'égard de toute question traitée. Sur ce terrain il a été commis de telles erreurs,

et cela dès le début de la guerre, que l'on peut se demander si de tels non-sens doivent être réellement attribués à la seule sottise.

Que dirait-on par exemple si une affiche destinée à louer un savon, indiquait en même temps que d'autres savons sont « bons » ?...

On se contenterait de hausser les épaules. Il en fut cependant exactement ainsi de notre propagande politique.

Notre propagande n'a point pour but, par exemple, de mesurer le bon droit des divers partis, mais de mettre exclusivement en valeur celui du parti que l'on représente. Elle n'a pas, non plus, à rechercher objectivement la vérité, si celle-ci est favorable aux autres, et à l'exposer aux masses sous prétexte de justice théorique, mais à rechercher uniquement celle qui lui est favorable.

Quelle faute primordiale que de discuter la question de la culpabilité de la guerre, de dire que l'on ne pouvait attribuer à l'Allemagne seule la responsabilité de cette catastrophe; il fallait sans relâche attribuer cette culpabilité à l'adversaire.

Quelle a été la conséquence de cette demi-mesure? La grande masse d'un peuple ne se compose pas de diplomates ou de professeurs de droit public, ni même simplement de gens capables d'énoncer un jugement raisonnable, mais d'êtres humains indécis et disposés au doute et à l'hésitation. Dès que notre propagande concède à l'adversaire une faible lueur de bon droit, elle ouvre la porte au doute au

sujet du nôtre propre. La masse n'est plus à même de discerner où finit le tort de l'adversaire et où commence le nôtre. Elle devient alors inquiète et méfiante, surtout si l'adversaire se garde bien de commettre de pareilles extravagances mais au contraire charge l'ennemi de tous les torts sans exception. La démonstration la plus évidente de tout ceci est que finalement notre peuple crut davantage en la propagande ennemie qu'en la nôtre, parce qu'elle était conduite avec plus de rigueur et de continuité. Et ceci chez un peuple qui a la manie de l'objectivité! Car chacun s'y efforçait de ne point commettre d'injustice envers l'ennemi, alors même que le peuple et l'Etat allemands étaient menacés de destruction.

Le peuple est, dans sa grande majorité, de dispositions à tel point féminines, que ses opinions et ses actes sont conduits beaucoup plus par l'impression que reçoivent ses sens que par la réflexion pure. Cette impression n'est point alambiquée mais très simple et bornée. Elle ne comporte point de nuances mais seulement les notions positives ou négatives d'amour ou de haine, de droit ou d'injustice, de vérité ou de mensonge; les demi-sentiments n'existent pas. La propagande anglaise en particulier a compris tout ceci d'une manière véritablement géniale. Ce n'était pas elle qui comportait des demi-mesures, qui auraient pu, le cas échéant, provoquer le doute...



RÉPÉTER CONSTAMMENT UN PETIT NOMBRE D'IDÉES

Tout le génie déployé dans l'organisation d'une propagande le serait en pure perte, si l'on ne s'appuyait pas d'une façon absolument rigoureuse sur un principe fondamental. Il faut se limiter à un petit nombre d'idées et les répéter constamment. La persévérance, ici comme pour bien d'autres choses au monde, est la première et la plus importante condition de réussite.

Sur le terrain de la propagande, on ne doit donc jamais se laisser diriger par les esthètes ou les blasés : on ne doit pas se laisser diriger par les esthètes, sinon le texte, la forme et l'expression de la propagande n'exerceront bientôt d'attraction que sur les salons littéraires, au lieu de toucher la masse. Quant aux blasés, on doit s'en garder comme de la peste, car incapables d'éprouver des sensations saines, ils cherchent toujours de nouveaux excitants.

Ces êtres sont dégoûtés de tout rapidement ; ils désirent le changement et ne savent jamais se mettre au niveau des besoins de leurs contemporains qui sont restés sains, ils ne peuvent même pas les comprendre. Ils sont toujours les premiers à critiquer la propagande ou plutôt son texte, qui leur semble

trop usé, trop vulgaire, ayant déjà fait son temps, etc... Ils demandent toujours du neuf, ils recherchent la variété et deviennent par là les plus mortels ennemis du succès politique auprès des masses. Car dès que la propagande dans son contenu et son organisation commence à suivre la pente de leurs désirs, elle perd toute cohésion et au contraire se disperse.

La propagande n'est point faite pour distraire agréablement de petits messieurs blasés, mais pour convaincre, et c'est la masse qu'il faut convaincre. Or celle-ci met toujours, dans sa lourdeur, un certain temps avant de se trouver prête à prendre connaissance d'une idée, et sa mémoire ne s'ouvrira qu'après la répétition mille fois renouvelée des notions les plus simples...

Le mot d'ordre peut bien être éclairé de diverses manières, mais le but de tout exposé doit toujours aboutir à la même formule. C'est seulement de cette manière que la propagande peut et doit agir avec cohésion et esprit de suite.



*LA PAROLE EST UN MOYEN DE
PROPAGANDE SUPÉRIEUR. C'EST
PAR LA PAROLE QUE SE DÉ-
CLENCHENT LES RÉVOLUTIONS*

Que les snobs, que les chevaliers de l'encrier contemporains soient persuadés que jamais

les grandes révolutions ne se sont faites sous le signe de la plume d'oie. Non ! Il a été permis à la plume d'en donner chaque fois les causes théoriques. La force qui a déclenché les grandes avalanches historiques dans le domaine politique ou religieux fut seulement, de temps immémorial, la puissance magique du Verbe.

La grande masse d'un peuple obéit toujours à la puissance de la parole. Tous les mouvements de l'Histoire sont des mouvements populaires, des éruptions volcaniques de passions humaines, provoquées par la cruelle déesse de la misère ou par les torches de la parole jetées au sein des masses, — jamais par les jets de limonade d'esthètes littéraires et de héros de salon.

Un ouragan de passion dévorante peut seul changer le destin des peuples ; mais celui qui porte en lui-même la passion peut seul la provoquer. C'est elle seule qui inspire à ses élus les mots qui ouvrent, comme à coups de marteau, les portes du cœur d'un peuple. Celui qui ignore la passion, celui dont la bouche est muette, n'est pas élu du ciel pour imposer sa volonté.

Que tout écrivain reste donc devant son encrier, et s'occupe de « théories », si le savoir et le talent y suffisent : il n'est pas né, pas élu pour être un chef.

Un mouvement qui vise de grands buts doit veiller soigneusement à ne pas perdre le contact avec la masse. Il doit avant tout exa-

miner chaque question de ce point de vue, et orienter dans ce sens ses décisions. Il doit ensuite se garder de tout ce qui pourrait diminuer ou affaiblir ses possibilités d'action sur les masses, non pas par démagogie, mais simplement parce qu'aucune grande idée, si sacrée et si élevée qu'elle paraisse, ne peut se réaliser sans la force et la puissance des masses populaires. C'est la dure réalité qui doit seule indiquer la voie qui mène au but. Si l'on veut éviter des chemins malaisés, bien souvent ici-bas on renonce au but, qu'on le veuille ou non.

**

C'est la masse elle-même qui, à chaque instant, dicte à l'orateur, au cours de son discours, les rectifications nécessaires, car à l'expression de ses auditeurs celui-ci devine jusqu'à quel point ils peuvent le suivre et le comprendre et si ses paroles impressionnent et agissent en faveur du but poursuivi. L'écrivain, au contraire, ne connaît pas du tout ses lecteurs. Il s'ensuit qu'il ne peut pas s'orienter d'après un auditoire vivant, d'après une foule qui est justement là, devant ses yeux ; il doit donner à son exposé un caractère plus général.

Jusqu'à un certain point, il s'appauvrit en finesse psychologique et, par conséquent, en souplesse. Un brillant orateur pourra donc, en général, mieux écrire qu'un brillant écrivain ne pourra parler, à moins que ce dernier ne

s'exerce longtemps dans cet art. Il faut ajouter à cela que l'homme de la masse est généralement paresseux, qu'il reste enfoncé dans l'ornière de ses vieilles habitudes, et qu'il n'aime pas à prendre en mains les écrits qui ne correspondent pas à ses croyances et qui ne lui apportent pas ce qu'il en attend.

Un écrit d'une tendance déterminée n'a guère de chances d'être lu que par ceux qui ont déjà adopté cette même tendance. Une proclamation ou une affiche isolées ont un peu plus de chances, en raison de leur brièveté, d'attirer l'attention passagère d'un adversaire. L'image, sous toutes ses formes, le film compris, a encore plus de pouvoir.

Dans ce cas, en effet, l'homme a encore moins besoin de faire appel à sa raison, il lui suffit de regarder, tout au plus de lire les textes les plus courts. Nombreux sont ceux qui se prêtent plus volontiers à suivre et adopter une démonstration par l'image qu'à lire un écrit plus ou moins long. L'image apporte à l'homme en un temps très court, je dirais presque, d'un seul coup, la démonstration qu'un écrit ne lui ferait apparaître qu'après une lecture fatigante. Mais l'objection essentielle, c'est qu'on ignore toujours en quelles mains un écrit va tomber; pourtant il doit toujours garder la même forme. Généralement son action sera plus ou moins considérable suivant que sa rédaction correspond plus ou moins au niveau intellectuel et aux particularités du milieu de ceux qui seront ses lec-

teurs. Un livre destiné aux grandes masses doit, dès les premières pages, utiliser des moyens d'action : style, niveau général, différents de ceux d'un ouvrage destiné à des couches intellectuelles supérieures.

C'est uniquement par une telle adaptation que l'écrit peut se rapprocher de la parole. L'orateur peut, autant qu'il veut, traiter un sujet identique à celui du livre, s'il est grand orateur populaire, orateur de génie, il ne se servira pas d'un plan et d'un sujet deux fois de la même manière. Il se laissera toujours porter par la masse, si bien qu'il trouvera instinctivement les paroles nécessaires pour toucher droit au cœur de ses auditeurs présents. S'il commet l'erreur la plus bénigne, il en trouvera la correction vivante devant lui. Ainsi que je l'ai dit, il peut lire sur le visage de ses auditeurs : *primo*, s'ils comprennent ce qu'il dit; *secundo*, s'ils peuvent suivre l'ensemble de son exposé; *tertio*, jusqu'à quel point il les a convaincus qu'il a raison. S'il s'aperçoit : *primo*, qu'ils ne comprennent pas, il s'exprimera d'une façon si simple et si claire que le dernier de ses auditeurs le comprendra : s'il sent, *secundo*, qu'ils ne peuvent le suivre, il établira une gradation si lente, si progressive de son exposé que le plus faible d'entre eux ne restera pas en arrière; et — *tertio* — s'ils ne lui paraissent pas encore convaincus de la justesse de ses assertions, il les répétera encore et toujours, avec de nouveaux exemples à l'appui, il exposera lui-même les objections

inexprimées qu'il devine chez eux, il les réfutera et les exécutera jusqu'à ce que les derniers groupes d'opposants finissent par avouer par leur attitude et l'expression de leurs visages qu'ils rendent les armes devant son argumentation.

Le plus souvent, il s'agit de vaincre, chez les hommes, des préventions qui ne sont pas fondées sur la raison, mais qui sont la plupart du temps inconscientes et reposent uniquement sur le sentiment. Abattre cette barrière d'antipathie instinctive, de haine passionnée, de parti pris hostile est mille fois plus difficile que de réformer une opinion scientifique défectueuse ou fausse. On peut éliminer les fausses conceptions, pallier à l'insuffisance du savoir par l'instruction, mais instruire ne peut aider à vaincre la résistance du sentiment. Seul un appel à ces forces mystérieuses aura quelque effet; et ce n'est presque jamais l'écrivain, c'est presque uniquement l'orateur qui en est capable...

**

*C'EST PAR LA PROPAGANDE
PARLÉE ET PAR LES GRANDES
RÉUNIONS POPULAIRES QUE DES
MILLIONS D'OUVRIERS ONT ÉTÉ
AMENÉS AU MARXISME.*

Si des millions d'ouvriers furent amenés au marxisme, ce fut moins grâce aux écrits des

Pères de l'Eglise marxiste, que grâce à la propagande inlassable et vraiment prodigieuse de dizaines de milliers d'agitateurs infatigables, depuis le grand apôtre de la haine, jusqu'au petit fonctionnaire syndical, à l'homme de confiance et à l'orateur chargé d'interrompre les discussions; ce furent des centaines de milliers de réunions où les orateurs populaires, debout sur une table dans une salle de brasserie enfumée, inculquaient comme à coups de marteau leurs idées aux masses; ils y gagnèrent une parfaite connaissance de ce matériel humain, ce qui leur permit de choisir les armes appropriées pour monter à l'assaut de la citadelle de l'opinion publique. Ce furent ensuite ces démonstrations gigantesques, ces défilés de centaines de milliers d'hommes, qui donnaient aux gens humbles et miséreux l'orgueilleuse conviction que, tout petits vers qu'ils fussent, ils étaient aussi les membres d'un grand dragon dont l'haleine brûlante incendierait un jour ce monde bourgeois tant exécré, et que la dictature du prolétariat fêterait un beau jour sa victoire finale...

**

La grande réunion populaire est nécessaire pour une première raison : l'homme qui, débutant dans son rôle de partisan d'un jeune mouvement, se sentait isolé, et risquait de céder à la peur d'être seul, trouve, pour la première fois, dans cette réunion, l'image d'une

communauté plus large, ce qui est pour la plupart des hommes un encouragement et un réconfort.

Ce même homme aurait marché à l'attaque dans le cadre de sa compagnie ou de son bataillon, au milieu de ses camarades, le cœur plus léger que si on l'avait abandonné à ses propres forces. Entouré des autres, il se sent toujours un peu plus en sûreté, même si, en réalité, mille raisons prouvent le contraire.

La communauté d'une manifestation ne réconforte pas seulement l'isolé, elle crée l'union, elle aide à former l'esprit de corps. Celui qui, dans son entreprise ou dans son atelier, est le premier représentant d'une doctrine nouvelle et éprouve, de ce fait, de grandes difficultés, a hâte de trouver un appui dans la conviction qu'il est un membre, un militant d'une grande et vaste corporation. L'impression qu'il appartient à cette corporation, il la reçoit pour la première fois dans la grande réunion populaire commune.

Quand, venant de son petit atelier, ou de la grande usine où il se sent si petit, il entre pour la première fois dans une grande réunion populaire, quand il voit que des milliers d'hommes partageant la même foi l'environnent; ou quand, s'il s'agit de quelqu'un qui se cherche encore, il se sent entraîné par la puissance de la suggestion collective et de l'enthousiasme de trois à quatre mille hommes;

quand le succès visible et des milliers d'approbations lui confirment la justesse de la nouvelle doctrine et, pour la première fois, le font douter de la vérité de ses anciennes croyances, il subit alors cette influence miraculeuse que nous appelons la suggestion de la masse. La volonté, les aspirations, mais aussi la force de milliers d'hommes s'accumulent dans chacun d'eux. L'homme qui entre dans cette réunion encore plein d'hésitation, la quitte tout réconforté, il est devenu le membre d'une communauté.

*
**

PSYCHLOGIE DE L'ORGANISATION DES RÉUNIONS PUBLIQUES

(Pendant les premières années d'existence du parti national-socialiste, les réunions des partisans d'Hitler ne purent être tenues qu'au prix des plus grands efforts. Les communistes combattaient féroceement les nazis, et les pouvoirs publics ne manifestaient aucune sympathie au nouveau parti révolutionnaire. —

Note des traducteurs.)

Nous étions obligés de faire nous-mêmes la police de nos réunions, — on ne pouvait jamais compter sur la protection des autorités; l'expérience prouve, au contraire, qu'elles ne protègent que les perturbateurs. Le seul résultat véritable d'une intervention des autorités,

c'est-à-dire de la police, c'est, en effet, la dispersion d'une réunion. ce qui signifie sa clôture. Or c'étaient là le seul but et la seule intention des fauteurs de troubles ennemis.

D'ailleurs, il s'est établi, à ce sujet, un usage dans la police, et c'est bien le plus monstrueux, le plus éloigné de toute notion de droit, que l'on puisse imaginer. Quand les autorités apprennent d'une manière quelconque qu'une tentative de sabotage est à redouter lors d'une réunion, non seulement elles ne font rien pour arrêter les perturbateurs, mais encore elles interdisent aux autres, à ceux qui sont innocents de ces troubles, de tenir leur réunion, et un esprit normal de policier considère encore qu'il fait là preuve d'une grande sagesse. Cela porte le nom de « mesure destinée à prévenir une infraction aux lois ».

Un bandit décidé peut donc toujours empêcher pleinement un homme honnête d'exercer une action ou une activité politique quelconque. Au nom de la sécurité et de l'ordre, l'autorité de l'Etat s'incline devant le bandit, et ordonne à l'innocent de bien vouloir ne pas le provoquer de la sorte.

C'est ainsi que, lorsque les nationaux-socialistes faisaient connaître leur intention de tenir des réunions dans tel ou tel endroit, les syndicats déclaraient que leurs membres seraient obligés de s'y opposer par la violence. Et la police, non seulement ne mettait point ces messieurs les maîtres-chanteurs dans une prison, mais encore elle interdisait notre

réunion. Ces représentants de la loi eurent même l'insolence incroyable de nous écrire cela d'innombrables fois.

*
**

LA TECHNIQUE DES RÉUNIONS MARXISTES

Les marxistes se soumirent toujours à une discipline aveugle, à tel point que la seule idée d'essayer de saboter une réunion marxiste ne pouvait venir à l'esprit, du moins à des bourgeois. Les rouges, au contraire, se préparaient d'autant plus au sabotage. Non seulement ils avaient atteint en cette matière une véritable virtuosité, mais ils étaient arrivés à faire croire, dans de nombreuses provinces que le seul fait d'organiser une réunion non-marxiste était une *provocation envers le prolétariat*; surtout si, chez les rouges, ceux qui tiraient les ficelles, craignaient que dans cette réunion on ne dressât la liste de leurs crimes et on ne révélât la bassesse de leurs mensonges acharnés à tromper le peuple. Lorsque semblable réunion était annoncée, c'était, dans la presse rouge, un *tolle* général et plein de colère; très souvent, ces fraudeurs systématiques des lois s'adressaient, en premier lieu, aux autorités, en les priant, d'une manière à la fois pressante et menaçante, d'interdire sur-le-champ cette *provocation à l'égard du prolétariat*, afin que le pire fût « évité ». Ils parlaient un langage

qui s'accordait avec la bêtise de l'administration, et obtenaient ainsi le succès désiré. Mais si, par hasad, ils trouvaient en face d'eux, non pas un être pitoyable et indigne de ses fonctions, mais un véritable fonctionnaire allemand qui repoussait leur chantage éhonté, alors on lançait l'appel bien connu : ne pas tolérer une pareille « provocation à l'égard du prolétariat », et se trouver en masse, à telle date, à cette réunion, pour « fermer la bouche aux misérables bourgeois avec les poings robustes du prolétariat ».

LE SERVICE D'ORDRE CHEZ LES NATIONAUX-SOCIALISTES

Chez nous, on ne mendiait pas l'attention du public; on ne promettait pas une discussion sans fin; nous décrétions dès le début que nous étions les maîtres de la réunion, que quiconque se permettrait, fût-ce une seule fois, de nous interrompre, serait impitoyablement jeté dehors. D'avance, nous déclinions toute responsabilité à son sujet; si le temps ne nous pressait pas, si c'était notre plaisir, nous pourrions peut-être admettre une discussion; si non il n'y en aurait pas, voilà tout; pour le moment, Monsieur le Conférencier Untel a la parole. Déjà, cela les clouait de stupeur.

Secondement nous possédions une police de salle bien organisée. Dans les partis bourgeois,

le service d'ordre était, en général, confié à des personnages qui croyaient que leur âge imposait une certaine obéissance et un certain respect. Mais les masses enrégimentées par le marxisme faisant peu de cas de l'âge, de l'autorité et du respect, autant dire que ce service d'ordre bourgeois n'existait pas. Dès le début de notre campagne, j'ai organisé les bases de notre service de protection qui serait un *service d'ordre*, recruté exclusivement parmi des jeunes. C'étaient, presque tous, des camarades de régiment, d'autres étaient de jeunes camarades de parti, inscrits depuis peu; à ceux-là il fallait d'abord apprendre ceci : que la terreur ne pouvait être brisée que par la terreur, que, en ce monde, seul l'homme audacieux et résolu a toujours triomphé; que nous luttons pour une idée si puissante, si noble, si grande, qu'elle méritait qu'on la protégeât jusqu'à verser la dernière goutte de son sang. Ils étaient profondément convaincus que, lorsque la raison se tait, le dernier mot appartient à la violence, et que la meilleure des armes défensives est l'attaque; que notre service d'ordre devait partout se faire précéder de la réputation de n'être pas un club de rhéteurs, mais une association de combat extrêmement énergique. Combien cette jeunesse avait soif d'un pareil mot d'ordre!



LA PRESSE

Il est d'usage, dans les milieux journalistiques, de désigner la presse comme une grande puissance dans l'Etat. En fait, son importance est véritablement immense, et on ne doit pas la sous-estimer : c'est le journalisme, en effet, qui continue à faire l'éducation des adultes.

On peut, en gros, diviser les lecteurs de journaux en trois catégories :

- 1° Ceux qui croient tout ce qu'ils lisent;
- 2° Ceux qui ne croient plus rien du tout;
- 3° Les cerveaux qui examinent avec esprit critique ce qu'ils ont lu avant de juger.

Le premier groupe est, pour le nombre, de beaucoup le plus grand. Il comprend la grande masse du peuple et représente donc, du point de vue intellectuel, la partie la plus simple de la nation. A ce groupe, on ne peut rattacher telle ou telle profession particulière, tout au plus peut-on, à grands traits, y tracer des divisions selon les degrés d'intelligence. Mais il comprend tous ceux qui n'ont pas reçu, de par leur naissance ou de leur éducation, le don de penser par eux-mêmes, et qui, soit incapacité, soit impuissance à critiquer, croient tout ce qu'on leur présente, pourvu que ce soit imprimé.

A ce groupe se rattache cette catégorie de fainéants, qui pourraient penser par eux-

mêmes mais qui, par paresse d'esprit, saisissent avec reconnaissance tout ce qu'un autre a déjà pensé, en supposant, modestement, que celui qui a fait effort pour penser, aura pensé juste.

Sur tous ceux-là, qui représentent la grande masse, l'influence de la presse sera extrêmement importante. Ils ne sont ni en humeur ni en état d'examiner par eux-mêmes ce qu'on leur présente... Cela peut constituer un avantage s'ils ont pour guides des auteurs sérieux recherchant la vérité. Mais si ce sont des fripouilles ou des menteurs qui les renseignent, cela constitue évidemment un désavantage.

Le deuxième groupe a une importance numérique beaucoup plus faible. Il est en partie composé d'éléments qui avaient d'abord appartenu au premier groupe, puis qui, après de longues et amères désillusions, sont passés à l'attitude contraire et ne croient plus à rien... dès qu'on leur parle par le truchement d'un texte imprimé. Ils haïssent tous les journaux, n'en lisent aucun, ou bien désapprouvent systématiquement tout leur contenu qui n'est, d'après eux, qu'un amas d'inexactitudes et de mensonges. Ces hommes sont d'un maniement difficile car, même devant la vérité, ils gardent toujours leur méfiance. Ils sont par conséquent perdus pour tout travail positif.

Enfin, le troisième groupe est de beaucoup le plus faible. Il est formé d'esprits véritablement intelligents et affinis auxquels des dons naturels joints à l'éducation ont appris à pen-

ser, qui cherchent à juger chaque sujet par eux-mêmes, qui soumettent tout ce qu'ils ont lu à des méditations et examens profonds et fréquents. Ils ne liront pas un journal sans collaborer longuement par la pensée avec l'auteur, dont la tâche est alors difficile. On comprend que les journalistes n'aiment ces lecteurs qu'avec une certaine réserve. Pour ceux qui appartiennent à ce troisième groupe, les sottises dont un journal peut émailler ses textes sont peu dangereuses ou du moins peu importantes. Ils ont pris l'habitude au cours de leur vie, de voir dans le journaliste un personnage peu sérieux qui ne dit la vérité que de temps à autre. Il est triste que l'importance de ces hommes supérieurs réside dans leur intelligence et non pas dans leur nombre, ce qui est regrettable à notre époque où la sagesse n'est rien et où la majorité est tout. De nos jours, comme le bulletin de vote de la masse l'emporte, le groupe le plus fourni a forcément le plus d'importance, c'est-à-dire le tas des simples et des crédules.

C'est un devoir d'Etat et un devoir social de première importance de faire en sorte que ces hommes ne tombent pas dans les mains d'éducateurs pervers, ignorants ou même d'intentions mauvaises. Aussi l'Etat a-t-il le devoir de prendre soin de leur éducation et d'empêcher tout article scandaleux. Aussi doit-il surveiller sévèrement la presse, car son influence sur de tels hommes est la plus puissante et la

plus durable qui soit, son action n'étant pas éphémère mais continue.

L'importance prééminente de son enseignement se trouve tout entière dans la répétition égale et constante de cet enseignement. Ici comme ailleurs l'Etat ne doit pas oublier que tous les moyens doivent concourir à un même but. Il ne doit pas se laisser tromper ou enjôler par les fanfaronnades de ce qu'on appelle « liberté de presse » qui le conduiraient à manquer à son devoir et à priver la nation de cette nourriture qui lui est nécessaire et qui la reconforte; il doit, avec décision et sans se laisser arrêter par un obstacle quelconque, mettre ce moyen d'éducation au service de l'Etat et de la nation.

IV

L'ORGANISATION

RÉDACTION DU DOGME

...Nous ne devons jamais perdre de vue que le *programme du parti*, d'une justesse parfaite dans ses objectifs, a dû tenir compte dans sa rédaction de certaines considérations dont l'importance psychologique est grande : et avec le temps, il peut très bien apparaître qu'un certain nombre de principes directeurs pourraient être rédigés différemment ou dans une forme plus heureuse. Mais toute tentative de ce genre serait en fait désastreuse : c'est offrir à la discussion ce qui doit demeurer inébranlable; or dès qu'un point se trouve isolé du dogme, la discussion n'aboutit pas simplement à trouver un énoncé meilleur qui renforce l'infailibilité du dogme, mais elle aboutit surtout à d'interminables débats et à une confusion universelle. Dans un cas semblable, il faut toujours examiner avec

soin ce qui est préférable : ou une rédaction nouvelle, cause de division à l'intérieur du mouvement, ou une forme qui, pour le moment n'est peut-être pas la meilleure de toutes, mais qui forme une organisation autonome solide et d'une unité intérieure parfaite. Il ressort de n'importe quel examen que cette dernière solution est la seule à retenir. Comme les modifications portent toujours sur la forme, il apparaîtra toujours de nouvelles modifications désirables. *Mais il faut redouter que le caractère superficiel des hommes leur fasse apparaître cette question de pure forme de la rédaction d'un programme comme la tâche essentielle du mouvement.* A ce moment-là la volonté de combattre pour une idée et la force qui soutient ce combat disparaissent et l'activité, au lieu de se tourner au dehors, s'use dans des querelles intérieures de programme. Une doctrine dont les grandes lignes sont d'une justesse qui n'est pas mise en cause, a moins d'ennui à conserver un énoncé — même s'il ne correspond pas tout à fait à la réalité — qu'à vouloir l'améliorer et à livrer ainsi à la discussion générale le dogme du parti, jusqu'à aussi ferme que du granit. Il faut éviter particulièrement cela tant que le parti lutte encore pour assurer son triomphe. Comment, en effet, pourrait-on emplir les hommes d'une confiance aveugle en la justesse d'une doctrine si l'on ne cesse de modifier sa forme et que par là on propage le doute et l'incertitude?

Ce n'est donc jamais dans la forme que l'on doit chercher l'essentiel mais seulement dans le sens profond. Celui-ci est immuable; et dans son intérêt même, il est souhaitable que le mouvement conserve la puissance nécessaire à son triomphe, en supprimant toutes les causes d'hésitation ou de division.

Là encore, l'Eglise catholique nous donne des leçons. Bien que l'édifice de sa doctrine — souvent, du reste, ce n'est qu'une apparence — heurte sur plus d'un point la science exacte et l'observation, elle refuse pourtant de sacrifier même la plus petite syllabe des termes de sa doctrine. Elle pense fort justement que sa force de résistance ne consiste pas à s'accorder plus ou moins parfaitement avec les résultats scientifiques de l'heure, résultats qui, du reste, ne sont jamais définitifs, mais à rester attachée de façon inébranlable à des dogmes établis une fois pour toutes, et qui seuls confèrent à l'ensemble le caractère d'une foi. Aussi se maintient-elle aujourd'hui plus fermement que jamais. On peut même prophétiser que dans la mesure où les phénomènes insaisissables défient et continueront à défier les lois scientifiques toujours corrigées, elle représentera de plus en plus le pôle de tranquillité qui attire et attache aveuglément d'innombrables humains.

✽
✽

DEVOIR ET OBÉISSANCE

La conscience du devoir, l'observation du devoir, l'obéissance, ne sont pas des buts qui se suffisent à eux-mêmes, tout comme l'Etat n'est pas, par lui-même, un but : ils doivent être seulement des moyens d'assurer la possibilité et l'existence sur cette terre d'une communauté d'êtres vivants liés par des affinités morales et physiques.

A une heure où, de toute évidence, un peuple succombe et est livré à l'oppression la plus dure, par l'effet des actes de quelques vauriens, l'obéissance et l'observance du devoir envers ces derniers relèvent d'un formalisme théorique, et ne sont que folie pure, si, d'autre part, le refus d'obéir et de faire son devoir eussent pu préserver le peuple de la ruine...

Il est une heure où c'est la responsabilité personnelle devant la nation entière qui devient le devoir.

✽
✽

LA LUTTE CONCRÈTE

Ce qui a fait le succès des conceptions internationalistes, c'est leur défense par un parti

organisé en sections d'assaut. Si les conceptions adverses ont succombé, c'est faute d'un front unique de défense. Ce n'est pas en développant à l'infini des idées générales, mais en empruntant la forme limitée d'une organisation politique qu'une conception philosophique peut combattre et triompher.

*
**

ADHÉRENTS ET MILITANTS

La propagande a le devoir de recruter des partisans; l'organisation a celui de gagner des membres.

Le partisan est celui qui se déclare d'accord sur les buts d'un mouvement; le membre, celui qui combat pour lui.

C'est la propagande qui amènera le partisan au mouvement. L'organisation obligera le membre à chercher par lui-même à recruter de nouveaux partisans, au sein desquels de nouveaux membres pourront ensuite se lever. « Être partisan » exige seulement qu'on adhère passivement à une idée; « être membre » exige qu'on la propage activement et qu'on la défende; sur dix partisans, il y aura à peine deux membres. Être partisan demande un simple effort de connaissance; pour être membre, il faut avoir le courage de propager l'idée reconnue vraie, et de la diffuser largement.

*
**

LIMITATION DE L'ADMISSION DES MEMBRES

Le danger le plus grand qui puisse menacer un mouvement, est l'accroissement anormal du nombre de ses membres à la suite d'un succès trop rapide. Un mouvement est fui par tous les êtres lâches et essentiellement égoïstes aussi longtemps qu'il doit mener un rude combat, mais ceux-ci cherchent vite à obtenir le titre de membres si le parti, en se développant, affirme son succès.

Voilà ce qui explique comment beaucoup de mouvements victorieux reculent soudain avant le succès définitif, avant la réalisation dernière de leurs fins, et, pris d'une faiblesse interne, cessent le combat et s'étiolent. Venus après la première victoire, des éléments mauvais, indignes et spécialement lâches se sont introduits en si grand nombre dans son organisation qu'ils ont fini par obtenir la majorité et étouffent les combattifs. Ils font servir le mouvement à la satisfaction de leurs intérêts, l'abaissent au niveau de leur mesquin héroïsme et ne font rien pour mener jusqu'au bout la victoire de l'idée primitive.



LE MAL NÉCESSAIRE DE L'ORGANISATION

L'organisation intérieure du mouvement est une question, non de principe, mais d'adaptation efficace à la fin poursuivie.

Mettre entre le chef d'un mouvement et ses partisans un important ensemble d'intermédiaires n'implique pas une bonne organisation; la meilleure est celle qui en crée le moins possible. Car organiser c'est transmettre à un très grand nombre d'hommes une idée définie toujours née du cerveau d'un seul — et assurer ensuite la transformation de cette idée en réalités...

Transmettre directement et personnellement ses idées à ses semblables est, pour un homme, le procédé idéal, ainsi que le plus naturel. A mesure que s'augmente le nombre des adeptes, il devient de plus en plus difficile au propagateur de l'idée de continuer à agir d'une manière directe et personnelle sur ses innombrables partisans, de les commander et de les guider tous. De même qu'au fur et à mesure qu'une commune grandit la circulation toute simple d'un point à un autre doit faire l'objet d'une réglementation; de même ici, il faut se résoudre à créer des rouages encombrants. L'Etat idéal a vécu : il va connaître le mal nécessaire de l'organisation.

Toutefois... il faut attacher une très grande importance à l'existence d'un centre politique et géographique qui soit le cœur du mouvement. Les voiles noirs de la Mecque ou l'attrait magique de Rome finissent par donner aux mouvements dont elles sont les sièges une force dont les sources sont l'unité intérieure et la soumission à l'homme qui incarne cette unité.

TROISIÈME PARTIE

LA RACE, LE SOL ET LE SANG

I

LA QUESTION DE LA RACE EST LA CLEF DE L'HISTOIRE DU MONDE

DES LOIS QUI RÉGISSENT LE DÉVELOPPEMENT DES RACES

Il y a des vérités qui courent tellement les rues que, justement à cause de cela, le vulgaire ne les voit pas ou plutôt ne les reconnaît pas...

L'observation la plus superficielle est suffisante pour montrer comment les formes innombrables qu'emprunte le vouloir vivre de la nature sont régies par une loi essentielle et, pour ainsi dire, inviolable que leur impose les modalités étroitement limitées de la reproduction et de la multiplication. Tout animal ne s'accouple qu'avec un congénère de la même espèce : la mésange avec la mésange, le pinson avec le pinson, la cigogne avec la cigogne, le campagnol avec le campagnol, la souris avec la souris, le loup avec la louve, etc..., etc.

Il faut des circonstances exceptionnelles pour entraîner des dérogations à cette loi, en premier lieu la contrainte imposée par la captivité ou encore quelque obstacle empêchant l'accouplement d'individus appartenant à la même espèce. Mais la nature met alors tout en œuvre pour combattre ces dérogations, et sa protestation se manifeste de la manière la plus claire, soit en refusant aux espèces bâtardes la possibilité de se reproduire, soit en limitant avec parcimonie la fécondité des descendants; la plupart du temps elle les prive de la faculté de résistance aux maladies ou aux attaques des ennemis.

Il n'y a rien là que de très naturel :

Tout croisement de deux individus de valeur inégale a pour fruit un être qui est un moyen-terme entre la valeur des deux parents. C'est-à-dire que le descendant est placé dans l'échelle des êtres plus haut que celui des parents appartenant à une race inférieure, mais au-dessous de celui qui appartient à une race supérieure. Il succombera donc, par la suite, dans le combat qu'il devra soutenir contre cette race supérieure. La volonté de la nature qui cherche à élever le niveau des êtres va contre un tel accouplement. Cette fin ne peut être accomplie par l'union d'individus de valeur différente, mais seulement par la victoire entière et définitive de ceux qui représentent la valeur la plus haute. Le rôle du plus fort est de dominer et non point de se fondre avec le plus faible en immolant ainsi

sa propre grandeur. Seul, celui qui est faible de naissance peut qualifier cette loi de cruelle, sa faiblesse et sa sottise naturelle l'y entraînent, cependant si cette loi ne devait pas être victorieuse, l'évolution de tous les êtres organisés ne serait pas concevable.

Supposons une autre modalité : le progrès ultérieur s'interromprait et il y aurait plutôt régression. En effet, comme les individus inférieurs seraient toujours plus nombreux que les meilleurs, tous les individus ayant la même possibilité de survivre et de se reproduire, les moins bons se reproduiraient si rapidement que les meilleurs seraient, en fin de compte, repoussés à l'arrière-plan. Il faut donc qu'une mesure corrective favorise les meilleurs.

La nature s'y emploie en soumettant les faibles à des conditions sévères d'existence qui limitent leur nombre; elle ne permet qu'à des survivants sélectionnés de se reproduire; elle procède alors à un nouveau choix rigoureux en prenant pour base la force et la santé.



DE L'EXISTENCE DES RACES SUPÉRIEURES

Tout ce qui fait aujourd'hui notre admiration sur cette terre, science et art, technique et invention, est dû à l'activité créatrice de peuples peu nombreux et peut-être, à l'origine, d'une seule race. D'eux dépend la continuité de toute civilisation. S'ils succombent, ce qui pare cette terre de beauté les suivra dans la tombe.

Aussi grande que soit l'influence du sol sur les hommes, par exemple, les résultats de cette influence différeront toujours suivant les races qui la subissent. Un sol peu fertile peut être, pour une race, un puissant stimulant qui la pousse à accomplir de grandes choses, pour une autre un terrain stérile sera une cause de misère, donc de sous-alimentation avec toutes ses conséquences. Ce sont les dispositions intérieures des peuples qui détermineront toujours la façon dont les influences extérieures agiront sur eux. Ce qui réduit les uns à mourir de faim trempe les autres pour de durs travaux.

Toutes les grandes civilisations passées tombèrent en décadence simplement parce que la race originellement créatrice fut éteinte par empoisonnement de son sang.



L'ARYEN, FONDATEUR DE LA CIVILISATION

Il serait vain de discuter pour savoir quelle race ou quelles races ont, à l'origine, été dépositaires de la civilisation humaine, et ont, de ce fait, réellement fondé ce que nous entendons par humanité. Il est plus simple de s'interroger sur le présent, et, sur ce point, la réponse est facile et claire. Tout ce que nous voyons aujourd'hui de civilisation humaine, de produits de l'art, de la science et de la technique est presque exclusivement le fruit de l'activité créatrice des Aryens. On peut, de ce fait, conclure, non sans raison, que, réciproquement, ils ont été les seuls fondateurs d'une humanité supérieure et qu'ils représentent donc le type primitif de ce que nous comprenons sous le nom d' « homme ». L'Aryen est le Prométhée de l'humanité; l'étincelle divine du Génie a constamment jailli de son front lumineux; c'est lui qui a toujours allumé à nouveau ce feu qui, sous la forme de la connaissance, éclairait les mystères entièrement muets et couverts d'ombre, montrant ainsi à l'homme le chemin qu'il devait gravir pour dominer les autres êtres vivant sur cette terre. Si on le supprimait, une profonde obscurité descendrait sur la terre; en quelques

siècles la civilisation humaine s'évanouirait et le monde deviendrait un désert....

Si l'on classait l'humanité en trois espèces : celle qui a créé la civilisation, celle qui en a conservé le dépôt et celle qui l'a détruit, l'Aryen seul serait cité comme représentant de la première. Il a établi les fondations et le gros œuvre de toutes les créations humaines et les caractères spéciaux des différents peuples n'ont donné que des colorations ou des aspects divers...



Si, à partir d'aujourd'hui, l'influence aryenne cessait (par exemple) de s'exercer sur le Japon, à supposer que l'Europe et l'Amérique s'écroulent, les progrès accomplis par le Japon dans les sciences et la technique pourraient encore durer quelque temps; mais il faudrait peu d'années pour tarir la source, les caractères spécifiquement japonais regagneraient du terrain et sa civilisation présente se pétrifierait, retomberait dans le sommeil d'où l'a tirée, il y a soixante-dix ans, la marée de civilisation aryenne.

On peut en conclure que, de même que le développement actuel du Japon est imputable à l'influence aryenne, de même, à une époque très éloignée, une influence étrangère et un génie étranger ont suscité la civilisation japonaise de cette époque lointaine. La meilleure preuve que l'on puisse apporter à l'appui de

cette opinion est le fait que, par la suite, cette civilisation s'est ankylosée et entièrement pétrifiée. Ce phénomène ne peut se produire chez un peuple que si la cellule créatrice originelle a complètement disparu, ou si l'influence extérieure qui avait, à la fois, fourni l'élan et les matériaux nécessaires au premier développement de la civilisation a fini par manquer.

Prouver qu'un peuple a reçu des races étrangères les éléments primordiaux de sa civilisation, se les est assimilés et les a utilisés, mais s'est par la suite engourdi, quand l'influence étrangère ne s'est plus exercée sur lui, c'est dire que cette race a été *dépositaire de la civilisation*, mais non qu'elle a *créé la civilisation*.

Si, de ce point de vue, on examine les différents peuples, on constate qu'en fait, à peu près partout, on trouve non pas des peuples qui ont primitivement fondé la civilisation, mais presque toujours des peuples qui l'ont reçue en dépôt.

On peut se faire de leur évolution l'image suivante :

Des peuples aryens — dont la valeur numérique est d'une faiblesse véritablement ridicule — soumettent des peuples étrangers et, attirés par les conditions de vie que leur offre le pays nouveau (fertilité, qualité du climat, etc...), mettant aussi à profit l'abondance de la main-d'œuvre fournie par les hommes de races inférieures, ils développent alors les fa-

cultés intellectuelles et organisatrices qui dormaient en eux. En quelques millénaires, ou même quelques siècles, ils bâtissent des civilisations qui, à l'origine, conviennent parfaitement à leur nature et sont adaptées aux propriétés du sol que nous avons citées plus haut et à l'esprit des hommes qu'ils ont soumis. Mais les conquérants finissent par devenir infidèles à la loi d'abord observée, et qui leur permettait de conserver la pureté de leur sang; ils commencent à s'unir aux indigènes, leurs sujets, mettant eux-mêmes fin à leur existence, car le péché originel commis dans le Paradis a toujours pour conséquence l'expulsion des coupables.

Lorsque mille ans et plus ont passé, la dernière trace apparente de l'ancien peuple de maîtres se retrouve souvent dans le teint plus clair que son sang a légué à la race soumise, et dans une civilisation pétrifiée qu'il avait autrefois créée.

**

Ce schéma de l'évolution des peuples dépositaires de la civilisation fait déjà apparaître le tableau du développement, de l'action et de la disparition de ceux qui ont véritablement fondé la civilisation sur cette terre, c'est-à-dire des Aryens.

Puisque, au cours de la vie, ce qu'on appelle le génie a besoin d'une occasion spécialement favorable et même souvent d'une véritable

impulsion pour être mis en lumière, il en est de même pour la race douée de génie.

**

Dès que le destin met les Aryens en présence de circonstances favorables, ils commencent à développer sur un rythme de plus en plus rapide les facultés qui étaient en eux et à les couler dans des moules qui leur donnent des formes sensibles...

La présence d'hommes de race inférieure fut une condition essentielle de création des civilisations supérieures; ils étaient une compensation à l'absence de ressources matérielles sans lesquelles il est impossible de concevoir un progrès quelconque. Il est certain que la première civilisation humaine utilisa moins l'animal domestique que les hommes de race inférieure...

**

Par suite, le chemin que devait suivre l'Aryen était nettement tracé. Il conquiert et soumet les peuples inférieurs et régla leur activité pratique sous son autorité, leur imposant sa volonté et les obligeant à poursuivre ses fins. Mais, en les contraignant à une activité utile, quoique pénible, il n'épargna pas seulement la vie de ses sujets; il leur fit peut-être même un sort plus enviable que celui qui était le leur lorsqu'ils jouissaient de ce

qu'on appelle leur « liberté » première. Tant qu'il maintint avec rigueur sa situation morale de maître, non seulement il resta le maître, mais encore il conserva et développa la civilisation. En effet, elle avait pour unique source les capacités de l'Aryen et la pureté de sa race. Au moment où les sujets commencèrent à s'élever et, comme il est vraisemblable, à s'assimiler en partie la langue du conquérant, la barrière qui séparait maître et valet disparut. L'Aryen renonça à la pureté de son sang et perdit alors le droit de vivre dans le paradis qu'il avait créé. Il s'avilit par le mélange des races, perdit de plus en plus ses facultés civilisatrices, finalement, non seulement par son intelligence, mais aussi par son physique, il devient semblable à ses sujets et aux autochtones, perdant ainsi la supériorité qui avait fait la force de ses aïeux.

Quelque temps encore, il vécut sur les réserves accumulées par la civilisation, puis la pétrification s'accomplit et cette civilisation tomba dans l'oubli.

Ainsi s'écroulent civilisations et empires cédant la place à de nouvelles formations.

**

*L'IDÉALISME, FACULTÉ MAÎTRESSE
QUI EXPLIQUE LA PRÉDOMINANCE
DE L'ARYEN*

Si l'on se demande quelles sont les causes profondes de la prédominance de l'Aryen, on

peut répondre que cette importance provient, moins de la vigueur de l'instinct de conservation de la race que de la manière particulière dont il se manifestait... Dans la vie la plus primitive, l'instinct de conservation ne dépasse pas le souci que l'individu a de son moi... Mais la vie en commun de mâles et de femelles dépassant le simple accouplement réclame un élargissement de l'instinct de conservation, puisque l'individu doit dépasser le souci qu'il avait de son moi et les combats qu'il livrait pour le défendre, et tenir compte maintenant du second élément du couple; le mâle cherche aussi parfois de la nourriture pour sa femelle; presque toujours tous deux la cherchent pour leurs petits. L'un s'emploie presque toujours à protéger l'autre si bien qu'apparaissent ici, bien que d'une façon très rudimentaire, les premières manifestations de l'esprit de sacrifice. Dès le moment que cet esprit dépasse les limites étroites de la famille, il donne naissance à la condition essentielle qui permettra la formation d'associations plus étendues et enfin de véritables Etats...

Cette disposition au sacrifice qui porte l'homme à vouer son travail personnel et, s'il le faut, sa propre vie à ses semblables, est particulièrement développée chez les Aryens. On explique la grandeur de l'Aryen non pas par la richesse de ses facultés intellectuelles, mais par sa facilité à consacrer ses capacités au service de la communauté. L'instinct de conser-

vation a pris chez lui la forme la plus noble : il subordonne volontairement son propre moi à la vie de la communauté et il sait le sacrifier si les circonstances l'exigent.

Les puissances civilisatrices et constructives de l'Aryen ne peuvent pas naître de ses dons intellectuels. S'il ne possédait que ces derniers, son action serait destructrice et non organisatrice. Car pour faire vivre une organisation, il faut d'abord que l'individu renonce à faire prédominer son opinion personnelle tout comme ses intérêts particuliers et les sacrifie au profit de la communauté. Et, par ce détour, en se sacrifiant au bien de tous, il reçoit sa part. Par exemple, il ne travaille pas pour lui-même directement, mais son action s'insère dans l'organisation générale : elle ne sert pas ses fins personnelles, mais le bien de tous. Son expression favorite : le « travail » met admirablement en lumière cette disposition d'esprit : ce mot ne signifie pas pour lui une activité servant uniquement à conserver sa vie, mais une activité qui rejoint les intérêts de la communauté des hommes.

Par contre, il donne à l'activité humaine égoïste, expression de l'instinct de conservation qui ne se soucie pas du reste du monde, le nom de vol, usure, brigandage et spoliation.

On peut dire que cette aptitude qui met au second plan l'intérêt de l'individu au bénéfice du maintien de la communauté est la condition primordiale et préalable de toute civili-

sation humaine véritable. C'est grâce à elle et à elle seule, que peuvent naître les grandes œuvres humaines dont les créateurs sont rarement récompensés mais où les descendants puisent des biens abondants. Comment expliquer sans elle que tant d'hommes puissent supporter, sans cesser d'être honnêtes, une vie misérable, qui les condamne eux-mêmes à la pauvreté et à la médiocrité, mais assure à la communauté les bases de son existence?...

Mais si cela est vrai lorsqu'on parle du travail considéré comme la base fondamentale de la vie et du progrès de l'humanité, cela l'est plus encore lorsqu'il s'agit de la protection de l'homme et de sa civilisation. Donner sa vie pour préserver celle de la communauté est le couronnement de l'esprit de sacrifice. Ce don est la seule manière de s'opposer à ce que l'édifice élevé par la main des hommes soit démoli par d'autres mains humaines ou par la nature...

La disposition d'esprit fondamentale qui permet la naissance de cette activité, appelons-la, pour la distinguer de l'égoïsme, idéalisme. Nous entendons uniquement par ce mot la capacité ressentie par l'individu à se sacrifier pour la communauté, pour ses semblables...

Mais comme l'idéalisme n'est rien autre que la subordination des intérêts de la vie de l'individu à ceux de la communauté, laquelle forme, à son tour, la condition préalable de la naissance des formations organisées de toutes espèces, en dernière analyse l'idéalisme cor-

respond bien aux fins voulues par la nature. C'est lui seul qui amène l'homme à reconnaître volontairement les privilèges de la force et de l'énergie et qui fait de lui un des infimes éléments de l'ordre donnant à l'univers entier sa forme et son aspect.

L'idéalisme le plus pur coïncide, sans le savoir, avec la connaissance intégrale.



*LE JUIF ÉGOÏSTE FORME LE
CONTRASTE LE PLUS MARQUANT
AVEC L'ARYEN*

Le Juif forme le contraste le plus marquant avec l'Aryen. Il n'est peut-être pas de peuple au monde qui possède un instinct de conservation aussi développé que celui qu'on appelle le peuple élu. La meilleure preuve que l'on puisse en donner est le simple fait que cette race s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Où est le peuple qui, dans les derniers deux mille ans, a moins changé, que ce soit dans ses dispositions profondes, son caractère, etc... que le peuple juif? Quel peuple, enfin, a été mêlé à de plus grandes révolutions que le peuple juif? Et pourtant, ils sont restés inchangés au sortir de gigantesques catastrophes qui ont bouleversé l'humanité. Quelle volonté de vivre infiniment tenace, quelle constance à sauver l'espèce expriment de pareils faits!



Bien que l'instinct de conservation soit chez le Juif, non pas plus faible, mais plus fort que chez les autres peuples, bien que ses facultés intellectuelles puissent facilement faire croire qu'elles ne le cèdent aucunement aux dons spirituels des autres races, il lui manque la condition préalable la plus importante pour être un peuple civilisateur : il n'a pas d'idéalisme.

La volonté de sacrifice ne dépasse pas, chez le Juif, le simple instinct de conservation de l'individu. Le sens de la solidarité nationale qui semble si profond chez lui, n'est qu'un instinct grégaire très primitif qui se retrouve chez bien d'autres êtres en ce monde...

Son esprit de sacrifice n'est qu'apparent. Il ne se manifeste que dans la mesure où l'existence de chaque individu en fait une nécessité absolue. Mais dès que l'ennemi commun est vaincu, le danger qui planait sur tous disparu, la proie en sûreté, l'accord apparent disparaît pour laisser la place aux dispositions naturelles. Les Juifs ne sont unis que quand ils sont contraints par un danger commun ou attirés par une proie commune. Si ces deux raisons disparaissent, l'égoïsme le plus brutal reparait et ce peuple auparavant si uni n'est plus, en un rien de temps, qu'une troupe de rats se livrant des combats sanguinaires...

Rien n'est donc plus faux que de voir dans

le fait que les Juifs s'unissent pour combattre, ou plus exactement pour piller leurs semblables, la preuve qu'il existe chez eux un certain esprit idéaliste de sacrifice. Ici également le mobile du Juif n'est autre que le pur égoïsme.

Voilà pourquoi l'Etat juif — c'est-à-dire l'organisme vivant dont la fonction est de conserver et d'accroître une race — ne possède, au point de vue territorial, aucune frontière. Car la délimitation du territoire d'un Etat suppose toujours une mentalité idéaliste chez la race qui le constitue et, en particulier, une conception exacte de ce que signifie le travail. Dans la mesure où cette conception est absente, tout effort pour constituer ou pour faire vivre un Etat délimité dans l'espace doit plus ou moins échouer. Par suite, cet Etat ne possède pas la base sur laquelle peut s'élever une civilisation...

Pour bien comprendre quelle est la position du peuple juif à l'égard de la civilisation humaine, il ne faut pas oublier un fait essentiel : l'art juif n'a jamais existé et, par conséquent, il n'existe pas aujourd'hui; en particulier les deux souveraines de l'art : l'architecture et la musique ne doivent rien d'original aux Juifs. Dans le domaine de l'art les productions du Juif ne sont que copie ou vol intellectuel. Le Juif ne possède pas les facultés qui distinguent les races créatrices ayant reçu le don de fonder les civilisations.

La meilleure preuve que le Juif s'assimile

les civilisations étrangères comme un copiste qui, du reste, déforme son modèle, c'est qu'il cultive surtout l'art qui demande le moins d'invention personnelle, je veux dire l'art dramatique. Même là, il lui manque l'élan qui entraîne vers la grandeur véritable, même là, il n'est pas créateur de génie, mais vulgaire imitateur, et ses recettes et ses trucs n'arrivent pas à masquer le néant de ses dons de créateur...

Certes non, le Juif ne possède pas la moindre capacité à créer une civilisation, puisque l'idéalisme, sans lequel l'homme ne peut évoluer ni s'élever, lui est et lui a toujours été inconnu. Son intelligence ne lui servira jamais à construire, mais bien à détruire; très rarement, elle pourra tout au plus lui servir d'aiguillon, mais elle sera alors « la force qui veut toujours le mal et crée toujours le bien ». Tout progrès de l'humanité s'accomplit, non grâce à lui, mais malgré lui.



LES JUIFS NE SONT PAS DES NOMADES, MAIS DES PARASITES

Il est vraisemblable de penser que l'Aryen fut d'abord un nomade et ne devint sédentaire qu'au cours des âges, mais parce qu'il n'était pas juif! Non, le Juif n'est pas un nomade, car le nomade se fait déjà du « tra-

vail » une représentation qui peut faire naître une évolution future si les conditions intellectuelles préalables s'accomplissent. Il possède un fond d'idéalisme, bien qu'assez mince; aussi sa nature peut-elle dérouter les peuples aryens sans pourtant leur être antipathique. Un pareil état d'esprit est ignoré des Juifs; ils ne furent donc jamais des nomades, mais toujours des parasites vivant sur le corps des autres peuples. S'ils ont parfois abandonné les régions où ils avaient vécu jusqu'alors, ce ne fut pas de leur propre gré, mais parce que, à diverses reprises, les peuples lassés de les voir abuser de l'hospitalité qu'on leur avait accordée les chassèrent. L'habitude qu'a le peuple juif de s'étendre toujours plus loin est un trait spécial aux parasites; il cherche toujours pour sa race un nouveau sol nourricier.

Mais cela est tout à fait différent du nomadisme, car le Juif ne songe pas du tout à quitter le pays où il se trouve; il demeure à l'endroit où il s'est fixé et s'y cramponne tellement qu'on ne peut l'en chasser qu'avec grande difficulté même si l'on emploie la violence... Il est et reste le parasite par excellence, l'écornefle, qui, semblable à un bacille nuisible, s'étend toujours plus loin sitôt qu'il y est engagé par un sol nourricier favorable.

Sa présence a produit les mêmes conséquences que la présence des plantes parasites : là où il se fixe, le peuple qui le reçoit s'éteint au bout d'un temps plus ou moins long. C'est ainsi que, de tous temps, le Juif a vécu sur le

territoire d'autres peuples; il constituait son propre Etat, dissimulé sous le masque de « communauté religieuse », tant que les circonstances l'obligeaient à cacher en partie sa vraie nature. Mais s'il se croyait un jour assez fort pour pouvoir supprimer ce déguisement, il laissait tomber le voile et se montrait soudain comme celui que beaucoup n'avaient auparavant voulu ni reconnaître ni voir : le Juif.



LA CONSERVATION DE LA RACE, BUT SUPRÊME DE L'EXISTENCE

Il ne faut pas oublier que le but suprême de l'existence humaine n'est pas la conservation d'un Etat, mais la conservation d'une race. Quand la race est en danger d'être opprimée, ou même supprimée, la question de la légalité ne joue plus qu'un rôle secondaire. Il n'importe guère alors que le pouvoir existant applique des moyens strictement légaux : l'instinct de conservation des opprimés justifiera toujours au plus haut degré leur lutte par tous les moyens. Toutes les luttes pour s'affranchir d'un esclavage, intérieur aussi bien qu'extérieur, sur cette terre, — et l'histoire nous en montre d'extraordinaires exemples, — ont été menées en vertu de ce principe.

Le droit des hommes prime le droit de l'Etat. Et si un peuple succombe dans sa lutte pour les droits de l'homme, c'est qu'il a été

pesé sur la balance du sort, et trouvé trop léger pour avoir droit au bonheur de l'existence dans ce monde, sur cette terre. Celui qui n'est pas prêt à lutter pour son existence, celui qui n'en est pas capable, est déjà voué à la mort par la Providence éternellement juste. Le monde n'est pas fait pour les peuples lâches.

*
**

CONQUÊTE TERRITORIALES

Il faut accepter avec sang-froid cette idée qu'un peuple n'est pas prédestiné par la volonté divine à posséder un territoire cinquante fois plus vaste que celui d'un autre peuple. Les frontières politiques ne doivent pas, dans un tel cas, faire oublier les limites du droit éternel. S'il y a réellement place pour tous sur cette terre, qu'on nous donne donc le sol qui nous est nécessaire pour vivre. Certes, on ne le fera pas volontiers! Mais alors intervient le droit de chacun à lutter pour son existence... Et ce qui est refusé à la douceur, c'est au poing de le conquérir. Si jadis nos ancêtres avaient suspendu leur décision à un pacifisme bêlant comme celui qui est de mode aujourd'hui, nous ne posséderions pas le tiers de notre territoire actuel, et le peuple allemand n'aurait pas à s'inquiéter de son avenir en Europe!

*
**

LA PAYSANNERIE, RÉSERVOIR DE LA RACE

On ne saurait trop priser la nécessité d'une classe paysanne saine comme fondement de la nation. Bien des maux actuels proviennent de ce fait que les rapports sont faussés entre les populations des villes et celles des campagnes. Une souche robuste de petits et moyens paysans fut de tout temps la meilleure garantie contre les malaises sociaux dont nous souffrons aujourd'hui. C'est aussi la seule solution qui puisse assurer à une nation son pain quotidien à l'intérieur d'une économie fermée. L'industrie et le commerce perdent alors leur place prééminente et malsaine, et s'insèrent dans le cadre général d'une économie nationale où tous les besoins s'équilibrent. Ils ne sont plus la base mais simplement les auxiliaires de la vie de la nation. Lorsqu'ils se contentent d'ajuster notre production à nos besoins, ils nous délivrent de la tutelle économique de l'étranger; ils contribuent ainsi à assurer la liberté de l'Etat et l'indépendance de la nation, en particulier dans les périodes difficiles.

*
**

Si, comme national-socialiste et comme Führer du peuple et du Reich allemand, je

me sens responsable de l'existence et de l'avenir de tout le peuple allemand, je me réjouis cependant, en cette fête de la moisson¹, de vous revoir devant moi aujourd'hui, vous mes paysans allemands, car à côté de la lutte contre le chômage, nous avons naguère considéré et désigné comme l'une des plus importantes tâches, de celles qu'il faut résoudre avant tout, celle de sauver et d'assurer la vie de notre classe paysanne. Assumer cette tâche est pour le national-socialisme quelque chose de tout naturel, parce qu'il lutte non point pour des doctrines et des théories, mais pour le peuple allemand, et parce que, d'ailleurs, il ne peut à la réflexion froide et objective, apercevoir un avenir pour notre peuple, si les fondations ne reposent pas sur la classe paysanne.

En elle, nous voyons la source non seulement de notre nourriture, mais aussi de la conservation de notre peuple. Nous voyons aussi dans la classe paysanne l'élément sain et volontaire qui fait contrepoids à l'intellectualisme urbain. Le front et le poing vont ensemble, mais malheur au peuple chez qui le front se transforme en intellectualisme oscillant, perpétuellement incertain de soi-même. Avec cet intellectualisme, il n'est guère possible de gouverner un peuple, et il sera en tout cas impossible de le maintenir un jour.

Nous sommes arrivés tout près du danger :

1. 30 septembre 1934.

par une surestimation du travail dit intellectuel, non seulement on a perdu objectivement les points de contact avec le travail manuel, mais encore on a finalement oublié de l'apprécier, on l'a méconnu et en fin de compte on l'a méprisé.

De même que, à la longue, il n'y a point de dictature du prolétariat sur le bon sens, de même il n'y a point de dictature d'une classe supérieure d'intellectuels, de gens infatués d'eux-mêmes, à l'esprit faussé et étranger au peuple, sur une masse de travailleurs manuels qui finalement n'a plus de volonté. L'esprit véritable n'est jamais infatué. Seul le demi-savoir superficiel a toujours conduit à la vanité et à la présomption. Mais quand un régime a ses racines exclusivement dans une pareille classe sociale, alors il est inapte à toute œuvre durable, tout comme une société humaine dont l'organisation est uniquement tournée vers la classe intellectuelle.

L'indifférence des gouvernements antérieurs pour la classe paysanne provient donc de ce qu'ils ont estimé trop haut les progrès de l'intellectualisme et des villes, de ce qu'ils n'ont pas senti d'instinct la nécessité d'avoir un facteur de compensation, qui doit être cherché d'abord chez le paysan, et ensuite chez l'ouvrier.

Nous, nationaux-socialistes, savons très bien que c'est l'esprit qui donne des directives, mais nous savons aussi que l'esprit doit se renouveler et se compléter constamment en

puisant dans les éléments terriens d'un peuple. Une nation de professeurs, de fonctionnaires, de savants, etc..., ne peut exister, et cela d'abord parce que la force de décision naturelle, la force de la volonté et du cœur s'éteindrait de plus en plus. C'est seulement quand la sagesse s'unit à la force primitive d'auto-défense qu'un peuple peut, à la longue, soutenir avec succès son combat pour la vie. Mais pour cela il est nécessaire que soit extirpé et éliminé l'orgueil des diverses classes, et il faut, en particulier, qu'aucune ne s'imagine pouvoir juger avec dédain le travail de l'autre.

C'est pourquoi, tant que l'intellectualisme juif empoisonne notre vie allemande, il n'y a point de sécurité pour l'existence de la classe paysanne et de la classe ouvrière allemande. Du même coup, l'avenir de la nation, qui reposé essentiellement d'abord sur ces éléments, apparaît incertain. C'est précisément pourquoi nous avons engagé contre cet esprit la plus âpre des luttes.

II

APERÇU HISTORIQUE DE L'ENVAHISSEMENT DES NATIONS OCCIDENTALES PAR LES JUIFS

La meilleure manière de connaître le Juif est d'étudier la route qu'il a suivie au cours des siècles parmi les autres peuples. Un exemple suffira à nous éclairer...

Les premiers Juifs sont arrivés en Germanie avec l'invasion romaine et, comme toujours, en qualité de marchands. Pendant les grandes migrations et les bouleversements qu'elles avaient provoqués, ils ont disparu en apparence, de sorte que l'époque où les premiers Etats germaniques s'organisèrent, peut être regardée comme le début de la nouvelle et définitive judaïsation de l'Europe du Centre et du Nord. L'évolution qui s'ensuivit fut toujours identique, chaque fois que les Juifs se trouvèrent en face de peuples aryens.

ARRIVÉE DU JUIF MARCHAND ÉTRANGER

A. — Dès que naissent les premiers établissements fixes, le Juif, subitement, se trouve là. Il vient en qualité de marchand et, dans ces premiers temps, il se soucie assez peu de cacher sa nationalité. Il est encore un Juif, peut-être parce que les signes extérieurs qui distinguent d'une façon frappante sa race du peuple dont il est l'hôte sont encore trop marqués, parce qu'il connaît encore trop peu la langue du pays, parce que les caractères nationaux de l'autre peuple sont trop évidents pour que le Juif ose se présenter pour autre chose qu'un marchand étranger. Comme il est plein de souplesse et que le peuple qui le reçoit manque d'expérience, conserver son caractère de Juif ne lui cause aucun dommage et présente même des avantages : on accueille volontiers l'étranger.

LE JUIF INTERMÉDIAIRE ET PRÊTEUR D'ARGENT

B. — Peu à peu il se glisse dans la vie économique, non pas comme producteur mais comme intermédiaire. Son habileté commerciale, que des milliers d'années d'exercice n'ont pas peu contribué à développer, lui confère une grande supériorité sur l'Aryen,

encore peu débrouillard et d'une honnêteté sans limites, de sorte qu'en peu de temps le commerce est en passe de devenir son monopole. Il commence par prêter de l'argent, et, comme toujours, à des taux usuraires. Le Juif est celui qui introduit dans le pays le prêt à intérêt. Cette innovation ne semble pas tout d'abord dangereuse; elle est même accueillie avec plaisir, car elle présente un avantage momentané.

LE JUIF SE FIXE DANS L'ÉTAT

C. — Le Juif est devenu complètement sédentaire, c'est-à-dire qu'il habite un quartier spécial des villes et des bourgs et forme de plus en plus un Etat dans l'Etat. Il pense que le commerce et les affaires d'argent sont un privilège qui lui appartient et il en use sans pitié.

D. — IL ABSORBE TOUTES LES RICHESSES DU PAYS

Les affaires d'argent et le commerce sont devenus son monopole exclusif. Les intérêts usuraires qu'il impose finissent par provoquer des résistances; son insolence naturelle, s'accroissant, excite l'indignation; ses richesses font naître la jalousie. La coupe est prête à déborder quand il fait de la terre et du sol

les objets de son commerce et les abaisse au rang de marchandises vénales et négociables. Il ne cultive jamais le sol lui-même, le considérant comme une propriété de rapport, sur laquelle le paysan est bien assez bon pour rester et pour supporter les exactions les plus éhontées de son nouveau maître, aussi l'antipathie qu'il provoque augmente-t-elle jusqu'à devenir une haine ouverte. Sa tyrannie et sa rapacité se font tellement insupportables que ses victimes sucées jusqu'au sang en arrivent à exercer sur lui des voies de fait. On commence à examiner de plus près cet étranger et l'on remarque chez lui des traits et des manières toujours plus répugnants, jusqu'à ce qu'enfin un abîme s'ouvre entre ses hôtes et lui...

AVEC SON ARGENT, LE JUIF ACHÈTE DES DIGNITÉS SOCIALES

E. — C'est alors que le Juif commence à montrer son véritable caractère. Il assiège les gouvernements de flatteries éhontées, ne craint pas de faire couler son argent pour se faire accorder des lettres de franchise qui lui permettent de continuer à piller ses victimes. Si parfois la colère populaire s'allume contre cette éternelle sangsue, cela ne l'empêche nullement de reparaitre quelques années plus tard dans l'endroit même qu'il avait dû abandonner et de reprendre son ancienne façon de

vivre. Il n'y a pas de persécution qui puisse lui faire perdre l'habitude d'exploiter les autres hommes, il n'y en a pas une qui arrive à le chasser pour toujours; après chacune d'elles, il reparait rapidement et il n'a pas du tout changé.

Si l'on veut au moins empêcher le pire, il faut commencer par mettre le sol à l'abri de ses mains d'usurier, en lui interdisant par la loi l'acquisition de la terre.

F. — Plus la puissance du souverain s'accroît, plus le Juif le poursuit de ses demandes. Il mendie des « lettres de franchise » et des « privilèges » que les seigneurs, toujours à court d'argent, lui accordent volontiers, moyennant finances. Aussi coûteux que soient ces privilèges, il lui faut peu d'années pour récupérer l'argent dépensé avec les intérêts et les intérêts des intérêts. Il est une véritable sangsue fixée au corps du malheureux peuple et qu'on ne peut en détacher, jusqu'au moment où les souverains eux-mêmes ont besoin d'argent; alors, de leurs augustes mains, ils lui font dégorger le sang qu'il avait sucé...

LE DERNIER DROIT DE CITÉ ENFIN ACQUIS PAR LE JUIF GRACE AU BAPTÊME

G. — En se laissant emprisonner dans les filets du Juif, les princes ont préparé leur

ruine. Ils ont lentement mais fatalement ruiné la situation qu'ils occupaient au milieu de leur peuple à mesure qu'ils cessaient de défendre les intérêts de leurs sujets pour devenir leurs exploiters. Le Juif sait avec certitude que la fin de leur règne est proche et il cherche à la hâter. Lui-même les plonge dans leurs éternels besoins d'argent, en les détournant de leur véritable occupation, en les étourdissant par les pires flatteries, en les poussant à la débauche et, par ces moyens, se rend de plus en plus indispensable...

Toute cour possède son « Juif de la Cour », voilà comment on appelle les monstres tortionnaires du bon peuple, ceux qui le mènent au désespoir, tandis qu'ils procurent aux princes des plaisirs toujours renouvelés. Peut-on s'étonner de voir ces ornements de la race humaine couverts des signes extérieurs de la distinction, élevés à la noblesse héréditaire contribuant ainsi, non seulement à ridiculiser cette institution, mais encore à la contaminer.

C'est à ce moment-là que le Juif peut vraiment profiter de sa situation pour s'élever encore.

Il ne lui reste plus qu'à se faire baptiser pour posséder tous les droits et pouvoirs dont jouissent les enfants du pays. Il conclut l'affaire, le plus souvent à la grande joie de l'Eglise, fière d'avoir gagné un nouveau fils, mais aussi à la grande joie d'Israël, ravi d'avoir si bien réussi sa filouterie.

LE JUIF N'A PLUS QU'A SE FAIRE RECONNAITRE ALLEMAND

H. — A ce moment-là, le judaïsme se transforme. Jusqu'alors il s'agissait de Juifs qui ne cherchaient pas à paraître autre chose, ce qui leur aurait été bien difficile étant donné la netteté des caractères qui les distinguaient de l'autre race...

Durant plus de mille ans le Juif a si bien étudié la langue du peuple qui lui a accordé l'hospitalité qu'il s'en est rendu maître et qu'il croit pouvoir se risquer maintenant à glisser sur son origine pour insister sur sa « qualité d'Allemand »...

La caractéristique de la race ce n'est pas la langue mais le sang, et le Juif le sait mieux que personne puisqu'il attache si peu d'importance à la conservation de sa langue et une énorme importance à la pureté de son sang. Un homme peut très facilement changer de langue, c'est-à-dire apprendre à se servir d'une autre; mais il exprimera dans sa nouvelle langue les idées anciennes; sa nature profonde ne sera pas modifiée.

Le Juif sert de preuve à cette théorie car il peut parler mille langues différentes; il n'est pourtant toujours qu'un Juif. Son caractère ethnique ne change pas, il a pu, il y a deux mille ans, parler latin à Ostie en faisant le commerce des grains mais aujourd'hui, spé-

culateur sur les farines, il parle l'allemand des youpins... C'est toujours le même Juif...

La cause qui tout d'un coup pousse le Juif à se décider à devenir un « Allemand », est fort compréhensible. Il s'aperçoit que la puissance des princes commence à branler, et il cherche alors une plate-forme sur laquelle il puisse poser ses pieds. En outre, la domination financière qu'il exerce sur toute l'économie politique est devenue si grande qu'il ne peut plus soutenir cet énorme édifice ou, qu'en tous cas, il ne pourra plus augmenter son influence s'il se possède pas tous les droits « civiques »... Telle est la raison de la sortie hors du ghetto.

*LE JUIF PARVENU ESSAYE DE
FAIRE OUBLIER SES EXACTIONS
EN SE PRÉSENTANT COMME
BIENFAITEUR DE L'HUMANITÉ*

I. — Ainsi donc du Juif de Cour sort peu à peu le « Juif citoyen ».

Naturellement le Juif reste, comme auparavant, auprès des puissants de ce monde, il cherche même avec plus d'ardeur encore à se faufiler dans leur société, mais, dans le même temps, d'autres membres de sa race font les bons apôtres auprès du bon peuple...

Le Juif commence par réparer aux yeux du peuple les torts importants qu'il lui a causés. Il se transforme. d'abord, en « bienfaiteur »

de l'humanité. Comme sa bonté de fraîche date a des motifs très intéressés, il lui est impossible d'observer le vieux précepte de la Bible qui enseigne que la main gauche doit ignorer ce que donne la main droite; il lui faut, bon gré mal gré, se résigner à faire connaître à quel point il est sensible aux souffrances du peuple et à publier tous les sacrifices qu'il s'impose personnellement pour les soulager. Modestement, cela lui est propre, il claironne ses mérites dans le monde entier d'une manière si persévérante que le monde entier commence à y croire. Quiconque s'y refuse passe pour être fort injuste à son égard. Bientôt il présente les choses sous un tel jour qu'il semble que ce soit lui qui ait toujours souffert de torts, alors que la vérité est précisément le contraire. Les gens particulièrement stupides croient ses paroles et ne peuvent s'empêcher de plaindre le pauvre « malheureux »...

Mieux encore : le Juif devient soudain libéral et commence à s'enthousiasmer pour les progrès que doit accomplir le genre humain.

*CEPENDANT IL DÉTRUIT
L'ÉCONOMIE NATIONALE SAINTE*

Peu à peu, il se donne lui-même le titre de champion des temps nouveaux. Il continue, d'autre part, à détruire toujours plus complètement les bases d'une économie politique

réellement utile au peuple. Par le biais des sociétés par actions, il s'introduit dans le circuit de la production nationale qui devient commerce de brocanteur pour lequel tout est vénal ou plutôt négociable; il dépouille de la sorte les industries des fondements sur lesquels pourrait s'édifier une propriété personnelle. C'est pourquoi, entre employeurs et employés, naît cet état d'esprit qui créera, plus tard, la division de la société en classes.

Enfin, l'influence du Juif sur le marché économique et sur la Bourse grandit d'une manière effrayante. Il possède, ou du moins il contrôle, toutes les puissances de travail de la nation.

LE JUIF CHAMPION DE LA DÉMOCRATIE PAR LA FRANC- MAÇONNERIE ET LA PRESSE

Afin de s'installer plus complètement dans l'Etat, il cherche à renverser toutes les barrières grâce auxquelles la race et l'état civil avaient d'abord entravé sa marche. Pour cela il met toute la ténacité qui lui est propre à combattre en faveur de la tolérance religieuse, et il fait de la franc-maçonnerie complètement tombée entre ses mains un excellent instrument de la lutte qui lui permet d'atteindre habilement ses fins. Les classes dirigeantes et les hautes sphères économiques

de la bourgeoisie, prises dans le filet maçonnique, deviennent sa proie inconsciente.

Mais le vrai peuple, ou plutôt la classe qui commence à s'éveiller, qui est en voie de conquérir par ses propres forces ses droits à la liberté, échappe à cette mainmise dans sa vaste profondeur. La dominer est pourtant le but capital. En effet le Juif a l'intuition qu'il ne dominera que si un « entraîneur » le précède. Il croit que cet entraîneur se trouvera dans les couches les plus étendues de la bourgeoisie. Mais les tisserands et les fabricants de gants ne se prennent pas dans le fin réseau de la franc-maçonnerie; il faut ici avoir recours à des procédés plus grossiers, mais qui seront tout aussi efficaces. A la franc-maçonnerie il ajoute alors la presse, seconde arme au service de la juiverie. Le Juif emploie toute sa ténacité et son habileté à se l'asservir. Par elle il prend dans ses serres et ses filets toute la vie publique; il la dirige et la pousse devant lui; ainsi il peut créer et diriger cette force que, sous le nom « d'opinion publique », nous avons appris à mieux connaître aujourd'hui qu'on ne le pouvait il y a quelques dizaines d'années...

Cependant il veille à la conservation de sa race plus que jamais auparavant. Il paraît déborder de « lumières », de « progrès », de « liberté », d'« humanité », mais il prend bien soin de conserver les lois très particulières de sa race. Il peut bien accrocher ses femmes à des chrétiens d'importance, mais il a pour

régle de maintenir la pureté de sa descendance mâle. Il pollue le sang des autres, mais préserve le sien de toute altération. Le Juif n'épouse presque jamais une chrétienne, tandis que le chrétien épouse une juive. Mais chez ces métis, l'élément juif l'emporte toujours. Une partie de la noblesse, en particulier, est complètement dégénérée. Le Juif ne l'ignore pas et pratique systématiquement cette méthode pour « désarmer » la classe de ceux qui devraient être les guides spirituels de la race adverse...

Sa fin dernière, à ce stade de son évolution, est la victoire de la démocratie ou ce qu'il entend par là, c'est-à-dire la suprématie du parlementarisme. Celle-ci répond le mieux à ses besoins; elle supprime les personnalités pour les remplacer par la majorité des imbéciles, des incapables et surtout des lâches. En dernier lieu, le résultat sera la chute de la monarchie, qui arrive plus ou moins vite, mais fatalement.

LE JUIF DIRIGE L'OUVRIER VERS LA LUTTE DE CLASSES

J. — Le résultat de cette énorme évolution économique est une modification des couches sociales qui constituent le peuple. Les petits métiers s'éteignant peu à peu et les travailleurs ayant de moins en moins l'occasion de

parvenir à une existence indépendante, deviennent rapidement des prolétaires.

Alors que la bourgeoisie, insouciant de cette si grave question, laisse avec indifférence les événements suivre leur cours, le Juif voit les perspectives infinies qui s'ouvrent dans l'avenir. D'un côté, il organise, jusqu'à leurs ultimes conséquences, les méthodes capitalistes d'exploitation de la race humaine, de l'autre il se rapproche des victimes de ses méthodes, de ses actes, et il devient bientôt leur chef dans le combat qu'elles mènent contre lui-même...

La bourgeoisie lui a servi de bétail contre le monde féodal, c'est l'ouvrier qu'il utilise maintenant contre le monde bourgeois. De même qu'il a intrigué autrefois en s'abritant derrière la bourgeoisie pour obtenir les droits civils, de même, aujourd'hui, pense-t-il faire du combat mené par les travailleurs, pour défendre leur existence, un chemin propice qui doit le conduire à dominer le monde.

Depuis ce moment, l'ouvrier a pour tâche de combattre pour l'avenir du peuple juif. Sans le savoir, il entre au service de la puissance qu'il croit combattre. En apparence, on le lance à l'assaut du capital; en réalité, on le fait plus commodément lutter pour ce dernier. En même temps on continue à crier contre le capital international, mais c'est l'économie nationale que l'on vise. Il faut la détruire afin que sur son cadavre la Bourse internationale établisse son triomphe.

Voici quels sont les procédés du Juif : Il se rapproche de l'ouvrier, feint hypocritement de la pitié pour son sort ou même de l'indignation pour la misère et la pauvreté qu'il reçoit en partage; il gagne ainsi la confiance de l'ouvrier. Il s'efforce d'étudier toutes les épreuves réelles ou imaginaires qui sont le lot de la vie de l'ouvrier et de faire naître chez lui un vif désir de modifier les conditions de son existence. Il y a toujours dans le cœur de l'Arjen un besoin de justice sociale qui sommeille et le Juif l'excite habilement jusqu'à ce qu'il se transforme en haine contre ceux qui profitent d'un sort plus heureux. Le combat livré contre les maux sociaux prend, grâce à lui, une apparence philosophique précise. Il jette les bases de la doctrine marxiste.

La prétendant intimement liée à de justes revendications sociales, il favorise son extension, et par contre provoque l'opposition de gens honorables qui refusent d'admettre des revendications qui leur paraissent foncièrement injustes et irréalisables sous la forme où elles leur sont présentées et avec les conséquences qu'elles entraînent.

LE JUIF, CHAMPION DE LA DOCTRINE MARXISTE

Sous le masque d'idées purement sociales se cachent des intentions véritablement diabo-

liques; on les explique même publiquement avec la plus impudente netteté. Il y a dans cette doctrine un mélange inextricable de raison et de sottise humaine, mais dosé de telle sorte que seul ce qu'elle a de fou peut être réalisé, jamais ce qu'elle a de raisonnable. Elle refuse à la personnalité et, par conséquent, à la nation et à la race que celle-ci représente, tout droit à l'existence, elle détruit donc la première base de toute la civilisation humaine, que ces facteurs conditionnent. Voilà la substance même de la philosophie marxiste, à supposer qu'on puisse donner le nom de « philosophie » à ce fruit monstrueux d'un cerveau criminel. La personnalité et la race ruinées, le plus sérieux obstacle qui s'oppose à la domination d'une race inférieure, c'est-à-dire la race juive, est supprimé.

...L'esprit de cette doctrine écarte les hommes vraiment intelligents, tandis que ceux qui ont moins l'habitude de faire travailler leurs facultés intellectuelles et qui sont peu au courant des sciences économiques s'y rallient, bannières déployées...

Voilà comment naît un mouvement de travailleurs exclusivement manuels conduit par des Juifs. En apparence, son but est de remédier au sort du travailleur; en réalité, sa raison d'être est de réduire en esclavage et par là d'anéantir tous les peuples non juifs.

COMMENT LE JUIF PREND LA TÊTE DU MOUVEMENT SYNDICAL

La campagne amorcée par la franc-maçonnerie dans les milieux dits « intellectuels », pour paralyser l'instinct de conservation national avec des doctrines pacifistes, la grande presse, toujours aux mains des Juifs, la poursuit auprès des masses et surtout de la bourgeoisie. A ces deux armes dissolvantes une troisième s'ajoute, et de beaucoup la plus redoutable : l'organisation de la violence. Le marxisme, tel une troupe d'assaut, doit achever de renverser ce que les deux premières armes ont déjà sapé pour lui faciliter la besogne...

Il n'oublie pas les buts finaux poursuivis par la lutte juive, qui ne se contente pas de vouloir conquérir économiquement le monde mais prétend aussi l'asservir politiquement, et il partage sa doctrine universelle en deux parties qui, en apparence, sont indépendantes l'une de l'autre, mais forment un tout indivisible : le mouvement politique et le mouvement syndical.

C'est par le mouvement syndical que s'opère le recrutement. Il offre aux ouvriers aide et protection dans la difficile lutte pour l'existence que la rapacité ou la courte vue de nombreux patrons les oblige à mener; il leur permet de conquérir de meilleures conditions

de vie. Si le travailleur ne veut pas confier la défense des droits que sa qualité d'homme lui donne à la vie, à l'arbitraire aveugle d'hommes parfois peu soucieux de leurs responsabilités et souvent sans entrailles, ceci en un temps où l'Etat ne s'inquiète pour ainsi dire pas de lui, il doit prendre lui-même cette défense en mains. Toutes les fois que ce qu'on appelle la bourgeoisie nationale, aveuglée par son goût de l'argent, oppose à cette lutte pour la vie la plus grande résistance, non seulement refuse de s'associer à toutes les tentatives faites pour abréger une durée de travail vraiment inhumaine, pour supprimer le travail des enfants, protéger la femme, améliorer l'hygiène dans les ateliers et les habitations, mais, les sabote en fait, le Juif, plus malin, prend en main la cause des opprimés.

Il prend peu à peu la tête du mouvement ouvrier et avec d'autant plus d'allégresse qu'il n'a pas l'intention sérieuse de réformer les injustices sociales, mais qu'il cherche uniquement à créer un corps de combattants pour les lancer, de plus en plus nombreux, dans la lutte économique, certain qu'ils lui seront aveuglément dévoués et, grâce à eux, détruire l'indépendance de l'économie nationale. Car si une politique sociale saine doit avoir deux buts, d'une part le maintien de la santé du peuple, d'autre part la défense d'une économie nationale indépendante, non seulement ces deux directives laissent le Juif parfaitement indifférent, mais le but de sa vie est d'en débar-

rasser sa route. Il ne veut pas maintenir l'indépendance de l'économie nationale, mais la supprimer. Il va donc, sans scrupule, formuler, en qualité de chef du mouvement ouvrier, des exigences qui non seulement dépassent le but, mais auxquelles il serait impossible de répondre sous peine de ruiner l'économie nationale. Il veut avoir devant lui non pas une génération d'hommes sains et forts, mais un troupeau dégénéré, prêt à supporter le joug. C'est pour cela qu'il propose les revendications les plus absurdes qu'il sait très bien impossibles à satisfaire, et qui ne changeront donc rien à l'état des choses, mais auront tout juste pour effet d'éveiller dans les masses une vague et violente irritation. Voilà ce qu'il recherche et non pas l'amélioration réelle et honnête de la situation sociale du prolétariat.

LE SYNDICAT DEVIENT UN INSTRUMENT D'ACTION POLITIQUE

Parallèlement, se développe l'organisation politique. Elle coïncide avec le mouvement syndical, car le mouvement prépare les masses à faire partie de l'organisation politique, les force même à y entrer presque à coups de fouet. De lui s'écoulent en permanence les subsides grâce auxquels l'organisation politique entretient son énorme machine. Il sert à contrôler l'activité politique des individus et joue le rôle de rabatteur pour toutes les gran-

des démonstrations politiques. Il finit par ne plus lutter pour les conquêtes économiques, mais use de son principal moyen de combat, la grève (grève de masse et grève générale) pour soutenir l'idée politique.

Grâce à la création d'une presse dont le contenu correspond au niveau intellectuel des lecteurs les moins instruits, l'organisation syndicale et politique répand un esprit de révolte qui mûrit les classes les plus basses de la nation pour les entreprises les plus téméraires. Elle ne s'est pas donné pour tâche de tirer les hommes du bourbier de leurs mauvais instincts, mais, au contraire, de flatter leurs appétits les plus vils. Cette spéculation rapporte gros, si l'on s'adresse à la masse dont la présomption est aussi grande que la paresse intellectuelle.

Voilà la presse qui dénigre, dans un esprit de calomnie et de fanatisme, tout ce que l'on peut considérer comme utile à l'indépendance nationale, à une culture élevée et à l'autonomie économique de la nation... Peu à peu la crainte de l'arme marxiste, aux mains de la juiverie, s'impose comme une vision de cauchemar à l'esprit et à l'âme des honnêtes gens.

On commence à trembler devant cet ennemi redoutable, et, en fin de compte, on devient ainsi sa victime.

LE TRIOMPHE DU JUIF

K. — L'hégémonie du Juif semble maintenant si bien assise dans l'Etat qu'il ose, non seulement recommencer à se donner ouvertement pour Juif, mais encore proclamer sans réserves ses conceptions ethniques et politiques jusque dans leurs ultimes conséquences. Une partie de sa race s'affiche publiquement comme un peuple étranger, ce qui est, du reste, un nouveau mensonge. Car en cherchant à faire croire au reste du monde, avec le sionisme, que la conscience nationale des Juifs se contenterait de la création d'un Etat palestinien, les Juifs, encore une fois, dupent avec éclat les stupides goïmes. Ils ne comptent pas du tout établir en Palestine un Etat juif dans lequel ils se fixeraient; ils veulent simplement y établir l'organisme central de cette entreprise de charlatans qu'ils nomment internationalisme universel. Elle posséderait ainsi les droits de souveraineté mais serait soustraite à l'intervention des autres Etats; elle servirait d'asile à tous les gredins démasqués et d'école supérieure aux futurs bateleurs.

Un signe sûr de leur assurance grandissante, et aussi du sentiment qu'ils ont de leur sécurité, est qu'au moment où certains Juifs singent faussement l'Allemand, le Français ou l'Anglais, d'autres, avec une franche impudence, se disent officiellement race juive...

Politiquement, le Juif se met à substituer l'idée de la dictature du prolétariat à l'idée de la démocratie...

Il travaille systématiquement à amener une double révolution : économique et politique...

Grâce aux influences internationales qu'il met en mouvement, il entoure les peuples qui résistent énergiquement à cette attaque intérieure, d'un réseau d'ennemis; il les pousse à la guerre et, s'il juge le moment venu, il plante le drapeau de la révolution sur le champ de bataille.

Economiquement, il ébranle les Etats jusqu'à ce que les entreprises sociales, devenues stériles, soient enlevées à l'Etat pour être placées sous son contrôle financier.

Politiquement, il enlève à l'Etat les moyens de subsister, sape les bases de toute résistance et défense nationale, ruine la confiance que le peuple avait mise dans le gouvernement, répand la honte sur l'histoire et sur le passé et jette dans la boue tout ce qui est grand.

Pour ce qui est de la civilisation, il souille l'art, la littérature, se moque des sentiments naturels, renverse toutes les notions de beauté et de noblesse, de dignité et de bien moral, et, en échange, entraîne les hommes dans le domaine de la vilénie qui est celui de sa nature.

Le ridicule est jeté sur la religion; la morale et les mœurs sont traitées de choses mortes et démodées, jusqu'à ce que les derniers soutiens d'un peuple dans sa lutte pour son existence en ce monde soient tombés.

LA DERNIÈRE RÉVOLUTION

Alors commence la grande et dernière révolution. En même temps que le Juif conquiert la puissance politique, il rejette les derniers voiles qui le cachaient encore. Le Juif démocrate et ami du peuple se transforme en Juif sanguinaire et tyran des peuples. Il cherche au bout de peu d'années à exterminer les représentants de l'intelligence et, en privant le peuple de ceux qui étaient naturellement leurs chefs spirituels, il le prépare à accepter le rôle d'esclave à jamais asservi.

Un exemple effroyable de cet esclavage est offert par la Russie, où le Juif a, avec un fanatisme vraiment sauvage, fait périr dans des tortures féroces ou condamné à mourir de faim près de trente millions d'hommes, afin de permettre à une bande d'écrivains juifs et de voleurs de la Bourse de dominer un grand peuple.

Mais le dénouement ne comporte pas seulement la perte de la liberté des peuples dominés par les Juifs, il comporte également la mort de ces parasites. La victime, en mourant, entraîne son vampire...

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉTAT NATIONAL-SOCIALISTE

CONCEPTION DE L'ÉTAT

*LA CONCEPTION JUDÉO-MARXISTE
ET DÉMOCRATIQUE DE L'ÉTAT
IGNORE LA RACE ET LA PERSON-
NALITÉ*

La doctrine philosophique habituellement acceptée de nos jours consiste, dans le domaine politique, à attribuer à l'Etat lui-même une force créatrice et civilisatrice. Mais il n'est pas question des conditions préalables de race : l'Etat résulterait plutôt des nécessités économiques ou, dans le cas le plus intéressant, du jeu des forces politiques. Cette conception fondamentale amène logiquement à méconnaître les forces primitives qui sont l'apport de la race, et à sous-estimer la valeur de l'individu. Quiconque nie que les races ont des aptitudes différentes à engendrer des civilisations se trompe forcément aussi quand il juge des individus. Accepter l'égalité des races entraîne à juger de la même manière les peuples et les hommes.

Le marxisme international n'est lui-même que la transformation par le juif Karl Marx d'une vague conception philosophique déjà existante, en une doctrine politique précise... La doctrine marxiste est donc, en résumé, l'essence même du système philosophique généralement admis aujourd'hui. A cause de cela déjà le monde bourgeois ne peut entamer contre lui une lutte impossible et même ridicule, car ce monde bourgeois est profondément imprégné de ces poisons et s'incline devant une conception du monde qui, en général, ne se distingue de la conception marxiste que par des nuances ou des questions de personnes. Le monde bourgeois est marxiste mais croit à la domination de certains groupes (la bourgeoisie), tandis que le marxisme lui-même a pour but avoué de mettre ce monde dans la main des Juifs.

AU CONTRAIRE, LA CONCEPTION RACISTE VOIT DANS L'ÉTAT LE MOYEN DE CONSERVER LA SUPÉRIORITÉ A LA RACE ARYENNE, DISPENSATRICE DE LA CIVILISATION

La conception raciste, au contraire, fait la différence entre les valeurs des diverses races primitives de l'humanité. En principe, elle ne voit à l'Etat qu'un but qui est le maintien de l'existence des races humaines.

Elle ne croit aucunement à leur *égalité*, mais reconnaît, au contraire, et leur diversité et leur valeur plus ou moins grande. Cette connaissance l'oblige, conformément à la volonté éternelle qui régit le monde, à favoriser la victoire du meilleur et du plus fort et à exiger la subordination des mauvais et des faibles. Elle s'incline ainsi devant le principe aristocratique de la nature et croit que cette loi régit jusqu'aux derniers représentants de l'espèce. Elle reconnaît, non seulement la différence de valeur des races, mais aussi les valeurs diverses des individus. Elle sait distinguer, dans la masse, la valeur de la personne, et elle agit ainsi en puissance organisatrice en face du marxisme destructeur. Elle croit qu'il est nécessaire de donner un idéal à l'humanité car cela lui paraît être la condition première de l'existence de cette humanité. Mais elle ne peut reconnaître une éthique quelle qu'elle soit, si celle-ci présente un danger pour la perpétuation de la race qui défend une éthique plus haute; car dans un monde métissé et envahi par une descendance de nègres, toutes les conceptions humaines de beauté et de noblesse, ainsi que toutes les espérances en un avenir idéal de notre humanité, seraient perdues pour toujours.

Indissolublement, la culture et la civilisations humaines sont, sur ce continent, liées à l'existence de l'Aryen. Lui disparu ou amoindri, les voiles sombres d'une époque de barbarie descendraient sur cette terre.



La notion fondamentale est celle-ci : *L'Etat n'est pas un but, mais un moyen. Il est bien la condition préalable de la formation d'une civilisation humaine supérieure, mais il n'en est pas la cause directe. Celle-ci se trouve exclusivement dans l'existence d'une race capable de civilisation.* La terre porterait-elle des centaines d'Etats modèles, si l'Aryen, qui est le pilier de la civilisation, venait à disparaître, il n'y aurait plus de civilisation atteignant, dans l'ordre spirituel, le degré où se sont élevés les peuples de race supérieure. On peut même aller plus loin et dire que l'existence d'Etats humains n'exclurait pas la possibilité de l'anéantissement définitif de la race humaine puisque celui qui représente la race civilisatrice entraînerait, en disparaissant, la perte des facultés intellectuelles supérieures de résistance et d'adaptation.



La condition première pour qu'une humanité supérieure puisse durer, n'est donc pas l'Etat, mais la race qui possède les facultés nécessaires pour créer la civilisation.

On doit savoir que ces qualités existent toujours et qu'il leur suffit d'être éveillées par des circonstances extérieures pour se manifester... C'est être incroyablement injuste que

de présenter les Germains, qui vivaient à une époque antérieure au christianisme, comme des hommes « dénués de civilisation », comme des barbares. Ils ne le furent jamais. Seule, la dureté du climat de leur habitat septentrional leur imposait un genre de vie qui endiguait leurs forces créatrices. S'ils étaient arrivés, (à supposer que le monde antique n'existât pas) dans les régions clémentes du Sud, et s'ils y avaient trouvé, dans le matériel humain fourni par les races inférieures, les premiers outils matériels, la possibilité de créer une civilisation qui sommeillait en eux aurait produit une floraison aussi éclatante que celle des Héliènes. Mais qu'on ne voit pas dans le fait qu'ils vivaient sous un climat septentrional la cause unique de cette force primitive génératrice de civilisation. Un Lapon transporté dans le Sud, apporterait au développement de la civilisation une contribution aussi faible que celle d'un Esquimau. Non, cette magnifique faculté de créer et de modeler est un don fait à l'Aryen, qu'elle soit en puissance en lui ou qu'il l'offre à la vie qui s'éveille, selon que des circonstances favorables l'y incitent ou qu'une nature inhospitalière l'en empêche. On peut en déduire la notion suivante :

L'Etat est un moyen de parvenir à un but. Son but est de maintenir et de favoriser le développement d'une communauté d'êtres qui, au physique et au moral, sont de la même espèce. Sa première tâche est de maintenir les

caractères essentiels de la race, condition du libre développement de toutes les facultés latentes de cette race. De ces facultés une partie sera toujours destinée à l'entretien de la vie physique et une autre partie à l'épanouissement des progrès intellectuels. Mais en fait, le premier est toujours la condition nécessaire du second.

Les Etats qui ne poursuivent pas ce but sont des organismes défectueux, des créations avortées. Le fait qu'ils existent ne change pas la loi, pas plus que les succès obtenus par une association de flibustiers ne justifient la piraterie.

*
**

Nous autres, nationaux-socialistes, nous devons faire une distinction très nette entre l'Etat, qui n'est qu'un contenant, et la race qui en est le contenu. Ce contenant n'a d'autre raison d'être que de conserver et de protéger son contenu; sinon il n'a pas de valeur.

Par suite, la fin suprême de l'Etat raciste doit être de veiller à la conservation des représentants de la race primitive, dispensateurs de la civilisation, qui font la beauté et la valeur morale d'une humanité supérieure. Nous, Aryens, nous ne pouvons voir un Etat que sous la forme d'un organisme vivant constitué par un peuple, organisme qui non seulement pourvoit à l'existence de ce peuple, mais encore, en développant ses facultés

morales et intellectuelles, lui fait atteindre le plus haut degré de liberté...

Nous autres nationaux-socialistes savons que le monde actuel dira que cette conception est révolutionnaire et que ce mot sera une injure. Mais nos opinions et nos actes ne doivent pas être commandés par le désir d'être approuvés ou désapprouvés par notre époque, mais résulter de l'obligation impérieuse de servir la vérité dont nous avons conscience...

Ce qui précède nous permet, à nous, nationaux-socialistes, de mesurer la valeur d'un Etat. Cette valeur n'est que relative si on se place au point de vue de chaque nation; elle sera absolue si l'on s'élève au point de vue de l'humanité en soi. Ou si l'on veut :

L'utilité d'un Etat ne peut être jugée par le degré de civilisation auquel il est parvenu, ou par l'importance que lui confère sa puissance dans le monde; seule, l'utilité que peut avoir cet organisme pour chaque peuple considéré, permet de le juger...

On peut donc qualifier de mauvais un Etat qui, tout en ayant atteint le degré le plus élevé de civilisation, voue à la ruine l'intégrité raciale des représentants de cette civilisation.

*
**

MISSION HUMAINE DE L'ÉTAT GERMANIQUE

Si le peuple allemand avait possédé au long de son histoire cette unité grégaire qui

a tellement servi d'autres peuples, le Reich allemand serait aujourd'hui le maître du globe. L'histoire du monde aurait pris un autre cours et personne ne pourrait dire si l'humanité ne serait pas, mise dans cette voie, parvenue au but que tant de pacifistes aveuglés espèrent atteindre aujourd'hui à l'aide de cris et de pleurnicheries : *La paix, non pas garantie par les branches d'olivier qu'agitent, la larme à l'œil, des pleureuses pacifistes, mais assurée par l'épée victorieuse d'un peuple de maîtres qui fait du monde entier le serviteur d'une civilisation supérieure...*

Parler d'une mission du peuple allemand sur cette terre, c'est dire qu'elle consiste uniquement à créer un Etat dont le but suprême serait de conserver et de défendre les plus nobles éléments de notre peuple, ceux qui sont restés purs et qui sont aussi les plus nobles éléments de l'humanité entière.

L'Etat connaît ainsi, pour la première fois, un but intérieur élevé. A côté de la consigne ridicule qui consistait à veiller au calme et au bon ordre afin que les citoyens puissent se duper les uns les autres en pleine tranquillité, la tâche qui consiste à conserver et à défendre une espèce humaine supérieure, que le Tout-Puissant a eu la bonté de donner à ce monde, apparaît comme une mission vraiment noble...

L'Etat du Reich doit comprendre tous les Allemands, et se donner pour tâche, non seu-

lement de grouper et de conserver les réserves précieuses d'éléments primitifs de sa race que ce peuple possède, mais de les conduire lentement et sûrement à une situation primordiale.

LA CONCEPTION RACISTE DE L'ÉTAT COMPORTE L'EXISTENCE DU CHEF ET DE L'ÉLITE

Une doctrine qui, repoussant l'idée démocratique de la masse, vise à donner cette terre au peuple le meilleur, c'est-à-dire aux individus supérieurs, doit logiquement adopter le même principe aristocratique au sein de ce peuple et conserver aux meilleures têtes le commandement et l'influence. Elle ne construit pas sur l'idée de majorité, mais elle se fonde sur la personnalité.



Ce n'est pas la masse qui crée, ni la majorité qui ordonne ou réfléchit, c'est toujours et partout l'individu isolé.

L'organisation d'une communauté d'hommes est bienfaisante lorsqu'elle facilite au maximum le travail de ces forces créatrices et qu'elle les utilise pour le mieux des intérêts de la communauté.

La condition la plus précieuse d'une invention, qu'elle soit matérielle ou spirituelle, c'est

en premier lieu la personne de l'inventeur. Le premier et le plus grand devoir dans l'organisation d'une communauté est de savoir l'utiliser pour le profit de tous.

**

Celui qui veut être le chef porte, avec l'autorité suprême, le lourd fardeau d'une responsabilité suprême. Celui qui n'est pas capable de faire face aux conséquences de ses actes, ou qui n'en a pas le courage ne peut faire un chef : seul un héros peut assumer cette fonction.

Le progrès et la civilisation de l'humanité ne sont pas produits par la majorité mais sont uniquement fondés sur le génie et l'activité de la personnalité.

Pour rendre à notre peuple sa grandeur et sa puissance, il faut d'abord exalter la personnalité du chef et lui rendre tous ses droits.

De ce fait, le mouvement est antiparlementaire; s'il s'occupe d'une institution parlementaire, ce sera pour s'y attaquer afin de faire disparaître un rouage politique dans lequel nous devons voir l'un des signes les plus nets de la décadence de l'humanité.

**

CONSEILS ET CHEFS RESPONSABLES

L'Etat raciste, de la commune au gouvernement du Reich, ne possédera aucun corps

représentatif qui décide la moindre chose par voie de majorité, mais seulement des corps consultatifs qui se trouveront auprès du chef en permanence, et à qui celui-ci distribuera leur tâche. Ils pourront parfois, si besoin est, et dans certains domaines, prendre des responsabilités complètes, comme l'ont toujours fait les chefs ou présidents des corporations.

L'Etat raciste ne peut admettre que l'on demande conseil ou décision sur des problèmes spéciaux — les questions économiques par exemple — à des gens qui, par leur éducation et leur genre d'activité, sont complètement incompetents. Par conséquent, il divisera ses corps représentatifs en *chambres politiques* et *chambres corporatives*.

Pour qu'elles coopèrent avec profit, on placera toujours au-dessus d'elles un corps choisi : le Sénat.

Pas plus les Chambres que le Sénat n'auront jamais à prononcer un vote quelconque. Ils sont organismes de travail, non machines à voter. Chacun de leurs membres possède une voix consultative mais aucun droit de décision. Le président possède exclusivement ce droit de décision et il en garde la responsabilité.

Le principe qui associe sans réserve la responsabilité absolue avec l'autorité absolue déterminera peu à peu une élite de chefs (telle qu'on ne peut guère la concevoir aujourd'hui) à notre époque d'irresponsabilité parlementaire.

FONDEMENTS HISTORIQUES DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

L'autorité de l'Etat n'a pas pour fondement les bavardages dans les Parlements ou les Landtag, ni les lois qui protègent l'Etat, ni les jugements de tribunaux rendus pour terroriser ceux qui nient cette autorité avec effronterie; elle repose sur la confiance générale qui doit et peut être accordée à ceux qui dirigent et administrent une collectivité. Mais cette confiance n'est, encore une fois, que le résultat d'une conviction profonde et inébranlable dans le désintéressement, l'honnêteté du gouvernement et de l'administration du pays; elle a sa source enfin dans l'accord de tous sur le sens attribué à la loi et dans l'accord sur les principes moraux respectés par la nation entière.

**

La popularité est toujours le premier fondement de l'autorité. Pourtant une autorité qui ne repose que sur elle est encore extrêmement précaire; sa sécurité et sa stabilité sont incertaines. Aussi tous ceux qui tiennent leur autorité de la popularité seule, doivent-ils s'efforcer d'en élargir la base et pour cela d'organiser fortement le pouvoir.

C'est donc dans le pouvoir, dans la puissance, que nous découvrons le deuxième fondement de toute autorité.

Celui-ci est déjà beaucoup plus stable et plus sûr que le premier, mais il n'est aucunement plus robuste.

Si la popularité et la force s'unissent, si elles peuvent maintenir cette union pendant un certain temps, elles forment alors, sur des bases encore plus sûres, une nouvelle autorité, celle de la tradition.

Si enfin popularité, force et tradition s'unissent, l'autorité qu'elles supportent peut être considérée comme inébranlable.

*
* *

LES HABITANTS DE L'ÉTAT RACISTE : CITOYEN, RESSORTIS- SANT, ÉTRANGER

L'Etat raciste divise ses habitants en trois classes : citoyens, sujets de l'Etat (ou encore ressortissants) et étrangers.

En principe, la naissance ne confère que la *qualité de ressortissant*. Cette qualité seule ne donne pas le droit d'exercer une fonction publique, ni de participer à l'activité politique, aux élections par exemple. A chaque ressortissant, il importe essentiellement d'établir exactement sa race et sa nationalité. Il peut, à tout instant, renoncer à sa qualité de ressortissant et devenir citoyen dans le pays dont les habitants sont de même nationalité que lui. La seule distinction entre un *étranger*

et un ressortissant vient de ce que le premier est le sujet d'un autre Etat.

Le jeune ressortissant de nationalité allemande est soumis à toutes les disciplines d'éducation et d'instruction scolaire imposées à un Allemand. Il reçoit ainsi l'éducation qui fera de lui un membre de la communauté, conscient de sa race et imprégné d'esprit national. Il devra ensuite remplir toutes les autres prescriptions de l'Etat concernant les exercices physiques et, finalement, il sera incorporé à l'armée. L'éducation donnée par l'armée est une éducation d'ordre général. Elle doit être donnée à tous les Allemands et exercer chacun à occuper, comme il convient, le poste de l'armée pour lequel ses aptitudes physiques et intellectuelles pourront le désigner.

Le titre de citoyen, accompagné de tous les droits qui s'y rattachent, sera accordé avec la plus grande solennité au jeune homme de bonne santé et de bonne réputation lorsqu'il aura accompli son service militaire.

Le diplôme qu'il recevra alors sera le document le plus important de toute son existence. Grâce à lui, il pourra exercer tous les droits du citoyen et jouir de tous les privilèges attachés à ce titre. Car l'Etat doit établir une profonde différence entre les citoyens qui soutiennent et défendent son existence et sa grandeur, et ceux qui se sont établis entre ses frontières pour y jouer un rôle vague « d'utilités ».

En recevant le *diplôme de citoyen*, le nou-

veau citoyen prêtera un serment solennel de fidélité à la communauté et à l'Etat. Ce diplôme forme le lien qui unit tous les membres de la communauté; il détruit le fossé qui sépare les différentes classes sociales. *Un balayeur des rues doit se sentir plus fier d'être citoyen de ce Reich que roi d'un Etat étranger.*

Les droits du citoyen sont supérieurs à ceux de l'étranger. Il est le maître et seigneur du Reich. Mais occuper un rang supérieur impose aussi des devoirs. L'homme dépourvu d'honneur ou de caractère, le criminel de droit commun, le traître à son pays, etc... peuvent à tout instant, être dépouillés de cette dignité. Ils déchoient alors au rang de ressortissants.

La jeune Allemande est « ressortissant » et ne prend le titre de « citoyenne » qu'en se mariant. Cependant le droit de cité peut aussi lui être accordé si elle est Allemande et gagne sa vie par son travail.

II

PROTECTION DE LA RACE

LES PÉCHÉS CONTRE LE SANG :
LE MÉTISSAGE

Il est dans l'habitude de la nature de prendre soin de corriger l'effet des mélanges qui altèrent la pureté des races humaines. Elle ne favorise pas les métis. Les premiers fruits de ces croisements sont durement frappés, parfois jusqu'à la troisième, quatrième et cinquième génération. Ce qui constituait la valeur de l'élément primitif supérieur leur est refusé; en outre, le manque d'unité de leur sang a pour conséquence le désaccord des volontés et des énergies vitales. Alors que dans les moments critiques l'homme de race pure prend des décisions raisonnables et cohérentes, le sang-mêlé s'affole ou il s'en tient à des demi-mesures. La conséquence est que l'homme de race pure n'a pas de mal à dominer le sang-mêlé et que, en pratique, ce

dernier, fatalement, doit disparaître plus vite.

Dans des cas où la race résiste victorieusement, le métis succombe; on pourrait donner de cela d'innombrables exemples. Et voilà ce qui nous fait constater les corrections apportées par la nature aux mélanges des races. Souvent, il lui arrive même d'aller encore plus loin : elle limite la reproduction, elle frappe de stérilité les croisements multipliés, les faisait ainsi disparaître...

On peut donc énoncer le principe suivant :

Tout croisement de race amène fatalement, tôt ou tard, la disparition des hybrides qu'il a créés, aussi longtemps qu'ils se trouvent en présence de l'élément supérieur ayant participé au croisement et qui a conservé l'unité que seul donne un sang pur.

LES PÉCHÉS CONTRE LE SANG :
LA SYPHILIS

...La question se pose de savoir précisément quel peuple, de lui-même, le premier et le seul, maîtrisera cette peste, et quelles nations en mourront...

En effet, puisque cette question concerne en premier lieu la jeunesse, elle se rapporte à ceux dont il est dit, avec une affreuse exactitude, que les péchés de leurs pères se vengent sur eux jusqu'à la dixième génération, vérité

dont la portée s'arrête à ces attentats contre le sang et contre la race.

Le péché contre le sang et la race est le péché originel de ce monde et signe la fin d'une humanité qui s'y livre...

COMMENT LA COMBATTRE : CAMPAGNE MORALE

Des obligations véritablement effrayantes et dures à supporter ne peuvent devenir pleinement efficaces que si, après avoir contraint chacun, on le conduit, en plus, à reconnaître comme nécessaires les mesures prises : mais ceci demande à être puissamment mis en lumière, toutes les autres questions du jour susceptibles de détourner l'attention ayant été supprimées. Dans tous les cas où il faut venir à bout d'exigences ou de tâches en apparence irréalisables, toute l'attention d'un peuple doit être fixée et unie sur une même question, comme si, de la réponse à cette dernière, dépendaient effectivement la vie ou la mort. A ce prix seulement on donnera à un peuple la volonté et la possibilité des grandes actions et des grands efforts...

C'est ainsi qu'avec l'aide de tous les moyens de la propagande, la lutte contre la syphilis aurait dû être présentée comme LE devoir de la nation et non comme un devoir. Mais pour cela, on aurait dû, de toutes les manières et en le développant aussi longuement qu'il l'aurait

fallu, enfoncer dans le crâne des hommes que les ravages de la syphilis constituent le malheur le plus affreux, jusqu'à ce que la nation tout entière ait atteint cette conviction inébranlable : à la solution de ce problème tout est rattaché, l'avenir ou la ruine. C'est seulement après une préparation pareille, plusieurs années s'il le faut, que l'attention, et avec elle la décision d'un peuple entier peut être suffisamment éveillée pour que l'on puisse alors avoir recours à de très pénibles mesures, imposant de grands sacrifices. Cela permet d'éviter que la bonne volonté de la masse du peuple ne vous suive plus et vous abandonne brusquement.

Pour exterminer cette peste, il faut, en effet, consentir à des sacrifices extraordinaires et à des travaux considérables.

Il faut lutter contre la prostitution, contre des préjugés, des vieilles habitudes, des théories qui ont cours jusqu'alors, des opinions courantes et, en lui rendant toute son importance, contre la pruderie de certains milieux.

MARIAGE PRÉCOCE

La première chose à faire pour entreprendre ce combat sur la base d'un droit — ne fût-ce qu'un droit moral — est de s'efforcer de rendre possible le mariage entre les jeunes des générations à venir.

Si l'on se croit encore obligé de maintenir une organisation qui — que l'on prenne la question par n'importe quel bout — reste une honte pour l'humanité, qui, avec son habituelle modestie, se plaît à se croire faite à l'image de Dieu, c'est à cause des mariages tardifs.

La prostitution est un affront à l'humanité; mais des conférences morales, une pieuse bonne volonté, etc. ne la supprimeront pas; sa limitation et son écrasement définitif imposent l'élimination d'un certain nombre de conditions préalables. Mais la première de toutes sera de créer la possibilité d'un mariage précoce qui satisfasse le besoin de la nature humaine, celui de l'homme en particulier, car, à cet égard, le rôle de la femme est passif.

Jusqu'où peuvent aller les divagations des gens, à quel point nombre d'entre eux sont déjà dépourvus de raison, il suffit, pour le croire, d'entendre fréquemment des mères de la « meilleure » société, comme l'on dit, affirmer qu'elles vous seraient reconnaissantes de trouver pour leur fille un homme qui aurait « déjà jeté sa gourme »...

**

STÉRILISATION

Ce n'est qu'après avoir transformé l'éducation que le combat contre l'épidémie elle-

même pourra être mené avec quelque chance de succès. Mais là encore, on ne saurait parler de demi-mesures : on sera encore obligé d'arriver à prendre des décisions graves et définitives. C'est une faiblesse que de laisser à des malades incurables la possibilité chronique de contaminer leurs semblables, encore bien portants. C'est faire preuve d'un sentiment humanitaire d'après lequel on laisserait mourir cent hommes plutôt que de faire du mal à un individu.

Rendre impossible à des êtres avariés de reproduire des descendants avariés, c'est se conduire selon la plus lumineuse raison; c'est l'acte le plus humanitaire que l'on puisse accomplir en faveur de l'humanité, s'il est fait avec méthode.

Cet acte épargne des souffrances imméritées à des millions de malheureux, et il est l'acheminement vers une guérison progressive.

Se décider à aller dans cette direction c'est endiguer l'extension progressive des maladies vénériennes. Car, dans ce cas, l'on arrivera, s'il le faut, à l'impitoyable isolement des incurables, mesure cruelle pour celui qu'elle aura le malheur d'atteindre, mais bénédiction pour les vivants et leur descendance.

**

On peut acheter dans toutes les pharmacies et même aux colporteurs des produits permettant aux parents les plus sains de ne pas avoir

d'enfant. Dans l'Etat qui, actuellement¹, fait respecter le calme et l'ordre, du moins dans l'esprit de ses défenseurs, les braves nationaux-bourgeois, il serait criminel de retirer le pouvoir de se reproduire aux syphilitiques, tuberculeux, aux êtres atteints de tares héréditaires ou infirmes, ou dégénérés; par contre, enlever à des millions d'êtres parmi les plus sains le pouvoir de procréer n'est pas considéré comme un acte répréhensible et ne contrarie pas les bonnes mœurs de cette société hypocrite, mais encourage même sa myopie et sa paresse intellectuelle. Ainsi, elle n'a pas à se torturer le cerveau pour découvrir le moyen de faire vivre et de conserver les individus qui sont la santé de notre peuple et qui donneront naissance à la génération à venir.

*
**

*LA LIMITATION DES NAISSANCES
CONDUIT A SAUVER A TOUT PRIX
LES MALINGRES*

La nature elle-même veille à ce que, pendant les ères de disette, pendant les saisons inclementes, ou dans les pays à terrains infertiles, l'augmentation des naissances soit limitée pour certains peuples ou certaines races. Du reste, avec une sagesse aussi profonde que décisive, elle ne fait pas obstacle à la faculté procréatrice elle-même : mais elle s'oppose à l'existence de l'individu procréé; elle le sou-

1. En 1924.

met à des épreuves, à des privations si pénibles que tout ce qui n'est pas assez fort, assez sain, est obligé de retourner au néant. Toutefois, ceux à qui elle permet de survivre sont d'une vigueur à toute épreuve et aptes à engendrer à leur tour, de sorte que la même sélection initiale puisse se renouveler. La nature, en agissant ainsi avec brutalité à l'égard de l'individu, et en le rappelant immédiatement à elle s'il n'est pas capable d'affronter les tempêtes de l'existence, maintient la force de la race et de l'espèce et réalise les objectifs les plus élevés.

De la sorte, quand le nombre diminue, l'individu est plus fort, donc en dernier lieu l'espèce. Il en va différemment lorsque c'est l'homme qui veut limiter sa descendance. Il ne peut songer à rivaliser avec la nature, *il est homme*. Il s'y entendrait mieux qu'elle, cette reine inflexible de sagesse! Ce n'est pas au développement de l'individu procréé qu'il s'oppose, mais à la reproduction elle-même : il ne voit que sa personne, jamais la race, et cela lui paraît plus humain et plus juste que la méthode opposée! Malheureusement, les conséquences aussi sont différentes : tandis que la nature, en laissant aux hommes la liberté de procréer, soumet leur progéniture à une très rude épreuve, — et choisit, parmi les individus trop nombreux, les meilleurs pour les laisser vivre, les gardant seuls et les chargeant de continuer l'espèce, — l'homme limite la procréation, mais s'acharne à conser-

ver à tout prix un être lorsqu'il est né. Cette retouche à la volonté de Dieu lui apparaît aussi sage qu'humaine, et il se flatte d'avoir sur ce point-là aussi vaincu la nature, et d'en avoir montré ainsi l'insuffisance. Le nombre est évidemment limité, mais en même temps la valeur de l'individu est diminuée : cher petit singe du Père Eternel, tu ne t'en apercevras pas volontiers !

En effet, dès que la faculté procréatrice se trouve limitée, et que le chiffre des naissances diminue, à la place de la lutte pour la vie, qui ne laisse survivre que les plus forts et les mieux portants, s'instaure tout naturellement cette manie de sauver à tout prix les plus chétifs, les plus débiles, souche d'une descendance de plus en plus piteuse, aussi longtemps que la volonté de la nature sera bafouée de la sorte. La conclusion, c'est qu'il arrivera un jour où l'existence sur cette terre sera ravie à tel peuple ; car l'homme ne peut pas braver longtemps la loi éternelle de la continuation de l'espèce, et la revanche vient tôt ou tard. Une race forte chassera les races faibles, car, en fin de compte, l'élan vital brisera les entraves grotesques d'une humanité qui se prétend individualiste, pour faire place à une humanité plus conforme à la nature qui détruit les faibles pour leur substituer les forts.

Celui qui voudrait assurer l'existence du peuple allemand en limitant volontairement l'accroissement de sa population détruirait par là-même tout son avenir.

✱
✱

L'ÉTAT RACISTE ET L'HYGIÈNE DE LA RACE

L'Etat raciste devra réparer les dommages causés par la négligence qui règne aujourd'hui de ce côté. Il devra mettre la race au centre de la vie de la communauté ; veiller à lui conserver sa pureté ; proclamer que l'enfant est le bien le plus précieux d'un peuple. Il devra prendre garde à ce que seul l'individu sain engendre des enfants ; il déclarera qu'il n'y a qu'un acte qui soit honteux, celui de mettre au monde des enfants alors qu'on est débile ou taré et que l'on ne peut s'honorer davantage qu'en y renonçant. Par contre, il enseignera que refuser de donner à la nation des enfants robustes constitue une faute. L'Etat a le devoir d'intervenir, car il a la charge d'un avenir s'étendant sur des milliers d'années au prix duquel les désirs et l'égoïsme de l'individu sont absolument négligeables et devant lequel ceux-ci doivent s'incliner ; il doit faire appel à la médecine la plus moderne pour s'informer exactement ; il doit déclarer que tout individu notoirement malade ou atteint de tares héréditaires, par conséquent transmissibles à ses descendants, n'a pas le droit de se reproduire ; il doit lui enlever la possibilité matérielle. Au contraire, il veillera à ce que la fécondité de la femme saine ne soit pas limi-

tée par l'immonde politique financière à cause de laquelle ce don du ciel qu'est une nombreuse descendance devient une malédiction pour les parents. Il doit supprimer cette paresse indifférente, criminelle même, qui empêche aujourd'hui de donner aux familles prolifiques des conditions sociales qui leur permettent de vivre, et se sentir le protecteur suprême de ce bien sans égal pour un peuple. Il doit son attention à l'enfant plus qu'à l'adulte.

Quiconque n'est pas sain, physiquement et moralement, et est par conséquent une nullité au point de vue social, ne doit pas perpétuer ses maux dans le corps de ses enfants. La tâche éducatrice de l'Etat raciste est énorme. Mais, plus tard, cette tâche paraîtra plus grande que les guerres victorieuses de notre époque bourgeoise. Par l'éducation, l'Etat doit persuader à l'individu que ce n'est pas une honte, mais un malheur digne de pitié que d'être maladif et débile, mais que, par contre celui qui déshonore ce malheur par son égoïsme, en le faisant retomber sur un être innocent, commet un crime; que, inversement, on manifestera un état d'esprit vraiment noble et les sentiments humains les plus admirables, si, atteint d'une maladie dont on n'est pas responsable, on renonce à avoir des enfants et on fait bénéficier de son affection un jeune enfant pauvre de sa race, plein de santé, qui sera un jour un membre robuste d'une communauté pleine de force. En accom-

plissant cette tâche d'éducateur, l'Etat prolonge, dans le domaine moral, son activité pratique. Peu lui importe qu'il soit compris ou non, approuvé ou critiqué, pour agir suivant ces directives.

*
**

Bien sûr, le misérable troupeau de petits bourgeois d'aujourd'hui ne comprendra jamais cela. Ils riront ou hausseront leurs épaules mal faites, et ils pousseront un soupir en répétant l'excuse qui leur sert toujours : « En principe, c'est très beau, mais c'est impossible ! » Avec eux, c'est impossible, en effet; leur monde n'est pas fait pour cela. Ils ont un seul souci : leur propre vie et un seul Dieu, leur argent ! Aussi n'est-ce pas à eux que nous nous adressons, c'est à la grande armée de ceux qui sont trop pauvres pour faire de leur propre vie le plus grand bonheur qu'il y ait au monde, à ceux qui ne voient pas dans l'or le grand-maître de leur existence, mais qui ont foi en d'autres dieux. C'est avant tout à la puissante armée de notre jeunesse allemande que nous nous adressons. Elle se lève à une époque qui est un grand tournant de l'histoire, et la paresse et l'indifférence de leurs pères la jettent au combat. Ou les jeunes Allemands seront un jour les constructeurs d'un nouvel état raciste, ou ils assisteront comme derniers témoins à l'écroulement total, à la mort du monde bourgeois.

III

ÉDUCATION

*CRITIQUE DE L'ÉDUCATION
D'AVANT GUERRE :
LE LIBÉRALISME BOURGEOIS
N'A POURSUIVI QUE LE DÉVE-
LOPPEMENT INTELLECTUEL DES
INDIVIDUS*

Avant la guerre, l'éducation allemande était viciée par une quantité incroyable de faiblesses. Elle limitait étroitement et rigoureusement sa tâche à donner un « savoir » pur et ne cherchait guère à apprendre ce que c'était que « pouvoir ».

On donnait encore beaucoup moins de valeur à la formation du caractère de l'individu — dans la mesure où il est possible de le former — très peu au développement du goût des responsabilités et point du tout à l'éducation de la volonté et de la force de décision. Les fruits de cette méthode, ce furent les érudits que nous passions pour être, nous autres Allemands, et qui étions également es-

timés en cette qualité. On aimait l'Allemand, on le trouvait très utilisable, mais on l'estimait peu, à cause, justement, de la faiblesse de son caractère. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, plus que les représentants de la plupart des autres peuples, l'Allemand perdît sa nationalité et sa patrie...



L'éducation et l'instruction doivent renier toute une série de fautes que l'on ne cherche guère à se corriger à présent¹. Il faut tout d'abord dans l'éducation actuelle faire un compromis entre l'enseignement intellectuel et le développement du corps. Ce qui porte aujourd'hui le nom de Lycée est un défi à son modèle antique. Dans notre éducation, nous avons peu à peu complètement oublié qu'un esprit sain ne peut vivre que dans un corps sain.

Quelques exceptions mises à part, c'est surtout en considérant la grande masse du peuple que cette formule prend son entière valeur.

*PREMIÈRE CONSÉQUENCE :
L'INTELLIGENCE PERD SA VIGUEUR*

Dans l'Allemagne d'avant guerre, il fut une époque où tous avaient complètement oublié cette vérité. On se bornait à accuser le corps

1. En 1924.

de tous les péchés, et l'on pensait que donner une instruction unilatérale à l'esprit était une garantie sûre pour la nation. C'était là une erreur que l'on dut expier plus tôt qu'on ne le pensait. Ce n'est pas par hasard que la vague bolcheviste a trouvé un terrain plus propice que partout ailleurs dans une population affaiblie par la faim ou par une longue période de sous-alimentation : au centre de l'Allemagne, en Saxe ou dans le bassin de la Ruhr. Dans tous ces territoires, ce que l'on nomme l'intelligence n'offre presque plus de résistance sérieuse à cette maladie de Juifs, et ceci pour la seule raison que l'intelligence elle-même est complètement dépravée, moins encore par la détresse matérielle que par l'éducation. La formation intellectuelle de nos classes supérieures les rend incapables — en une époque où la décision appartient non à l'esprit, mais au poing — de se maintenir et encore moins de progresser. C'est souvent dans les infirmités du corps qu'il faut chercher la première cause de la lâcheté individuelle.

*DEUXIÈME CONSÉQUENCE :
LE JEUNE HOMME NE RÉSISTE PAS
À LA CORRUPTION MORALE*

Mais l'exagération d'un enseignement purement intellectuel et l'abandon de l'éducation physique provoquent, chez des individus trop jeunes, des manifestations sexuelles. Le

jeune homme que le sport et la gymnastique ont rendu aussi dur que le fer subit moins que l'individu sédentaire, bourré strictement de nourriture intellectuelle, le besoin de satisfactions sensuelles. Une éducation raisonnable doit tenir compte de cette différence : elle ne doit pas oublier que les satisfactions qu'un jeune homme sain attendra de la femme ne ressembleront pas à celles qu'attendra un jeune homme chétif et prématurément corrompu. Toute l'éducation doit donc s'employer à remplir tous les moments de liberté du jeune homme, à fortifier son corps de la manière la plus utile.

Il n'a pas le droit, durant ses années de jeunesse, de paresser, d'infester de sa présence les rues et les cinémas; sa journée de travail terminée, il doit cimenter son corps d'adolescent, l'endurcir afin que la vie, un jour ou l'autre, ne le trouve pas trop amolli. Les éducateurs de la jeunesse ont pour mission de préparer ce travail, de l'exécuter, de le diriger. Leur rôle ne s'arrête pas à insuffler de la sagesse. Ils doivent anéantir cette idée qu'il appartient seulement à chacun de s'occuper de son propre corps : car nul n'est libre de pécher contre sa descendance, et par suite contre la race.

En même temps qu'on éduque le corps, il faut mener le combat contre l'empoisonnement de l'âme : toute notre vie extérieure paraît avoir pour demeure une serre où fleurissent les manifestations et les excitations sexuelles.

Regardez donc le « menu » que nous offrent nos cinémas et divers établissements ou théâtres : trouve-t-on là une alimentation spirituelle, convenable à la jeunesse surtout ? Non, c'est indéniable. Aux étalages, sur les colonnes de publicité on travaille par les moyens les plus bas à attirer l'attention du public. Qui-conque a conservé la faculté de réfléchir n'a pas de mal à comprendre que de telles pratiques doivent causer le plus grand mal. Cette atmosphère molle et sensuelle provoque des manifestations, des excitations, à un âge où un jeune garçon ne devrait pas encore comprendre. On peut constater, et ce n'est pas réjouissant, le résultat de ce genre d'éducation sur la jeunesse d'aujourd'hui.



L'ÉDUCATION DANS L'ÉTAT
RACISTE : NÉCESSITÉ D'UN
DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX
CHEZ L'ENFANT : LE CARACTÈ-
RE, L'INTELLIGENCE, LA FORCE
PHYSIQUE

L'Etat raciste ne croira pas que sa tâche d'éducateur consiste seulement à faire entrer la science dans les cerveaux à coups de pompe; il cherchera à obtenir par des soins appropriés des corps profondément sains. La culture des facultés intellectuelles ne viendra qu'en second lieu. Et, même dans ce domaine,

le but primordial sera la formation du caractère, et, en particulier, le développement de la volonté et de l'esprit de décision; en même temps on habituera les jeunes gens à prendre joyeusement la responsabilité de leurs actes. L'instruction elle-même ne viendra qu'en dernier lieu.

L'Etat raciste doit avoir pour principe qu'un homme dont la culture scientifique est rudimentaire, mais dont le corps est sain, le caractère sérieux et ferme, aimant la décision et ayant une volonté, est un membre plus utile à la communauté nationale qu'un infirme, même pourvu des plus grands dons intellectuels.

Une nation de savants physiquement dégénérés, de volonté faible et enseignant un pacifisme lâche ne pourra jamais conquérir le ciel; elle sera même incapable d'assurer son existence en ce monde. Dans le dur combat fixé par le destin il est rare que le moins savant succombe. Le vaincu sera celui qui ne sait pas retirer de ses connaissances une décision virile, qui reste pitoyablement incapable de l'accomplir.

Enfin il faut qu'une certaine harmonie règne entre le physique et le moral. Le rayonnement de l'esprit n'embellit pas le moins du monde un corps corrompu et il serait même injuste de donner une culture intellectuelle complète à des hommes rabougris ou estropiés, dont le manque d'énergie et de caractère ferait des indécis et des lâches. Ce qui donne à l'idéal de beauté conçu par les Grecs son

immortalité, c'est la merveilleuse alliance de la beauté la plus magnifique avec l'éclat de l'esprit et la noblesse de l'âme.

*
**

DES EXERCICES PHYSIQUES

Dans un Etat raciste, l'école consacrera un temps beaucoup plus grand à l'exercice physique. Il n'est pas bon de surcharger les jeunes cerveaux de connaissances inutiles; nous constatons qu'ils n'en conservent que des fragments, et, de plus, que ce qu'ils gardent n'est pas l'essentiel, mais des détails secondaires et inutilisables; un jeune enfant est, en effet, incapable de faire un choix intelligent parmi les matières dont on l'a gavé. Consacrer à la gymnastique, ainsi qu'on le fait de nos jours, deux courtes heures du programme hebdomadaire des écoles secondaires et, en outre, admettre que la présence des élèves soit facultative, c'est commettre une grave erreur, même si l'on ne considère que la formation intellectuelle. Il ne devrait pas se passer de jour que le jeune homme ne fasse, au moins un heure, chaque matin et chaque soir, des exercices variés.

*
**

...Avant tout, le jeune garçon au corps sain doit apprendre à supporter les coups. Ce prin-

cipe, naturellement, semblera celui d'un sauvage à nos défenseurs de l'esprit. Mais le rôle de l'Etat raciste n'est pas, précisément, de faire l'éducation d'une colonie d'esthètes pacifistes et de dégénérés. L'image qu'il se fait de l'homme idéal n'est pas celle de l'honorable petit bourgeois ou de la vieille fille vertueuse; il conçoit des hommes doués d'une énergie virile et orgueilleuse et des femmes capables de donner la vie à de véritables hommes.

*
**

L'éducation physique pourra être, dans ses lignes générales, une préparation au service militaire. L'armée ne sera plus obligée alors d'apprendre au jeune homme, comme autrefois, le rudiment de la manœuvre; elle ne recevra pas de recrues au sens actuel du mot, elle n'aura plus qu'à transformer en soldat un jeune homme ayant déjà reçu une préparation physique complète.

Dans l'Etat raciste, l'armée n'aura plus à apprendre à l'individu à marcher et à se tenir au port d'armes; elle jouera le rôle d'une école supérieure d'éducation patriotique. Le jeune soldat recevra au régiment l'instruction militaire nécessaire, mais, en même temps, on continuera à le préparer à savoir tenir son rôle dans la vie. Le but principal doit cependant rester ce qu'il était déjà dans l'ancienne armée et ce qui faisait la plus grande valeur de cette armée : faire du jeune garçon un homme

en ne lui apprenant pas seulement à obéir, mais en le préparant à commander un jour. Il apprendra, non seulement à se taire lorsqu'il reçoit un blâme *justifié* mais encore à supporter l'*injustice* en silence...

L'Etat raciste dirigera l'éducation des filles avec les mêmes principes que celle des garçons. Il faudra, là aussi, donner la première place à l'éducation physique; la formation du caractère viendra ensuite et en dernier lieu enfin, le développement intellectuel. On ne doit jamais oublier que le *but* de l'éducation de la femme doit être de préparer à son rôle la mère future.



APPRENTISSAGE DE LA DISCRÉTION

Loyauté, abnégation, discrétion, sont des vertus absolument *nécessaires* pour un grand peuple; les développer jusqu'à les porter à leur point de perfection, grâce à l'éducation donnée à l'école, est d'une importance plus grande que bien des matières qui, actuellement, remplissent nos programmes. Faire perdre aux enfants l'habitude de pousser des gémissements larmoyants et des hurlements de douleur est aussi un des points de ce programme d'éducation. Quand les éducateurs oublient qu'ils doivent donner à l'enfant, dès sa prime jeunesse, l'habitude de supporter silencieusement souffrances et injustices, comment s'étonner si, plus tard, aux moments cri-

tiques (au front, par exemple), le service de la poste sert uniquement à transmettre des lamentations et des pleurnicheries de part et d'autre. Si les écoles primaires avaient entassé dans le cerveau de notre jeunesse un peu moins de science, mais y avaient, par contre, mis plus de maîtrise de soi-même, nous en aurions reçu large récompense de 1915 à 1918.

Pour faire son devoir d'éducateur, l'Etat raciste doit donc attacher la plus grande importance à former les caractères en même temps que les corps. Par une éducation de ce genre, on pourra ainsi, sinon détruire, du moins beaucoup atténuer de nombreux défauts qui sont aujourd'hui ceux de notre peuple.



DÉVELOPPER L'ESPRIT DE DÉCISION

Dans l'armée, on avait autrefois pour principe qu'il vaut toujours mieux donner un ordre quelconque que ne donner aucun ordre : il faut faire comprendre aux jeunes gens qu'une réponse quelconque vaut toujours mieux que l'absence de réponse. Il y a plus de honte à craindre de donner une réponse fausse qu'à se tromper dans la réponse. Il faut s'appuyer sur ce principe pour habituer les jeunes gens à avoir le courage de leurs actions.

**

PRINCIPES POUR L'INSTRUCTION

L'Etat raciste n'aura qu'à modifier légèrement l'instruction donnée par l'école, instruction qui représente tout ce que l'Etat fait actuellement pour l'éducation du peuple.

D'abord, on ne doit pas surcharger le cerveau de jeunes gens de connaissances qui leur sont inutiles dans la proportion de quatre-vingt-quinze pour cent et que, par suite, ils s'empressent d'oublier.

Les programmes des écoles primaires et secondaires sont actuellement, en particulier, un ramassis ridicule; la plupart du temps, l'abondance des matières enseignées est telle que le cerveau des élèves n'en peut retenir que des parcelles, et que seule une faible partie de cette masse de connaissances atteint peut-être son but; et, en outre, elles ne sont pas suffisantes pour celui qui exerce une profession déterminée et est obligé de gagner son pain. Interrogez, par exemple, un fonctionnaire d'un modèle courant, qui a passé avec succès l'examen de sortie d'un lycée ou d'une école primaire supérieure et qui a maintenant trente-cinq à quarante ans. Considérez ce qu'il garde des connaissances que l'école lui a péniblement fourrées dans le crâne. Quel mince résidu de ce dont on l'a autrefois gavé!

Il est vrai qu'on pourra nous répondre :

« Mais cette masse de connaissances qu'on lui a fait acquérir n'était pas seulement destinée à donner à l'élève une érudition vaste et diverse; elle était aussi destinée à exercer la faculté d'assimiler, de penser et surtout l'esprit d'observation. »

Réponse juste, en un sens; mais on court alors le danger de noyer un jeune cerveau sous un flot d'impressions dont il ne se rend que très rarement maître pour les trier et les classer selon leurs degrés d'importance; — presque toujours l'essentiel sera sacrifié à l'accidentel et sombrera dans l'oubli. Le premier but de cette instruction massive ne sera donc pas atteint; ce but n'est pas, en effet, de donner au cerveau la faculté d'apprendre en le bourrant de connaissances; il doit être au contraire de fournir à chacun le trésor de connaissances qui lui sera utile plus tard et dont il fera profiter la communauté. Mais cette tentative est vouée à l'échec lorsque la surabondance des notions que l'on fait entrer de force dans un jeune cerveau le conduit à tout oublier ou à oublier l'essentiel...

**

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

C'est surtout dans l'enseignement de l'histoire qu'il est nécessaire d'alléger les programmes. L'utilité première de cette étude est d'apprendre à distinguer les lois qui comman-

dent le cours des événements. Si l'enseignement se borne à cette tâche, on peut espérer que chaque élève profitera plus tard de ce qu'il a appris, et la somme de ces gains s'inscrira à l'actif de la communauté. Car on n'apprend pas l'histoire pour savoir ce que fut le passé; on l'apprend pour qu'elle vous apprenne à vous conduire dans l'avenir afin d'assurer l'existence de son peuple. Le but est là, et l'histoire n'est qu'un des moyens de l'atteindre. Mais, de nos jours, le moyen est encore une fois devenu un but et le but est complètement oublié. On viendra peut-être objecter qu'une étude approfondie de l'histoire exige qu'on fixe le plus grand nombre de dates, puisqu'elles seules permettent de tracer les grandes lignes. Mais ceci est l'affaire des historiens de profession. L'histoire n'a d'autre raison d'être que de donner à l'individu l'intelligence des faits historiques, afin qu'il puisse se faire une opinion sur les questions politiques qui intéressent sa nation.

*
**

LES HUMANITÉS

Il faut voir une des caractéristiques de notre époque matérialiste dans le fait que l'enseignement s'oriente de plus en plus exclusivement vers les disciplines utilitaires : mathématiques, physique, chimie, etc. On ne peut, certes, nier l'utilité de ces connaissances à une époque où triomphent la technique et la chi-

mie, et où la vie en fournit tous les jours les preuves les plus évidentes. Il pourrait cependant être dangereux de faire reposer uniquement sur elles la culture d'une nation. Au contraire, il faut que cette culture tienne toujours compte d'un idéal. Elle doit avoir pour bases les « humanités », et, du point de vue scientifique, fournir seulement à l'enfant les points de départ qui lui seront nécessaires plus tard pour une culture professionnelle plus étendue. Oublier cela, c'est nier l'importance des forces qui auront toujours, pour l'existence de la nation, plus d'importance que toutes les connaissances techniques ou autres. L'enseignement de l'histoire, en particulier, ne doit pas sacrifier l'étude de l'antiquité. L'histoire romaine, si l'on a su en dégager exactement les grandes lignes, fournira toujours le meilleur guide pour le temps présent et pour tous les temps. Nous devons garder aussi l'idéal grec de civilisation dans toute sa beauté. Les différences qui séparent les peuples ne doivent pas nous empêcher de voir la communauté de race qui les lie, laquelle est infiniment plus importante.

*
**

ÉVEILLER LA FIERTÉ NATIONALE

Tout le système d'éducation et toute la culture doivent avoir pour but de donner aux enfants de notre peuple la conviction qu'il

sont absolument supérieurs aux autres peuples.

La force et l'adresse corporelles doivent leur faire à nouveau croire que le peuple auquel ils appartiennent est invincible. Ce qui a, autrefois, conduit l'armée allemande à la victoire, c'était la confiance que chaque soldat avait en lui-même et que tous avaient en leurs chefs. Ce qui redressera le peuple allemand, ce sera la conviction qu'il peut à nouveau conquérir sa liberté. Mais cette conviction ne sera vivante que lorsque des millions d'individus posséderont une conviction identique.



L'enseignement doit être aussi pour l'Etat raciste le moyen de développer la fierté nationale. Ce doit être là le point de départ de l'enseignement de l'histoire universelle, et de l'histoire générale de la civilisation. Un inventeur ne devra pas paraître grand simplement parce qu'il est inventeur, il devra paraître encore plus grand parce qu'il est le représentant de son peuple. L'admiration que suscite toute grande action doit se transformer en orgueil d'appartenir à la même race que l'heureux membre qui l'accomplit. Il faut choisir, dans la foule des grands noms de l'histoire allemande, les plus grands, les mettre tout particulièrement en lumière et attirer sur eux l'attention de la jeunesse avec tant d'insistance

qu'ils deviendront les colonnes d'un inébranlable orgueil national...

Afin que ce sentiment national soit sincère dès le début, qu'il ne soit pas un masque, il faut enfoncer dans la pâte encore molle des jeunes cerveaux ce principe d'airain :

Celui qui aime son peuple ne prouve cet amour que par les sacrifices qu'il est prêt à accepter pour lui. Un sentiment national qui n'aurait d'autre but que l'intérêt, cela n'existe pas. Un nationalisme qui comprend uniquement certaines classes sociales, cela n'existe pas plus. Crier hourrah ne prouve rien, et ne donne pas droit au titre de patriote; il faut qu'il y ait aussi, derrière, le désir noble et ardent de défendre l'existence et la pureté de la race tout entière. Nul ne peut être fier de son peuple que lorsque aucune de ses classes sociales ne lui fait plus honte. Mais lorsque la moitié de ce peuple est dans la misère, affaiblie par les soucis et même démoralisée, il offre un si triste spectacle qu'on ne saurait être fier d'en faire partie...

Il faut unir intimement dans les jeunes cœurs le nationalisme et le sentiment de la justice sociale. Alors naîtra un jour un peuple de citoyens unis et cimentés par un commun amour et une commune fierté à jamais inébranlables et invincibles.



FORMATION D'UNE ÉLITE, QUI
A POUR CONTRE - PARTIE LA
RÉHABILITATION DU TRAVAIL
MANUEL

L'Etat raciste n'a pas pour mission de conserver à une classe sociale l'influence prédominante qu'elle a possédée jusqu'ici; sa tâche est de découvrir, entre les membres de la communauté, les meilleures têtes, et de leur accorder les emplois et les dignités.

Son rôle ne se borne pas à donner, à l'école primaire, une certaine éducation à tous les enfants; il doit aussi aiguiller le talent sur la voie qui sera la sienne. Il doit surtout considérer que sa tâche la plus haute est d'ouvrir les portes des établissements d'instruction supérieure de l'Etat à tous les sujets bien doués, de quelque origine qu'ils soient. Il y a du reste là une nécessité urgente car c'est seulement de cette manière que, d'une classe représentant la science morte, sortiront les chefs géniaux de la nation.

...Les milieux intellectuels sont chez nous tellement fermés, tellement ossifiés, qu'ils ont perdu toute liaison vivante avec les classes inférieures. Cette séparation est doublement désastreuse: d'abord ces milieux restent étrangers aux idées et aux sentiments qui remuent la masse du peuple. Depuis trop longtemps, ils ont perdu contact avec elle pour pouvoir

encore pénétrer la psychologie populaire. Elle leur est devenue complètement étrangère. Secondement, ces classes supérieures n'ont pas la force de volonté suffisante. Car, dans ces milieux qui, à force de cultiver l'intelligence, ont pris le caractère d'une caste fermée, la volonté est toujours plus faible que dans la masse du peuple restée ignorante...

Qu'on prenne donc, pour ce point, exemple sur l'Eglise catholique. Le célibat de ses prêtres l'oblige, puisqu'elle ne peut pas recruter son clergé parmi ses propres rangs, à puiser perpétuellement au sein de la masse populaire. Il y en a beaucoup qui méconnaissent l'importance du célibat. C'est à lui qu'il faut attribuer la vigueur étonnante de cette institution si ancienne. Car, en recrutant sans cesse l'immense armée de ses prêtres dans les dernières couches du peuple, l'Eglise ne se maintient pas seulement en liaison instinctive avec les masses populaires et leur atmosphère sentimentale; elle y puise aussi la somme de vigueur et d'énergie que l'on trouve éternellement à cette profondeur dans la masse populaire. De là, toute l'étonnante jeunesse de cet organisme géant, sa souplesse intellectuelle et sa volonté d'acier.

L'Etat raciste devra veiller à ce que les classes cultivées soient constamment revivifiées par un apport de sang frais provenant des classes inférieures,



On nous objectera immédiatement qu'on ne saurait demander au fils bien-aimé d'un haut fonctionnaire de devenir ouvrier manuel, par exemple, parce qu'un autre, dont les parents sont eux-mêmes des ouvriers, aura plus de dons que le premier. Cette objection est fondée sur l'opinion qu'on se fait aujourd'hui de la valeur du travail manuel. Aussi l'Etat raciste doit-il avoir un tout autre principe pour apprécier l'idée de travail.

Il doit, lui faudrait-il consacrer des siècles à son œuvre d'éducation, détruire cette injustice qui consiste à mépriser le travail manuel. Son principe sera de juger l'individu non pas d'après son genre de travail, mais sur la qualité de ce qu'il produit.

A une époque où le plus stupide parmi les écrivains qui tirent à la ligne est mieux considéré que le plus intelligent des ouvriers mécaniciens spécialisés, tout simplement parce que le premier travaille de sa plume, ce principe pourra paraître scandaleux. Mais cette fausse appréciation n'a pas sa source dans la nature des choses; elle est artificiellement produite par l'éducation et n'existait pas autrefois...

En réalité, la valeur de tout travail est double; elle est purement matérielle et elle est idéale. La valeur matérielle dépend de l'importance, et de l'importance pratique, d'un tra-

vail par rapport à la vie sociale. Plus le produit d'un travail quelconque sera, directement ou indirectement, utile à un grand nombre de citoyens, plus sa valeur matérielle sera grande. Cette appréciation se trouve exprimée dans le salaire matériel que l'individu reçoit pour son travail.

La valeur idéale s'oppose à cette valeur purement matérielle. Elle ne dépend pas de l'importance matérielle du produit du travail, mais de sa nécessité intrinsèque. Il est certain que l'utilité matérielle d'une invention peut l'emporter sur l'utilité que présente la besogne journalière d'un manœuvre. Il n'est pas moins certain que les humbles services que rendra le manœuvre à la communauté lui sont aussi nécessaires que les services beaucoup plus éclatants rendus par une invention. Elle peut, au point de vue matériel, établir une différence entre la valeur que le travail des individus représente pour la communauté et marquer cette différence par le salaire accordé à chacun; mais, au point de vue idéal, elle doit mettre à égalité les travaux que chacun des travailleurs exécute de son mieux, quelle que soit sa profession. C'est ce principe que l'on doit suivre pour apprécier la valeur d'un homme, et non le juger d'après le salaire qu'il reçoit.



On objectera certainement qu'il est bien difficile, en général, de séparer la valeur maté-

rielle de la valeur idéale et que, si l'on a si peu d'estime pour les travaux matériels, c'est à cause de leurs salaires minimes. On dira que cette diminution des salaires diminue la part que chacun prend aux bienfaits de la civilisation. On dira encore qu'un pareil état de choses fait tort à la culture morale de l'homme, culture complètement séparée de son activité; qu'on trouve là la raison de la crainte qu'inspirent les travaux matériels; en effet, plus mal rétribués que les autres, ils provoquent un abaissement du degré de culture du travailleur manuel, ce qui justifie le peu d'estime où on la tient en général.

Ces objections renferment beaucoup de vérité. C'est pour cela qu'on devra, à l'avenir, éviter de trop sensibles différences entre les taux des salaires. Il ne faut pas croire qu'on diminuera par là le rendement du travail. Une époque donnerait là un des plus tristes signes de décadence, si des salaires plus élevés étaient la seule raison capable de déterminer les hommes à développer leurs facultés intellectuelles. Si de telles doctrines avaient jusqu'ici régné en ce monde, l'humanité n'aurait jamais reçu les dons inestimables qu'elle doit à la science et à la civilisation. Car les plus grandes inventions, les plus grandes découvertes, les travaux qui ont le plus profondément transformé la science, les monuments les plus magnifiques de la civilisation humaine, n'auraient pas été donnés au monde si l'on n'avait poursuivi que les biens matériels. Bien

au contraire, ce qui leur a donné naissance, c'est souvent le fait que leurs auteurs avaient renoncé au bonheur matériel que procure la richesse.

Il est possible que l'or soit aujourd'hui le seul maître de la vie; pourtant il viendra un jour où l'homme rendra hommage à des dieux plus nobles. Bien des choses peuvent, de nos jours, devoir leur existence à la soif des richesses. Mais il en est, parmi celles-là, bien peu dont l'absence appauvrirait l'humanité.

Notre mouvement a donc aussi pour devoir d'annoncer dès maintenant la venue d'un temps où l'individu recevra ce dont il a besoin pour vivre; et nous devons, en même temps, maintenir le principe que l'homme ne vit pas uniquement pour des jouissances matérielles. Ce principe s'exprimera un jour dans un sage échelonnement des salaires, qui permettra, en tous cas, au plus modeste des honnêtes travailleurs de mener la vie honorée et digne qu'il doit avoir en qualité de membre de la communauté populaire et en tant qu'homme.

L'ARMÉE, ÉCOLE IRREMPLAÇABLE

L'armée était (avant la guerre de 1914) l'école la plus puissante de la nation allemande et ce n'est pas sans raison que la haine de tous les ennemis s'est portée précisément

contre cette gardienne de la nation et de sa liberté.

Le monument le plus éclatant que l'on puisse lui vouer, et à elle seule, c'est constater qu'elle fut calomniée, haïe, combattue, mais redoutée aussi par tous les gens inférieurs. Le fait que, à Versailles, les détraqueurs internationaux dirigèrent leur rage d'abord contre la vieille armée allemande, la désigne plus que sûrement comme le refuge de la liberté de notre peuple, opposée à la puissance d'argent.

Sans cette force qui veille sur nous, le traité de Versailles, dans la totalité de son esprit, se serait depuis longtemps accompli contre notre peuple. La dette du peuple allemand envers l'armée peut se résumer en un seul mot : *tout*.

L'armée inculquait le sens de la responsabilité sans réserve, en un temps où cette vertu s'était déjà faite très rare, et où son oubli était de plus en plus à l'ordre du jour, et surtout quand il s'agissait du Parlement, modèle de l'absence complète de responsabilité; l'armée faisait naître le courage personnel en un temps où la lâcheté menaçait de devenir une maladie contagieuse, et où se sacrifier pour le bien de tous commençait déjà à être considéré comme une sottise, où seul semblait intelligent celui qui savait le mieux conserver et rendre prospère son propre « moi ». Cette école enseignait encore à chaque Allemand à ne pas chercher le salut de la nation dans des phrases trompeuses qui invitaient à une fra-

ternisation internationale les nègres, Allemands, Chinois, Français, Anglais, etc., mais à le chercher dans la force et dans l'esprit de décision du peuple lui-même.

L'armée préparait à la force et à la décision, alors que, dans la vie courante, l'indécision et le doute commençaient déjà à influencer les actions des hommes. C'était l'époque où les malins étaient considérés : quelle victoire étonnante que de faire prévaloir le principe qu'un ordre vaut toujours mieux que l'absence d'ordre!

Ce seul principe était une preuve de santé encore intacte et vigoureuse, comme on n'en aurait plus trouvé trace depuis longtemps dans notre vie quotidienne, si l'armée et l'éducation qu'elle donnait n'avait pas toujours et avec constance renouvelé cette force initiale...

L'armée avait préparé à l'idéalisme et au dévouement à la patrie et à sa grandeur, tandis que, dans la vie courante, se répandaient la cupidité et le matérialisme. Elle constituait un peuple uni contre la séparation des classes et n'offrait peut-être à ce point de vue qu'un point faible : l'institution de l'engagement d'un an. Point faible parce que, de ce fait, le principe de l'égalité absolue n'était pas respecté et que l'homme plus instruit se trouvait de nouveau distingué et séparé de son entourage, alors que le contraire eût été meilleur...

Mais le plus grand hommage que l'on doive rendre à l'armée de l'ancien empire, c'est, à une époque où tout le monde était soumis à

la majorité, d'avoir maintenu, en opposition au principe juif de l'adoration aveugle du nombre, le principe de la foi en la personnalité. Elle formait en effet ce dont notre époque a le plus besoin : des hommes.

IV

L'ÉCONOMIE

*FAIRE PASSER AU PREMIER
PLAN LE POINT DE VUE ÉCONO-
MIQUE, C'EST ALLER A LA RUINE
DE LA NATION : EXEMPLE DE
L'ALLEMAGNE D'AVANT GUERRE*

L'extraordinaire accroissement de la population allemande d'avant-guerre avait mis la question du pain quotidien au premier plan de tout souci et de toute action politique et économique, et toujours d'une manière de plus en plus aiguë. On ne sut pas, malheureusement, se décider à choisir la seule solution qui fût bonne; on crut pouvoir arriver au but par des moyens moins coûteux. Renoncer à conquérir de nouveaux territoires et, par contre, rêver d'une conquête du monde par l'économique, devait conduire, en dernier lieu, à une industrialisation aussi démesurée que dangereuse.

La première conséquence — et combien im-

portante — de cette politique fut l'affaiblissement de la classe paysanne. En rapport direct avec ce recul, le prolétariat des villes s'accroissait de jour en jour, jusqu'à ce que l'équilibre fût définitivement rompu.

Dès lors, il se fit aussi une séparation brutale entre les riches et les pauvres. Le superflu et la misère vécurent côte à côte, si bien que les conséquences de cet état de choses ne pouvaient et ne devaient être que fort tristes. Détresse et chômage commencèrent à se jouer des hommes, ne laissant qu'irritation et amertume. Le résultat ne pouvait être que la coupure politique entre les classes.

En dépit de la prospérité économique, le découragement devint plus profond et plus grand, et il arriva à un tel degré que chacun se convainquit que « cela ne pouvait plus durer longtemps », sans que les gens se soient représentés avec précision, ce qui aurait pu arriver, ce qu'ils feraient ou ce qu'ils pourraient faire...

La vie économique montant de plus en plus au rang de maîtresse et de régulatrice de l'Etat, l'argent devint le dieu à qui tout devait obéir, devant qui tout devait s'incliner...

Le règne de l'argent fut malheureusement consacré par l'autorité même qui aurait dû, la première, lui barrer la route : Sa Majesté l'Empereur eut un geste malheureux quand il attira la finance sous la bannière de la noblesse.

...Ainsi les vertus élevées cédaient le pas, en

fait, à la puissance de l'argent, car, engagée dans cette voie, la noblesse céderait évidemment le pas à la noblesse financière. Les opérations financières sont plus faciles à gagner que les batailles.

Dans ces conditions, il n'était pas engageant pour un héros véritable de se trouver en rapport avec le premier venu des Juifs de banque : un homme de mérite n'avait aucun intérêt à se voir décerner des décorations à bon marché, et ne pouvait que refuser en remerciant. Mais, au point de vue du sang, cette évolution était lamentable. La noblesse perdit de plus en plus sa fonction « raciste » et aurait plutôt mérité, pour un grand nombre de ses membres, la dénomination de *non-noblesse*.

La dissolution économique se manifesta (c'est là un phénomène important) par le lent dégagement des droits de propriété personnelle et par l'évasion progressive de l'économie allemande vers la propriété des sociétés par actions.

L'aliénation de la propriété, par rapport au salarié, atteignit des proportions gigantesques. La bourse commença à triompher et, lentement mais sûrement, prit la vie de la nation sous sa protection et son contrôle.

Le capital allemand avait déjà commencé à s'internationaliser d'une manière détournée, par l'usage des actions. Une partie de l'industrie allemande essayait encore, il est vrai, avec décision, de se protéger de ce destin, mais elle finit par succomber, sous l'attaque

combinée de cette espèce spéciale de capitalisme envahisseur et de son associé le plus fidèle, le mouvement marxiste...

*
**

*L'ÉCONOMIE N'EST QU'UN DES
NOMBREUX MOYENS PAR LES-
QUELS L'ÉTAT ASSURE LE
MAINTIEN ET LE DÉVELOPPE-
MENT DE LA RACE : PRÉDOMI-
NANCE DES VERTUS HÉROÏQUES*

L'Etat n'a rien à voir avec une conception économique, un développement économique déterminé. L'Etat n'est pas une réunion de parties contractantes économiques sur un territoire précis et délimité, se proposant d'exécuter des travaux économiques : c'est l'organisation d'une communauté d'êtres vivants semblables les uns aux autres physiquement et moralement, constituée pour assurer leur postérité et atteindre le but assigné à leur race par la Providence. Voilà le seul but, voilà le sens d'un Etat. L'économie n'est qu'un des multiples moyens indispensables pour accomplir cette tâche. Elle n'est jamais pour un Etat ni une cause, ni un but, excepté lorsque ce dernier est fondé à priori sur une base fausse, fausse parce que antinaturelle. On peut ainsi expliquer ce fait que l'Etat, en tant qu'Etat, n'est pas nécessairement délimité par des frontières territoriales. Ce n'est là une néces-

sité que pour les seuls peuples qui veulent assurer par leurs propres moyens l'existence de leurs camarades de race, c'est-à-dire chez ceux qui veulent mener la lutte pour l'existence par leur propre travail. Les peuples qui savent se glisser comme des parasites dans l'humanité et savent faire travailler les autres pour eux sous divers prétextes peuvent former des Etats sans qu'aucun territoire déterminé leur appartienne. C'est surtout le cas du peuple qui, par son parasitisme, accable toute l'humanité — le peuple juif. L'Etat juif n'a jamais été délimité dans l'espace : bien qu'il soit répandu dans l'univers sans connaître de limites, il comprend cependant exclusivement les membres d'une même race. Voilà pourquoi ce peuple a formé partout un Etat dans l'Etat. Il faut avouer que l'une des supercheries les mieux réussies est d'avoir fait voguer cet Etat sous le pavillon de la religion et de lui avoir procuré ainsi la tolérance que l'Aryen accorde toujours volontiers à la croyance religieuse. En réalité, la religion de Moïse n'est rien d'autre qu'une doctrine de conservation de la race juive. Voilà pourquoi elle comprend aussi tout le domaine des sciences sociales, politiques et économiques qui ont avec celle-ci quelque rapport.

L'instinct de conservation de l'espèce est à l'origine de la formation de communautés humaines. L'Etat est donc un organisme racial, non pas une organisation économique : cette différence est aussi profonde qu'elle est peu

compréhensible, surtout pour les pseudo-hommes d'Etat actuels. Ils croient qu'on peut construire l'Etat par des moyens économiques alors qu'en réalité il n'est jamais que la résultante des forces qualitatives qui maintiennent l'espèce et la race sur la voie que lui indique l'instinct de la conservation; ces qualités dont nous parlons sont des vertus héroïques et non pas un égoïsme mercantile, car, pour conserver l'existence d'une espèce, il faut d'abord être prêt à sacrifier l'individu. C'est aussi le sens des vers de Schiller :

*Si vous n'engagez pas jusques à votre vie
Non, jamais vous ne la gagnerez, votre vie!*

Il est nécessaire de sacrifier l'existence individuelle pour assurer la conservation de la race. Pour former et maintenir un Etat, il y a donc une condition primordiale, c'est qu'il existe un sentiment de solidarité, reposant sur une identité de caractère et de race, et qu'on se montre résolu à le défendre par tous les moyens. Chez les peuples qui possèdent en propre un territoire, on arrive ainsi à acquérir des vertus héroïques, et, chez les parasites, à une hypocrisie mensongère et à une cruauté perfide; — à moins qu'on ne dise que ces caractéristiques sont innées et que la différence des formes politiques n'en est que la preuve. Mais, du moins au début, la fondation d'un Etat doit toujours résulter d'une manifestation de ces qualités. Les peuples qui succom-

bent dans la lutte pour la vie, qui deviennent esclaves et se condamnent ainsi à disparaître tôt ou tard, sont ceux qui manifestent le moins de vertus héroïques dans cette lutte, ou qui sont victimes de la ruse et de la perfidie des parasites. Même dans ce dernier cas, d'ailleurs, il s'agit moins en général d'un manque d'intelligence que d'un manque de résolution et de courage, dissimulé sous une apparence de sentiment humain.

Si la force intérieure d'un Etat ne coïncide que très rarement avec un prétendu « épanouissement économique », cela montre clairement combien peu les qualités qui permettent de construire et de conserver les Etats sont liées à l'économie.

L'épanouissement économique, comme nous le montrent maints exemples, semble plutôt annoncer le proche déclin d'un Etat. Si la formation des communautés humaines s'expliquait avant tout par l'action des forces et des mobiles économiques, le développement économique maximum devrait alors signifier le maximum de puissance de l'Etat, et non pas l'inverse.

Croire à la force économique pour fonder ou conserver un Etat semble surtout absurde dans un pays où l'histoire à chaque page démontre clairement le contraire : la Prusse nous prouve avec une précision extraordinaire que ce ne sont pas les qualités matérielles, mais les vertus morales seulement qui donnent les moyens de fonder un Etat. C'est sous leur

protection que l'économie se met à prospérer jusqu'au moment où elle s'effondre en même temps que les capacités créatrices de l'Etat : nous pouvons observer aujourd'hui ce développement d'une manière bien angoissante. Toujours c'est à l'ombre des vertus héroïques que les intérêts matériels des hommes ont été les plus florissants : mais, lorsque ceux-ci veulent prendre la première place, ils ruinent eux-mêmes les conditions de leur propre existence. Toutes les fois que la puissance politique de l'Allemagne a connu une période d'ascension, son niveau économique a monté lui aussi ; mais, toutes les fois que l'économie, seule, a occupé la vie de notre peuple et a laissé périr les vertus idéalistes, l'Etat s'est effondré et a entraîné rapidement l'économie dans sa ruine.

Demandons-nous quelles sont donc, au fond, ces forces qui créent et qui conservent les Etats. On peut les rassembler sous ce même titre : l'esprit et la volonté de sacrifice de l'individu en faveur de la communauté. Que ces vertus n'aient rien à voir avec l'économie, on le constate par ce simple fait que l'homme ne se sacrifie jamais pour elle : on ne meurt pas pour une affaire, mais pour un idéal. Rien ne montre mieux combien l'Anglais est un être psychologiquement supérieur pour comprendre l'âme du peuple que la raison qu'il a su donner de son entrée en guerre : tandis que nous nous battions pour notre pain, l'Angleterre se battait pour la « liberté », non pas

même pour la sienne, mais pour celle des petites nations ! On a ri chez nous de cette audace, ou on s'en est irrité ; la diplomatie allemande montrait ainsi à quel point elle était, dès avant la guerre, stupide et bornée dans ses vues ; on n'avait plus la moindre idée de ce qu'était cette force qui peut faire marcher librement à la mort des hommes conscients et résolus. Tant que la nation allemande crut en 1914 combattre pour un idéal, elle lutta ; quand on lui demanda de se battre seulement pour le pain quotidien, elle aima mieux abandonner la partie.

Nos hommes d'Etat, si intelligents, furent étonnés de ce changement d'attitude. Jamais ils ne comprirent que l'homme, dès lors qu'il lutte pour un intérêt économique, met tous ses soins à éviter la mort, car elle le priverait pour toujours du fruit de la victoire. La mère la plus faible devient une héroïne pour sauver son enfant ; et, dans le cours des âges, seule la lutte pour conserver la race et le foyer, ou l'Etat qui le défend, sut jeter les hommes au-devant des lances ennemies.

Voici la formule qu'on peut affirmer comme une vérité éternelle : jamais un Etat ne fut fondé par l'économie pacifique, toujours il le fut par l'instinct de conservation de la race ; celui-ci s'exprimait dans le domaine de l'héroïsme ou dans celui de la ruse et de l'intrigue : on avait alors, dans un cas, des Etats aryens de travail et de culture, dans l'autre, des colonies parasitaires juives. Dès que, chez

un peuple, l'économie commence à étouffer cet instinct, elle devient la cause de l'asservissement et de l'oppression.

Avant la guerre, on croyait qu'il était possible pour le peuple allemand d'accaparer les marchés mondiaux ou même de conquérir pacifiquement le monde par une politique commerciale et coloniale; c'est là le symptôme classique de la perte de toutes les vraies vertus qui forment et qui conservent l'Etat, et de toutes celles qui en procèdent : le discernement, la force de volonté, la décision dans l'action. Il était inscrit dans les lois naturelles que la guerre mondiale avec toutes ses conséquences en serait le résultat.

Pour un esprit superficiel, cette attitude presque générale de la nation allemande dut paraître une insondable énigme, car précisément l'Allemagne était l'exemple le plus extraordinaire d'un empire bâti sur les bases d'une pure politique de puissance. La Prusse, cellule génératrice du Reich, naquit d'un héroïsme rayonnant et non pas d'opérations financières ou d'affaires commerciales; le Reich lui-même n'a été que la plus magnifique des récompenses d'une politique orientée vers la puissance et du courage de ses soldats.



LE ROLE DU CAPITAL

Bien que l'attention que je prêtai au problème économique ait été quelque peu approfondie, elle s'est plus ou moins limitée à l'examen des questions sociales. Plus tard seulement, mon horizon s'élargit lorsque j'étudiai la politique allemande, à l'égard de ses alliés. Cette politique était, pour une très grande part, le résultat d'une fausse appréciation de la vie économique, et faisait preuve de bien peu de clarté dans sa manière de prévoir l'alimentation du peuple allemand dans l'avenir. Mon idée primordiale était que, dans tous les cas, le capital était uniquement le fruit du travail et, par conséquent, pouvait, comme ce dernier, être modifié par les facteurs qui habituellement favorisent ou entravent l'activité humaine. Donc l'importance nationale du capital provenait de ce qu'il dépendait de la grandeur, de la liberté et de la puissance de l'Etat, c'est-à-dire de la nation, et cette dépendance était si exclusive qu'elle devait uniquement conduire le capital à favoriser l'Etat et la nation, par simple instinct de conservation ou par désir de s'accroître. Cette orientation favorable du capital à l'égard de la liberté et de l'indépendance de l'Etat devait le pousser, de son côté, à intervenir en faveur de la liberté, puissance, force, etc., de la nation.

Dans ces conditions, le devoir de l'Etat vis-à-vis du capital apparaissait assez clairement : il devait simplement veiller à ce que ce dernier restât au service de l'Etat et ne s'imaginât point être le maître de la nation. Cette position pouvait donc être maintenue entre les deux limites suivantes : d'une part, soutenir une économie nationale capable de vie et d'indépendance; d'autre part, garantir les droits sociaux du travailleur.

*LE CAPITAL DE SPÉCULATION,
DESTRUCTEUR D'UNE ÉCONOMIE
SAINE*

Auparavant, je ne savais pas distinguer avec la clarté souhaitable entre ce capital proprement dit, dernier fruit du travail producteur, et le capital dont l'existence et la nature ont uniquement pour base la spéculation. Dorénavant, j'en étais capable, grâce à un professeur du cours dont j'ai parlé¹, Gottfried Feder. Pour la première fois de ma vie je compris la différence fondamentale entre le capital international de bourse et le capital de prêt...

A mes yeux le mérite de Feder était de préciser avec une brutalité décisive le double caractère du capital : spéculatif et lié à l'économie populaire, et de dénuder sa condition éternelle : l'intérêt.

1. En 1919, Hitler avait suivi, à Munich, un cours de « formation morale et civique » s'adressant aux soldats.



Lorsque j'entendis le premier cours de Gottfried Feder sur « la répudiation de la servitude de l'intérêt du capital », je compris immédiatement que j'étais en présence d'une vérité théorique d'une immense importance pour l'avenir du peuple allemand. En séparant complètement le capital boursier d'avec l'économie nationale, je voyais la possibilité d'entrer en lutte contre l'internationalisation de l'économie allemande sans menacer cependant, en combattant contre le capital, les fondements d'une économie nationale indépendante. J'étais assez clairvoyant sur le développement de l'Allemagne pour savoir que la lutte la plus difficile devrait être conduite, non contre les peuples ennemis, mais contre le capital international.

Aujourd'hui¹ les malins de notre politique bourgeoise ne se gaussent plus de nous, aujourd'hui ils voient eux-mêmes, à moins d'être des menteurs volontaires, que le capital international a non seulement le plus excité à la guerre, mais que, actuellement, le combat fini, il fait de la paix un enfer. La lutte contre la finance internationale et le capital de prêt est devenue le principal de la lutte de la nation allemande pour son indépendance et sa liberté économique.

¹, En 1924.



*LE III^e REICH ET SA LUTTE
POUR L'INDÉPENDANCE ÉCONO-
MIQUE DE L'ALLEMAGNE : L'ÉCO-
NOMIE DIRIGÉE N'EST POINT UN
DOGME MAIS UNE NÉCESSITÉ*

En nous efforçant de mettre un terme à la crise économique allemande¹, nous nous sommes toujours laissé guider par un dogme, à savoir : que l'économie est une des nombreuses fonctions de la vie nationale et qu'elle ne peut donc être organisée et dirigée qu'en s'inspirant de considérations pratiquement rationnelles et non de points de vue dogmatiques.

Il n'y a point de dogme d'une économie socialisée, il n'y a pas non plus de dogme d'une économie libre, il n'existe qu'une économie d'impératif catégorique, c'est-à-dire une économie qui, dans son ensemble, a pour mission de procurer à un peuple les conditions de vie les meilleures.

Tant mieux si elle peut faire face à cette tâche sans avoir besoin d'être dirigée de haut et par le libre jeu des forces, situation fort agréable, surtout pour le gouvernement. Toutefois, si, dans un domaine quelconque, elle n'est plus en état de remplir comme économie libre la tâche qui lui incombe, la direction de la communauté nationale a le devoir de don-

1. 1937, Congrès de Nuremberg.

ner à l'économie les instructions nécessaires dans l'intérêt de la conservation de l'ensemble. Si, dans l'un ou dans l'autre domaine, l'économie se montrait totalement incapable d'accomplir par elle-même les grandes tâches qui lui ont été assignées, alors la direction de la communauté nationale devra rechercher d'autres voies et moyens pour satisfaire aux exigences de la collectivité. Une chose est certaine, c'est que, là comme partout, il y a pour toute volonté un moyen d'aboutir. Or, la volonté de l'Etat national-socialiste d'assurer à la nation les bases économiques nécessaires a trouvé son expression la plus nette dans la décision de rendre, dans un court laps de temps, la nation indépendante de l'arbitraire de l'étranger et de l'incertitude économique en découlant, et cela, dans une série de domaines de toute première importance.



*DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES
DE L'ALLEMAGNE*

Il serait cependant bien simple, pour les hommes d'Etat de certains pays, qui se complaisent en attaques aussi haineuses que superficielles, de résoudre les problèmes économiques qui se posent pour leurs pays si on les compare aux difficultés avec lesquelles l'Allemagne se trouve en présence. A-t-on besoin de parler de détresse lorsque, par exem-

ple, on possède par tête d'habitant quinze à vingt fois autant de sol que nous en Allemagne? Peut-on parler de difficultés lorsque, dans l'étendue de sa souveraineté monétaire, l'on dispose de toutes les matières premières de la terre?

Les problèmes du maintien de notre économie nationale sont infiniment difficiles à résoudre¹.

1° Il est impossible aux 136 habitants que l'Allemagne compte par kilomètre carré — même au prix des plus grands efforts — et en utilisant avec autant de génie qu'on puisse l'imaginer, l'espace vital disponible, de pourvoir à leur entière subsistance matérielle par les seuls moyens du pays.

Ce que le paysan allemand a accompli précisément au cours de ces dernières années est une chose unique. Ce que l'Etat national-socialiste a réalisé dans la mise en valeur de la dernière lande et du dernier marais d'Allemagne ne saurait être surpassé.

Cependant, malgré tout, il y aura toujours une lacune dans quelques compartiments de notre alimentation. Il est d'autant plus difficile de couvrir ce déficit par l'importation, que nous sommes malheureusement dépourvus en Allemagne de toute une série des matières premières plus importantes.

2° Aussi l'économie allemande est-elle contrainte de s'assurer les denrées et les matières

1. Tout ce qui suit est extrait du discours du chancelier au Congrès de Nuremberg, 1936.

premières qui lui manquent par une exportation industrielle qui doit s'effectuer coûte que coûte, parce que, notamment pour les denrées alimentaires, il s'agit d'une importation inéluctable.

Il est regrettable que le reste du monde, qui traite ces problèmes d'une manière aussi frivole qu'inutilement haineuse, ne comprenne ni la nature ni l'importance de ces tâches. Pour l'achat de toute unité de valeur de graisse, l'Allemagne doit en effet fournir une pluralité d'exportation. Et comme, en matière d'alimentation, il ne s'agit pas, ainsi que semblent malheureusement le croire aussi bien des hommes d'Etat étrangers, d'intentions malicieuses, mais de problèmes vitaux, cette exportation, condition de ce genre d'importation, doit avoir lieu en tout état de cause.

Aussi est-ce faire preuve d'une inintelligence vraiment regrettable que de vouloir reprocher son exportation à bon marché à un peuple qui, manquant d'un domaine économique propre lui permettant de vivre, a absolument besoin d'exporter afin de pouvoir introduire, en retour, les denrées alimentaires dont il est dépourvu.

De sorte que, lorsqu'un homme politique anglais déclare que l'Allemagne n'a pas besoin de colonies puisque leur absence ne l'empêche pas d'acheter les matières premières dont elle a besoin, la formule de ce gentleman est à peu près aussi spirituelle que la question de cette princesse bien connue de la Maison

de Bourbon qui, en présence du peuple soulevé, réclamant du pain à grands cris, demandait pourquoi les gens ne voulaient pas manger de gâteaux.



RAPPORTS DES SALAIRES ET DE LA PRODUCTION

L'économie et le capital ne sont pas des phénomènes autonomes dépendant des seules lois qui leur sont propres, ils sont dominés par le peuple, seul et unique codificateur des lois de la vie.

Ce n'est pas le peuple qui est fait pour l'économie, c'est au contraire l'économie qui est faite pour le peuple. Peuple et économie ne sont pas les esclaves du capital dont le rôle est celui d'un auxiliaire économique et qui, par conséquent, reste subordonné aux nécessités supérieures du maintien de l'existence d'un peuple.

Où en serait l'Allemagne si nous n'avions pas imposé peu à peu ces principes et si notre action économique ne les avait pas mis en application? Comparé à nombre d'autres peuples, le peuple allemand est actuellement bien pauvre en ce qui concerne les « grandes fortunes ». Cependant son niveau d'existence est, en moyenne, relativement élevé. Or, le but de la politique économique allemande est de relever le niveau d'existence de la masse du

peuple. Malheureusement, dans la situation actuelle, cette amélioration ne peut s'effectuer dans tous les domaines mais seulement dans certaines directions.

En effet, un autre principe de notre politique économique nationale-socialiste est que le point décisif n'est pas le salaire ni le niveau des salaires, mais la production et par conséquent la part qui revient à chaque individu participant à ce processus économique.

Ceux qui dirigent l'économie nationale-socialiste ont peut-être dû renoncer à bien des phrases, à bien des actions qui eussent été populaires, mais ils ont, par contre, préservé le peuple allemand de déceptions.

La direction de l'Etat et des affaires économiques aurait pu, naturellement, relever le niveau des salaires de 20, 40 et de 50 %. Mais augmenter les salaires sans augmenter la production, c'est s'illusionner soi-même et le peuple allemand a déjà subi les effets d'une telle illusion. La doctrine économique du national-socialisme affirme que c'est une folie de vouloir augmenter les salaires en diminuant si possible la durée du travail, c'est-à-dire en réduisant la production. En effet, le revenu global des salaires du peuple se répartit sur l'ensemble de la production qui peut être consommée.

Par conséquent, si le revenu global des salaires augmente de 15 % et si la production baisse de 15 %, non seulement l'augmentation des salaires restera sans effet sur le revenu

de chaque individu, mais elle aboutira au contraire à une dévalorisation complète de l'argent causée par la décroissance de la production.

Nous voyons la cause dernière d'un développement inflationniste dans une disproportion grandissante entre le revenu global des salaires — qui augmente — et la production totale — qui diminue. Ce fut donc le principe inébranlable du gouvernement national-socialiste de ne souffrir aucune augmentation du salaire payé par heure de travail, mais d'augmenter le revenu général en augmentant les résultats, c'est-à-dire la production.

Si l'économie nationale paye actuellement en Allemagne 15 milliards de salaires et de traitements de plus qu'en 1935, cela tient seulement au fait que la production totale s'est accrue en proportion égale. Seule cette méthode garantit que, les salaires augmentant, les prix restent les mêmes, c'est-à-dire qu'on en sort plus facilement, car l'augmentation des salaires ne représente pas dans ce cas une plus forte rémunération du travail, mais la contre-valeur d'une plus grande somme de travail.



*L'ÉCONOMIE NATIONALE DOIT
TENDRE À LIBÉRER L'ALLEMAGNE
DE L'ÉTRANGER*

Dans quatre ans il faudra que l'Allemagne soit complètement indépendante de l'étranger

pour toutes ces matières que l'ingéniosité allemande, notre chimie, notre industrie des machines et notre industrie minière, pourront créer elles-mêmes!

La nouvelle organisation de cette grande industrie des matières premières occupera utilement, du point de vue de l'économie nationale, ces masses de travailleurs qui seront disponibles, une fois notre réarmement terminé. Nous espérons de la sorte augmenter à nouveau la production nationale dans beaucoup de domaines, et cela dans le circuit intérieur de notre économie, afin de réserver en première ligne les exportations pour le ravitaillement en denrées alimentaires ainsi que pour l'approvisionnement en ces matières premières qui nous manqueraient encore.

Je viens de décréter les mesures nécessaires pour mettre à exécution ce plan économique, le plus vaste de l'Allemagne. On passera à son application avec toute l'énergie qui caractérise le national-socialisme. Indépendamment de cette question, l'Allemagne ne peut cependant renoncer à résoudre le problème posé par ses exigences coloniales. Le droit de vivre du peuple allemand est aussi grand que les droits des autres nations!

Je sais que ce nouveau programme représente une tâche immense, mais, dans beaucoup de domaines, le problème est déjà résolu scientifiquement, les méthodes de production vont être mises à l'épreuve et elles sont, en partie, déjà fixées et arrêtées. Réaliser ce pro-

gramme n'exigera donc qu'un effort d'énergie de notre part. Comme nationaux-socialistes nous n'avons jamais connu le mot « impossible » et nous ne voulons pas à l'avenir en enrichir notre vocabulaire.

Dans quatre ans, nous rendrons, de nouveau, compte à la nation des résultats de ce gigantesque travail accompli pour assurer son alimentation et, par suite, son existence et son indépendance.

Peut-être ne tarderons-nous pas à entendre les démocrates occidentaux se plaindre que nous ne laissons plus maintenant à l'économie la liberté de travailler comme elle l'entend, et que nous l'avons obligée à entrer dans le cadre de nos plans étatistes.

Mais vous, mes compatriotes, vous comprendrez qu'il ne s'agit pas là de démocratie ou de liberté, mais d'une simple question d'existence. Ce n'est pas la liberté ou les bénéfices de quelques industriels qui sont en cause, mais la vie elle-même et la liberté de la nation allemande. Celui qui ne croit pas pouvoir exister dans le cadre formé par les intérêts de cette liberté et de cette existence, n'a aucun droit de vivre dans notre communauté.

La postérité ne nous demandera pas si, en cette époque critique et menaçante, nous avons maintenu la liberté démocratique, ce qui signifie le désordre, mais si nous avons réussi à préserver un grand peuple de la débâcle économique et politique. Du reste, les millions

d'honnêtes travailleurs, dans les villes et à la campagne, sont avec nous. Ils nous font confiance et attendent de nous les justes mesures qui assureront leur existence. Comme sont ridicules et dénués d'importance en présence de ces faits, les bavardages de quelques démocrates rebelles à toute compréhension, ou de journalistes juifs!

V.

LA VIE SOCIALE

LES SYNDICATS SONT INDISPENSABLES DANS UN ÉTAT OU LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PAS PROTÉGÉE CONTRE LA CUPIDITÉ DES EMPLOYEURS

Quelle stupide inexactitude que d'affirmer que le mouvement syndical est, par nature, destructeur de l'idée de patrie. Bien au contraire, si l'activité syndicale prend pour but d'élever le niveau social d'une classe qui est un des piliers de la nation, loin d'agir contre la patrie et contre l'Etat, son action est nationale au meilleur sens du terme.

En contribuant à créer les conditions sociales hors desquelles on ne saurait songer à une éducation commune, l'activité syndicale mérite bien de la patrie; de même lorsqu'elle s'attaque aux conditions physiques et morales de la misère du peuple, qu'elle le guérit de ses plaies sociales et le ramène à la santé. Il

est donc superflu de se demander si l'activité syndicale est indispensable.

Tant qu'il y aura des employeurs dépourvus de compréhension sociale ou du sentiment du droit et de la justice, leurs employés, qui font partie de notre peuple, auront le droit et le devoir de défendre les intérêts de la communauté contre l'avidité déraisonnable d'un seul. Car sauvegarder la fidélité et la confiance chez le peuple, ou veiller à sauver sa santé, c'est agir dans l'intérêt de la nation.

Si d'indignes entrepreneurs se sentent étrangers à la communauté nationale et menacent la santé physique et morale d'une classe, leur avidité ou leur insouciance ont une action déplorable sur l'avenir du pays. Ceux qui sauvent le pays d'un tel danger ont certainement bien mérité de la nation.

...Est-il oui ou non d'intérêt national de détruire tout ce qui veut entraver la vie sociale? Si c'est oui, il faut combattre avec les armes qui assurent le succès. Or, un ouvrier isolé n'est jamais capable de faire obstacle à la puissance d'un gros employeur.

...Lorsque des hommes sont traités indignement ou au mépris des lois sociales, ce qui, nécessairement, les conduit à la résistance, tant que des lois et des juges n'auront pas été institués pour mettre un terme aux injustices, la force seule décidera des conflits. Mais il est évident qu'une multitude d'employés doivent se grouper et se donner comme représentant

un individu déterminé pour avoir quelque chance de triompher de l'individu qui détient à lui seul la puissance de l'entreprise.

L'organisation syndicale peut donc introduire dans la vie courante un surcroît de sens social avec toutes ses conséquences pratiques. Elle peut, en effet, résoudre les questions épineuses qui provoquent des mécontentements et des plaintes, toujours les mêmes. S'il n'en est pas ainsi, il faut en attribuer en grande partie la responsabilité à ceux qui barrent la route aux lois de réforme sociale ou qui les rendent inefficaces grâce à leur influence polifigue.

Et plus la bourgeoisie politique ignorait ou voulait ignorer l'importance de l'organisation syndicale, plus elle se raidissait dans sa résistance, plus la Social-Démocratie prenait en mains le mouvement. Prévoyante, elle s'en fit une plate-forme solide qui la soutint bien souvent aux heures critiques. Toutefois, le but véritable du mouvement syndicaliste disparut peu à peu pour faire place à de nouveaux objectifs. La Social-Démocratie ne s'attacha jamais à conserver le programme initial du mouvement corporatif qu'elle avait absorbé. On peut même affirmer que ce fut toujours le moindre de ses soucis. En quelques dizaines d'années, toutes les forces créées pour la défense des droits sociaux furent appliquées, lorsqu'elles furent habilement captées au profit de la Social-Démocratie, à travailler à la consommation de l'économie nationale.

Les intérêts des ouvriers, on ne s'en embarrassait plus...

*
**

*LES SYNDICATS ALLEMANDS
DÉTOURNÉS DE LEURS BUTS
SOCIAUX PAR LA SOCIAL-DÉMO-
CRATIE QUI EN FAIT DES INS-
TRUMENTS POLITIQUES*

C'est vers la fin du siècle dernier que le mouvement syndical a commencé à se détourner de ses buts primitifs. D'année en année, il s'était de plus en plus engagé dans le cercle infernal de la politique sociale-démocratique, pour ne plus servir en fin de compte que de moyen d'action dans la lutte des classes. Une fois qu'il aurait ruiné sous ses coups répétés tout l'édifice économique si péniblement construit, il serait facile de faire subir le même sort à l'édifice de l'Etat désormais privé de ses fondations économiques. Le parti prenait de moins en moins garde aux besoins véritables de la classe ouvrière lorsqu'un jour il comprit que sa politique n'avait, décidément, aucun intérêt à souhaiter que les misères de la masse du peuple fussent adoucies car, une fois ses désirs satisfaits, il était fort possible que cette masse cessât d'être une troupe de combat éternellement et aveuglément dévouée. Cet avenir, qu'ils pressentaient lourd

d'orage, inspira aux dirigeants de la lutte des classes une telle frayeur qu'ils en arrivèrent à repousser sournoisement des réformes sociales vraiment fécondes et même à prendre délibérément position contre elles. Ils ne cherchaient d'ailleurs même pas à justifier une attitude aussi incompréhensible. Plus le flot des revendications montait, plus leur chance d'être écoutées devenait minime, mais on pouvait du moins expliquer à la classe ouvrière que, si elle n'obtenait satisfaction que d'une manière ridicule sur ses droits les plus sacrés, c'est qu'on visait diaboliquement à affaiblir sa puissance de combat et, plus tard, à la paralyser. Il ne faut pas s'étonner du succès de ces affirmations sur une masse incapable de toute réflexion sérieuse.

Le camp bourgeois s'indignait de l'hypocrisie manifeste de la tactique sociale démocratique, mais il n'en tirait pour lui-même aucune ligne de conduite. La peur même qu'avait la Social-Démocratie de soulager réellement la misère profonde de la classe ouvrière aurait dû justement décider la bourgeoisie à s'engager énergiquement dans cette voie, afin d'arracher aux partisans de la lutte des classes l'arme dont ils faisaient usage. Mais elle n'en fit rien. Au lieu de prendre l'offensive contre les positions adverses, elle se laissa elle-même accabler et cerner; elle fit appel ensuite à des moyens si tardifs et si puérils qu'ils s'avèrent absolument inefficaces et purent être

facilement anéantis. Tout demeura comme avant; seul le mécontentement avait augmenté.



LA CORPORATION SUPPRIME LA LUTTE DES CLASSES

La corporation *nazi* n'est pas un organe de lutte de classe mais un organe de représentation professionnelle. L'Etat *nazi* ne connaît aucune classe...

La corporation au sens *nazi* n'a pas mission, en groupant certains hommes, de les transformer peu à peu en une classe, pour accepter ensuite de combattre contre d'autres formations, organisées de façon semblable à l'intérieur de la communauté populaire. Cette mission, nous refusons de l'attribuer à la corporation, mais elle la reçut lorsqu'elle devint l'instrument de combat du marxisme....

La corporation *nazi* doit, grâce à la concentration organisée de groupes participant à l'économie nationale, renforcer la sécurité de l'économie nationale, augmenter sa force en écartant tout obstacle susceptible de détruire le corps populaire national, augmenter aussi la force vive de la communauté populaire, afin que les obstacles rencontrés ne portent pas préjudice à l'Etat et ne deviennent pas, en fin de compte, un malheur et un germe de mort pour l'économie elle-même.

*
**

L'ouvrier national-socialiste doit savoir que la prospérité de l'économie nationale signifie sa propre sécurité matérielle.

Le patron national-socialiste doit savoir que le bonheur et la satisfaction de ses ouvriers sont la condition primordiale de l'existence et de l'accroissement de sa prospérité économique.

Les ouvriers et les patrons nationaux-socialistes sont tous deux des délégués et des mandataires de l'ensemble de la communauté populaire. Si la liberté, dans leur action personnelle, leur est largement accordée, c'est que la capacité d'action d'un homme seul est augmentée bien davantage par une plus vaste liberté que par une contrainte venue d'en haut; la sélection naturelle qui favorise le plus habile, le plus capable et le plus travailleur, ne doit pas être entravée.

La corporation nationale-socialiste doit, à cause de cela, voir, dans la grève, un moyen que l'on n'a la permission et l'obligation d'employer que s'il n'existe pas d'Etat raciste national-socialiste...

Ce qui aujourd'hui¹ pousse des millions d'hommes au combat doit un jour trouver sa solution dans les chambres professionnelles et dans le Parlement économique central. A l'aide de ceux-ci, entrepreneurs et ouvriers ne doivent plus lutter les uns contre les autres dans le combat des salaires et des tarifs, ce

1. 1924.

qui cause préjudice à l'existence économique de l'un et de l'autre, mais ils doivent résoudre ce problème en commun pour le bien de la communauté populaire et de l'Etat, dont l'idée doit briller au-dessus de tout en lettres fulgurantes.

Là encore, comme partout, doit régner le principe d'airain que la patrie passe la première, avant le parti.

*
**

PATRONS ET OUVRIERS SONT LES ARTISANS DE LA GRANDEUR ALLEMANDE

L'esprit qui anime l'Etat national-socialiste¹ est entièrement souverain, et il s'élève si haut au-dessus des rapports économiques usuels que, selon lui, les termes « patron » et « ouvrier » sont des désignations sans importance. En égard aux intérêts supérieurs de la nation, il n'y a pas lieu de distinguer entre ceux qui distribuent le travail et ceux qui l'assument. Tous, au même titre, sont des « ouvriers » de la nation tout entière. Seule la paix sociale peut créer les conditions nécessaires à l'accomplissement des grandes tâches que comporte notre situation économique.

Où en serions-nous aujourd'hui si, à l'exemple d'autres pays, nous avions laissé se développer la folie des grèves et des lock-outs?

1. Discours au Congrès de Nuremberg, septembre 1936.

Que serait devenue l'Allemagne si chacun croyait pouvoir s'arroger le droit de fixer à sa fantaisie son salaire et ses bénéfices? Plus nous nous rendons compte de la grandeur des tâches qui nous incombent, plus nous voyons clairement la nécessité d'utiliser, pour accomplir ces tâches, les forces actives de tous les Allemands capables de produire dans la plénitude de leur rendement. Et, mieux, nous comprenons aussi que rien ne doit venir entraver cette utilisation des forces : aucun intérêt personnel, aucune de ces institutions déraisonnables qui n'aboutissent qu'aux bavardages à une époque où il importe surtout d'agir.

VI

RELIGION ET FÉDÉRALISME

*LES DOGMES RELIGIEUX,
BASES MORALES DE LA VIE
DES PEUPLES*

Il faut remarquer avec quelle violence continue le combat contre les bases dogmatiques de toutes les religions. Sans elles cependant, en ce monde humain, il ne peut y avoir de survivance effective d'une foi religieuse. La grande masse du peuple n'est pas composée de philosophes; or, pour la masse, la foi est souvent la seule base d'une conception morale du monde. Tout ce que l'on a essayé de mettre à sa place n'a pas donné des résultats si satisfaisants que l'on puisse y trouver de quoi remplacer les confessions religieuses jusqu'alors en cours. Mais, si l'enseignement et la foi religieuse sont efficaces sur les couches les plus étendues de la population, il faut que l'autorité incontestable du contenu de cette foi soit le fondement de toute action efficace.

Les dogmes sont pour les religions ce que sont les lois constitutionnelles pour l'Etat : sans eux, à côté des quelques milliers d'hommes supérieurs qui pourraient vivre avec sagesse et intelligence, il y en aurait des millions qui ne le pourraient pas.

Ce sont les dogmes qui donnent une forme précise à l'idée purement spirituelle chancelante et extensible à l'infini, et qui permettent de la transformer en une foi. Sinon l'idée ne pourrait jamais donner matière à une conception métaphysique ou, en un mot, à une conception philosophique.

Le combat contre les dogmes eux-mêmes ressemble beaucoup, à ce point de vue, au combat contre les bases générales de l'Etat; de même que cette lutte conduirait à une complète anarchie, de même la lutte religieuse conduirait à un nihilisme religieux dépourvu de valeur.

L'homme politique doit apprécier la valeur d'une religion, non point d'après les quelques déficiences qu'elle peut présenter, mais d'après les bienfaits que des compensations nettement supérieures pourraient présenter. Mais, tant que l'on ne trouve pas une telle compensation, il serait fou ou criminel de détruire ce qui existe.

*
**

...Il serait injuste de rendre la religion, en tant que telle, ou même l'Eglise, responsable des fautes de l'individu. Si l'on compare la

grandeur des institutions religieuses qu'on a sous les yeux avec l'imperfection ordinaire et générale de l'homme, on doit reconnaître que la proportion entre les bons et les mauvais est à l'avantage des milieux religieux. Bien entendu, il y a aussi dans le clergé des gens qui font servir leur mission sacrée à l'intérêt de leurs ambitions politiques; des gens qui luttent dans la politique et oublient d'une façon regrettable qu'ils devraient se montrer les dépositaires d'une vérité supérieure, non pas les champions du mensonge et de la calomnie. Mais, à un de ces personnages indignes correspond un millier et davantage d'ecclésiastiques honnêtes, entièrement fidèles à leur mission. Ils émergent comme des îlots au-dessus du marécage de notre époque menteuse et corrompue.

*
**

PROTESTANTISME ET CATHOLICISME DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA NATION ALLEMANDE

Le protestantisme, par lui-même, défend mieux les intérêts du germanisme dans la mesure où cela correspond à ses origines et à ses traditions, mais il s'avère impuissant lorsque cette défense des intérêts nationaux déborde le monde de ses idées et de son développement traditionnel, ou se rapporte à une question qui en est bannie pour une raison quelconque.

Le protestantisme agit donc toujours au mieux des intérêts allemands tant qu'il est question de la moralité de la nation, de son développement intellectuel ou de la défense de l'esprit allemand, de la langue allemande et aussi de la liberté allemande; tout cela s'identifie, en effet, avec les principes mêmes qui le soutiennent; mais, lorsque l'on veut essayer de sauver la nation de l'étreinte de son ennemi le plus mortel, il combat ce dessein avec la dernière hostilité parce que son attitude vis-à-vis des Juifs est plus ou moins fixé d'avance dans ses dogmes. Or il s'agit précisément d'un problème à résoudre en premier lieu, sinon toutes les tentatives de régénérer ou de relever l'Allemagne qui pourront suivre sont et demeurent complètement impossibles et insensées.

*
**

(Le prêtre catholique, dit plus loin Hitler, fait preuve d'un dévouement subjectif à l'égard de l'Eglise, tandis qu'il reste objectif vis-à-vis de la nation. C'est-à-dire qu'il juge la nation d'après des notions idéales et abstraites comme il ferait d'un objet quelconque. Mais, ajoute-t-il :)

...Il ne s'agit là nullement d'un héritage particulier du catholicisme, mais d'un mal qui chez nous ronge en peu de temps toute institution nationale ou même spirituelle... On s'opposera (par exemple) à toute tentative de soulèvement national s'il est conditionné par le ren-

versement d'un gouvernement mauvais et nuisible : ce serait un attentat contre « l'autorité de l'Etat »; et « l'autorité de l'Etat », aux yeux d'un de ces furieux d'objectivité, ce n'est pas un moyen mais une fin qui suffit à remplir toute sa misérable vie...

C'est une raison analogue qui explique le faible appui qu'une partie du clergé allemand apporte aux intérêts nationaux. Il ne s'agit pas de mauvaise volonté ni d'ordres « venus d'en haut »; nous ne voyons dans ce manque de résolution nationale que le résultat d'une mauvaise éducation de la jeunesse pour ce qui est du germanisme...

Qu'on apprenne au peuple allemand dès sa jeunesse à reconnaître exclusivement les droits de sa propre race; qu'on ne mette pas dans le cœur des enfants le poison de notre maudite « objectivité » lorsqu'il s'agira de défendre notre personnalité; alors — même si le gouvernement est un gouvernement radical — on verra — de même qu'en Irlande, en Pologne ou en France — que le catholique en Allemagne sera toujours aussi un Allemand.

*
**

*IL NE FAUT PAS REFAIRE
L'ERREUR DU KULTURKAMPF. LE
NATIONAL - SOCIALISME N'EST
PAS UNE RELIGION*

En étudiant le mouvement pangermaniste en Autriche et sa lutte contre Rome je suis

arrivé à la conclusion suivante : en ignorant la question sociale ce mouvement se prive de l'appui des masses populaires seules capables de combattre; l'entrée au Parlement brisa la puissance de son élan et lui communiqua toutes les faiblesses de cette institution; la lutte contre l'Eglise catholique lui ferma de nombreux milieux, et lui enleva d'innombrables membres parmi les meilleurs que la nation possédait. Le résultat pratique du Kulturkampf autrichien fut à peu près égal à zéro.

On arracha, il est vrai, environ cent mille membres à l'Eglise, mais ce ne fut pas pour elle un grand dommage. Elle n'eut pas à verser de larmes sur ces « brebis perdues », elle ne perdit que ce qui, intérieurement, ne lui appartenait plus complètement depuis longtemps.



Les idées et les institutions religieuses de son peuple doivent demeurer à jamais inviolables pour le chef politique. Ou, alors, qu'il cesse d'être un homme politique, qu'il devienne un réformateur s'il en est capable! Une autre attitude, surtout en Allemagne, mènerait à une catastrophe.



Le mouvement se refuse à prendre position dans des questions qui sortent du cadre de son

travail politique ou qui ne paraissent pas d'une importance fondamentale.

Son but n'est pas une réforme religieuse mais une réorganisation politique de notre peuple. Il considère les deux confessions religieuses comme des appuis également précieux pour la conservation de notre peuple; il combat donc les partis qui contestent à la religion son rôle fondamental de soutien moral et qui en font un instrument à l'usage des partis.



LE NATIONAL-SOCIALISME N'EST PAS ANTI-RELIGIEUX

Nous avons fait, dans le domaine de la culture, tout ce que l'on pouvait faire en un an et demi¹. Je sais bien qu'ici encore, certains milieux nous adressent ce reproche : « Oui, vous vous éloignez du christianisme! » Non, ce n'est pas nous qui nous sommes éloignés du christianisme, ce sont les gens qui nous ont précédés. Nous avons seulement établi une séparation nette entre la politique, qui a à s'occuper de choses terrestres, et la religion, qui s'occupe de choses surnaturelles.

Aucune atteinte n'a été portée aux doctrines ni à la liberté des confessions et aucune ne se produira jamais. Au contraire, l'Etat protège la religion à la condition, toutefois, qu'elle ne

1. Août 1934.

soit pas utilisée pour dissimuler des buts politiques.

Il a pu exister une époque où des partis rattachés aux Eglises étaient nécessaires. A cette époque, le libéralisme était anticlérical, le marxisme antireligieux. Cette époque est aujourd'hui révolue. Le national-socialisme n'est ni anticlérical ni antireligieux. Il se place, au contraire, sur le terrain d'un christianisme véritable. Et nous ne demandons pas autre chose que le loyalisme. Je sais qu'il y a des milliers et des dizaines de milliers de prêtres qui, non seulement ont su se réconcilier avec l'Etat actuel, mais qui collaborent joyeusement à son organisation. Et je suis convaincu que cette collaboration deviendra de plus en plus étroite et intime. Car, sur quels points nos intérêts réciproques peuvent-ils coïncider mieux que dans notre lutte contre les phénomènes de décadence de la vie contemporaine, dans notre lutte contre le bolchevisme culturel, contre le mouvement libre-penseur, contre la criminalité, et d'autre part, dans notre lutte pour une conception sociale de la collectivité, pour la disparition de la lutte et des haines de classe, de la guerre civile et des troubles, des querelles et des discussions?

Ce ne sont pas là des principes antichrétiens! Et je crois que si nous ne pratiquions pas ces principes nous n'aurions pas non plus à enregistrer des succès, car le résultat de notre lutte politique n'est certainement pas privé de la bénédiction de Dieu.

*LE FÉDÉRALISME ALLEMAND
N'A PLUS DE RAISON D'ÊTRE NI
EN DROIT, NI EN FAIT*

La lutte entre le fédéralisme et l'unitarisme que les Juifs surent si habilement provoquer en 1919, 1920, 1921, et même plus tard, obligea le mouvement national-socialiste, qui se refusait cependant à y prendre part, à se prononcer sur les questions essentielles qu'elle mettait en cause. L'Allemagne doit-elle être un Etat fédératif ou centralisé et, en pratique, que faut-il mettre sous ces définitions?...

Qu'est-ce qu'un Etat fédératif? Nous appelons Etat fédératif une association d'Etats souverains unis de leur propre volonté et en vertu de leur souveraineté, qui abandonnent à la fédération ceux de leurs droits souverains dont l'exercice est nécessaire à celle-ci pour vivre et durer.

Cette formule théorique n'est, en pratique, intégralement appliquée dans aucune des confédérations existant actuellement sur la terre... En Amérique ce ne furent pas ces Etats qui fondèrent la confédération, mais ce fut la confédération qui forma d'abord une grande partie de ces soi-disant Etats. L'indépendance légale très étendue qui fut laissée ou, pour mieux dire, reconnue aux différents territoires ne découle pas du caractère spécifique de cette association d'Etats; ils correspondent à l'éten-

due de son domaine, à ses dimensions dans l'espace qui sont celles d'un continent. Il ne faut donc pas parler de la souveraineté politique des Etats qui composent l'Union américaine, mais de droits ou, pour mieux dire, de privilèges définis et garantis constitutionnellement.

La formule de l'Etat fédératif ne convient pas non plus exactement à l'Allemagne, bien que les Etats particuliers aient, évidemment, existé en Allemagne en qualité d'Etats et que le Reich soit sorti d'eux. Mais le Reich n'a pas été formé par la libre volonté et l'égale participation des Etats particuliers, il a été le fruit de la prépondérance de l'un d'eux, la Prusse...

L'effondrement de l'Allemagne et la disparition des régimes monarchiques ont donné à cette évolution une impulsion définitive. Les Etats allemands devaient leur existence beaucoup moins à des causes ethniques qu'à des causes purement politiques, c'est pourquoi leur importance tombait à zéro. sitôt que le développement particulier de ces Etats, c'est-à-dire la *forme monarchique de leurs dynasties* était supprimée. Bon nombre de ces « Etats fantômes » furent alors si totalement dépourvus de base qu'ils renoncèrent d'eux-mêmes à survivre et, pour de simples raisons d'utilité, fusionnèrent avec des Etats voisins ou s'agrégèrent spontanément à d'autres plus puissants. On trouve là la preuve la plus éclatante de l'extraordinaire faiblesse de la souveraineté

réelle de ces petits Etats et de la médiocre estime où les tenaient leurs propres citoyens.

*
**

*TENDANCE GÉNÉRALE A LA
CENTRALISATION. LA CENTRA-
LISATION SUBORDONNÉE AUX
BESOINS DE LA NATION*

On ne peut nier que l'organisation intérieure des Etats du monde évolue de telle sorte qu'ils s'acheminent tous vers une certaine centralisation. L'Allemagne ne fera pas exception à cet égard. Il faut être sot pour attribuer aux Pays une « souveraineté d'Etat » qui ne convient pas en réalité à la taille ridicule de ces formations politiques. L'importance des Etats particuliers diminue de jour en jour par la faute des communications et de la technique administrative. Le trafic moderne, la technique moderne diminuent continuellement les distances et rétrécissent l'espace. Un Etat d'autrefois n'est plus aujourd'hui qu'une province, et les Etats du temps présent auraient, autrefois, fait figure de continents. La difficulté, considérée sous son aspect technique, d'administrer un Etat comme l'Allemagne, ne dépasse pas celle qu'on éprouvait, il y a vingt ans, pour gouverner une province comme le Brandebourg. On peut aujourd'hui franchir plus facilement la distance qui sépare Munich de Berlin que l'on ne pouvait, il y a cent ans, aller

de Munich au Starnberg. Et le territoire entier du Reich actuel est, grâce aux moyens de transport modernes, moins étendu que celui de n'importe lequel des Etats de grandeur moyenne qui formaient la Confédération germanique au temps des guerres de Napoléon.



...Nous trouvons, nous autres nationaux-socialistes, la règle fondamentale suivante :

Un Reich national et robuste, s'il sait reconnaître et protéger pleinement les intérêts de ses concitoyens au delà des frontières, peut leur offrir, à l'intérieur de l'Etat, la liberté, sans avoir à craindre pour la solidité de celui-ci. Mais, d'autre part, un gouvernement national énergique peut se permettre d'empiéter largement sur la liberté des particuliers et, de même, sur celles des Pays, si chaque citoyen se rend compte que de pareilles mesures sont nécessaires à la grandeur de la nation.



ROLE CULTUREL DES ÉTATS

Comme l'Etat n'est, pour nous, qu'une forme, tandis que sa substance, ou, mieux, le contenu de cette forme, est la nation, le peuple, il est clair que tous les intérêts doivent passer après les intérêts souverains du peuple. En particulier, nous ne pouvons recon-

naître à aucun Etat, existant au sein de la nation et du Reich qui la représente, une puissance politique indépendante et les droits d'un Etat souverain.



Il est désormais nécessaire que l'importance accordée aux divers pays se mesure aux efforts tentés par leurs gouvernements pour faire progresser la civilisation. Le monarque qui a le plus contribué à faire la grandeur de la Bavière n'était pas un particulariste entêté, ennemi du germanisme, mais ce fut Louis I^{er} qui, à son goût pour les arts, ajoutait l'amour sincère de la grande Allemagne...

...Ce ne sont pas ceux qui crient : « A bas la Prusse ! » qui ont fait la grandeur de Munich ; celui qui fit cette ville grande fut le roi qui voulait offrir à la nation allemande un joyau d'art qu'on se sentirait obligé de visiter et d'admirer, et qui le fut en effet.

L'importance accordée aux Etats particuliers ne saurait plus se mesurer désormais à leur puissance politique ; je la vois plutôt se manifester dans le rôle qu'ils joueront comme représentants de la race ou facteurs des progrès de la civilisation.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

VII

CRITIQUE DE LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE DE L'ALLEMAGNE
D'AVANT GUERRE

La direction des affaires étrangères du Reich manquait absolument de méthode, parce qu'on n'avait pas su dégager les grandes lignes d'une politique d'alliances qui eût répondu aux intérêts du pays. La révolution (de 1918), loin de corriger cette erreur, la porta à son comble...



...Il y avait quatre moyens de pourvoir pour l'avenir à la conservation et à l'alimentation de notre peuple; c'est le quatrième qu'on choisit, le moins efficace. Au lieu de suivre une politique territoriale intelligente en Europe, on employa une politique coloniale et commerciale. Cette politique était d'autant plus insensée qu'on croyait à tort pouvoir éviter

ainsi de s'expliquer les armes à la main. Cette tentative pour s'asseoir sur toutes les chaises eut un résultat facile à prévoir : on s'assit à côté et la guerre mondiale fut la facture que le Reich dû acquitter en fin de compte pour effacer les dettes contractées par sa mauvaise politique étrangère.

Dès cette époque, le meilleur moyen aurait été le troisième : *renforcer la puissance du Reich sur le continent en annexant de nouveaux territoires en Europe*; de ce fait, son extension par acquisition de territoires coloniaux entraînait tout naturellement dans le domaine des possibilités. Pour pratiquer une telle politique, il aurait dû, évidemment, contracter une alliance avec l'Angleterre, ou alors consacrer au développement de sa puissance militaire des crédits tellement gigantesques qu'il aurait été obligé, pendant quarante ou cinquante ans, de repousser au second plan toutes les dépenses culturelles. Il aurait fort bien pu prendre cette responsabilité.

Le niveau de la culture d'une nation est presque toujours fonction de son indépendance politique. L'une est donc la condition nécessaire de l'existence de l'autre et même de sa naissance. Aussi, aucun sacrifice n'est-il trop lourd pour assurer la liberté politique d'une nation. Ce qui est économisé sur les dépenses culturelles au profit d'un développement intensif des forces militaires de l'État, pourra, plus tard, être retrouvé avec usure. Il semble même que, après qu'un État a

dirigé tous ses efforts vers un seul but, le maintien de son indépendance, il se produit habituellement une sorte de détente, comme un nouvel équilibre, qui permet aux dons de ce peuple pour les arts, négligés jusque-là, de s'épanouir de façon surprenante. La gloire du siècle de Périclès succéda aux misères causées par la guerre contre les Perses, et la république romaine se consacra à la culture d'une civilisation supérieure lorsqu'elle fut délivrée des angoisses que lui avaient causées les guerres puniques.

On ne peut malheureusement espérer d'une majorité de parlementaires idiots et incapables l'esprit de décision nécessaire pour sacrifier impitoyablement tous les intérêts d'un peuple à une seule tâche : préparer la bataille qui assurerait plus tard l'existence de l'Etat. Le père de Frédéric le Grand était capable d'un tel sacrifice, mais non les pères de notre absurde parlementarisme démocratique fabriqué par les Juifs.

Voilà la raison pour laquelle la préparation militaire, qui aurait permis la conquête de nouveaux territoires en Europe, ne fut, dans la période précédant la guerre, que très médiocre. Ainsi, on ne pouvait sans grande difficulté se passer de certaines alliances soigneusement choisies.

On ne voulut pas s'appliquer à préparer systématiquement la guerre. On renonça donc à acquérir des territoires en Europe et l'on sacrifia, contre une politique coloniale et

commerciale, l'alliance qui aurait pu être conclue avec l'Angleterre, sans toutefois s'appuyer, ce qui aurait été logique, sur la Russie; d'erreur en erreur, on aboutit à la guerre mondiale où l'Allemagne entra abandonnée de tous, sauf des Habsbourg, ce fléau héréditaire.

[*]
[*]

LE NATIONAL-SOCIALISME DANS SA TACHE DE LIBÉRATION DE L'ALLEMAGNE VAINCUE

Le principe essentiel que nous ne devons jamais perdre de vue pendant que nous étudions cette question est le suivant : la politique étrangère n'est que le moyen de parvenir à un but et ce but consiste uniquement à travailler pour notre peuple. Il n'y a, pour considérer une question quelconque de politique étrangère, d'autre point de vue que celui-ci : *Telle solution sera-t-elle profitable à notre peuple, maintenant ou plus tard, ou lui causera-t-elle quelque dommage?*

Tel est le seul principe qui puisse guider lorsqu'on examine une de ces questions. On doit écarter impitoyablement toute considération de partis, de religion, d'humanité; bref, toutes autres considérations quelles qu'elles soient.



Pour reconquérir les territoires perdus, la condition préalable est de fortifier, par un travail acharné, ce qui reste de l'Etat et de rendre plus vigoureuse au fond des cœurs l'inébranlable résolution de consacrer, lorsque l'heure sonnera, la puissance récupérée par l'Etat, au service de la délivrance et de l'union de tout le peuple. Donc, *on sacrifie provisoirement* les intérêts des territoires séparés de la patrie à ce qui a seul de l'importance; conquérir en faveur de ce qui reste de l'Etat, une puissance politique et une force si grandes, qu'elles obligent la volonté des ennemis vainqueurs à composer. Car ce ne sont pas des déclarations enflammées qui réintègrent les territoires opprimés à la patrie commune, mais les coups victorieux frappés par l'épée.

Forger cette épée, telle est la tâche de la politique intérieure du gouvernement; permettre au forgeron de travailler en toute sécurité et de recruter des compagnons d'armes, telle est celle de la politique étrangère.



ALLEMAGNE ET ANGLETERRE

Dans l'Allemagne, l'Angleterre voyait une puissance dont l'importance commerciale, qui

entraînait son importance dans la politique mondiale avec sa base de gigantesque industrialisation, devenait si menaçante que la force des deux Etats s'égalait déjà dans les mêmes domaines. La conquête « économique et pacifique » du monde qui, aux yeux de nos dirigeants d'alors, était le sommet de la suprême sagesse, poussa la politique anglaise à organiser la résistance. L'Angleterre s'allia avec tous les Etats militairement forts parce que sa prudence traditionnelle appréciait exactement les forces de son adversaire, et qu'elle-même était consciente de la faiblesse où elle se trouvait alors...

La révolution allemande délivra la politique anglaise de ses inquiétudes quant à la menace d'une hégémonie germanique sur le monde entier. L'Angleterre n'avait donc plus intérêt à voir l'Allemagne *complètement* effacée de la carte de l'Europe. Au contraire, l'effroyable effondrement qui eut lieu durant les journées de novembre 1918 mit la démocratie anglaise en présence d'une situation nouvelle qu'elle n'avait pas d'abord cru possible.

Pendant quatre ans et demi, l'empire britannique avait lutté par les armes pour anéantir la prétendue prépondérance d'une puissance continentale. Un effondrement soudain semblait faire disparaître cette puissance de la surface du globe. L'Allemagne semblait manquer de l'instinct de conservation le plus élémentaire, à tel point que des événements qui s'étaient déroulés en moins de vingt-quatre

heures bouleversaient tout l'équilibre européen : *L'Allemagne était anéantie et la France devenait la première puissance continentale d'Europe.*

Le but que l'Angleterre avait poursuivi en faisant la guerre était atteint : l'Allemagne ne pouvait plus faire de politique coloniale, économique et commerciale; tout ce qui dépassait ce but allait à l'encontre des intérêts anglais. La disparition de l'Allemagne, en qualité de grande puissance de l'Europe continentale, ne pouvait que profiter aux ennemis de l'Angleterre.

Le grand désir de l'Angleterre sera toujours d'empêcher qu'une puissance continentale, quelle qu'elle soit, augmente ses forces au point de jouer un rôle important dans la politique mondiale; son but est donc de maintenir un certain équilibre entre les forces des Etats européens; car c'est là une des conditions primordiales de l'hégémonie de l'Angleterre dans le monde entier.

Le grand désir de la France sera toujours d'empêcher que l'Allemagne ne soit une puissance homogène; de maintenir une fédération de petits Etats allemands dont les forces se balancent et qui ne soient pas soumis à une autorité centrale; et enfin d'occuper la rive gauche du Rhin : toutes conditions nécessaires à l'établissement et à la durée de son hégémonie en Europe.

Le but final de la diplomatie française sera toujours en opposition avec les tendances essentielles de la diplomatie anglaise.

「金」
幣

POSSIBILITÉ D'ALLIANCE AVEC L'ANGLETERRE

Quand, en se rappelant ce qui précède, on examine les alliances possibles, à l'heure actuelle¹, pour l'Allemagne, on arrive vite à la conviction que tout ce que nous pouvons faire pratiquement est de nous rapprocher de l'Angleterre.

Bien que la politique anglaise pendant la guerre ait eu des conséquences qui restent funestes pour l'Allemagne, il ne faut pas refuser de constater que l'Angleterre n'a plus *aujourd'hui* aucun intérêt pressant à ce que l'Allemagne soit *anéantie*, et que, au contraire, le but de la diplomatie anglaise doit être de plus en plus, à mesure que les années s'écoulent, de mettre un frein à l'instinct démesurément impérialiste dont la France est animée. Mais il ne faut pas s'attarder aux froissements passés lorsqu'on veut faire une politique d'alliances; celle-ci n'est féconde que si l'on sait profiter des leçons de l'histoire. L'ex-

1. En 1924.

périence devrait nous avoir appris que les alliances contractées pour la poursuite de buts *négatifs*, sont, de naissance, sans aucune force. *Les destinées de deux peuples ne sont solidement liées que s'ils ont en vue un succès commun, soit acquisitions, soit conquêtes communes, en un mot un accroissement de puissance dont chacun d'eux profitera.*

On ne trouve pas d'homme d'Etat, qu'il soit anglais, américain ou italien, qui ait jamais déclaré être germanophile. Tout homme d'Etat anglais est naturellement d'abord *Anglais*, tout *Américain* est avant tout *Américain* et il n'y a pas d'Italien qui soit prêt à faire une autre politique qu'une politique *italianophile*. Quiconque prétend bâtir des alliances sur les dispositions *germanophiles* des hommes d'Etat importants de telle ou telle nation étrangère, est un âne ou un menteur. La condition nécessaire pour que les destinées de deux peuples soient liées, ce n'est pas l'estime ou la sympathie réciproque, c'est la perspective des avantages que chacun d'eux retirera de l'association. Ainsi, un homme d'Etat anglais pourra pratiquer une politique qui ne cessera pas d'être anglophile pour être à aucun moment germanophile, mais que certains intérêts de cette politique *anglophile* pourront, pour les raisons les plus diverses, faire concorder avec les intérêts *germano-philés*...

*
**

L'Angleterre ne désire pas avoir en face d'elle une France dont le poing armé, tenant en échec le reste de l'Europe, pourrait imposer une politique qui, un jour ou l'autre, contrarierait les intérêts anglais. L'Angleterre ne peut pas souhaiter avoir affaire un jour à une France possédant les riches mines de fer et de charbon de l'Europe occidentale et pouvant, de ce fait, jouer dans l'économie mondiale un rôle dangereux pour elle...

L'Angleterre souhaite que l'Allemagne ne soit pas une puissance mondiale; — la France ne veut pas qu'il existe une puissance qui s'appelle l'Allemagne : la différence est d'importance! Mais nous ne combattons pas aujourd'hui pour reconquérir la situation de puissance mondiale. Nous avons à lutter pour l'existence de notre patrie, pour l'unité de notre nation, pour le pain quotidien de nos enfants. Ainsi, tirant une conclusion de ce qui précède, si nous passons en revue les alliés que peut nous offrir l'Europe, nous voyons qu'il ne reste que deux Etats : l'Angleterre et l'Italie.



POSSIBILITÉ D'ALLIANCE AVEC L'ITALIE

L'Italie non plus ne peut pas souhaiter de voir renforcer la situation primordiale occupée par la France en Europe. L'avenir de l'Italie est dans un agrandissement territorial dont tous les éléments sont groupés autour du bassin de la Méditerranée. La raison qui décida l'Italie à la guerre n'était sûrement pas l'envie de travailler à la grandeur de la France, mais l'intention de frapper mortellement le rival abhorré qu'elle avait dans l'Adriatique. Toute augmentation de la puissance française en Europe est, pour l'avenir, un obstacle à l'expansion italienne, aussi ne doit-on jamais s'imaginer que la parenté de race peut supprimer toute rivalité entre les deux peuples.

L'examen le plus réaliste et le plus réfléchi de la situation européenne prouve que ces deux Etats : l'*Angleterre* et l'*Italie* sont les premiers dont les intérêts les plus naturels se trouvent peu ou point lésés par l'existence d'une nation allemande et que ces intérêts coïncident même jusqu'à un certain point avec cette existence.



On sait parfaitement pourquoi, ces dernières années, certains milieux ont fait de la question du Tyrol du Sud le pivot des rapports germano-italiens. Juifs et partisans des Habsbourg ont le plus grand intérêt à contrecarrer la politique d'alliances de l'Allemagne; celle-ci pourrait, en effet, faire ressusciter un jour une patrie allemande indépendante. L'amour du Tyrol n'est pour rien dans cette comédie, elle ne lui est d'aucun secours et lui porte même préjudice; la seule cause en est l'entente qui pourrait s'établir entre l'Allemagne et l'Italie...



Je n'hésite pas à proclamer que, le destin s'étant prononcé, non seulement je ne crois pas que l'on puisse reconquérir le Tyrol du Sud par une guerre, mais encore je déconseillerais personnellement de le tenter, étant convaincu qu'une pareille entreprise ne peut enflammer chez tous les Allemands l'enthousiasme patriotique nécessaire à la victoire. Je crois que, si notre sang doit couler un jour, il serait criminel de le répandre pour libérer deux cent mille Allemands, alors que, près de nous, plus de 7 millions d'autres Allemands souff-

frent sous le joug étranger¹ et qu'une artère vitale du peuple allemand² traverse un pays où s'ébattent des hordes nègres.



ALLEMAGNE ET AUTRICHE :
L'AUTRICHE ALLEMANDE DOIT
REVENIR A LA GRANDE NATION
ALLEMANDE

Une heureuse prédestination a fait de Braunau-am-Inn le lieu de ma naissance. Cette bourgade est justement située à la frontière de ces deux Etats allemands, dont la fusion renouvelée nous paraît être la tâche essentielle de notre vie, tâche que nous devons poursuivre par tous les moyens³.

L'Autriche allemande doit revenir à la grande patrie allemande, et non pas pour des raisons économiques : non, non ! même si cette fusion, au point de vue économique, est sans intérêt ou même nuisible, elle doit quand même être réalisée. *Le même sang appartient à un même empire.* Le peuple allemand ne pourra réclamer aucune activité politique coloniale tant qu'il n'aura pu rassembler tous ses fils dans un même état. Et lorsque le territoire du Reich contiendra tous les Allemands, s'il est reconnu impropre à les nourrir, les

1. Il s'agit de l'occupation de la Rhénanie (N. d. T.).

2. Le Rhin (N. d. T.).

3. Ces lignes sont les premières de *Mein Kampf* (1924).

besoins de ce peuple lui donneront le droit moral d'obtenir des terres étrangères. La charrue alors cédera à l'épée et le pain des générations à venir naîtra des larmes de la guerre. Ainsi donc, la situation de ma ville natale m'apparaît comme le symbole d'un grand devoir.



Dès l'âge de quinze ans, j'en étais arrivé à séparer le *patriotisme* dynastique et le *nationalisme* de race et celui-ci avait déjà ma préférence.

Celui qui ne s'est jamais donné la peine d'étudier la situation intérieure de la monarchie des Habsbourg comprendra mal une telle préférence. Elle ne pouvait naître, pour celui qui habitait cet état, que de l'étude scolaire de l'histoire universelle. En effet y a-t-il vraiment une histoire particulière de l'Autriche ? Le destin de cet état est tellement lié à la vie et au développement de toutes les choses allemandes que séparer l'histoire en histoire allemande et histoire autrichienne est proprement inimaginable.

Dès ma première jeunesse, j'avais dégagé quelques principes essentiels dont je devais, par la suite, être de plus en plus convaincu. Les voici :

Le salut du germanisme avait pour condition l'anéantissement de l'Autriche.

Il n'y a aucun rapport entre le sentiment national et la fidélité à une dynastie.

Et surtout : la maison des Habsbourg serait le mauvais génie de la nation allemande.

Dès cette époque, j'étais arrivé consciemment aux sentiments suivants : ardent amour de ma patrie, l'Autriche allemande, haine profonde de l'Etat autrichien.

*
**

ALLEMAGNE ET FRANCE : 1924.
LA FRANCE IMPÉRIALISTE EST
L'ENNEMIE MORTELLE DE L'AL-
LEMAGNE

Il faut qu'on se rende compte enfin clairement de ceci : l'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France. La question de savoir qui a gouverné la France importe peu; que ce soient les Bourbons ou les Jacobins, les Napoléons ou les démocrates bourgeois, les républicains cléricaux ou les bolchevistes rouges : le but final de leur politique étrangère sera toujours de s'emparer de la frontière du Rhin et de fortifier la position de la France sur ce fleuve, en s'efforçant de toutes les manières à garder l'Allemagne désunie et démembrée.

*
**

Quand vint l'hiver 1922-1923, les intentions de la France devaient être apparues depuis longtemps. Il n'y avait donc que cette alternative : ou bien la volonté française s'épuiserait peu à peu contre la force de résistance du peuple allemand, ou bien l'Allemagne en arriverait à ce qu'elle fera inévitablement un jour : un acte d'oppression particulièrement brutal lui ferait donner un violent coup de barre et faire front. Certes, une telle décision implique un combat qui mettrait en jeu son existence même; elle ne pourrait espérer en sortir vivante que si, d'abord, elle réussissait à isoler la France de telle sorte que cette seconde guerre ne soit plus une lutte de l'Allemagne contre le monde entier, mais une guerre défensive contre une France, destructeur permanent de la paix mondiale.

J'insiste sur ce point et je suis persuadé que cette seconde partie de l'alternative doit se réaliser et se réalisera un jour. Je ne croirai jamais que les desseins de la France à notre égard pourront se modifier car ils ne sont, en vérité, que l'expression de l'instinct de conservation de la nation française. Si j'étais Français et si, par conséquent, j'étais aussi attaché à la grandeur de la France que je suis attaché à la grandeur de l'Allemagne, je ne pourrais et ne voudrais agir autrement qu'un Clemenceau ne l'a fait.

La nation française, qui va lentement à la mort, non pas tant parce qu'elle se dépeuple que parce que les meilleurs éléments de sa race disparaissent peu à peu, ne peut continuer à jouer un rôle important dans le monde qu'en détruisant l'Allemagne. Même si la politique française se cache en maints détours, c'est toujours là son dernier but, celui qui satisferait ses plus profonds et plus ardents désirs. Mais c'est une erreur de croire qu'un instinct de conservation exclusivement passif sera suffisant pour résister longtemps à une autre volonté aussi résolue et passant activement à l'attaque. Aussi longtemps que l'éternel conflit mettant aux prises l'Allemagne et la France sera constitué par une défensive allemande contre l'agression française, il ne sera jamais décisif, mais l'Allemagne perdra de siècle en siècle de nouvelles positions. Il suffit d'étudier la frontière linguistique allemande depuis le XIII^e siècle pour s'apercevoir qu'on peut difficilement compter sur l'issue heureuse d'une méthode qui nous a été jusqu'à présent si funeste.

LA FRANCE, OBSTACLE A LA POLITIQUE DE L'EST DE L'ALLE- MAGNE

L'avenir de notre politique extérieure n'est pas dans une orientation à l'Ouest ou à l'Est, mais bien dans une politique de l'Est qui nous

permettra d'acquérir la terre cultivable nécessaire à notre peuple. Mais il faut avoir la force de faire cette politique, et l'ennemi mortel de notre peuple, la France, nous étrangle impitoyablement, et nous épuise. Nous devons faire tous les sacrifices qui contribueront à ruiner les aspirations de la France à la domination. Toute puissance est aujourd'hui notre allié naturel, si elle considère comme nous que la passion de domination de la France sur le continent est insupportable. Aucune avance à l'égard d'une de ces puissances ne doit nous paraître pénible, aucun renoncement ne doit être écarté, s'il nous procure en fin de compte la possibilité d'abattre l'ennemi qui nous hait si rageusement.

LA FRANCE INSTRUMENT DES JUIFS

En Angleterre et en Italie, il existe un désaccord évident entre les conceptions d'une politique excellente, enracinée dans le pays, et les projets des financiers juifs internationaux.

C'est uniquement en France que l'on découvre aujourd'hui un accord secret parfait, entre les intentions des boursiers, représentées par les Juifs, et les vœux d'une politique nationale d'origine chauvine. C'est pour cela que la France est et reste notre ennemi le plus redoutable. Ce peuple, qui descend de plus en

plus au niveau des nègres, met, sans faire d'éclat, l'existence de la race blanche en danger, en aidant les Juifs à atteindre leurs objectifs de domination universelle...

Le rôle que la France, poussée par son désir de vengeance, et guidée par les Juifs, joue aujourd'hui en Europe, est un péché contre l'existence de l'humanité blanche, et ce péché déchaînera un jour contre ce peuple tous les esprits justiciers d'une génération qui aura désigné la souillure des races comme le péché héréditaire de l'humanité.

Le danger que la France représente pour l'Allemagne impose à celle-ci le devoir de repousser au second plan toute question de sentiment et de tendre la main à celui qui, menacé comme nous, ne peut supporter les visées d'hégémonie de la France.

*
**

1935 : DEPUIS LE RETOUR DE
LA SARRE AU REICH, IL N'Y A
PLUS DE DIFFÉREND POSSIBLE
ENTRE LA FRANCE ET L'ALLE-
MAGNE

Aujourd'hui¹, la question de la Sarre est la seule question territoriale qui nous sépare encore de la France. Lorsqu'elle sera résolue, il ne subsistera aucun motif visible et raison-

1. Discours à Coblence, 26-8-34.

nable pour que les deux grandes nations continuent à se quereller jusqu'à la consommation des siècles. Peut-être alors nos anciens adversaires se rendront-ils compte de plus en plus que les problèmes qui nous sont posés à tous sont si gigantesques qu'au lieu de nous faire la guerre, nous devrions les résoudre ensemble.

Et quand même certains excitateurs internationaux sans conscience, que nous connaissons et que nous ne voulons attribuer à aucun peuple, s'efforceraient de provoquer une inimitié durable entre ces deux grands peuples, j'ai confiance dans le bon sens et dans la saine raison!

J'espère qu'un jour la raison finira par l'emporter et que grâce au territoire de la Sarre, et grâce au 13 janvier, une entente pourra être réalisée et sera réalisée, sur ce plan plus vaste.

Et vous avez aussi à remplir, le 13 janvier, une mission particulièrement importante et pacifique. Nous serions heureux que, lorsque les cloches sonneront le 14 janvier dans toute l'Allemagne, elles n'annoncent pas seulement le retour de notre territoire et des Allemands que nous avons perdus, mais encore le retour de la paix.

*
**

Mais ce n'est pas seulement un jour de bonheur pour l'Allemagne¹, je crois que c'est

1. Discours à Sarrebrück, 1-3-35.

aussi une heureuse journée pour l'Europe tout entière. Ce fut une décision bienfaisante que de fixer enfin cette journée et d'en respecter le résultat, en rendant à l'Allemagne, à qui on l'avait arraché contre le droit et la raison, ce territoire qui aurait pu si facilement devenir une éternelle pomme de discorde. C'est une heureuse journée pour l'Europe, pour cette raison notamment que c'est peut-être ce retour de la Sarre à l'Allemagne qui écartera le plus rapidement la crise dont deux grandes nations ont le plus à souffrir. Nous espérons que par cet acte de justice, ce retour à la raison naturelle, les relations entre l'Allemagne et la France vont s'améliorer définitivement.

De même que nous voulons la paix, il nous faut espérer que le grand peuple voisin est, lui aussi, disposé et prêt à chercher avec nous cette paix. Il faut qu'il soit possible que deux grands peuples se tendent la main, afin de faire face, dans un labeur commun, aux maux qui menacent d'ensevelir l'Europe.

Cette journée doit être en même temps une leçon, une leçon pour tous ceux qui, dans leur ignorance d'une vérité historique éternelle, s'imaginent pouvoir, par la terreur ou la violence, dépouiller un peuple de son essence profonde, une leçon pour ceux qui s'imaginent pouvoir arracher une partie d'une nation afin de lui voler son âme. Puissent tous les hommes d'Etat se rendre compte, par ce résultat, qu'il

est vain de vouloir, avec de pareilles méthodes, déchirer des peuples et des Etats.

En définitive, le sang est plus fort que tous les documents de papier. Ce que l'encre a écrit est un jour effacé par le sang. Cette voix, très profonde, finira toujours par dominer tout le reste. Malheur à celui qui ne veut point s'instruire de ces faits. Il attirera sur les hommes l'inquiétude et la détresse, sans atteindre lui-même son but. Il attirera passagèrement la souffrance et la détresse sur les peuples, mais à la fin il sera ignominieusement vaincu.

Mais par ce vote solennel et cet aveu en faveur du Reich, vous avez encore acquis un autre mérite, un grand mérite historique. Dans une dure période de lutte pour le redressement du Reich allemand, vous m'avez, par votre profession de fidélité, facilité la tâche.

Dieu peut être mon témoin : ce labeur n'a d'autre but que de rendre à l'Allemagne sa liberté, son bonheur. Vous avez donc un grand mérite, et du même coup, un droit sacré à célébrer aujourd'hui une journée d'allégresse. Et je suis heureux de pouvoir passer cette journée parmi vous. Qu'aujourd'hui le bonheur et la joie s'emparent de nous : demain nous reprendrons le travail, le grand labeur pour notre nouveau Reich allemand.

1936 : *BILAN DES EFFORTS
POUR CRÉER EN ALLEMAGNE
UNE ATMOSPHÈRE DE SYMPA-
THIE A L'ÉGARD DE LA FRANCE*

Il est infiniment tragique de voir¹, que comme conclusion à nos efforts sincères, pendant des années, pour obtenir la confiance, les sympathies et les sentiments favorables du peuple français, on a signé une alliance militaire² dont nous connaissons aujourd'hui le début, mais dont la fin peut avoir des conséquences imprévisibles, si la Providence ne se montre pas, une fois encore, plus clémente que les hommes ne le méritent.

Dans les trois dernières années, je me suis efforcé de créer lentement, mais constamment les conditions nécessaires à une entente franco-allemande. Ce faisant, je n'ai jamais laissé de doute sur ce fait, que parmi les conditions de cette entente, il y a l'égalité absolue des droits, et par conséquent, l'égalité absolue de traitement juridique pour le peuple et l'Etat allemands. Et, consciemment, j'ai considéré cette entente non seulement comme un problème à résoudre par des pactes mais comme un problème qu'il faut tout d'abord poser psychologiquement devant l'esprit des deux peuples, car il doit être préparé non seulement dans les esprits, mais aussi dans les cœurs. Aussi m'a-

1. Discours au Reichstag le 7 mars 1936.

2. Le pacte franco-soviétique.

t-on souvent reproché que mes offres d'amitié ne contenaient — disait-on — aucune proposition concrète.

Cela n'est pas exact.

Ce qui pouvait être proposé de concret pour la détente des relations franco-allemandes, je l'ai courageusement proposé d'une façon concrète. Un jour, je n'ai pas hésité à m'associer à la proposition concrète de limitation des forces armées à 200.000 hommes. Lorsque ce projet fut abandonné par ceux qui en étaient eux-mêmes responsables, j'ai fait au peuple français et aux gouvernements européens une nouvelle proposition tout à fait concrète. La proposition relative à 300.000 hommes essuya également un refus.

J'ai fait également, par la suite, toute une série d'autres propositions concrètes tendant à désintoxiquer les opinions politiques des différents pays, à humaniser les méthodes de guerre et par là à amener, lentement certes mais sûrement, un désarmement. Une seule de ces propositions allemandes a été vraiment prise en considération. Le sens réaliste d'un gouvernement anglais a accepté ma proposition d'établir, entre la flotte allemande et la flotte anglaise, une proportion constante qui corresponde aux nécessités de la sécurité allemande et tienne compte, en même temps et réciproquement, des énormes intérêts transocéaniques d'un grand empire mondial. Et je puis bien dire que cette convention est restée jusqu'aujourd'hui la seule tentative réelle et

pratique de limitation des armements, la seule vraiment compréhensive, et de ce fait, la seule qui ait abouti. Le gouvernement du Reich est prêt à compléter cette convention par un autre accord qualitatif avec l'Angleterre.

J'ai soutenu cette idée de principe, très concrète, que les programmes d'ensemble d'une pactomanie internationale n'ont pas plus de chance d'être réalisés que les propositions générales du désarmement mondial qui, dans de telles conditions, s'avéraient déjà, *a priori*, inexécutables.

J'ai souligné, par contre, qu'on ne pouvait aborder ces questions que pas à pas, et cela, du côté qui semblait présenter le moins de résistance. C'est cette conviction qui m'a amené à développer la proposition concrète d'un pacte aérien ayant pour base l'égalité des forces pour la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Le résultat fut que ce projet a été dédaigné, puis qu'on introduit dans le champ de l'équilibre européen un facteur nouveau, le facteur asiatique et est-européen dont la portée militaire échappe à tout calcul.

Pendant des années, je me suis occupé de propositions concrètes, mais je n'hésite pas à déclarer que la préparation psychologique de l'entente m'est apparue comme au moins aussi importante que ces propositions concrètes, et dans ce domaine, j'ai fait plus qu'ait jamais pu espérer seulement faire un homme d'Etat étranger sincère.

En Allemagne, j'ai dégagé de l'atmosphère

de la discussion publique la question des éternelles révisions de frontières européennes. Malheureusement on pense trop souvent — et ceci s'applique particulièrement aux hommes d'Etat étrangers — que cette façon de faire n'a pas grande importance. Je me permettrai de faire observer qu'en tant qu'Allemand, j'aurais aussi bien pu, moralement, présenter comme programme le rétablissement des frontières de 1914, soutenir ce programme par la parole et par la presse, tout comme l'ont fait des ministres et des dirigeants français après 1871.

Ces messieurs, qui me critiquent, devront bien me reconnaître quelque capacité dans ce domaine. Pour un nationaliste, il est plus difficile de prêcher l'entente à un peuple que de faire le contraire. Et il est probable qu'il m'eût été plus facile d'exciter le sentiment instinctif d'une revanche que d'éveiller et de cultiver d'une façon durable le sentiment de la nécessité d'une entente européenne. Et cela, c'est pourtant ce que j'ai fait. J'ai nettoyé l'opinion politique allemande de toute attaque de ce genre contre nos peuples voisins. J'ai écarté de la presse allemande toute haine contre le peuple français. Je me suis efforcé d'éveiller dans notre jeunesse le sens compréhensif de l'idéal d'une telle entente, et ce ne fut certainement pas sans résultat. Lorsque, il y a quelques semaines, les sportifs français firent leur entrée sur le stade olympique de Garmisch-Partenkirchen, ils ont pu constater, je pense,

dans quelle mesure j'ai réussi à modifier les sentiments du peuple allemand.

Or, cette disposition morale à chercher et à trouver une telle entente est plus importante que de savantes tentatives d'hommes d'Etat pour tendre sur le monde un réseau de pactes équivoques tant juridiquement que positivement.

1936 : *L'ACCORD FRANCO-SOVIÉTIQUE EST UNE MENACE PERMANENTE CONTRE L'ALLEMAGNE*

En effet, ce nouvel accord franco-soviétique¹ introduit en Europe centrale, par le détour de la Tchécoslovaquie qui a conclu un accord semblable avec la Russie, la puissance militaire menaçante d'un empire gigantesque.

Ce qui est impossible, c'est le fait que, dans leur accord, les deux Etats s'engagent au cas de complications en Europe orientale, à peser eux-mêmes la question des responsabilités, sans tenir compte d'une décision, déjà acquise ou non, du Conseil de la S. D. N. et, par conséquent, à considérer s'il y a lieu ou non de faire jouer l'obligation d'assistance mutuelle. L'allégation suivant laquelle une réserve ajoutée viendrait supprimer, dans ce pacte, la première obligation est incompréhensible. Car il est impossible de fixer, d'une part, une pro-

cédure qui romprait expressément avec une obligation reconnue par ailleurs et qui, par suite, prendrait elle-même une valeur d'obligation, et, d'autre part, de prétendre qu'on n'est pas tenu d'agir à l'encontre de ces obligations antérieures. Dans ce cas, le premier engagement deviendrait déraisonnable et, par conséquent, incompréhensible.

Mais ce problème est, avant tout, un problème politique et demande à être examiné, en tant que tel, avec toute l'attention que comporte son importance...

Ce n'est pas avec une puissance européenne ordinaire que la France a conclu ce traité. Déjà avant le pacte rhénan, la France avait des pactes d'assistance tant avec la Tchécoslovaquie qu'avec la Pologne. L'Allemagne ne s'en offusqua pas, non seulement parce que ces pactes, à la différence du pacte franco-soviétique, se soumettaient aux avis de la S. D. N., mais parce que la Tchécoslovaquie d'alors, et surtout la Pologne, semblaient soutenir, avant tout, la politique de leurs propres intérêts nationaux.

L'Allemagne n'a pas l'intention d'attaquer ces Etats et ne croit pas non plus qu'il soit dans l'intérêt de ces Etats d'attaquer l'Allemagne. Mais surtout : la Pologne restera la Pologne et la France, la France. Quant à la Russie soviétique, elle est, elle, l'organisme central, érigé en Etat, de l'idée d'une révolution mondiale. Sa conception de l'Etat est une profession de foi en l'honneur de la révolution

1. Discours au Reichstage, 7 mars 1936.

mondiale. On ne saurait dire si cette conception ne l'emportera pas aussi en France demain ou après-demain. Or, si ce cas devait se produire — et comme homme d'Etat allemand, c'est mon devoir strict de tenir compte de cette éventualité — il est alors certain que ce nouvel Etat bolcheviste serait une section de l'Internationale bolcheviste, c'est-à-dire que ce ne seraient pas deux Etats différents, qui se prononceraient selon les propres vues objectives de chacun, sur la question agression ou non-agression, mais que la décision serait tranchée par une seule autorité maîtresse. Et au cas où les choses évolueraient dans ce sens, cette autorité ne serait plus Paris, mais Moscou.

Autant l'Allemagne est hors d'état, ne serait-ce que pour des raisons purement territoriales, d'attaquer la Russie, autant la Russie serait à même, en tout temps, par le moyen détourné de ses positions avancées, de déclencher un conflit avec l'Allemagne. La constatation de l'agresseur serait autant dire sûre d'avance puisqu'elle se ferait en dehors du Conseil de la S. D. N. L'allégation ou l'objection suivant laquelle la France et la Russie ne feraient rien qui puisse les exposer éventuellement à des sanctions de la part de l'Angleterre ou de l'Italie, ne tient pas, parce qu'on ne voit pas bien quelles sortes de sanctions pourraient être appliquées efficacement contre un bloc militaire et doctrinal aussi formidable.

Pendant des années, nous avons mis en garde contre cette évolution, exprimé notre inquiétude à ce sujet. Ce n'est pas parce que nous avons à la craindre plus que d'autres, mais parce que cette évolution peut s'accompagner un jour de terribles conséquences pour toute l'Europe.

On a essayé de réfuter nos très sérieuses objections et appréhensions à cet égard, en invoquant le manque de mise au point de l'instrument de guerre de la Russie, en faisant même remarquer que cet instrument était d'une lourdeur tout à fait impropre à une guerre européenne. Nous avons toujours combattu cette manière de voir, non pas que nous puissions penser un instant que l'Allemagne fût inférieure à priori, mais parce que nous savons tous que le nombre à son importance particulière et pèse un poids particulier. Nous sommes d'autant plus reconnaissants des précisions que M. Herriot a données, précisément, à la Chambre française sur la puissance militaire offensive de la Russie. Nous savons que M. Herriot tient ses données du gouvernement soviétique lui-même. Nous sommes convaincus que celui-ci ne peut avoir fourni de faux renseignements à l'inspirateur moral en France de la nouvelle alliance, de même que nous ne doutons pas que M. Herriot ait fidèlement reproduit ces informations.

Il résulte de ces informations :

1° que l'armée russe a un effectif de paix de 1.350.000 hommes;

2° que ses effectifs de guerre et ses réserves comportent 17 millions et demi d'hommes;

3° qu'elle possède le plus fort contingent de chars de combat qui existe;

4° qu'elle dispose de la plus grande flotte aérienne du monde.

L'apparition sur le théâtre de l'Europe centrale de ce formidable facteur militaire dont on a vanté la mobilité, la valeur au point de vue des cadres et l'aptitude à entrer en campagne à tout moment, détruit tout véritable équilibre européen. Elle empêche, en outre, toute estimation des moyens de défense nécessaires, sur terre et dans les airs, pour les Etats européens intéressés, notamment pour l'Allemagne, le seul pays envisagé comme adversaire.

Cette mobilisation gigantesque de l'Est contre l'Europe centrale va à l'encontre non seulement de la lettre, mais aussi et surtout de l'esprit du pacte de Locarno. Nous qui sommes visés, ne sommes pas les seuls à avoir ce sentiment, il est éprouvé par d'innombrables personnes clairvoyantes de tous les pays et cette idée a été soutenue partout ouvertement, tant dans la presse que dans les milieux politiques.

Le 21 février, un journaliste français¹ s'est adressé à moi en me priant de lui accorder une interview. Comme on me fit savoir qu'il s'agissait d'un de ces Français qui s'efforcent, tout comme nous, de trouver des voies d'entente entre les deux peuples, je fus d'autant

1. Il s'agit de M. Bertrand de Jouvenel (N. d. T.).

moins disposé à refuser qu'aussitôt un refus aurait été considéré comme une marque de dédain de ma part à l'égard des journalistes français. J'ai donné les éclaircissements désirés, tels que je les ai donnés ouvertement cent fois, mille fois en Allemagne, et j'ai essayé une fois de plus de m'adresser au peuple français en préconisant une entente qui nous tient tant au cœur, et que nous aimerions tant voir réalisée, mais j'ai exprimé aussi mon profond regret de l'évolution qui pourrait éventuellement résulter de la conclusion d'un pacte qu'à notre avis aucune nécessité compréhensible n'imposait, mais dont la réalisation ne pourrait manquer de créer, en France, une situation nouvelle. Comme vous le savez, cette interview a été retenue pour des raisons que nous ignorons et n'a paru que le lendemain de la ratification du pacte par la Chambre française.

Autant je serais disposé, même à l'avenir, conformément à ce que je disais dans cette interview, à servir cette entente franco-allemande, autant je suis sincèrement désireux de m'y employer, parce que je considère cette entente comme un élément nécessaire de garantie de l'Europe contre les dangers imprévisibles et parce que je ne puis concevoir qu'une autre façon de se comporter soit susceptible d'apporter un avantage quelconque aux deux peuples, et, bien plus, que telle autre attitude mènerait à de très graves dangers internationaux, autant je me trouve obligé,

par la nouvelle de la conclusion définitive de ce pacte, à procéder à un nouvel examen de la situation ainsi créée, et à en tirer les conséquences nécessaires.

th
* * *

1936 : RÉPONSE AU PACTE
FRANCO - SOVIÉTIQUE : PROJET
DE PAIX DU GOUVERNEMENT
ALLEMAND

Les longs débats et les résolutions du Parlement français ont montré que la France, malgré les représentations allemandes, est résolue à mettre définitivement en vigueur le pacte avec l'Union Soviétique¹.

Une conversation diplomatique a même établi que la France se considère maintenant comme déjà liée par la signature du pacte, qui a eu lieu le 2 mai 1935.

Devant un tel développement de la politique européenne, le gouvernement du Reich ne peut rester inactif, s'il ne veut pas abandonner ou négliger les intérêts du peuple allemand qui lui sont confiés. Le gouvernement du Reich, au cours des négociations de ces dernières années, a toujours souligné qu'il voulait respecter et accomplir toutes les obligations résultant du pacte rhénan tant que les autres contractants seraient prêts de leur côté à observer ce pacte. Cette condition naturelle peut être considérée comme n'étant plus

1. Discours au Reichstag, 7-3-36.

observée par la France. La France a répondu aux offres amicales et aux assurances pacifiques répétées de l'Allemagne par une alliance militaire exclusivement dirigée contre l'Allemagne, en violation du pacte rhénan.

Par là, le pacte rhénan de Locarno a perdu son sens véritable et cessé pratiquement d'exister. L'Allemagne ne se considère donc plus elle-même comme liée à ce pacte périmé. Le gouvernement allemand est désormais obligé de faire face à la situation nouvelle créée par cette alliance, situation aggravée par le fait que le traité franco-soviétique a trouvé son complément dans un traité d'alliance établi d'une façon exactement parallèle, entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Dans l'intérêt du droit élémentaire qu'a un peuple d'assurer ses frontières et de sauvegarder ses possibilités de défense, le gouvernement du Reich a donc dès aujourd'hui rétabli la pleine et entière souveraineté du Reich dans la zone démilitarisée de la Rhénanie.

Mais pour prévenir tout malentendu sur ses intentions et pour ne pas laisser le moindre doute sur le caractère purement défensif de cette mesure, de même que pour exprimer son désir inchangé d'une véritable pacification de l'Europe entre Etats égaux en droits et également respectés, le gouvernement du Reich se déclare prêt, sur la base des propositions suivantes, à conclure de nouveaux accords pour établir un système de garantie de la paix européenne.

1° Le gouvernement du Reich se déclare prêt à ouvrir immédiatement des négociations avec la France et la Belgique en vue de créer une zone démilitarisée réciproque. Il se déclare prêt à donner d'avance son consentement au projet d'une telle zone, quels qu'en soient la profondeur et les efforts, sous réserve d'une parité absolue;

2° Le gouvernement du Reich propose, en vue de garantir l'intégrité et l'inviolabilité des frontières à l'ouest, de conclure un pacte de non-agression entre l'Allemagne et la France, et la Belgique. Le gouvernement du Reich est prêt à fixer la durée de ce pacte à 25 ans;

3° Le gouvernement du Reich désire inviter l'Angleterre et l'Italie à signer ce traité comme puissances garantes;

4° Le gouvernement du Reich consent, au cas où le gouvernement royal néerlandais le désirerait et où les autres contractants le jugeraient opportun, à comprendre les Pays-Bas dans le système contractuel;

5° Pour renforcer encore ces conventions de sécurité, le gouvernement du Reich est prêt à conclure entre les puissances occidentales un pacte aérien propre à écarter automatiquement et efficacement un danger d'attaque aérienne subite :

6° Le gouvernement du Reich renouvelle son offre de conclure avec les Etats limitrophes à l'est des pactes de non-agression analogue à celui conclu avec la Pologne. Comme le gouvernement lithuanien a corrigé dans une

certaine mesure en ces derniers mois son attitude à l'égard du territoire de Memel, le gouvernement du Reich retire l'exception concernant la Lithuanie qu'il avait dû faire autrefois. Il se déclare prêt à conclure également avec la Lithuanie un tel pacte de non-agression, à condition que l'autonomie garantie au territoire de Memel soit efficacement établie.

7° Maintenant que l'Allemagne a atteint définitivement son égalité des droits et rétabli sa pleine souveraineté sur l'ensemble du territoire du Reich, le gouvernement du Reich considère que le principal motif de sa sortie de la Société des Nations est écarté. En conséquence il est prêt à rentrer dans la Société des Nations. Il exprime à ce sujet l'espérance que, dans un délai convenable, des négociations amicales permettront d'éclaircir la question de l'égalité des droits en matière coloniale, et celle de la disjonction du statut de la Société des Nations de sa base de Versailles.

*
**

1938 : LA FRONTIÈRE DE LA FRANCE DÉFINITIVEMENT FIXÉE

« Quelle que puisse être la conséquence des prochains événements, j'ai tracé une nette frontière allemande du côté de la France et j'en trace maintenant une autre également nette, du côté de l'Italie : c'est le Brenner¹. »

1. Lettre du Chancelier Hitler à M. Mussolini (12-3-38).



*LES PEUPLES FRANÇAIS ET
ALLEMAND, EGAUX EN DROITS,
NE DOIVENT PLUS SE CONSIDÉ-
RER COMME DES ENNEMIS HÉRÉ-
DITAIRES, MAIS SE RESPECTER
RÉCIPROQUEMENT*

Lorsque j'ai pris le pouvoir il y a trois ans¹, le peuple allemand était en Europe entouré d'ennemis.

On se laissait alors conduire par la haine, la méfiance, la crainte et l'orgueil. Je me suis efforcé d'introduire la raison dans les relations de l'Allemagne avec le reste du monde. Je me suis efforcé de construire ces relations sur les principes, qui ont été reconnus comme éternellement justes, de la solidarité humaine. J'ai essayé d'expliquer au monde et au peuple allemand que l'Europe est un petit concept, que dans cette petite Europe, depuis des siècles, de grands déplacements n'ont pas eu lieu, que l'Europe constitue en fait une famille de peuples, mais que les membres de cette famille, ayant une personnalité bien formée, constituent des nations ayant une forte tradition s'appuyant sur un grand passé, une civilisation qu'ils considèrent comme propre à chacun et qu'ils regardent vers l'avenir avec

tierté. Je me suis efforcé de faire comprendre à mon peuple, et aussi aux autres peuples, que toute dissension remplie de haine ne peut avoir que de petits résultats. Les frontières des Etats européens peuvent changer, celles des peuples demeurent stables. Il n'y a pas d'espaces vides en Europe dans lesquels les masses d'un peuple puissent se déverser. Il n'y a aucune nécessité — ce serait donc une folie — de dépouiller les peuples de leur propre nature pour leur imposer des mœurs étrangères. Partant de cette simple considération, je me suis efforcé d'améliorer les relations de l'Allemagne avec ses voisins, et ma tentative n'a pas été sans succès.

Il y a trois ans, alors que l'Allemagne était séparée de la Pologne par le plus sérieux conflit, j'ai réussi à atténuer peu à peu les tensions et grâce à l'esprit de profonde compréhension d'un autre grand Führer et homme d'Etat, j'ai heureusement réussi à rapprocher lentement deux peuples l'un vers l'autre. Une entente est née peu à peu de ce rapprochement et, de cette entente, la conviction qu'il est nécessaire d'entretenir entre voisins des relations amicales et d'avoir l'un pour l'autre une estime réciproque. Je suis convaincu qu'un jour viendra où l'on ne comprendra plus comment deux peuples aient pu vivre dans l'atmosphère qui régnait alors d'une soi-disant hostilité héréditaire. Je me suis efforcé de normaliser les relations entre les deux peuples dans la mesure où cela concerne l'Al-

1. Discours à Francfort, 16-3-1936.

lemagne. J'ai réussi, et cela dans l'intérêt de deux peuples, et seulement sans doute pour le dommage de quelques excitateurs communistes. Un des fruits de cette entente est que l'économie des peuples en ait profité. Nous n'avons pas été les seuls bénéficiaires, les autres l'ont été également. Que pourrait-il résulter raisonnablement, à la longue, de l'état de choses qui existait antérieurement entre les deux pays? Il était déjà parfaitement sûr à cette date que la Pologne ne détruirait jamais l'Allemagne et que l'Allemagne ne supprimerait jamais non plus la Pologne. Deux peuples constituent des réalités et ils font bien de s'arranger pour que leur rapports deviennent supportables.

C'est cette même pensée qui m'a inspiré dans mon attitude vers l'ouest, de même qu'elle m'avait inspiré vers l'est. Là aussi, je me suis efforcé, pour la première fois je crois, en tant que nationaliste allemand, de montrer que le maintien de la doctrine de l'ennemi héréditaire doit être et est déraisonnable pour les deux peuples parce qu'elle est dépourvue de sens.

Peut-être beaucoup diront-ils, là encore, que c'est un idéal, mais je crois à cet idéal, et je crois aussi que là, la raison finira par triompher. En tout cas, je crois qu'il sera nécessaire de mettre tout en œuvre, pour aider la raison à remporter la victoire. Je le crois en tant que nationaliste allemand et c'est seulement parce que je suis un natio-

naliste que je puis parler ainsi, car il ne saurait être question en aucune façon pour moi d'abandonner quoi que ce soit des droits de mon peuple. J'y pense aussi peu que je pense à supprimer les droits des autres peuples. Je veux trouver une synthèse entre les droits des autres peuples. Je ne veux pas plus dépouiller le peuple voisin de ses droits que je ne veux que l'on supprime ses droits à l'Allemagne.

Je crois qu'il est tout d'abord nécessaire que les deux peuples se dressent l'un en face de l'autre comme des facteurs disposant en Europe de droits absolument égaux, car c'est seulement sur la base d'une telle égalité des droits que pourra se fonder le respect réciproque qui est indispensable. Le reproche que j'adresse aux hommes d'Etat antérieurs, c'est de n'avoir pas voulu s'entendre avec les meilleurs éléments de l'Allemagne et de n'avoir pas, dès l'abord, édifié l'entente sur l'idée d'une égalité de droits absolue.

Ma politique de rapprochement part de cette idée qu'il ne peut y avoir que deux partenaires égaux en droits ou qu'il n'y a pas de partenaires du tout. C'est sur l'égalité des droits que se fonde la considération réciproque. C'est de cette considération que naît le respect que l'on a l'un pour l'autre et réciproquement. Les deux peuples ont un nombre incalculable de fois versé sur les champs de batailles le sang des meilleurs de leurs fils. Les frontières ont été transportées tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre sur une distance

de 50 à 100 kilomètres. Par une telle méthode, il est impossible d'arriver à un résultat définitif, mais si on la poursuivait, les deux peuples continueraient à verser le meilleur de leur sang. Ils vivraient dans l'angoisse et dans la méfiance, dans la crainte et dans la haine, pour le plus grand dommage de leur économie.

Je crois qu'une sereine réflexion montrera aussi un jour à ces deux peuples la voie à suivre, et si quelqu'un me dit que c'est là un idéal, je lui réponds : quelque chose qui correspond à la raison est en dernier ressort une réalité. Une telle conception des relations franco-allemandes est beaucoup plus réelle que la conception de ceux qui croient ne pouvoir aborder les problèmes que la crainte et la haine à la bouche. Sans doute, lorsque je parle ainsi, je parle toujours en tant que nationaliste allemand ; mais c'est précisément là ce qui fait la valeur de ce que j'ai dit. Il y a peut-être des gens en France qui disent avec des signes de dénégation : « Mais l'homme qui parle ainsi est un nationaliste allemand. » Je ne puis que leur répondre : « Tant mieux. Tant mieux si c'est précisément un nationaliste allemand qui veut vous tendre la main de l'entente, car si c'était un autre qui le faisait, son geste serait dépourvu de valeur. C'est seulement en effet celui qui peut gagner tout le peuple allemand à cet idéal et à cette entente qui accomplit une œuvre véritablement utile. »

Celui qui ne fait appel qu'à ceux que l'on peut qualifier d'internationaux apporte avec lui le malheur de son peuple, car ce qu'il y a de plus précieux dans un peuple est ce qui est animé du sentiment national. Ce qui est invoqué dans le peuple même, ce qui a une forte tradition, ce qui est fier et hardi, voilà ce que j'apporte pour l'instant en tant que représentant de 67 millions d'hommes. Il y en a beaucoup ici qui disent que la raison n'est pas le facteur décisif, mais qu'il existe d'autres impondérables dont il y a lieu de tenir compte. Je crois qu'il n'existe rien de précieux qui ne puisse finalement se soumettre à la raison. C'est pourquoi je m'oppose à ce que l'on soutienne dans la politique des conceptions qui n'ont pas la raison pour base. On me dit quelquefois : « Mais il n'en a jamais été ainsi et la politique telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici prouve qu'à la longue c'est chose impossible. » Non, l'expérience politique enseigne que, finalement, les méthodes que l'on a suivies jusqu'à présent n'ont jamais abouti à aucun résultat et c'est pourquoi je répudie pareille politique. On me dit : « Mais vous êtes un nationaliste allemand, vous devez rechercher des triomphes militaires ». Je puis seulement répondre que mon ambition me porte vers de tout autres triomphes. Je suis un nationaliste allemand et je représenterai mon peuple avec le fanatisme d'un soldat de la grande armée d'autrefois. Mais, en agissant ainsi je ne ferme pas

les yeux devant les tâches vitales en présence desquelles nous nous trouvons. Lorsqu'on me dit qu'en tant que nationaliste, je devrais vouloir célébrer un triomphe militaire, je réponds : je suis heureux si j'en peux célébrer d'autres. Je sais ce que c'est que la guerre. Je le sais beaucoup mieux que beaucoup de politiciens internationaux, mieux en tout cas que les excitateurs professionnels à la guerre. Lorsque j'apprends les noms de ceux qui soutiennent aujourd'hui qu'aucune réconciliation ne doit avoir lieu et qu'il faut faire appel à la force, je dois dire qu'on s'est adressé à eux pour contribuer au triomphe de la force. Il y en a plus d'un que je n'ai pas vu à la place qu'il aurait dû occuper. J'ai combattu consciencieusement, comme un simple soldat, et il y en a plus d'un qui, malheureusement, n'a fait que profiter de la guerre. Je considère la guerre d'une manière tout à fait différente de celle de beaucoup de nos contradicteurs. Nous voyons dans la guerre quelque chose de terrible non pas parce que nous sommes des lâches, mais parce qu'elle est en effet terrible. Quant aux autres, ils voient dans la guerre quelque chose de beau, non pas parce qu'ils sont courageux, mais parce qu'elle leur a permis de faire de bonnes affaires. Ce sont bien des gens qui ne nous comprendront jamais. Quand ils parlent d'orgueil, ils ont une conception autre que nous de ce que nous appelons l'orgueil. Quant à moi, j'ai l'ambition de m'élever un monument dans le peuple al-

lemund. Mais je sais aussi qu'il est plus facile de s'élever ce monument dans la paix que dans la guerre. Si nous étions entraînés aujourd'hui dans une guerre, chaque obus de 30 cm. nous coûterait 3.000 marks et si j'ajoutais à cette somme encore 1.500 marks, je pourrais construire une demeure d'ouvriers et si j'accumule en une fois 1 million de ces obus, je suis loin encore d'avoir un monument. Mais, si je construis un million de maisons dans lesquelles puissent habiter de nombreux ouvriers allemands, alors je m'élève un monument dans leur cœur.

Mon ambition me porte à vouloir pour l'Allemagne les meilleurs établissements pour l'éducation de la jeunesse.

Je veux que nous possédions en Allemagne les plus beaux stades, que l'on achève nos routes, je veux que nos villes deviennent plus belles, je veux que, dans tous les domaines de la culture humaine, l'Allemagne soit au premier rang, telle est mon ambition.

Je veux que la force de travail de mon peuple se développe pour nous donner des œuvres nouvelles, mais ce que je ne veux pas, c'est qu'un autre peuple se mêle de nos affaires et croie qu'il puisse nous enlever quoi que ce soit. Je ne vis que pour mon peuple et le mouvement national-socialiste ne pense qu'à ce peuple. Je vois devant moi ces millions d'hommes qui ont un si dur labeur et qui bénéficient si peu de la vie, qui souvent ont à lutter avec tant de soucis, et auxquels

le bonheur n'est distribué qu'avec tant de parcimonie.

Le mouvement national-socialiste ne veut que venir en aide à ces hommes. Il veut essayer de rendre leur vie plus facile et plus belle, mais, et je parle ici en tant que national-socialiste, je ne veux pas que le peuple allemand devienne jamais l'esclave d'un autre peuple.

*
**

Je serai prêt à tout moment à conclure un accord avec le gouvernement français. Nous en appelons aux deux peuples. Je pose au peuple allemand cette question : Peuple allemand, veux-tu qu'entre nous et la France soit enfin enterrée la hache de guerre, et que s'établissent la paix et l'entente ? Si tu veux, alors, dis « Oui ! »¹.

Que de l'autre côté on pose la même question au peuple français, je n'en doute pas, il veut lui aussi l'entente, et il veut lui aussi la réconciliation².

Je demanderai ensuite au peuple allemand : « Veux-tu que nous opprimions le peuple français ou que nous le mettions en situation de droit mineur ? » Et il dira : « Non, nous ne voulons pas ! »

1. Les comptes rendus officiels portent : « Des milliers de voix crient : Oui ! et les cris de : Heil ! déferlent pendant plusieurs minutes à travers le hall gigantesque. »

2. Comptes rendus officiels : « De nouveau éclatent les applaudissements enthousiastes des masses. »

Que de l'autre côté on pose la même question au peuple en lui demandant s'il veut que le peuple allemand ait, dans sa propre maison, moins de droits que n'importe quel autre peuple, je suis convaincu que le peuple français dira : « Non, nous ne le voulons pas ! »

*
**

L'UNION NÉCESSAIRE DES PEUPLES ARYENS CONTRE L'ENNEMI COMMUN : LES JUIFS

Sur ce point encore, le national-socialisme devra accomplir une de ses tâches les plus importantes :

Il doit ouvrir les yeux de notre peuple sur l'essence véritable des nations étrangères et lui rappeler sans cesse quel est le véritable ennemi du monde actuel. Il ne prêchera pas la haine des peuples aryens dont presque tout peut nous séparer, mais auxquels nous sommes liés par la communauté du sang et une civilisation identique dans ses grandes lignes, il dénoncera à la colère de tous l'ennemi dangereux de l'humanité qu'il désignera comme l'auteur réel de tous nos maux.

Son plus grand souci sera qu'au moins notre pays connaisse quel est son véritable ennemi, et il fera en sorte que le combat que nous mènerons contre lui soit comme une

1. Comptes rendus officiels : « Des applaudissements déchainés soulignent ces paroles du Führer. »

étoile annonciatrice des temps nouveaux guidant les autres peuples vers la voie qu'ils doivent prendre pour le salut d'une humanité aryenne militante.

Pour le reste, que la raison soit notre guide et la volonté notre force! Que le devoir sacré qui nous dicte nos actes nous donne la persévérance et que notre foi reste pour nous la protectrice et la maîtresse suprême.

VIII

TERRITOIRE ET ESPACE

LA LIBERTÉ D'EXISTENCE N'EST ASSURÉE QUE PAR LA POSSESSION D'UN TERRITOIRE SUFFISANT

La politique extérieure de l'Etat raciste doit assurer les moyens d'existence sur cette planète à la race que groupe l'Etat, en trouvant un rapport sain, durable et conforme aux lois naturelles, entre la quantité et l'accroissement de la population d'une part, l'étendue et la valeur du territoire d'autre part.

En outre, ce rapport ne sera sain que si l'alimentation du peuple est assurée par les seules ressources produites par son territoire. Tout autre régime, durerait-il des siècles et des milliers d'années, n'en est pas moins malsain et, tôt ou tard, cause un préjudice à ce peuple, sinon sa ruine.

Seul un espace suffisant sur cette terre assure à un peuple la liberté de l'existence.

En outre, juger de l'étendue nécessaire d'un

territoire de peuplement en prenant pour bases les seules nécessités de l'époque actuelle, ou même l'importance de la production, est impossible... Quand un peuple voit sa nourriture garantie par l'étendue du territoire qu'il possède actuellement, il faut encore, néanmoins, se préoccuper de sa sécurité. Or, cette sécurité découle de la puissance politique de l'Etat, puissance qui est directement fonction de la valeur militaire de sa situation géographique.

Le peuple allemand ne saurait envisager son avenir qu'en qualité de puissance mondiale. Durant près de deux mille ans, la conduite des intérêts de notre peuple, c'est-à-dire notre plus ou moins heureuse politique extérieure, faisait partie intégrante de *l'histoire mondiale*...

*Aujourd'hui, l'Allemagne n'est pas une puissance mondiale*¹. Même si notre provisoire impuissance militaire prenait fin, nous ne pourrions plus prétendre à ce titre... En nous plaçant simplement au point de vue territorial, qu'est la superficie du territoire allemand, comparée à ce que l'on appelle les puissances mondiales? Que l'on ne vienne pas nous présenter l'Angleterre comme une preuve du contraire, car la métropole anglaise n'est, il faut bien le dire, que la grande capitale de l'empire mondial anglais, qui couvre presque le quart de la surface du globe.

1. En 1924.

Nous devons encore mettre en première ligne, comme Etats géants, les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Ce sont là des formations territoriales qui, la plupart, ont une surface supérieure de plus de dix fois à celle de l'empire allemand actuel. La France même doit être comprise dans ces Etats. Non seulement parce que son armée se complète et s'accroît toujours, grâce aux ressources des populations de couleur de son gigantesque empire, mais aussi parce que son envahissement par les nègres est si rapide que l'on peut vraiment dire qu'un Etat africain est en train de naître sur le sol de l'Europe.

Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer de supprimer la disproportion existant entre le chiffre de notre population et la superficie de notre territoire — celle-ci étant à la fois pourvoyeuse de vivres et point d'appui de la puissance politique — de faire également disparaître le désaccord entre notre passé historique et notre faiblesse actuelle.

Le droit au sol et à la terre peut devenir un devoir lorsqu'un grand peuple est conduit à la ruine parce qu'il ne peut s'étendre. En particulier, s'il ne s'agit pas d'une petite peuplade nègre, mais de l'Allemagne, mère de

toute vie, mère de toute la civilisation actuelle. *L'Allemagne sera une puissance mondiale ou elle ne sera pas.* Mais, pour devenir une puissance mondiale, elle a besoin de cette étendue territoriale qui lui donnera, dans le présent, l'importance nécessaire et qui donnera à ses citoyens la possibilité de vivre.



VOULOIR RÉTABLIR LES FRONTIÈRES DE 1914 SERAIT UNE INSANITÉ ET UN CRIME

Prétendre rétablir les frontières de 1914 est une insanité politique énorme dont les conséquences en feraient un véritable crime. Sans compter, de plus, que les frontières du Reich en 1914 n'étaient pas du tout logiques. En réalité, elles n'enserraient pas tous les hommes de race allemande, et, du point de vue stratégique, elles n'étaient pas rationnelles. Elles n'avaient pas été la conquête d'une activité politique réfléchie, mais des frontières provisoires, alors que la lutte était toujours ouverte; elles étaient même dues en partie aux jeux du hasard!



Les frontières de 1914 sont sans aucune valeur pour l'avenir de la nation allemande. Elles ne sauvegardaient pas le passé, elles ne

sont pas une force pour l'avenir. Elles ne procureront pas au peuple allemand son unité intérieure, elles ne lui permettront pas de subsister; du point de vue militaire, elles n'apparaissent ni bien choisies, ni même seulement rassurantes; enfin elles n'apporteront aucune amélioration à notre actuelle situation en face des autres puissances mondiales, ou pour mieux dire, en face des vraies puissances mondiales. La distance à l'Angleterre ne sera pas diminuée; la grandeur des Etats-Unis ne sera pas égalée; l'importance même de la France dans la politique mondiale n'en serait pas diminuée de façon radicale.

Une seule chose serait sûre : même si une pareille tentative réussissait, on aboutirait à une nouvelle saignée de notre peuple, telle que l'on ne pourrait plus consentir aucun nouveau sacrifice de sang pour assurer efficacement la vie et l'avenir de notre nation. Au contraire dans l'ivresse d'un tel succès, bien qu'il n'ait aucune portée, on renoncerait trop volontiers à s'imposer de nouveaux buts, puisque « l'honneur national » aurait reçu réparation et que quelques nouvelles portes se seraient ouvertes, pour quelque temps du moins, à notre développement commercial...



LA MARCHÉ DES GERMAINS VERS L'EST DANS L'HISTOIRE

Lorsqu'on s'attache à un examen profond de l'histoire de l'Allemagne depuis plus de mille ans, lorsqu'on fait défiler toutes ses guerres, ses combats innombrables, lorsqu'on analyse les résultats définitifs tels qu'ils ressortent à présent, on doit bien reconnaître que, de cette mer de sang, trois seuls faits surgissent, en lesquels on peut voir les fruits durables d'une politique extérieure clairvoyante, et même d'une politique tout court.

1° La colonisation de la marche de l'Est effectuée principalement par les Baïouvares;

2° La conquête et la pénétration du territoire à l'est de l'Elbe;

3° L'organisation de l'Etat brandebourgeois prussien par les Hohenzollern, Etat qui fut à la fois le modèle et le noyau de cristallisation d'un nouvel empire.

Quels enseignements féconds pour l'avenir nous donnent ces faits! Les deux premiers grands succès de notre politique extérieure ont été les plus durables. Sans eux, notre peuple ne jouerait plus aucun rôle. Ils représentent la première tentative, malheureusement, ce fut la seule qui réussit, de faire concorder l'accroissement de la population et le ter-

ritoire. Et c'est un désastre véritable que les historiographes allemands n'aient jamais su donner leur juste valeur à ces deux grandes réalisations, d'une importance sans égale pour la postérité, alors qu'ils chantent la gloire de tout et de rien, et portent aux nues un héroïsme aventureux, des guerres et des combats risqués sans nombre, qui, pour la plupart, n'ont pas influé sur l'avenir de la nation.



REPRISE DE LA POLITIQUE DE L'EST

Aussi nous autres, nationaux-socialistes, biffons-nous délibérément l'orientation de la politique étrangère d'avant-guerre. Nous commençons là où on avait fini six cents ans auparavant. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le Sud et l'Ouest de l'Europe et nous jetons nos regards sur l'Est.

Nous mettons fin à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir.

ALLEMAGNE ET RUSSIE

Mais parler aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, c'est penser tout d'abord à la Russie et aux pays voisins qui en dépendent.

Le destin même semble vouloir nous la montrer du doigt : en livrant la Russie au bol-

chevisme, il a privé le peuple russe de cette classe d'intellectuels qui fonda et dirigea jusqu'à ce jour son existence d'Etat. Car l'organisation de l'Etat russe ne doit pas être attribuée aux aptitudes politiques du slavisme en Russie. On doit bien plutôt y voir un remarquable exemple de l'activité de l'élément germanique, capable de créer des Etats, au sein d'une race de moindre valeur. Il y a bien des Etats puissants sur cette terre qui ont été créés de la sorte. Des peuples inférieurs, ayant à leur tête des organisateurs et des maîtres de race germanique, se sont souvent enflés jusqu'à devenir, à un certain moment, des Etats puissants, et ils le sont restés aussi longtemps que le noyau de la race créatrice d'Etat resta sans souillure. Depuis des siècles la Russie vivait aux dépens du noyau germanique de ses couches supérieures dirigeantes. Ce noyau est maintenant extirpé et anéanti. Le Juif a pris sa place. Et si le Russe ne peut secouer de lui-même le joug du Juif, de même le Juif ne saurait longtemps conserver le puissant Etat.

*LA RUSSIE ET LES JUIFS. PAS
DE POSSIBILITÉ D'ENTENTE AVEC
LA RUSSIE*

Le Juif n'est pas un élément organisateur, c'est un ferment de décomposition. Le gigantesque Etat de l'Est est mûr pour l'écroulement. Or la fin de la domination juive en Rus-

sie sera aussi la fin de l'Etat russe. Le destin nous a élus pour assister à une catastrophe qui sera la preuve irréfutable de la justesse des théories racistes sur les races humaines.

Et notre tâche, la mission du mouvement national-socialiste est de faire adopter à notre peuple ces conceptions politiques. Elles lui montreront son avenir non pas comme une enivrante et nouvelle campagne d'Alexandre, mais comme le travail laborieux de la charue allemande à laquelle le glaive doit donner la terre...

Les maîtres actuels de la Russie n'ont pas du tout l'intention de conclure une alliance honnête, ni surtout de l'observer...

On ne traite pas avec un partenaire dont le seul intérêt est la destruction de l'autre partie...

Le danger qui a fait succomber la Russie est toujours une menace pour l'Allemagne.

Il faut être un bourgeois naïf pour croire le bolchevisme conjuré. Son esprit superficiel ne se doute aucunement que ce mouvement a toute la force d'un instinct : l'aspiration du peuple juif à la domination universelle, tendance aussi naturelle que celle qui pousse l'Anglo-Saxon à s'assurer la puissance sur cette terre... Le Juif aussi suit sa voie qui le conduit à se glisser dans les peuples et à les vider de leur substance, et ses armes sont le mensonge et la calomnie, l'empoisonnement et la décomposition, car il poursuit la lutte jusqu'à ce que l'adversaire détesté périsse de

façon sanglante. Nous devons voir dans le bolchevisme russe la tentative des Juifs au vingtième siècle pour conquérir la domination mondiale...

La lutte contre la bolchevisation mondiale juive doit comporter une attitude nette vis-à-vis de la Russie soviétique. On ne peut chasser le diable par Belzébuth.

IX

LES THÉORIES ESTHÉTIQUES DU NATIONAL-SOCIALISME

L'ART BOLCHEVISTE RENIE LE PASSÉ ET CONDUIT AU CHAOS

Déjà, à la fin du siècle dernier, commençait à s'infiltrer dans notre art un élément qui, jusqu'alors, était à peu près complètement inconnu. Sans doute, à des époques antérieures, avait-on commis maintes fautes de goût, mais de tels cas étaient plutôt des erreurs artistiques auxquelles la postérité a pu reconnaître une certaine valeur historique; il ne s'agissait jamais d'œuvres ayant perdu tout caractère artistique et auxquelles une dépravation intellectuelle poussée jusqu'au manque total d'esprit aurait donné naissance. C'est dans ces manifestations culturelles que commença alors à paraître l'effondrement qui ne devint visible dans le domaine politique que plus tard. Le bolchevisme dans l'art est du reste la seule forme culturelle vivante possible du bol-

chevisme et sa seule manifestation d'ordre intellectuel.

Si l'on trouve singulière cette manière de voir, que l'on examine seulement l'art des Etats qui ont eu le bonheur d'être soumis au bolchevisme, et l'on pourra contempler avec effroi ce qui constitue l'art officiellement reconnu, l'art d'Etat, les extravagances de fous ou de décadents que les théories du cubisme et du dadaïsme nous ont appris à connaître depuis la fin du siècle dernier.

Même pendant la courte durée de la république soviétique bavaroise, ce phénomène était apparu. Déjà on pouvait voir là combien toutes les affiches officielles, les dessins de propagande des journaux, etc... portaient non seulement le sceau de la décomposition politique, mais aussi celui de la décomposition de la culture.

*
**

La caractéristique de cette époque (d'art décadent) est la suivante : non seulement elle a produit plus de malpropreté qu'aucune autre, mais, par-dessus le marché, elle salissait tout ce qu'il y a de vraiment grand dans le passé. C'est du reste un phénomène toujours visible à de pareilles époques. Plus les œuvres d'une époque et de ses hommes sont basses et misérables, plus ils haïssent les témoins d'une grandeur et d'une dignité passées, parce qu'elles ont été supérieures. La tâche que l'on choisit alors, c'est effacer les souvenirs du

passé de l'humanité, pour présenter impudemment sa propre camelote comme de l'art, toute possibilité de comparaison étant supprimée.

*
**

L'ART VÉRITABLE SE RELIE AU PASSÉ

Plus elle sera lamentable et misérable, plus chaque nouvelle institution essayera d'effacer les derniers vestiges du passé : tandis qu'une rénovation grande et véritable de l'humanité ne craint pas de se relier aux belles œuvres des générations passées, souvent même elle cherche à les mettre en valeur. Elle ne craint pas de pâlir devant le passé, car elle apporte au trésor commun de la culture humaine une contribution si précieuse que, souvent, elle voudrait entretenir elle-même le souvenir des œuvres anciennes pour leur apporter l'hommage qui leur est dû, afin de pouvoir assurer à sa production nouvelle la pleine compréhension du présent.

Quand une idée nouvelle, un enseignement nouveau, une nouvelle conception du monde, aussi bien qu'un mouvement politique ou économique, essaye de nier tout le passé, le peint comme mauvais ou sans valeur, cette seule raison doit suffire à vous rendre plein de méfiance et de circonspection. Dans la plupart des cas, une telle haine a sa source, soit dans

la valeur médiocre de celui qui l'exprime, soit dans quelque intention mauvaise. Une rénovation vraiment bienfaisante de l'humanité devra toujours et éternellement construire à l'endroit même où s'arrête la dernière fondation solide. Elle n'aura pas à rougir de se servir de vérités déjà établies; car toute la culture humaine, et l'homme lui-même, résultent d'une évolution longue et unique, dans laquelle chaque génération a apporté sa pierre pour construire l'édifice.

La signification et le but des révolutions ne sont donc pas de détruire tout cet édifice, mais de supprimer ce qui est mauvais ou mal adapté et de bâtir encore à côté de ce qui existe, à l'endroit sain qu'on a de nouveau libéré. C'est à ce prix seulement que l'on aura le droit et la possibilité de parler d'un progrès de l'humanité. Sans cela le monde retournerait toujours au chaos, car chaque génération s'attribuerait alors le droit de renier le passé, et par là même, avant de se mettre au travail à son tour, de détruire le travail des générations passées.

*
**

LE JUIF, DESTRUCTEUR DE LA CULTURE

...Le plus haut résultat obtenu par la communauté humaine n'est pas du tout, comme le croient, en particulier, les économistes, ce

qu'on appelle l'économie, mais la culture¹. Il ne faut donc pas voir un pur hasard dans le fait que toute tentative anarchiste s'accompagne d'une lutte sauvage contre les plus hauts résultats obtenus par la communauté, c'est-à-dire contre les acquisitions culturelles. Dans sa tentative anarchique pour retourner aux formes primitives, l'individu de basse classe maté par la communauté de l'Etat déchaîne automatiquement toujours sa rage contre ces acquis les plus élevés du travail collectif.

L'histoire de l'Egypte, des Etats de la Mésopotamie et celle des époques culturelles, plus proches de nous, de l'antique Hellade et de Rome, nous apprend que les temps de révolte anarchique ont toujours été accompagnés de sauvages destructions des temples, d'édifices, de monuments, etc...

Des iconoclastes du moyen âge aux destructeurs d'églises et de monuments de la culture en Espagne, c'est l'histoire qui se répète entièrement.

Il ne faut pas non plus voir un hasard dans le fait que l'élément juif, au moment où il croit pouvoir se dresser contre l'Etat pour en saisir la direction, cherche d'abord à anéantir les plus précieux résultats collectifs atteints par les Etats.

Railler les œuvres d'une culture historique, se moquer des vénérables monuments de l'histoire de l'art, persifler les traditions culturel-

1. Discours au Congrès de Nuremberg, septembre 1936.

les sacrées, parodier avec cynisme des chefs-d'œuvre immortels jusqu'à tourner en ridicule et de la manière la plus répugnante toutes les choses de la foi, prendre consciemment le contre-pied du sentiment naturel et sain de la beauté, le culte de l'odieux et du laid, de tout ce qui est nettement morbide, ce ne sont là que les traits divers d'une attitude uniforme que traduit le refus d'admettre les résultats du travail, des acquis les plus nobles de la communauté humaine, et, en fin de compte, le rejet de principe de toute cette activité culturelle.

Aussi existe-t-il un rapport indissoluble entre l'action destructive de la Juiverie sur la vie économique et son action non moins destructrice dans tous les autres domaines de la culture humaine. Si cette Juiverie semble se placer sur le terrain positif de la culture et même fait semblant d'aider à la développer, il s'agit, presque toujours, d'une simple manœuvre pour exploiter commercialement une situation donnée avec plus ou moins de ruse, une réalisation humaine supérieure que l'on ne peut pour le moment détruire.

POLITIQUE ET CULTURE SONT INTIMEMENT LIÉES

Voici un principe fondamental¹ :

Aucun être humain ne peut avoir de rap-

1. Discours au Congrès de Nuremberg, septembre 1936.

ports intimes avec une réalisation culturelle qui ne résulte pas des éléments de sa propre origine.

Certes, nous pouvons, grâce à une bonne instruction générale, respecter les créations artistiques d'autres peuples qui nous restent en dernière analyse, incompréhensibles, ou nous émeuvent peu, et leur témoigner notre estime. Mais de tels sentiments sont complètement étrangers au peuple juif qui, au profond de son être, et en tout cas dans le sens productif, n'a jamais eu le sens des arts et qui, en outre, a prouvé, au cours de son histoire millénaire, qu'il n'avait que la vilaine qualité d'être toujours négateur et jamais constructeur.

Mais voici ce qui ressort encore de telles considérations. Si l'internationalisme de l'art n'est qu'une sotte et dangereuse phrase, il n'est pas moins mauvais de croire que politique et culture sont deux domaines entièrement séparés. Le contraire est la vérité. Si l'on doit voir dans la culture la réalisation la plus élevée de la communauté, et si elle n'a pu se réaliser que grâce à l'existence de grandes communautés, elle est donc indissolublement liée à ces forces éternellement créatrices qui forment la communauté humaine, qui la maintiennent et qui lui insufflent leur esprit élevé.



L'ÉTAT, CONDITION PREMIÈRE DE L'ART, ET NON L'ÉCONOMIE

Quels que soient les progrès humains¹ que nous poursuivons, tous sont périssables et seront toujours suivis de nouvelles connaissances, de nouvelles expériences et des résultats concrets qui en découlent. On entend parfois exprimer l'opinion qui semble si juste et qui est pourtant si stupide que : l'économie est la condition première de tout art.

Non ! Non ! C'est l'Etat qui est la condition première de l'économie, comme il est la condition première de l'art, l'Etat, c'est-à-dire les forces politiques constructrices et directrices inhérentes aux peuples. Cette force politique et constructrice est plus ou moins heureusement enracinée dans le domaine économique, c'est-à-dire dans le périssable aussi bien que dans le domaine culturel, c'est-à-dire dans ce qui est immortel. Croire que la plus haute richesse économique des peuples correspond au plus haut développement de la culture humaine, c'est faire preuve d'une connaissance tout à fait superficielle, pour ne pas dire d'une ignorance aveugle du développement de l'histoire de l'humanité.

Ce ne sont pas les réalisations économiques, mais seulement les manifestations culturelles

1. Discours au Congrès de Nuremberg, septembre 1936.

qui font l'histoire des hommes et celles des nations. Il est possible que des peuples, et il y en a sûrement, aient connu une vie économique probablement beaucoup plus florissante que celle des anciens Grecs, par exemple. Mais la mémoire des uns a été transmise pour toujours à la postérité, grâce à leurs œuvres artistiques et spirituelles, tandis que les autres, qui n'avaient rien produit dans ce domaine, sont tombés dans un complet oubli. Et ce n'est que justice.

En effet, quel intérêt la postérité pourrait-elle prendre à s'occuper d'êtres humains qui n'ont peut-être pas eu d'autre souci que de se remplir le ventre, ou encore qui n'ont pensé qu'à déployer un luxe satisfaisant à leurs besoins personnels ? Nous retrouvons ici les mêmes lois que dans la vie de l'individu.

Toutes les richesses que l'homme consomme, pour les besoins matériels de sa vie, sont vouées à l'oubli, seul ce qu'il a édifié, ce qu'il laisse de durable comme trace de son existence portera témoignage de son passage sur cette terre. Le manuscrit d'un philosophe affamé vivra éternellement dans l'histoire de l'humanité, bien plus que les entreprises lucratives du plus vaniteux des capitalistes.

Et qu'on ne vienne pas me dire que le philosophe en question n'aurait pu composer son œuvre sans ce capitaliste. Il y a des musiciens, demeurés immortels pour la postérité, mais qui, malheureusement, eux, sont morts de faim ; par contre, il y a eu des Crésus, pou-

vant satisfaire tous les désirs humainement imaginables qui, malgré cela, sont entièrement effacés de la mémoire des hommes; et grâce à Dieu, il en est ainsi. Toutes les grandes réalisations culturelles de l'homme sont sûrement le témoignage le plus élevé qu'il puisse donner de sa supériorité sur les autres êtres vivants. Cependant, ces réalisations restent, de ce fait, pour toujours étrangères à ceux-là qui n'ont pu contribuer à ce progrès de l'humanité, ni participer spirituellement à ce mouvement, mais qui, d'une manière quelconque, en sont restés à l'animalité. C'est aussi pourquoi tous les peuples qui manquent de respect pour l'Etat, manquent de respect pour la culture.

Et c'est pourquoi le bolchevisme politique est accompagné du bolchevisme culturel.

*
**

LE XIX^e SIÈCLE ASSERVI A L'ÉCONOMIE AVAIT PERDU LE SENS DE L'ART

C'est au XIX^e siècle que nos villes commencèrent à perdre de plus en plus le caractère de centre de civilisation et s'abaissèrent jusqu'à n'être plus que des simples centres d'immigration. Si le prolétariat moderne des grandes villes s'attache peu au centre qu'il habite, c'est que celui-ci ne représente plus que le lieu de stationnement de chacun et rien d'autre. Une

des causes semble bien être les changements fréquents de résidence dus aux conditions sociales qui ne laissent pas à l'homme le temps de s'attacher étroitement à sa ville, mais le manque de caractère — si l'on se place au point de vue de la culture générale — et la sécheresse de nos villes d'aujourd'hui, en sont une autre cause.....

Les localités industrielles ne sont que des amoncellements de casernes, l'on y gîte, l'on y loue et c'est tout. C'est une énigme que l'on puisse s'attacher à des localités manquant à ce point de caractère. Quelqu'un peut-il s'attacher à une ville qui n'a rien à offrir de plus qu'une autre, qui n'a aucun caractère personnel, et pour laquelle on semble avoir pris la peine d'éviter tout ce qui pourrait avoir la moindre apparence artistique?

Mais ceci n'est pas tout : les grandes villes deviennent, elles aussi, d'autant plus pauvres en véritables œuvres d'art que leur population grandit. Elles ont toujours l'air plus brutes et se présentent toutes avec le même aspect, quoiqu'elles soient plus grandes, que les pauvres petites localités industrielles. L'apport artistique de l'époque moderne à nos grandes villes est véritablement insuffisant. Toutes nos villes vivent de la gloire et des trésors du passé. Si l'on retire au Munich actuel toutes les créations de Louis I^{er}, l'on découvrira avec horreur le nombre misérable d'œuvres d'art importantes qui y ont été ajoutées depuis cette époque. On pourrait en dire

autant de Berlin et de la plupart des autres grandes villes.

Et maintenant, voici l'essentiel : nos grandes villes d'aujourd'hui ne possèdent aucun monument qui se détache dans l'aspect général de la cité et qui puisse être désigné comme le symbole de toute une époque. Les villes du moyen âge étaient pourtant dans ce cas, qui presque toutes possédaient un monument de leur gloire. Ce monument caractéristique de la cité antique, on ne le trouvait pas parmi les habitations privées, mais dans les monuments de la collectivité destinés à abriter non pas une vie passagère, mais les dieux de l'éternité, non pas à porter la marque de la richesse d'un particulier, mais la grandeur et l'importance de la collectivité...

Dès que l'on compare les proportions des constructions des Etats antiques avec celles des habitations de la même époque, on comprend le poids et la puissance de ce principe selon lequel les constructions publiques doivent avoir le premier rang.

Les quelques colonnes que nous admirons aujourd'hui et qui émergent encore des monceaux de décombres et des espaces couverts de ruines du monde antique, ce ne sont pas les palais d'affaires de ce temps-là, ce sont des temples et des bâtiments de l'Etat : le propriétaire de ces œuvres était la collectivité même.

Même lors de la décadence de Rome et dans sa pompe, les villas ou les palais de quelques

citoyens ne tinrent pas la première place, mais les temples et les thermes, les stades, les cirques, les aqueducs et les basiliques, etc... dont l'Etat était propriétaire et par conséquent le peuple entier.

Le moyen âge germanique lui-même maintint ce principe directeur, quoique les conceptions artistiques aient complètement changé. Ce qui, dans l'antiquité, s'exprimait dans l'Acropole ou le Panthéon, trouvait maintenant son symbole dans les formes de la voûte gothique... Cathédrales, hôtels de ville, halles aux grains et tours de garde sont le signe apparent d'une conception qui, à la base, retrouvait celle de l'antiquité.

Combien lamentable est devenue la proportion entre les bâtiments de l'Etat et les constructions privées ! Si Berlin subissait le destin de Rome, la postérité pourrait admirer un jour, comme l'œuvre la plus puissante de notre temps, les magasins de quelques Juifs et les hôtels de quelques sociétés dans lesquels s'exprimerait le caractère de la civilisation actuelle. Il existe une disproportion éclatante entre les bâtiments du Reich et ceux de la finance et du commerce...

Il manque donc à nos villes modernes la caractéristique principale de la communauté populaire ; ne nous étonnons donc pas si la communauté ne voit, dans ses propres villes, rien qui la symbolise.



LA TACHE ARTISTIQUE DU NATIONAL-SOCIALISME

Ce sera l'Etat national-socialiste¹ qui imposera les tâches, et il les a déjà imposées, dans le domaine culturel; ce sera lui également qui veillera aux grandes lignes de leur accomplissement. Aussi la période de l'art persiflé par le bolchevisme est-elle close en Allemagne, car cet art bolcheviste et futuriste est un mouvement rétrograde anarchique.

L'art national-socialiste doit servir au développement de notre communauté. Cet art national-socialiste ne peut donc plus tolérer ces symptômes d'un monde décadent, que nous avons surmonté, et dont les ravages démocratiques se répercutaient sans conteste dans tout le domaine culturel. Nous aimons ce qui est sain. La mesure en sera donnée par le meilleur de l'âme de notre peuple. Nous ne voulons pas autre chose dans notre art que la glorification de ce meilleur. Notre idéal de beauté devra toujours être : la santé. Dans le domaine architectural, ce principe se traduit par la clarté et l'utilité qui engendrent toutes deux la beauté.

Nous n'avons rien à voir avec ces éléments qui ne connaissent le national-socialisme que

1. Discours au Congrès de Nuremberg, septembre 1936.

par ouï-dire et qui, par suite, lui attribuent trop facilement certaines phrases indéfinissables sur le nordisme et qui, à leur tour, font partir leurs recherches d'on ne sait quel cercle fantaisiste atlantique...

Autour de nous nous voyons grandir une nouvelle génération. La lumière, l'air et le soleil nous offrent un nouvel idéal. Dans sa beauté physique, nous voyons renaître un véritable art nouveau. Sa santé nous garantit qu'il concorde avec notre vouloir et notre action politique.

Notre critérium des réalisations culturelles étant ce principe de santé et, par suite, de sens de la beauté du nouvel homme, nous retrouverons efficacement cette noble forme, cette forme vraiment dégagée des influences du temps et qui est fondée sur le caractère immuable de notre peuple. La direction culturelle du peuple, chez nous, se fera sentir dans tous les domaines de la création artistique. Et, dès à présent, nous sommes heureux de savoir que cet effort n'est pas une simple tentative mais qu'il se traduit par des réalités. Tout ce qui ne peut suivre le mouvement devra être écarté.

Si, dans le domaine politique, nous avons libéré notre peuple des éléments anarchiques de désagrégation et, par suite, de destruction, de même nous écarterons toujours d'avantage, dans le domaine culturel, ceux qui, soit consciemment, soit par manque de talent, ont aidé, ou même veulent encore aider à

créer, par la décadence de la culture, une décadence politique.

L'Etat national-socialiste tirera de ces considérations leurs conséquences pratiques. Ce faisant, nous savons bien que l'on ne peut assurer à tout un peuple une même éducation en proclamant la vérité en tous lieux en même temps, mais en dévoilant pour la première fois aux contemporains la nouvelle sagesse en un lieu et une seule fois.

Aussi commencerons-nous notre œuvre culturelle par un certain nombre de puissantes réalisations de valeur documentaire, car nous sommes convaincus que l'exemple immortel reste le meilleur enseignement pour tous les temps. En effet, ce puissant exemple possède une force de réalisation, et c'est cela que ne peuvent supporter les anarchistes : la forme — par conséquent le style. Nous avons la volonté de sortir du désordre des réalisations individuelles dans le domaine de l'art et de retrouver ce grand style qui caractérise une œuvre entreprise en commun et dont les effets se rehaussent et se complètent mutuellement. Les gigantesques constructions que nous avons commencées en quelques endroits du Reich et que nous commencerons à bref délai concourent à atteindre ce but.

Le nouveau Nuremberg de nos congrès est né de ces intentions. Il faut que soit réalisé ici, et dans les proportions les plus grandioses, un monument de style exemplaire et qui, en même temps, puisse rendre des mil-

lions d'Allemands fiers d'être membres d'une telle communauté. C'est le même esprit et la poursuite des mêmes buts qui président à la transformation de la capitale du Mouvement, qui présidera bientôt à la rénovation de Berlin, la capitale du Reich allemand. Les grands ouvrages qui surgiront en ces lieux rempliront notre peuple non seulement de joie dans le présent, mais de fierté dans l'avenir. En effet, la seule réalisation impérissable, du travail et de l'énergie humaine, c'est l'art!

APPENDICE

L'HOMME DEVANT LA VIE

LA MAISON FAMILIALE

C'est cette petite ville de l'Inn (Braunau-am-Inn), bavaroise de sang mais politiquement autrichienne, que mes parents habitaient vers 1890. Mon père était un fonctionnaire consciencieux. Ma mère s'adonnait aux soins du ménage et entourait ses enfants de sollicitude et d'amour... Peu de temps après, mon père revenait à Linz pour y prendre sa retraite...

C'est à cette époque que remontent mes premières idées personnelles. Les libres jeux, l'école buissonnière, la fréquentation de vigoureux garçons — qui étaient souvent pour ma mère l'occasion de profonds soucis — ne firent pas de moi un casanier. Je ne m'interrogeais guère sur ma vocation, mais ce qui est sûr, c'est que mes goûts ne me portaient aucunement vers une existence semblable à celle de mon père. Je crois que mon talent d'orateur commençait déjà à poindre dans les discours plus ou moins éloquents que je faisais à mes camarades. J'étais devenu un petit meneur, difficile à mener lui-même, bon

écolier néanmoins, car je travaillais facilement.

A mes moments de liberté, je suivais les cours de chant au chapitre des chanoines de Lambach et j'y trouvais l'occasion fréquente de m'enivrer de la pompe grandiose des fêtes religieuses. Il était donc tout naturel que la situation de mon révérend abbé m'apparût alors comme un idéal digne des efforts les plus grands, paré de tous les prestiges qu'avait possédés autrefois, pour mon père, l'humble prêtre de son village...

Mais cette vocation disparut bientôt pour faire place à des espérances qui correspondaient mieux à mon tempérament. Fouillant dans la bibliothèque paternelle, je tombai sur divers livres militaires, parmi lesquels une édition populaire de la guerre franco-allemande de 1870-71. Il s'agissait de deux volumes d'un journal illustré de ces deux années. J'en fis bientôt ma lecture favorite. Rapidement, la grande guerre héroïque prit la première place dans mes préoccupations morales. Depuis lors, je butinai de plus en plus tout ce qui se rapportait à la guerre et à l'état militaire...

**

Il fallut décider de mes études. Pour mon père, il ressortait de mes manières plus encore que de mon tempérament que je n'avais aucune aptitude pour des études clas-

siques au lycée. La Realschule lui paraissait me convenir davantage. Mon évidente facilité pour le dessin, matière, à son avis, trop négligée dans les lycées autrichiens, le confirma dans cette opinion. Peut-être aussi le souvenir de sa propre vie de travail l'éloignait-il des humanités, sans intérêt pratique à ses yeux. Je crois qu'il comptait fermement que son fils, lui aussi, serait fonctionnaire comme lui...

Pour la première fois de ma vie — à onze ans — je me rangeai dans l'opposition. Si mon père était tenace pour mener à bien les plans qu'il avait conçus, son fils n'était pas moins obstiné à s'opposer à une idée qui ne lui présageait rien de bon.

Je ne voulais pas être fonctionnaire.

Les discours, les *sévères* remontrances ne purent venir à bout de cette résistance. Je ne serais pas fonctionnaire, non et non! C'est en vain que mon père me peignait sa propre vie pour essayer d'éveiller en moi cette vocation : il provoquait l'effet contraire. J'avais des nausées à la pensée que je pourrais, un jour, être prisonnier dans un bureau; que je ne serais pas maître de mon temps, mais obligé toute ma vie de remplir des imprimés.

Mais aussi, quelles pensées, cette perspective pouvait-elle éveiller chez un jeune homme qui était vraiment autre chose qu'un « brave garçon » au sens courant du mot!...

Lorsque, pour la première fois, alors que je venais encore de me refuser à accepter son

idée favorite, mon père me demanda quel était enfin mon dessein, ma résolution déjà formée me fit répondre immédiatement. Il en demeura presque muet.

« Peintre? Artiste peintre? »

Il douta de mon bon sens, crut avoir mal entendu ou mal compris. Mais, lorsque je me fus expliqué entièrement et qu'il découvrit le caractère sérieux de mon projet, il s'y opposa avec autant de décision qu'il le put. Sa décision fut fort simple et ne s'embarrassa d'aucune considération touchant mes dispositions réelles. « Artiste peintre, non, jamais de la vie. » Mais, comme son fils avait hérité, avec ses autres qualités, une opiniâtreté aussi grande que la sienne, mon affirmation contraire fut tout aussi énergique. Des deux côtés on en resta là. Le père n'abandonna pas son « jamais », je restai fidèle à mon « quand même ».

*
**

La question de mon métier devait être résolue plus rapidement que je ne m'y attendais.

J'avais treize ans quand je perdis subitement mon père. Il fut terrassé, en pleine force, par une attaque d'apoplexie, terminant sans souffrance sa carrière terrestre et nous plongeant tous dans la plus profonde douleur. Son désir le plus cher avait été d'aider son fils à faire sa carrière pour lui éviter de connaître

les épreuves de ses propres débuts. Il dut voir qu'il ne l'avait pas réalisé. Mais, sans en avoir la moindre conscience, il avait jeté en moi les germes d'un avenir que nous ne soupçonnions ni l'un ni l'autre. Rien ne fut changé d'abord, en apparence. Ma mère se crut obligée de continuer mon éducation, en restant fidèle au vœu de mon père, c'est-à-dire en me destinant à la carrière de fonctionnaire. J'étais moi-même décidé à ne le devenir sous aucun prétexte... Une maladie de quelques semaines apporta une solution soudaine au problème de mon avenir et coupa court à tous les conflits familiaux. Mes poumons étaient gravement atteints. Le docteur conseilla à ma mère de ne m'enfermer plus tard dans un bureau sous aucun prétexte et, en particulier, d'interrompre au moins un an mes études à la Realschule. J'atteignais ainsi, presque d'un seul coup, ce qui avait toujours été le but de mes secrets désirs, puis de mon persévérant combat.

Alors qu'elle était frappée par ma maladie, ma mère m'accorda de quitter la Realschule pour l'Académie. Ce furent des jours heureux qui me paraissaient presque un rêve et qui, d'ailleurs, devaient n'être qu'un rêve. Deux ans plus tard, la mort de ma mère mettait brutalement fin à ces beaux projets.

Elle succomba à une longue et douloureuse maladie qui, dès le début, ne nous avait laissé qu'un bien faible espoir de guérison. Le coup m'atteignit cependant d'une façon terrible.

J'avais révééré mon père, mais j'avais aimé ma mère.

Les dures réalités de l'existence me forcèrent à prendre de rapides décisions. Le maigre pécule de la famille avait été à peu près épuisé durant la maladie de ma mère. Je recevais une pension d'orphelin, mais elle ne suffisait pas à me faire vivre, et j'étais obligé, d'une manière ou d'une autre, de gagner moi-même mon pain.

Je partis pour Vienne emportant une valise d'habits et de linge. Mon cœur était rempli d'une résolution inébranlable. Mon père avait réussi, cinquante ans plus tôt, à forcer son destin. Je suivrais son exemple. Je deviendrais « quelqu'un » — mais pas un fonctionnaire!



COMMENT HITLER DEVIENT NATIONALISTE ALLEMAND

...Comme dans tous les combats, dans la rivalité des langues de l'ancienne Autriche, il y avait trois clans, les *combattants*, les *tièdes* et les *traîtres*. Cela commençait à l'école, car il est remarquable que la lutte des langues est surtout ardente en ce lieu où se forment les générations futures. Il faut conquérir l'enfant et on lui lance le premier appel du combat :

« Enfant allemand, n'oublie pas que tu es un Allemand. »

« Fillette, pense que tu dois être un jour une mère allemande. »

Lorsqu'on connaît l'âme de la jeunesse, on sait que c'est elle qui peut écouter avec le plus de joie un pareil appel. Elle trouvera mille formes pour lutter à sa façon et avec ses armes. Elle refusera de chanter les chansons étrangères, elle exaltera les gloires allemandes d'autant plus haut qu'on voudra l'en écarter; elle économisera sur ses friandises l'argent qui sera le trésor de guerre des grands; elle saura se rebeller à bon escient contre les professeurs étrangers; elle portera les insignes interdits du peuple auquel elle appartient, heureuse d'être punie ou même battue pour cette cause. Elle est donc en petit l'image des grands, souvent mieux inspirée.

Ainsi j'avais eu, moi aussi, l'occasion de participer, encore jeune, à la lutte entre les nationalités de la vieille Autriche. On quêtait pour la marche du Sud et pour la Ligue scolaire; enthousiasmés par les bluets et les couleurs noir, rouge et or, nous poussions des *Heil*; les punitions et les avertissements ne nous empêchaient pas d'entonner, à la place de l'hymne impérial, notre cher *Deutschland über alles...*



...Ma vie entière a peut-être été déterminée par le fait que j'ai eu un professeur d'histoire qui comprenait, comme bien peu de gens, l'intérêt primordial de ces considéra-

tions (étudier l'histoire, c'est rechercher les causes déterminantes des événements historiques) en ce qui concerne l'enseignement et les examens : le Dr Leopold Poetsch, de la Realschule de Linz, était la personnification idéale de tout cela. C'était un digne vieillard, d'aspect énergique, mais plein de bonté. Sa verve éblouissante nous enchaînait et nous transportait à la fois. Ce n'est pas sans émotion, qu'aujourd'hui encore, j'évoque cet homme à cheveux gris, qui si souvent, au cours d'un exposé plein de feu, nous faisait oublier le présent, nous transportait comme par magie dans le passé où il redonnait la vie à quelque souvenir historique desséché qu'il dégagait de la pénombre des siècles. Nous restions sans bouger, l'esprit illuminé, émus jusqu'aux larmes. Avec plus de bonheur encore qu'il éclairait le passé par le présent, ce professeur savait tirer du passé des leçons pour le présent. Mieux que personne il expliquait les problèmes d'actualité qui nous passionnaient. Il utilisait notre petit fanatisme national pour notre éducation : il faisait souvent appel à notre sentiment national de l'honneur pour ramener, plus rapidement que de tout autre manière, l'ordre dans nos rangs.

Un tel professeur fit de l'histoire mon étude favorite. Il est vrai qu'il fit aussi de moi, bien involontairement, un jeune révolutionnaire.

Mais qui donc aurait pu étudier l'histoire de l'Allemagne avec un tel professeur sans deve-

nir l'ennemi d'une dynastie qui n'avait, sur les destinées de la nation, qu'une influence désastreuse?

Qui aurait pu garder sa fidélité de sujet à une dynastie qui, dans le passé, dans le présent, trahissait sans cesse et toujours les intérêts allemands pour d'ignobles gains personnels?

Jeunes gens, ne savions-nous pas déjà que l'Etat autrichien ne pouvait avoir pour nous, Allemands, aucun amour?



ANNÉES D'ÉTUDES ET DE SOUFFRANCES A VIENNE

Lorsque ma mère mourut, j'étais déjà un peu éclairé sur mon avenir.

Durant sa dernière maladie j'étais allé à Vienne pour passer l'examen d'admission à l'Académie des Beaux-Arts. Emportant une épaisse liasse de dessins, je partis, convaincu que me faire recevoir serait pour moi un jeu d'enfant. J'avais été de beaucoup le meilleur dessinateur de la Realschule, et mes capacités avaient été en se développant énormément, en sorte que, assez satisfait de moi-même, je partais avec fort bon espoir.

J'avais cependant un souci : il me semblait que j'étais encore mieux doué pour le dessin que pour la peinture, particulièrement pour le dessin d'architecture. Et d'ailleurs, mon

goût pour l'architecture elle-même augmentait toujours...

...J'attendais, brûlant d'impatience, mais avec une orgueilleuse confiance, le succès de mon examen d'admission. J'étais tellement sûr du succès que l'annonce de mon échec me fit l'effet d'un coup de foudre dans un ciel sans nuages. Je fus bien obligé d'y croire cependant. Lorsque je me fis introduire auprès du recteur et que je sollicitai l'explication de mon échec à la section de peinture de l'Académie, il me répondit que les dessins que j'avais présentés prouvaient sans conteste mon manque de dispositions pour la peinture, mais, par contre, pouvaient peut-être convenir à l'architecture. Il ne pouvait être question pour moi de la section de peinture de l'Académie, mais seulement de la section d'architecture. Il paraissait difficile d'admettre que je n'avais jamais encore fréquenté une telle école, ni reçu ce genre d'enseignement.

Je partis fort abattu du Palais Hansen sur la Schiller Platz; pour la première fois, je doutais de moi-même. Car ce que l'on venait de me dire de mes dispositions me révélait d'un seul coup, en un éclair soudain, une discordance qui me faisait souffrir depuis longtemps sans que j'aie pu en découvrir exactement la nature et les causes...

Lorsque, après la mort de ma mère, je revins à Vienne pour la troisième fois, — et cette fois pour plusieurs années, — j'avais retrouvé calme et décision. J'avais recouvré

ma fierté et je m'étais fixé définitivement le but à atteindre. Je voulais devenir architecte et les difficultés qui se présentaient étaient de celles que l'on brise et non de celles devant lesquelles on abdique. Et je voulais les briser, gardant toujours devant les yeux l'image de mon père, modeste ouvrier cordonnier de village, qui était devenu fonctionnaire. Mon point de départ était meilleur, la lutte en serait plus facile; dans ce que je crus alors être une dureté du destin, je reconnais aujourd'hui la sagesse de la Providence. La déesse de la nécessité me prit dans ses bras et faillit souvent me briser : l'obstacle affermit ma volonté qui, finalement, triompha.

Je remercie cette période de m'avoir rendu dur et capable d'être dur. Je lui suis encore plus reconnaissant de m'avoir arraché au néant de la vie facile, d'avoir emporté hors d'un nid douillet un enfant trop choyé, d'avoir fait du souci sa nouvelle mère, de l'avoir jeté malgré lui dans le monde de la misère et de l'indigence, lui permettant ainsi de connaître ceux pour lesquels il devait plus tard combattre.

「命」
戦争

...Vienne, dont le nom est pour tant de gens synonyme de gaieté et d'insouciance, lieu de plaisir pour des mortels favorisés, n'évoque, hélas! pour moi, que le souvenir vivace de la plus triste période de ma vie.

Aujourd'hui encore, son nom n'éveille en moi que le pénible souvenir de cinq ans de détresse. Cinq ans durant lesquels je me fis d'abord manœuvre, puis petit peintre, pour gagner ma subsistance, maigre subsistance, impuissante à apaiser ma faim renaissante. Dans la faim, j'avais alors un gardien fidèle qui ne me quitta jamais, une compagne qui partageait toutes choses avec moi. Elle participait à chaque livre que j'achetais; si j'assistais à une représentation à l'Opéra, le jour suivant, elle me tenait compagnie; je me battais constamment contre mon impitoyable amie. Cependant, je m'instruisis alors comme je ne l'avais jamais fait. En dehors de mon architecture, en dehors de mes visites à l'Opéra que j'achetais par mes jeûnes, ma seule joie était les livres que je désirais toujours en plus grand nombre.

Je lisais alors énormément et à fond. Je consacrais le temps libre qui me restait après mon travail à la seule lecture. En quelques années, je me constituai ainsi un bagage de connaissances qui me servent encore aujourd'hui.

J'ajouterai qu'à cette époque se formèrent en moi les vues et les théories générales dont je fis la base inébranlable de mon action d'alors. Depuis lors, j'ai eu peu de choses à y ajouter, je n'ai rien eu à y changer. Au contraire.

J'ai maintenant la ferme conviction que la jeunesse est généralement l'époque où se for-

ment chez l'homme les pensées créatrices fondamentales. On ne peut confondre la sagesse du vieillards, plus profonde, prévoyante, fruit de l'expérience d'une longue vie, et le génie créateur de la jeunesse qui, avec une fécondité sans fin, se répand en pensées et en idées qu'elle ne peut immédiatement mettre en valeur par suite de leur abondance même. Elle est la dispensatrice des matériaux et des plans d'avenir où puisera l'âge mûr, si toutefois ce que l'on appelle la sagesse de l'âge n'a pas étouffé le génie de la jeunesse.

PREMIERS CONTACTS AVEC LES SOCIALISTES-MARXISTES

C'est sur le chantier¹ que j'entrai pour la première fois en contact avec les social-démocrates.

Dès les premiers jours, ce ne fut pas très réjouissant. Mes vêtements étaient encore convenables, mon langage correct et mon attitude réservée. J'étais tellement occupé par mon avenir que je ne pouvais guère m'intéresser à mon entourage. Le travail était pour moi le moyen de ne pas mourir de faim, et aussi celui de continuer, même tardivement, mon instruction. Peut-être n'aurais-je pas fait la moindre attention à mes voisins, si le troi-

1. Hitler avait dû, pour vivre, s'engager comme manœuvre sur des chantiers de construction.

sième ou le quatrième jour un événement ne m'avait obligé de prendre position : on m'ordonna d'adhérer au syndicat.

L'organisation syndicale était alors inconnue pour moi, et je n'avais pu me faire une opinion sur son utilité ou son inutilité. Comme on m'invitait formellement à y entrer je déclinai la proposition en déclarant ignorer la question et que surtout je n'admettais pas que l'on m'obligeât à quoi que ce fût. La première de ces raisons empêcha sans doute que l'on ne me jetât dehors immédiatement. Sans doute s'imaginait-on me convertir en quelques jours et que je deviendrais docile. Mais on se trompait totalement. Au bout de quinze jours, même si mon adhésion avait été possible auparavant, elle ne l'était plus. Dans l'intervalle j'avais en effet appris à mieux connaître mon entourage, et aucune puissance au monde n'aurait pu me faire entrer dans une organisation dont j'avais sous les yeux de tels représentants.

Les premiers jours, je me repliai sur moi-même.

A midi, une partie des ouvriers se répandait dans les auberges voisines, alors que les autres restaient sur le chantier pour avaler un repas souvent bien misérable. C'étaient là les ouvriers mariés, à qui les femmes apportaient leurs repas dans de pauvres gamelles. Vers la fin de la semaine, ils étaient toujours plus nombreux; plus tard seulement j'en compris la raison : on parlait politique.

Je buvais ma bouteille de lait et mangeais mon morceau de pain n'importe où, à l'écart, étudiant avec prudence mon entourage ou réfléchissant à mon triste sort. Ce que j'entendais était cependant plus que suffisant : il me semblait même que l'on me faisait parfois des avances comme pour me fournir prétexte à prendre position; mais ce que l'on me révélait de la sorte me révoltait extrêmement. J'entendais rejeter tout : la nation, invention des classes « capitalistes » ; — combien de fois n'allais-je pas entendre ce mot ! — la patrie, instrument de la bourgeoisie pour l'exploitation de la classe ouvrière; l'autorité des lois, moyen d'opprimer le prolétariat; l'école, machine à produire un matériel humain d'esclaves ainsi que de garde-chiourmes; la religion, moyen d'affaiblir le peuple pour mieux l'exploiter ensuite; la morale qui enseigne une sotte patience bonne pour les moutons, etc. Tout ce qui était pur était trainé dans la boue.

Les premiers temps, je parvenais à me taire, mais cela ne put durer. Je commençai à prendre parti et à répliquer. Mais je reconnus bientôt que je perdrais mon temps tant que je ne connaîtrais point avec précision les points controversés. Je me tournai donc vers les sources de la prétendue sagesse de mes interlocuteurs. Je dévorai livre sur livre, brochure sur brochure.

Sur le chantier, maintenant, cela *chauffait* souvent. Je livrais bataille, de jour en jour plus instruit que mes interlocuteurs sur leur

propre science, jusqu'au jour où la raison rencontra ses adversaires les plus dangereux : la terreur et la force. Quelques-uns de ceux qui discutaient avec moi dans le camp adverse me forcèrent à quitter le chantier si je ne voulais pas dégringoler d'un échafaudage. Seul et sans possibilité de résistance, j'adoptai la première solution et je partis, plus riche d'une expérience.

Je partis, rempli de dégoût, mais déjà tellement pris, qu'il m'aurait été absolument impossible désormais de tourner le dos à cette situation. Ma première indignation passée, mon obstination reparut. J'étais fermement décidé à revenir quand même sur un chantier. Du reste, mes maigres économies étant épuisées au bout de quelques semaines, je fus repris par la misère. Je n'avais plus le choix maintenant. Et le jeu recommença, pour se terminer comme la première fois.

✱

*LA GUERRE MONDIALE. HITLER
S'ENGAGE DANS UN RÉGIMENT
ALLEMAND*

Ce furent des motifs politiques qui, à l'origine, me conduisirent à abandonner l'Autriche; n'était-il point parfaitement compréhensible, que je dusse, maintenant que la lutte commençait, me conformer exactement à ces sentiments? Je ne voulais pas com-

battre pour l'Etat des Habsbourg, mais j'étais prêt à mourir n'importe quand pour mon peuple et pour l'empire qui le personnifiait.

Le 3 août, j'adressai directement à Sa Majesté le roi Louis III une supplique pour demander la faveur d'entrer dans un régiment bavarois. Les bureaux du cabinet étaient sûrement fort occupés à ce moment-là; ma joie fut d'autant plus vive d'obtenir satisfaction dès le lendemain. D'une main tremblante j'ouvris la lettre et lus que ma demande était acceptée, ordre m'étant donné de me présenter dans un régiment bavarois. Alors ma joie et ma reconnaissance ne connurent plus de bornes. Quelques jours plus tard, je portais l'uniforme que je ne devais quitter que six ans après.

C'est ainsi que commença pour moi, comme pour tout Allemand, l'époque la plus inoubliable et la plus sublime de toute mon existence terrestre. En face des événements de cette lutte titanesque, tout le passé ne fut plus qu'un néant insipide...

Comme s'il s'agissait d'hier, je vois défiler devant moi des images et des images, je me vois au milieu de mes chers camarades, lorsque j'endossai l'uniforme, lorsque pour la première fois je sortis faire l'exercice, jusqu'au jour où enfin je partis pour le front.

Je n'éprouvai, comme tant d'autres, qu'une seule inquiétude : celle d'arriver trop tard sur le front. Cela m'empêchait maintes fois de trouver du repos. Si bien qu'à l'annonce

de chacune de nos victoires et de l'héroïsme de nos soldats, il y avait dans ma joie une goutte d'amertume, car chaque nouvelle victoire semblait faire croître le danger que je n'arrive trop tard.

Et pourtant le jour où nous quittâmes Munich pour aller faire notre devoir arriva enfin. Je vis ainsi pour la première fois le Rhin, lorsque le long de ses flots paisibles, nous nous dirigeons vers l'Ouest, pour protéger ce fleuve allemand entre tous les fleuves contre la convoitise de l'ennemi séculaire. Quand les premiers rayons du soleil firent briller à travers la légère brume du matin le monument de Niederwald¹, de l'interminable train militaire monta vers le ciel matinal le vieux *Wacht am Rhein*, et mon enthousiasme m'étouffait dans ma poitrine devenue trop étroite.

Puis, ce fut l'humidité glacée d'une nuit de Flandre, durant laquelle nous marchions en silence; lorsque le jour commença à se dégager des nuages, brusquement sur nos têtes siffla un salut d'acier, et les petites balles, fouettant le sol, frappèrent entre nos rangs avec un bruit sec; mais, avant que le petit nuage ne se fût évanoui, de deux cents gosiers jaillit le premier hurrah! saluant la première rencontre avec la mort.

Alors commencèrent les crépitements des balles et les bourdonnements des canons, les

1. Statue de Germania, haute de 35 mètres, dominant le Rhin, à Rüdesheim, devant Bingen.

chants et les hurlements des hommes, et chacun de nous, les yeux fiévreux, se sentit happé de plus en plus vite vers l'avant, jusqu'à ce que, brusquement, plus loin que les champs de betteraves et les haies, le combat, le combat corps à corps se déclenchât. Mais un chant s'élevait au loin, qui se transmettait de compagnie en compagnie et arrivait peu à peu à nous et, quand la mort commença ses ravages dans nos rangs, il s'empara de nous aussi, et nous le transmîmes plus loin à notre tour :

*Deutschland, Deutschland über alles,
über alles in der Welt!*

Quatre jours plus tard, nous revînmes vers l'arrière. Notre allure même avait changé. Des garçons de dix-sept ans avaient pris l'apparence d'hommes faits...

Les années se succédèrent; le romantisme du combat fit place à l'épouvante. L'enthousiasme se refroidit peu à peu et l'exaltation joyeuse fut étouffée par la crainte de la mort. Vint le temps où chacun eut à lutter contre son instinct de conservation pour faire son devoir. Cette lutte ne me fut point épargnée. Lorsque la mort rôdait, quelque chose d'indéfinissable vous poussait toujours à la révolte, essayant de se présenter au corps défaillant comme la voix de la raison, alors que c'était simplement la lâcheté qui, ainsi déguisée, cherchait à s'emparer de chacun. Mais plus cette voix qui parlait de prudence accentuait ses efforts, plus son appel se fai-

sait perceptible et engageant, plus forte était la résistance, jusqu'à ce qu'enfin, après une longue lutte intérieure, le sentiment du devoir triomphât. Lorsque vint l'hiver 1915-1916, cette lutte avait chez moi trouvé son terme. La volonté avait fini par régner en maître incontesté. Si, dans les premiers jours, j'avais pris part aux assauts avec des vivats et des rires, j'étais à présent calme et résolu. Et ces sentiments étaient durables. Le destin pouvait, désormais, et désormais seulement, envoyer les dernières épreuves : les nerfs et la raison ne faibliraient pas.

De jeune volontaire j'étais devenu vieux soldat.



HITLER ET LA RÉVOLUTION DE 1918

Il y avait dans l'air, depuis longtemps déjà, un je ne sais quoi d'indéfinissable et de répugnant. On se racontait de l'un à l'autre que, dans quelques semaines, ce serait le commencement, mais je ne pouvais m'imaginer ce qu'il fallait entendre par là. Tout d'abord, je pensais à une grève semblable à celle du printemps. Des mauvaises nouvelles arrivaient constamment de la marine où, disait-on, l'effervescence régnait. Mais je voyais là le fruit de l'imagination de jeunes gens isolés plutôt qu'un sujet capable d'émouvoir les grandes masses. A l'hôpital même, chacun parlait bien de la fin de la guerre, que l'on

comptait voir arriver rapidement, mais personne n'espérait une solution immédiate. Je ne pouvais lire les journaux¹.

Au mois de novembre, la tension générale s'accrut. Et, un jour, la catastrophe fit brusquement une soudaine irruption. Des matelots, arrivés en camions automobiles, se mirent à exciter à la révolution; quelques jeunes Juifs étaient les « chefs » de ce mouvement pour « la liberté, la dignité et la beauté » de la vie de notre peuple. Aucun d'eux n'avait jamais été au front. D'un hôpital vénérien de la zone désarmée, les trois Orientaux avaient été refoulés vers l'arrière. A présent ils hissaient le chiffon rouge...

Les jours suivants arrivèrent et, avec eux, la plus effroyable certitude de ma vie. Les bruits qui couraient étaient de plus en plus accablants. Ce que j'avais pris pour une révolte locale était, disait-on, une révolution générale. Par là-dessus arrivèrent les honteuses nouvelles du front. On voulait se rendre. Une chose pareille était-elle possible?

Le 10 novembre, un pasteur vint à l'hôpital militaire nous faire un petit discours : c'est alors que nous apprîmes tout.

Je l'écoutais, bouleversé. Le vieil et digne homme paraissait trembler fort, quand il nous apprit que la maison des Hohenzollern n'avait plus maintenant le droit de porter la couronne, que notre patrie était devenue

¹. Hitler avait eu les yeux attaqués par les gaz et il était hospitalisé depuis octobre à l'hôpital de Pasewalk.

« république », que l'on devait demander au Tout-Puissant de ne pas refuser sa bénédiction à ce changement de régime et de bien vouloir ne pas abandonner notre peuple dans l'avenir. Dans le même temps, il ne pouvait s'empêcher de dire quelques mots sur la maison royale et de rendre hommage aux services qu'elle avait rendus à la Poméranie, à la Prusse et à toute la patrie allemande, et, comme il commençait à pleurer doucement et silencieusement, la plus profonde tristesse s'abattit sur les cœurs, et, dans la petite salle, je crois qu'aucun de nous ne put retenir ses larmes. Mais, quand le vieil homme essaya de reprendre son discours pour nous exposer que nous étions maintenant forcés à mettre un terme à la guerre, que notre patrie allait être durement opprimée, parce que maintenant la guerre était perdue, et que nous devions nous en remettre à la merci du vainqueur, qu'il fallait accepter l'armistice en faisant confiance à la générosité du vainqueur, je ne pus tenir davantage. Brusquement la nuit envahit mes yeux, et en tâtonnant et trébuchant je retournai au dortoir où je me précipitai sur mon lit, enfouissant dans l'oreiller et la couverture mon visage brûlant. Depuis le jour où l'on avait enterré ma mère, jamais je n'avais pleuré. Lorsque, jeune encore, le destin me frappa de coups impitoyables, ma fierté grandit. Lorsque, durant les longues années de la guerre, la mort s'abattit dans nos rangs, em-

portant tant de nos camarades et amis, j'aurais presque cru commettre un péché que de les pleurer, car ils mouraient pour l'Allemagne. Enfin lorsque — durant les derniers jours du meurtrier combat — le gaz m'attaqua traîtreusement et commença à me dévorer les yeux, craignant de devenir aveugle, je fus sur le point de désespérer; mais aussi fort que la foudre me frappèrent les voix de ma conscience : « Misérable pleurnicheur, tu oses gémir pendant que des milliers sont cent fois plus malheureux que toi ! » Et, insensible et muet, je me soumis à mon sort. C'est maintenant que je comprenais combien toute douleur personnelle disparaît devant le malheur de la patrie.

Ainsi, tous les sacrifices, toutes les privations, étaient vains. C'est en vain que l'on avait supporté toutes les souffrances de la faim et de la soif durant d'interminables mois, vaines les heures durant lesquelles, oppressés par l'angoisse de la mort, nous faisions cependant notre devoir; il était donc vain, le trépas de deux millions d'hommes !

N'allaient-elles pas s'ouvrir, les tombes de ces centaines de milliers d'hommes, qui sortirent un jour des tranchées pour ne plus jamais revenir ? Ne devaient-elles pas s'ouvrir, et envoyer à la patrie, tels des fantômes vengeurs, muets, couverts de sang et de boue, les héros qu'elle frustrait du suprême sacrifice que l'homme puisse faire à son pays ?

Etait-ce pour cela qu'étaient morts les sol-

dates d'août et septembre 1914, et qu'à l'automne de la même année les régiments de jeunes volontaires avaient suivi leurs vieux camarades? Était-ce pour cela que ces enfants de dix-sept ans étaient tombés sur la terre des Flandres? Était-ce là le but du sacrifice de la mère allemande qui, le cœur déchiré, laissait partir pour ne plus jamais les revoir ses enfants bien-aimés? Était-ce donc pour qu'une poignée de criminels pût mettre la main sur le pays que tout ceci avait eu lieu? C'était donc pour cela que le soldat allemand, épuisé par des nuits sans sommeil, des marches interminables, avait supporté un soleil ardent ou les tempêtes de neige? Était-ce pour cela qu'il avait supporté l'inférieur feu roulant, la fièvre de l'attaque de gaz, sans faiblir, ayant toujours à l'esprit son unique devoir : préserver la patrie du danger ennemi?...

D'affreuses journées et des nuits plus affreuses encore suivirent, je savais que tout était perdu. Seuls, des fous complets, des menteurs ou des criminels pouvaient espérer la clémence de l'ennemi...

Enfin je vis clairement que ce que j'avais si souvent craint déjà sans pouvoir y croire de sang-froid, venait à présent d'arriver. L'empereur Guillaume II était le premier empereur d'Allemagne qui avait tendu la main aux chefs du marxisme, sans penser que ces hypocrites ne savaient pas ce que c'est que l'honneur. Ils tenaient encore la main de

l'empereur dans la leur que, de l'autre, ils cherchaient un poignard.

Avec le Juif, il n'y a point de pacte possible; il faut choisir : tout ou rien!

Quant à moi, je décidai de faire de la politique.

*
**

NAISSANCE DU PARTI

(Hitler est entré en qualité d'officier éducateur dans un régiment de Munich.)

Un jour, mes supérieurs me donnèrent l'ordre de voir ce qu'était une association d'apparence politique du nom de « parti ouvrier allemand » qui devait prochainement tenir une réunion...

L'armée témoignait à ce moment-là, vis-à-vis des partis politiques, une curiosité fort compréhensible. La révolution avait accordé au soldat des droits politiques, droits dont il avait largement usé, surtout lorsqu'il était inexpérimenté...

(Hitler assiste à une séance de la Commission du parti.)

...En dehors de quelques vagues lignes générales, il n'y avait rien, aucun programme, aucune brochure, aucun imprimé, pas de cartes d'adhérents, pas un simple cachet, mais uniquement une bonne foi évidente et de la bonne volonté.

...Ne devais-je pas voir dans tout cela le

signe certain de la plus entière perplexité, et du découragement le plus complet au sujet des partis déjà existants, de leurs programmes, de leurs buts, de leur activité? Si ces jeunes gens se lançaient dans une action au premier abord si ridicule, c'est qu'une voix intérieure plus instinctive que consciente leur disait que les partis existants, pris en bloc, n'étaient pas capables de relever la nation allemande ni de réparer ses dommages intérieurs. Je lus rapidement les lignes générales du parti qui étaient dactylographiées et j'y trouvai l'expression de la bonne volonté et de l'impuissance. Beaucoup de confusion et d'obscurité; bien des choses manquaient, et, en premier lieu, l'esprit de lutte.

Le sentiment de ces hommes, je le connaissais bien : c'était le désir d'un mouvement nouveau qui fût plus qu'un parti au sens que l'on avait jusqu'alors donné à ce mot.

Lorsque, le soir, je revins à la caserne, mon opinion sur cette association était faite.

J'étais en face du plus difficile problème de mon existence : devais-je y entrer ou refuser?

...Le destin lui-même semblait maintenant me faire signe du doigt. Je n'aurais jamais adhéré à un des grands partis existants; plus tard, je dirai pourquoi avec plus de détails. Cette ridicule petite création avec ses quelques membres me parut offrir l'unique avantage de n'être pas encore pétrifiée en organisation, mais de laisser à un individu isolé la

possibilité d'une action personnelle réelle. Ici l'on pouvait encore travailler et plus le mouvement était petit, plus grande était la possibilité de le former convenablement. Ici, on pouvait encore déterminer le sujet, le but et le chemin à suivre, ce qui était impossible dans les grands partis existants...

Après deux jours de pénibles rêveries et de réflexions, j'arrivai à la conviction que je devais franchir le pas. Ce fut la résolution décisive de ma vie. Je ne pouvais ni ne devais plus reculer. Aussi me fis-je inscrire membre du parti ouvrier allemand et je reçus le titre provisoire de membre avec le n° 7.

*
**

PREMIÈRES RÉUNIONS

Six ou sept hommes, des inconnus, des pauvres diables se rassemblent avec l'intention de créer un mouvement, espérant le voir réussir là où de grands partis comprenant des masses considérables ont, jusqu'à présent, échoué : reconstituer un Reich allemand plus fort, plus souverain. Si nous avions été l'objet de railleries, d'attaques, nous eussions été ravis, mais passer aussi inaperçus était tout à fait déprimant : c'est ce dont je souffrais le plus.

Tous les mercredis nous nous réunissions dans un café de Munich, et la Commission

tenait séance; une fois par semaine, nous avions aussi une soirée de conversation. Comme tous les membres du parti étaient membres de la Commission, les assistants étaient évidemment toujours les mêmes. La question était donc de faire éclater les limites de notre petit cercle, de gagner de nouveaux adhérents et avant tout de faire connaître à tout prix le nom du mouvement.

Nous nous y prîmes de la manière suivante: nous décidâmes d'essayer, chaque mois, et plus tard tous les quinze jours, de tenir une assemblée. Les invitations étaient écrites soit à la machine, soit à la main, et les premières qui furent distribuées furent portées par nous. Chacun essayait, en s'adressant au cercle de ses relations, d'attirer l'un ou l'autre à nos réunions.

Le résultat fut lamentable.

Je me souviens encore d'un soir où j'avais porté moi-même quatre-vingts de ces billets et où nous attendions les masses populaires qui ne devaient pas manquer de venir.

Après une heure de retard, le « président » de « l'assemblée » dut enfin ouvrir la séance. Nous étions encore sept, toujours les mêmes.

Nous nous adressâmes alors à une maison de matériel de Munich qui nous fit polycopier nos billets à la machine. A l'assemblée suivante, cela nous valut quelques auditeurs en plus de nous-mêmes. Leur nombre s'éleva ensuite lentement, de 11 à 13, à 17, à 23 et enfin à 34 auditeurs.

A l'aide de très modestes quêtes que nous faisions dans notre cercle de pauvres diables, nous pûmes réunir les fonds nécessaires pour faire enfin insérer l'annonce d'une assemblée dans le *Münchener Beobachter*, alors indépendant.

Le succès fut, cette fois, étonnant...

...Une petite salle qui pouvait au plus contenir 130 personnes. J'y vis une halle immense et nous tremblions tous de ne pouvoir, le soir de notre réunion, remplir ce puissant édifice. A sept heures, il y avait 111 personnes et la séance fut ouverte.

Un professeur de Munich fit le rapport. J'étais inscrit comme deuxième orateur et, pour la première fois, je devais prendre la parole en public.

Le premier président du parti, alors M. Harter, ne cachait pas que cela lui paraissait très audacieux; au demeurant, un homme très sincère, alors persuadé que j'avais d'autres aptitudes, mais non pas celle de la parole. Même par la suite, on ne parvint jamais à le faire revenir sur cette opinion.

Cependant, il se trompait. Dans cette réunion, la première que l'on peut appeler publique, on m'avait donné la parole pour vingt minutes, je la gardai trente. Et ce que j'avais pressenti au fond de moi-même avant d'en rien savoir, se trouva confirmé par la réalité: je savais parler!

Au bout de trente minutes, la petite salle était électrisée et l'enthousiasme nous fut

d'abord prouvé par une quête qui rapporta 300 marks en réponse à mon appel à la générosité des assistants, ce qui nous délivra d'un gros souci.

*
**

LA PREMIÈRE GRANDE ASSEMBLÉE POPULAIRE : 24 FÉVRIER 1920

La séance devait être ouverte à 7 h. 30. A 7 h. 15, quand j'entrai dans la salle des fêtes de la Hofbrauhaus, sur le Platzl, à Munich, je crus que mon cœur allait éclater de joie. L'énorme local — il me paraissait encore énorme — était plein, plein à craquer. Les têtes se touchaient, il y avait près de 2.000 personnes. Et surtout ceux qui étaient venus étaient précisément ceux à qui nous voulions nous adresser.

Des communistes ou des indépendants occupaient, semblait-il, plus de la moitié de la salle. Notre première grande manifestation leur paraissait vouée à une fin qu'ils compaient provoquer rapidement.

Mais, rapidement, il en fut autrement. Après que le premier orateur eut terminé, je pris la parole. Quelques minutes après, les interruptions fusaient de toutes parts. De violentes collisions éclatèrent dans la salle. Une poignée de mes plus fidèles camarades de

guerre et d'autres partisans tombèrent sur les troublions et parvinrent peu à peu à ramener le calme. Au bout d'une demi-heure, les applaudissements commençaient nettement à couvrir les cris et les rugissements.

Je passai alors au programme et l'exposai pour la première fois. De quart d'heure en quart d'heure, on suivait la montée des approbations dominant les interruptions. Lorsque enfin je développai devant la foule, point par point, les 25 propositions et que je la priai de prononcer elle-même son jugement, dans un enthousiasme toujours croissant, tous ces points furent acceptés à l'unanimité, encore et toujours à l'unanimité, et quand le dernier point fut parvenu au cœur de la masse, j'avais devant moi une salle pleine d'hommes unis par une conviction nouvelle et une nouvelle foi, une nouvelle volonté.

Au bout de quatre heures environ, la salle commença à se vider; comme s'écoule une rivière aux eaux lentes, la foule entassée reflua vers la porte, et tous ces hommes se serraient et se bousculaient. Et je sentis alors qu'allaient se répandre au loin, parmi le peuple allemand, les principes d'un mouvement que l'on ne pourrait plus désormais condamner à l'oubli.

Un brasier était allumé : dans sa flamme brûlante serait forgé un jour le glaive qui rendrait au Siegfried germanique la liberté, et la vie à la nation allemande.

Sous mes yeux le redressement commen-

çait. Et je voyais en même temps la déesse de la vengeance impitoyable se dresser contre le parjure du 9 novembre 1918.

La salle se vida lentement.

Le mouvement suivit son cours.

BIBLIOGRAPHIE

Mein Kampf.

Discours du chancelier Hitler à Coblenz, 26-8-34.

Discours du chancelier Hitler à la Fête de La Moisson, 30-7-34.

Discours du chancelier Hitler à Sarrebrück, 1-3-35.

Discours du chancelier Hitler au Reichstag, 7-3-36.

Discours du chancelier Hitler à Karlsruhe, 12-3-36.

Discours du chancelier Hitler à Francfort, 16-3-36.

Discours du chancelier Hitler au Congrès de Nuremberg, septembre 1936.

Discours du chancelier Hitler au Congrès de Nuremberg, septembre 1937.

Lettre du chancelier Hitler à M. Mussolini, 2-3-38.

Toutes les parties de ce livre sans indication de référence sont extraites de *Mein Kampf*.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 29 MAI MCMXLI
PAR FIRMIN-DIDOT ET C^{ie} AU
MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (FRANCE)